



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

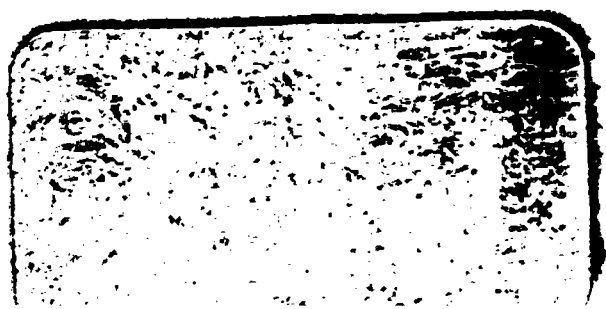
À propos du service Google Recherche de Livres

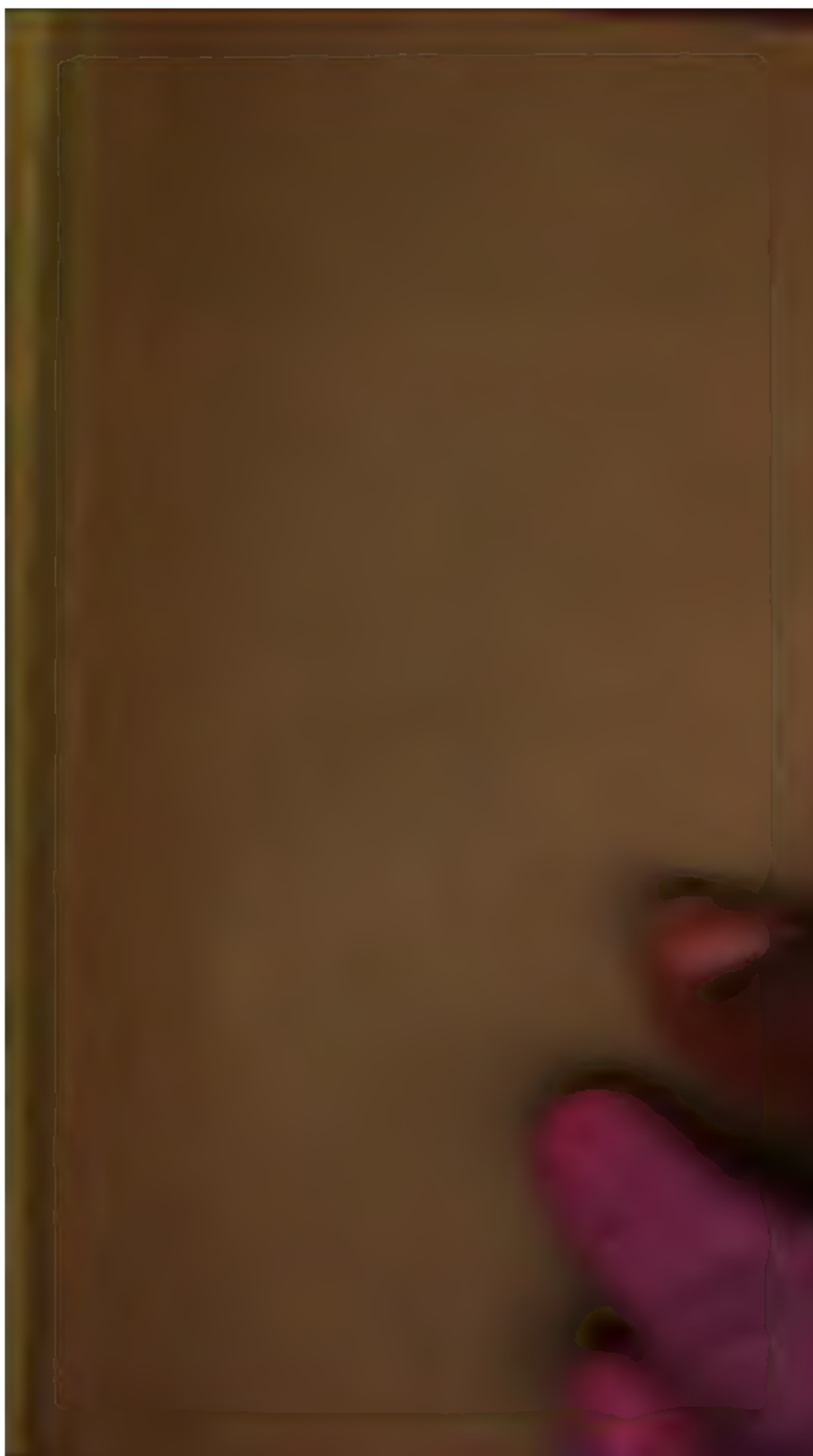
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 06181544 9













CAUSES CÉLÈBRES

ET

INTÉRESSANTES,

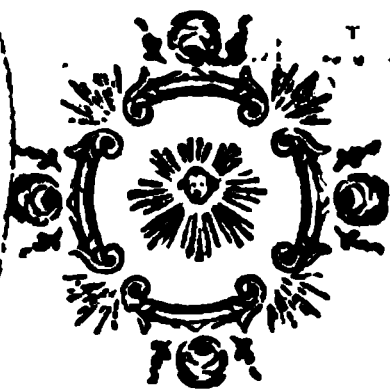
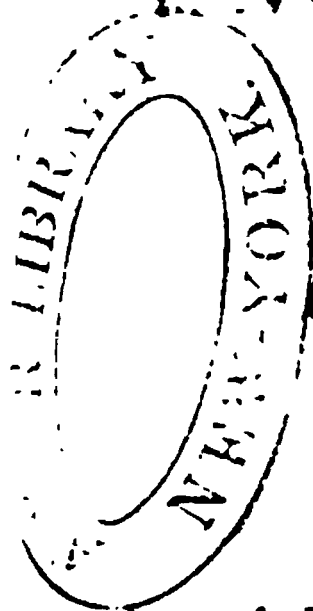
AVEC

LES JUGEMENTS

QUI LES ONT DÉCIDÉES.

Éditées de nouveau par M. RICHIER, ancien
Avocat au Parlement.

TOME DIX-HUIT.



AMSTERDAM,

Chez MICHEL RHEV.

1781.

AV

Et se trouvent à Paris , chez

LE CLERC , Quai des Augustins.

HUMBLOT , rue Saint-Jacques.

CELLOT , Imprimeur , rue Dauphine.

La veuve DESAINT , rue du Foin.

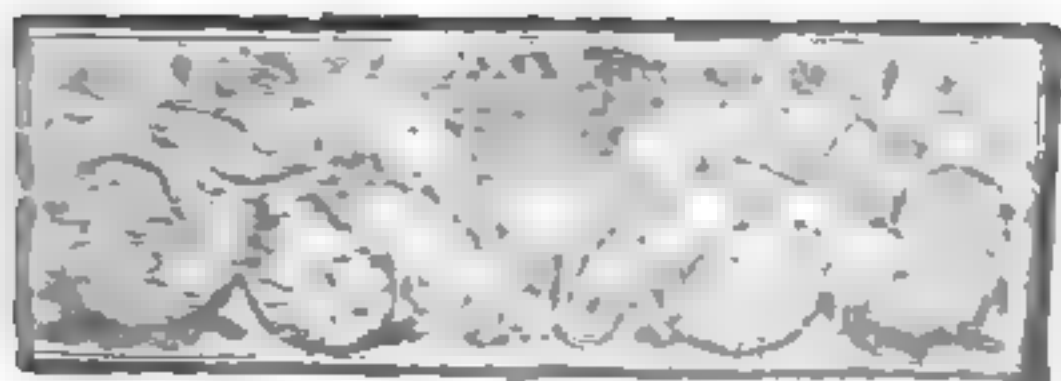
DURAND , neveu , rue Galande.

NYON , rue du Jardinet.

MOUTARD , rue des Mathurins.

BAILLY , rue Saint-Honoré , vis-à-vis la
Barrière des Sergens.

SAYON , rue Saint-Jacques.



CAUSES CÉLÈBRES

ET

INTÉRESSANTES,

*Avec les jugemens qui les ont
décidées.*



* IMPOSTEUR BIGAME.

GUY DE VERRÉ, seigneur de Chauvigny en Poitou, eut, de son mariage avec *Marie Petit*, deux enfans; *Claude* & *Jacques de Verre*. *Claude*, l'aîné, obtint, à l'âge de quatorze ans, une place d'enseigne dans le régiment de Clancieu. Il quitta la maison paternelle en 1638, pour se rendre où son service l'appelloit, & , depuis ce moment, les

Tome XVIII.

A

2 : *Imposteur bigame.*

parents n'eurent plus de ses nouvelles ; & ignorèrent absolument ce qu'il étoit devenu.

Dans cet intervalle , *Guy de Verré* mourut ; sa veuve quitta Saumur , où elle avoit toujours fait sa résidence avec sa famille , & se retira dans sa terre de Chauvigny avec *Jacques* , son second fils. Le décès de son mari l'avoit sincèrement affligée , & avoit mis le comble au chagrin que lui caufoit l'absence de son fils dont elle ignoroit le sort.

Les troubles de la fronde déchiroient alors le royaume. Le commandant du château de Saumur étoit dans le parti du prince *de Condé* , & vouloit y attirer la ville. La cour envoya le régiment d'Harcourt pour faire le siège de ce château , qui se soumit. Pendant cette expédition , un des officiers de ce régiment profita d'un jour de loisir , pour aller à Chauvigny , qui est dans le voisinage , & prendre quelques moments de délassement dans cette maison.

Il fut reçu par *Jacques de Verré* , qui trouva en lui une ressemblance parfaite avec ce fils aîné , dont sa mère pleuroit la perte depuis si long-tems. En le lui présentant , il lui communiqua ses



4 *Imposteur bigame.*

» plus eu lieu de douter que j'obtien-
» drois le pardon que je vous demande
» à genoux. J'appréhendois, d'ailleurs,
» qu'en me déclarant d'abord, le chan-
» gement qu'une si longue absence a dû
» apporter dans mes traits & dans toute
» ma personne, ne vous empêchât de
» me reconnoître, & ne me fît passer
» à vos yeux pour un imposteur ».

Plus elle le considéra, plus elle trouva de raisons pour le reconnoître. *C'est lui*, s'écria-t-elle, *c'est mon fils aîné*. Elle le présenta, en cette qualité, à sa famille, à ses voisins; elle les invita tous à prendre part à sa joie, & à la fête qu'elle donna pour célébrer le retour d'une tête si chère. Tout le monde reconnut le nouveau venu pour l'enfant de la maison; tout le monde s'empressa de prendre part à la joie de cette mère tendre, & personne n'osa douter que ce ne fût *Claude de Verré*, fils aîné de madame de Chauvigny.

On croyoit bien appercevoir dans les traits, dans la marche, dans l'attitude, quelque chose qui n'étoit pas du jeune homme qui avoit disparu. Mais, quand on le perdit de vue, il n'avoit que quatorze ans; ses traits & sa contenance n'étoient pas encore fixés alors. Dix-

Impositeur bigame. 5

huit ans s'étoient écoulés depuis ; pendant ce long espace de tems , ses traits s'étoient formés , avoient pris , par l'accroissement , des proportions différentes ; les exercices militaires , joints à l'usage du monde , avoient mis , dans son allure & dans son maintien , plus de grace & plus de consistance : mais , en l'examinant avec attention , on trouvoit que ce qu'il étoit , lors de son départ , annonçoit qu'il deviendrait tel qu'on le voyoit actuellement. D'ailleurs la justesse & la précision de ses réponses écartoient tous les doutes qu'auroient pu inspirer les autres circonstances. Il fut donc accueilli de tout le monde , & solennellement reconnu pour le fils aîné de la maison.

Le sieur de *Piedselon* , frère de la dame de *Chauvigny* , s'opposa seul à cette reconnoissance générale , & soutint fermement à sa sœur & au nouveau venu , qu'il n'étoit point son neveu , & qu'il étoit un impositeur. Mais tout le monde prit cette résistance pour une singularité de caractère , & une opiniâtreté qui n'avoit d'autre fondement , que le plaisir de contredire l'opinion commune. Ainsi *Claude de Verré* demeura en possession de la qualité de fils

6 *Imposteur bigame.*

ainé de la maison , & fut traité comme tel par tous les parents , tous les amis , & tous les voisins de sa famille.

Il jouissoit tranquillement des douceurs de cette reconnoissance , lorsque le régiment d'Harcourt eut ordre de se rendre en Normandie. Son devoir l'arracha des bras de sa famille , pour suivre la troupe à laquelle il étoit attaché. Mais il ne voulut pas avoir le chagrin de se trouver , de nouveau , séparé de tout ce qu'il avoit de cher ; il engagea *Jacques* , son frère , à l'accompagner : ils firent toute la campagne ensemble. *M. Feytaud*.

Arrivé dans sa nouvelle garnison , *Claude de Verré* se lia d'amitié avec le sieur de *Dauplé*. Ce gentilhomme avoit une fille , dont les charmes firent une vive impression sur le cœur de son nouvel ami. La demoiselle ne fut point insensible à la déclaration que lui fit son amant. Elle consentit qu'il la demandât en mariage à son père , & promit d'apprendre avec satisfaction le succès de cette proposition.

Elle fut agréée , & l'heureux de *Verré* , impatient de réaliser le bonheur dont il n'avoit encore que l'espérance , prit le parti d'accélérer son ma-

1. The first part of the document is a title page. It contains the title of the document, the author's name, and the date of the document.

2. The second part of the document is an introduction. It provides a brief overview of the document's content and the author's purpose in writing it.

3. The third part of the document is the main body. It contains the main content of the document, which is organized into several sections.

4. The fourth part of the document is a conclusion. It summarizes the main points of the document and provides a final statement.

5. The fifth part of the document is a bibliography. It lists the sources of information used in the document.

6. The sixth part of the document is an appendix. It contains additional information that is related to the main content of the document.

7. The seventh part of the document is a glossary. It defines the key terms used in the document.

8. The eighth part of the document is an index. It provides a list of the document's contents and their locations.

9. The ninth part of the document is a list of references. It lists the sources of information used in the document.

10. The tenth part of the document is a list of figures. It lists the figures included in the document.

11. The eleventh part of the document is a list of tables. It lists the tables included in the document.

12. The twelfth part of the document is a list of appendices. It lists the appendices included in the document.

13. The thirteenth part of the document is a list of glossary. It lists the glossary included in the document.

14. The fourteenth part of the document is a list of index. It lists the index included in the document.

15. The fifteenth part of the document is a list of references. It lists the references included in the document.

16. The sixteenth part of the document is a list of figures. It lists the figures included in the document.

17. The seventeenth part of the document is a list of tables. It lists the tables included in the document.

18. The eighteenth part of the document is a list of appendices. It lists the appendices included in the document.

19. The nineteenth part of the document is a list of glossary. It lists the glossary included in the document.

20. The twentieth part of the document is a list of index. It lists the index included in the document.

dispense des deux autres : mais s'en est trouvé aucune trace sur les registres publics ; ce qui ne feroit pas preuve qu'il n'avoit pas été célébré ; sçait avec quelle négligence les registres baptistères étoient tenus dans tout le royaume , avant l'ordonnance de 1666.

Les deux époux ne jouirent pas longtemps des douceurs de leur union. Le régiment d'Harcourt fut commandé pour aller en Flandres s'opposer au progrès du prince *de Condé* , qui avoit les armes à la main contre sa patrie ; & le sieur *de Verré* fut obligé de quitter sa nouvelle épouse , pour se rendre où son devoir l'appelloit.

La campagne finie , il ne songea pas à aller passer l'hiver avec sa femme ; il se rendit à Chauvigny , où il ramena son frère. La mère eut donc encore la satisfaction de voir sa famille réunie , & de jouir de la présence de ses deux fils : la bonne intelligence qu'elle voyoit régner entre eux mettoit le comble à sa joie. L'ainé ne paroissoit occupé que du soin de lui plaire , & de réparer , par ses attentions & son respect , les chagrins que la longueur de son absence lui avoit causés.

Cependant il faisoit de fréquents

voyages à Saumur. Il y devint amoureux d'une jeune personne , nommée *Anne Allard*. Elle étoit belle , elle étoit riche , & sa naissance étoit , à-peu-près , proportionnée à celle du sieur de *Verré*. Elle l'aima , & eut , pour lui , des faiblesses dont les suites devinrent embarrassantes. Le mariage étoit le seul moyen de réparer cet accident. Mais comment y recourir ? L'amant étoit dans les liens d'un engagement qui ne permettoit pas d'en contracter un second. Il est vrai que le premier étoit ignoré , & s'il eût été seul dépositaire de son secret , il l'eût tenu enseveli. Mais il étoit connu de son frère , qui même en auroit pu administrer la preuve ; & ce frère auroit-il gardé le silence à la vue d'un sacrilège que son propre honneur lui faisoit un devoir d'empêcher ?

Cet embarras fut levé par un bruit qui se répandit tout d'un coup à Saumur , & qui se communiqua jusqu'à Chauvigny , que le sieur de *Verré* avoit été marié , & que sa femme venoit de mourir. Il confirma ce bruit , en faisant voir une lettre qui lui en apprenoit la nouvelle , prenant le grand deuil , & faisant paroître , à l'extérieur , tous

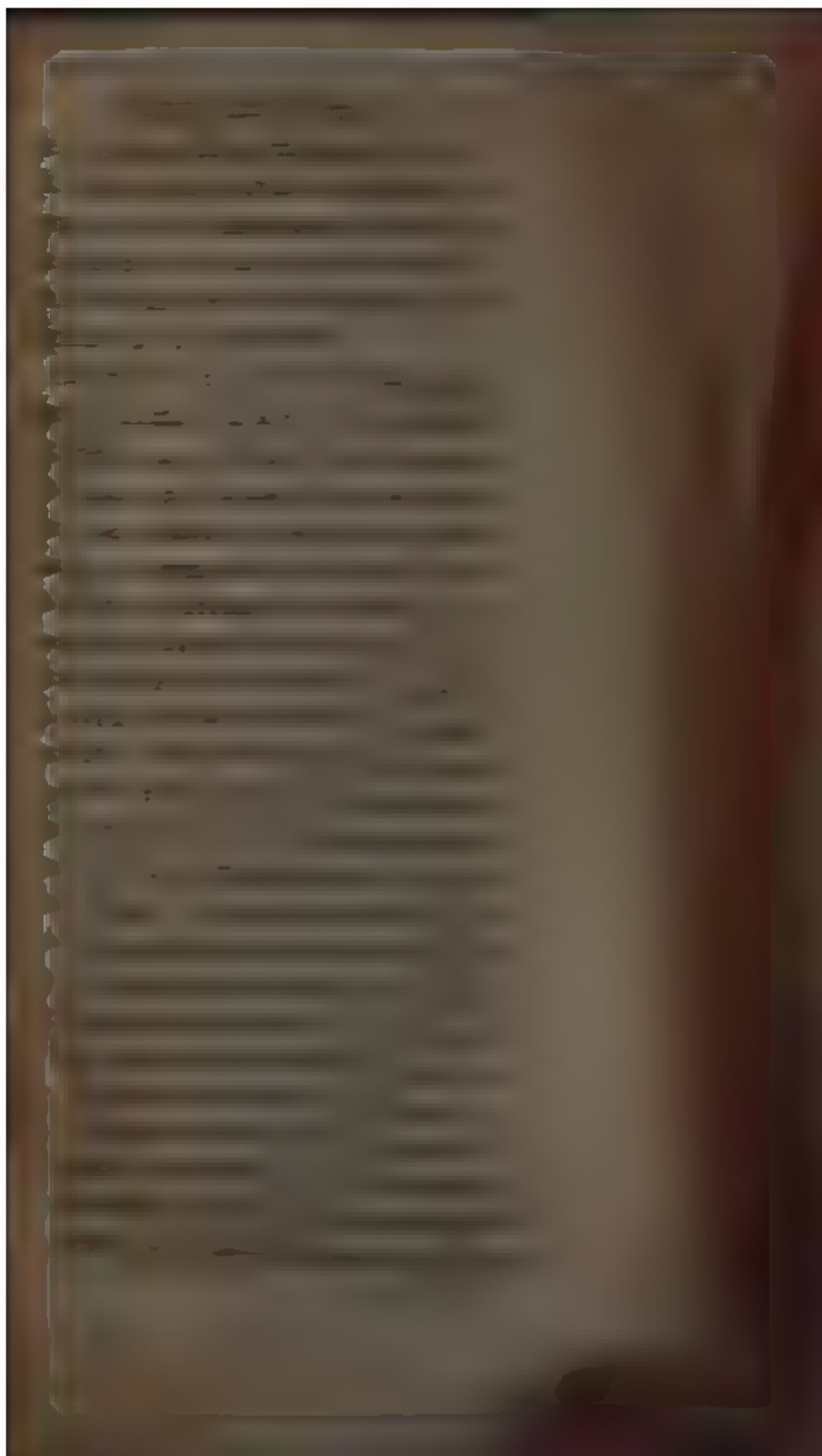
10 *Impositeur bigame.*

les signes d'une douleur sincère.

Cependant il continuoît toujours de voir secrètement la demoiselle *Allard*, & l'entretenoit dans l'espérance de s'unir à elle, dès que les règles de la bienfiance le permettroient. Il avoit facilement obtenu le pardon de sa tendre mère, pour l'outrage qu'il avoit fait une seconde fois à son autorité, en contractant un mariage à son insçu : il la mit dans la confidence des vues qu'il avoit sur sa nouvelle maîtresse, & obtint la permission de les effectuer.

Le tems arrive enfin où rien ne s'oppose plus aux desirs de la demoiselle *Allard*. Le contrat de mariage fut passé le 16 mars 1653 ; la dame de *Chauvigny*, & *Jacques de Verré* le signèrent, & la bénédiction nuptiale fut administrée le même jour. L'acte en fut régulièrement couché sur les registres, & signé des deux mêmes personnes.

La dame de *Chauvigny* sembloit être au comble de ses souhaits. Son fils aîné, en se mariant, avoit quitté le service, & elle le voyoit fixé auprès d'elle, avec une épouse qui lui étoit agréable, & qui, par ses qualités & ses bonnes manières pour elle, pour son époux, & pour son beau-frère, faisoit la félicité



dans cette maison , le flambeau de la discorde , & y sema toutes les horreurs de la chicane. Il annonce que celui qui se disoit *Claude de Verré* , & qui en occupoit la place , étoit un imposteur ; que ce nom & cette place lui appartenoient. Il racontoit qu'ayant quitté la maison paternelle en 1638 , pour aller joindre le régiment dans lequel son père lui avoit procuré une place d'enseigne , différentes aventures que son goût pour les femmes & pour la dissipation lui avoient occasionnées , avoient porté obstacle à son avancement , & il s'étoit vu réduit , par sa faute , à se faire simple soldat dans le régiment des gardes françoises. Il avoit été fait prisonnier au siège de Valenciennes en 1656 , avec le maréchal *de la Ferté*. Il n'avoit osé , après une si longue absence , reparoître dans sa famille , il craignoit d'y recevoir les justes reproches que son inconduite n'auroit pu manquer de lui attirer , & les marques de mécontentement que ses parents lui auroient fait éprouver. Avant de se présenter à leurs yeux , il avoit cru devoir s'informer de l'état de la maison paternelle. Il étoit venu dans un bourg , voisin de Chauvigny , où il



14 *Imposteur bigame.*

de Verré tint le même langage ,
Anne Allard , appuyée de trois
moignages qui , dans cette affaire
devoient être du plus grand poids
joignit ses cris à ceux de sa belle-mère
& aux menaces de son mari.

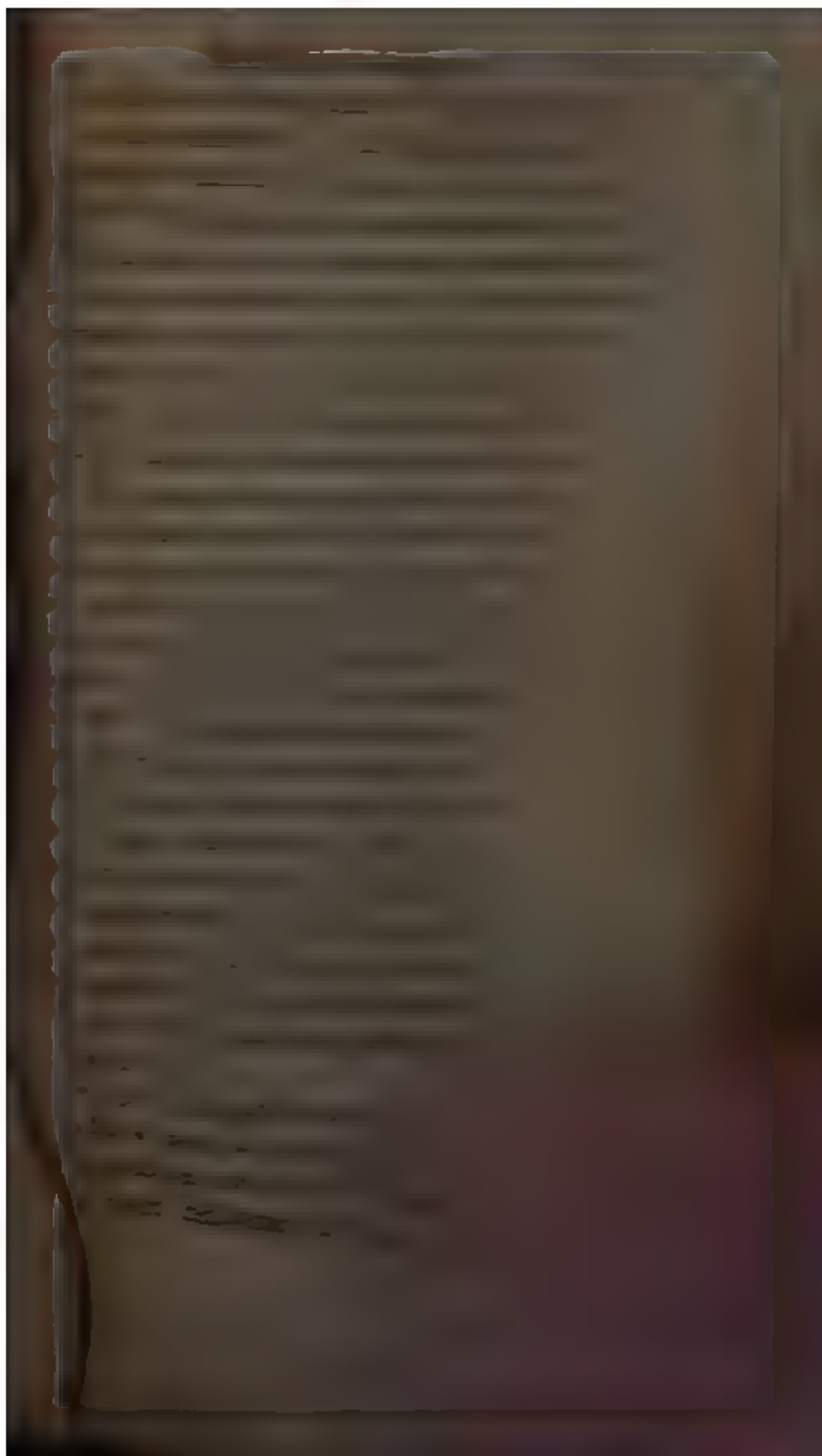
Le soldat ne fut pas éconduit par ce
mauvais succès ; il crut qu'il pourroit
obtenir en justice ce qui lui avoit été
refusé à Chauvigny. Il rendit plainte
devant le lieutenant criminel de Sau-
mur. Après avoir exposé la manière dont
il avoit été reçu par sa mère , par son
frère, & par deux personnes à lui incon-
nues qu'il y avoit trouvées , il prit des
conclusions directes contre l'usurpateur
qui occupoit sa place dans cette maison,
qui avoit usurpé son nom & sa qualité,
pour s'emparer des biens de son père ,
& se faire donner ceux de sa mère.

Avant de prendre un parti dans une
affaire aussi délicate , où l'honneur d'une
famille honnête étoit compromis , où
l'on vouloit ravir l'état à un homme
qui en étoit en possession depuis plu-
sieurs années , qui s'étoit attiré l'estime
& l'amitié de tous les habitants du can-
ton , le lieutenant criminel crut devoir
prendre des précautions. Il fit d'abord
arrêter le soldat , & le commit à la



16 *Imposteur bigame.*

» nature elle-même sembloit
» mon cœur , & je ne crois p
» soit possible qu'elle ait un
» plus expressif , & plus pers
» celui qu'elle me fit entendre
» Elle n'a point varié depuis
» cessé , au contraire , de faire
» jour , dans mon ame , des im
» plus fortes. Eh ! que ce fils
» bien , & mérite bien encore
» tendresse qu'il m'a inspiré
» été occupé , depuis qu'il
» moi , que du soin de me
» prévient tous mes desirs ,
» che que mon bonheur. Je
» propriétaire de tout mon
» il se comporte comme s'il
» mon administrateur & moi
» Ce bien fructifie dans ses
» que ses épargnes influent
» & les commodités qui f
» grande partie de la felicità
» que. Ses complaisances po
» en font le meilleur des m
» soins bien entendus qu'il d
» ducation de ses enfants ,
» meilleur des pères.
» L'homme qui
» au contraire , p
» Mais comment



18 *Imposteur bigame.*

» marque à mon fils aîné , dans
» enfance. Mais cette circonstance
» elle donc , pour lui , un titre si
» faillible qu'on soit forcé d'y défier
» Mon fils étoit-il le seul enfant
» pût attraper une brûlure au front
» Et si celui qui possède ma tendresse
» plus cette marque , l'âge n'a-t-il
» pu l'effacer ?

» Je considère cependant , d'un au
» côté , que le desir immodéré de
» voir mon fils a pu me tromper par
» plus petite apparence de conformi
» & me faire regarder l'ombre com
» la réalité. Il est possible que j'aie
» pour l'inspiration de la nature ce
» n'étoit que l'effervescence de ma p
» sion & de mon desir. En un mot
» place dont le mari d'*Anne All*
» s'est emparé dans mon cœur ,
» qu'il y occupe encore , il ne la d
» peut-être qu'à l'erreur & à l'illu
» qui séduit une mère tendre qui ,
» puis dix-huit ans , soupiroit après
» fils bien-aimé. Mais si , dans la réal
» ce n'est qu'un aventurier , les ser
» mens qu'il m'a inspirés doivent cé
» à la justice : quand même mon dev
» ne feroit pas le plus fort dans m
» cœur , il ne doit pas profiter des fru

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the situation.

2. Once the problem is identified, the next step is to define the objectives and goals of the project. This helps to clarify what needs to be achieved and provides a clear direction for the team.

3. The third step is to develop a plan or strategy to address the problem. This involves breaking down the problem into smaller, manageable tasks and determining the resources needed to complete them.

4. The fourth step is to implement the plan. This involves putting the strategy into action and monitoring progress to ensure that the project is on track.

5. The final step is to evaluate the results of the project. This involves assessing the outcomes against the objectives and goals and identifying any lessons learned for future projects.

[The page contains faint, illegible markings and artifacts.]

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
84

de cette confrontation , qui ne fit , au contraire , qu'embarrasser le juge davantage , & confondre ses idées. Néanmoins , dans un interrogatoire circonstancié , il avoit tiré , de la dame *de Chauvigny* , des détails dont il se promettoit bien de faire usage dans la suite de la procédure qu'il étoit obligé , & qu'il avoit résolu de continuer , pour parvenir à la découverte de la vérité.

Il sçut que le sieur de *Piedfelon* , frère de la dame *de Chauvigny* , avoit constamment refusé de reconnoître le mari d'*Anne Allard* pour son neveu , & l'avoit toujours traité d'imposteur ; il pensa que cette persévérance , qui avoit résisté au témoignage de la famille entière , aux signes les plus éclatants & les plus durables de la tendresse maternelle , étoit fondée sur des raisons qui lui avoient paru irrésistibles. Pour s'en instruire , il confronta cet oncle avec le soldat. Il étoit assuré qu'ils ne s'étoient pas encore vus.

Le soldat n'eut pas plutôt aperçu le sieur de *Piedfelon* , qu'il se précipita dans ses bras , où il fut reçu avec tous les transports de la reconnoissance la plus sincère , & de la joie la plus vive.

Leurs larmes se confondirent ; les mors entre-coupés & les expressions les plus tendres furent leur langage.

Le juge , témoin de cette scène , parvint enfin , à grande peine , à les séparer , pour les interroger chacun en particulier. Le soldat , après avoir fait voir la cicatrice qu'il avoit au front , articula des faits positifs ; il détailla , de lui-même , & sans attendre aucune des indications que différentes questions faites par le juge auroient pu lui fournir , toutes les circonstances de la vie qu'il avoit menée avec ses parents avant son départ. Il entra dans des particularités qui ne pouvoient être connues que d'une mère & de son enfant ; & en tout ce que la dame de *Chauvigny* avoit circonstancié , il se trouva conforme avec elle ; & sur les choses dont elle n'avoit pas parlé , il ne dit rien qui ne fût analogue à ce qu'elle avoit déclaré.

La lumière commençoit à luire dans l'esprit du juge ; quand il se crut totalement éclairé par la défection de tous les parents , qui , après avoir considéré le soldat de sang froid , se rangèrent de son parti , & embrassèrent l'opinion du sieur de *Piedséton*.

22 ' *Imposteur bigame.*

Par cette révolution, le juge se autorisé à ordonner qu'il seroit informé contre le mari d'*Anne Allard*, & son procès lui seroit fait & parfait comme à un imposteur. On entendit en témoignage, une grande partie des officiers du régiment d'Harcourt, attestèrent unanimement que l'accusé étoit *Michel Feydy*, sieur de la *Lezarderie*. D'un autre côté, une foule de très témoins, qui avoient connu le soldat dans différentes circonstances de sa vie, déposèrent qu'ils l'avoient toujours connu sous le nom de *Verré*, lui avoient toujours vu la cicatrice qu'il avoit au front.

Cette information soutenue de reconnoissance uniforme & constante de toute la famille, décida le sort de deux contendans; & par sentence du lieutenant criminel de Saumur du 2 mai 1657, « le soldat aux gardes fut » déclaré être véritablement *Claude* » *Verré*, fils de *Guy de Verré* & de » *Marie Petit*; il lui fut permis de » mettre en possession des biens de *Guy* » *de Verré*; & *Michel Feydy* fut déclaré atteint & convaincu du crime » d'imposture & de supposition; & » comme tel, condamné à être pendu ».

24 *Imposteur bigame.*

» attachement pour ma famille , n'ont
» pu appaiser. Je risque tout , si je sou-
» tiens le combat face à face. Je mets
» en compromis mon honneur , celui
» de nos enfants , le vôtre , & celui de
» toute ma famille. Je mets en com-
» promis ma fortune & la vôtre. Enfin ,
» je cours les risques , quoiqu'innocent ,
» de mourir , à vos yeux , sur un infame
» gibet ; & combien n'avons - nous pas
» d'exemples d'innocents qui ont été
» condamnés & exécutés ?

» Le soldat , au contraire , qu'on
» m'oppose , ne risque rien. Sans nais-
» sance , sans fortune , il n'a ni honneur ,
» ni femme , ni enfants , ni biens à
» défendre. Qu'importe la vie à un
» homme qui se voit condamné à une
» éternelle misère ? S'il succombe , en-
» core une fois , il ne perd rien ; s'il
» réussit , il acquiert une béatitude à
» laquelle il n'auroit jamais dû s'at-
» tendre. Il va donc tout entreprendre ,
» & tout risquer , soit pour tromper ,
» soit pour corrompre la justice. Mais
» moi , je ne dois pas laisser tout ce que
» j'ai de plus précieux à la discrétion de
» l'effronterie , de l'intrigue , de la
» prévention & de l'erreur. Favorisez
» m'a fuite, il vous importe autant qu'à
» moi

» moi qu'elle soit assurée , & que j'é-
» chappe à une ignominie qui rejail-
» liroit sur vous , & sur vos enfans.
» Mais , n'abandonnez pas ma défense,
» n'abandonnez pas mes intérêts , ils
» nous sont communs à tous les deux.
» Acceptez la procuration que je vas
» vous donner ; elle vous autorisera à
» me défendre dans mon absence :
» mettez , dans cette défense , tout le
» zèle que doit vous inspirer votre at-
» tachement pour moi , que j'ose dire
» avoir bien mérité , votre propre hon-
» neur , & celui des malheureux gages
» de notre amour. La justice ne peut
» rien sur vous personnellement ; vous
» pouvez la braver à cet égard. Quel
» courage cette sécurité ne doit-elle pas
» vous inspirer , quand ce courage
» aura pour but la défense de la vérité ;
» & de tout ce que vous avez de plus
» cher » ?

Ce discours fit l'impression qu'il
devoit faire sur un cœur sensible &
prévenu en faveur d'un mari qu'on
chérissoit , & qui avoit toujours mérité
d'être chéri de sa femme. Elle reçut la
procuration , promit d'en faire usage
avec toute l'ardeur dont elle étoit ca-
pable. Elle aida ce malheureux à en-

26 *Imposteur bigame.*

lever tous les effets qui pourroient soulager la rigueur de son exil ; il s'attacha de ses bras , disparut , & , depuis , jamais on n'a entendu parler de lui.

Nous allons entrer dans un autre ordre de faits , qui ne paroîtront peut-être pas moins intéressants , que ceux que l'on vient de lire. Il est facile de comprendre que la sentence du 21 m. 1657 fournit matière à bien des contestations par les droits divers auxquels elle donna ouverture. Avant de discuter ces droits , il est nécessaire de faire le tableau des prétentions respectives des parties.

En vertu de la sentence , le soldat se mit en possession de la terre de Chauvigny , & de tous les biens qui avoient appartenu à son père.

Le premier usage que fit *Anne Allan* de la procuration que son mari lui avoit laissée , fut d'interjeter appel au parlement de la sentence qui l'avoit condamné. Mais l'incertitude des événements la détermina à attaquer directement , & en son nom , la dame de Chauvigny & Jacques de Verré. Le parlement étant saisi de l'affaire , elle présenta à ce tribunal une requête , par laquelle elle demanda qu'ils eussent



28 *Imposteur bigame.*

Anne Allard se fit appuyer de ses enfants. Elle leur fit demander d'être reçus parties intervenantes ; que la sentence du lieutenant criminel de Saumur fût mise au néant ; que leur père fût déclaré le véritable Claude de Verré , fils de Guy de Verré & de Marie Petit ; & qu'en conséquence ils fussent maintenus & gardés en la possession des biens qui lui étoient échus par la succession de Guy de Verré , son père ; que le soldat aux gardes , soi-disant Claude de Verré de Chauvigny , fût condamné à leur rendre & restituer les fonds dont il s'étoit emparé , & les fruits qu'il avoit perçus , en tous leurs dommages , intérêts & dépens.

Qu'Anne Allard , leur mère , fût déclarée femme légitime de leur père , & qu'eux-mêmes fussent réputés enfants légitimes de lui & de la demoiselle Allard ; fussent autorisés à porter le nom & les armes de la maison de Verré ; que la propriété des biens délaissés à leur père par la dame de Chauvigny sa mère , sous le nom de Claude de Verré , son fils aîné , leur fût adjugée ; qu'en conséquence , ils rentrassent en possession & jouissance de la maison de Chauvigny , dont ils avoient été chassés avec leur

Imposteur bigame. 23

mère , depuis l'absence de leur père.

Que Jacques de Verré , qui avoit reconnu leur père pour son frère aîné , partageât , avec eux , la part & portion des biens qui lui étoient échus par la succession de Guy de Verré , & leur en laissant toutes les prérogatives & tous les avantages. Enfin , que la dame de Chauvigny & lui fussent condamnés solidairement en tous leurs dépens , dommages & intérêts : du reste que la sentence du 12 mars 1657, fût anéantie.

Il n'est point d'exemples d'une situation pareille à celle où se trouvoient la dame de Chauvigny , & Jacques de Verré. Cette mère tendre passe dix-huit années de sa vie à pleurer la perte d'un de ses enfants. Au moment où elle s'y attend le moins , son second fils lui présente un homme qu'il prend pour ce frère si désiré. Elle se laisse surprendre par sa tendresse , & l'adopte. Ses entrailles parlent en sa faveur , & parlent avec tant d'énergie , qu'elle prend leur langage pour celui de la nature. Ce nouveau venu devient l'objet de toutes ses affections. Tout conspire à la confirmer , & à l'entretenir dans cette douce erreur. Ce fils si chéri mérite de l'être , à tous égards. Bon fils , bon

30 *Imposteur bigame.*

père , bon mari , bon frère , économe , sage , aimable dans la société , secourable pour les malheureux , charitable pour les pauvres , il fait le bonheur de tous ceux qui l'entourent , ou qui ont quelque relation avec lui.

Jacques de Verré , par l'absence de son frère , se trouve seul héritier de tous les biens de sa maison. Une perspective si flatteuse est effacée à ses yeux & dans son cœur , par les droits du sang. Il partage , avec sa mère , les chagrins de l'absence d'un frère aîné. Il croit le trouver dans un étranger qui se présente à lui. Il oublie que le retour de son frère va le réduire à la simple portion de cadet ; il le présente à sa mère ; il l'adopte pour son frère ; il l'accompagne dans ses voyages ; lors du premier mariage , il se permet , pour ne pas le fâcher , une complaisance répréhensible. De retour dans la maison paternelle , il donne les mains à un autre mariage , approuvé par sa mère , confond ses revenus avec ceux de son frère , jouit des douceurs que ce frère répandoit dans la maison , voit croître ses neveux avec plaisir ; pour leur assurer tous les biens de la famille , il s'abstient du mariage , & s'estime trop heureux de

Imposteur bigame. 31

pouvoir vivre dans une famille où il trouve une félicité qu'il chercheroit inutilement ailleurs.

C'est dans le tems où l'on goûte ces douceurs , sans aucun mélange ; c'est dans le tems où l'on s'en est fait une douce habitude , & où l'on n'y voit d'autre terme que celui que la nature y doit apporter après un grand nombre d'années , que paroît subitement un soldat aux gardes , qui s'empare de la maison & de tout le bien de la famille ; chasse la femme & les enfans du fils aîné , & fait condamner ce fils aîné à être pendu. Il faut non-seulement plier sous les actes d'hostilité de ce nouveau venu ; mais on veut rendre cette mère & ce frère si tendres responsables des rigueurs de ce soldat , dont ils étoient les victimes eux mêmes.

Ce tableau présente , sans doute , des situations bien étonnantes & bien attendrissantes. Mais on ne connoît pas encore tous les traits dont il doit être composé.

Les contendans étoient prêts à se livrer l'assaut sur les demandes respectives que je viens d'exposer , lorsque l'on vit tout à coup paroître un nouveau combattant. C'est la demoiselle *Dauplé*.

32 *Imposteur bigame.*

cette première femme dont *Michel Feydy* avoit porté le deuil. Elle avoit ignoré , ou ne s'étoit pas embarrassée de sçavoir ce que son mari étoit devenu ; ou peut-être en avoit-elle perdu la trace , lorsqu'il quitta son régiment , pour s'introduire dans la famille de *Verré*.

Quoi qu'il en soit, instruite par la renommée de la singularité des évènements qui formoient le procès dont le parlement étoit saisi , les noms des parties lui rappellèrent celui de l'homme qu'elle avoit épousé , & de sa famille. Elle se fit instruire du détail des faits , & présenta sa requête , par laquelle elle demanda d'être reçue partie intervenante au procès ; elle interjeta appel de la sentence qui condamnoit son mari à mort , & demanda que la dame de *Chauvigny* & *Jacques de Verré* lui payassent , sur tous les biens de la succession de *Guy de Verré de Chauvigny*, une pension de 500 livres par an , & les arriérages qui lui étoient dûs , depuis que son mari l'avoit abandonnée , jusqu'alors ; & par privilège exclusif à *Anne Allard* , qui se disoit sa femme , même à la dame de *Chauvigny* , une somme de 1500 livres pour nourriture ,

aliments & équipages fournis à Jacques de Verré , pendant sept mois qu'il avoit été nourri & entretenu en la maison de ses père & mère en Normandie ; enfin tous les dommages & intérêts , tant soufferts , qu'à souffrir , pour raison du second mariage avec Anne Allard , dans lequel elle soutenoit que la dame de Chauvigny avoit engagé Claude de Verré , son mari ; sauf encore au procureur général du roi à prendre telles autres conclusions , que de droit contre la dame de Chauvigny , & Jacques de Verré , son fils.

Les frères de la dame de Chauvigny intervinrent dans le procès , pour soutenir le soldat aux gardes.

A l'égard de Jacques de Verré , il obtint des lettres de rescision , tant contre les actes par lesquels il avoit pu approuver les deux mariages avec ces deux femmes , que contre les différentes reconnoissances qu'il avoit pu faire de Michel Feydy pour Claude de Verré , fils aîné de Guy de Verré & de Marie Petit. Il n'avoit , disoit-il , fait ces reconnoissances qu'à la persuasion de sa mère & de ses oncles ; & il demandoit , contre ces femmes , à être remis , par rapport à elles , dans le même état où

il étoit avant l'existence des actes dont elles se faisoient des titres.

Tel étoit l'état de la procédure , quand la cause fut portée à l'audience de la tournelle criminelle ; & l'on voit que toutes les parties se réunissoient contre la dame *de Chauvigny* , comme la seule cause des malheurs de tous ceux qui se plaignoient.

Anne Allard plaida la première par le ministère de *M. Bouttier*. Il lui paroissoit bien difficile de ne pas convenir que l'homme qu'elle avoit eu le malheur d'épouser n'étoit pas *Claude de Verré* , mais qu'il étoit *Michel Feydy*. Elle avouoit qu'elle ne voyoit rien de solide à opposer aux preuves résultant des informations , & qui établissoient ce fait. Elles paroissoient si convaincantes , que toute la famille s'y étoit rendue. La dame *de Chauvigny* , elle-même , & *Jacques de Verré* , qui avoient tant de raisons pour rejeter le soldat aux gardes , dont le cœur avoit , d'ailleurs , parlé si fort en faveur du condamné , avoient fait taire leur inclination & leurs intérêts , à la vue des preuves qu'on leur avoit administrées.

Mais cette espèce d'aveu que l'évidence , qui paroît sortir des faits ,

avoit arraché à *Anne Allard*, la met dans une perplexité dont il lui est bien difficile de se tirer.

En effet , si elle réclame *Michel Feydy* pour son mari , il faut qu'elle se soumette à être la femme d'un homme condamné au gibet , d'un homme qu'on accuse , en outre , de s'être rendu coupable de bigamie ; qu'une autre femme réclame comme son mari , sous prétexte d'un mariage antérieur à celui qu'elle a eu le malheur de contracter.

Si , au contraire, elle soutient qu'elle n'est pas la femme légitime de *Michel Feydy* , elle sacrifie l'honneur de ses enfants ; ils ne seront plus que les fruits d'un adultère ; elle ne sera elle-même que la concubine d'un homme engagé dans les liens d'un autre mariage. A quel choix est-elle réduite ! Il faut nécessairement ou qu'elle soit la mère d'enfants adultérins , ou qu'elle soit la femme d'un aventurier , d'un imposteur , d'un scélérat , condamné , pour ses crimes , à périr par la main du bourreau.

Et qui est-ce qui l'a placée dans une alternative aussi cruelle ? De qui a-t-elle reçu ce bigame , ce scélérat pour son mari ? C'est de la main de la dame

36 *Imposteur bigame.*

de Chauvigny , c'est de la main de *Jacques de Verré* , son fils , qu'elle le tient. Ils lui ont fait croire qu'en l'épousant , elle épousoit *Claude de Verré* , l'ainé de sa maison , fils de la dame de *Chauvigny* , & frère de *Jacques de Verré*. Elle a cru , d'après la naissance qu'on lui certifioit , épouser un honnête homme , un homme capable de faire son bonheur ; & l'hypocrisie de ce malheureux n'a fait qu'augmenter l'illusion qui l'avoit d'abord séduite. Tout le tems qu'elle a vécu avec lui s'est écoulé dans les douceurs de la vie la plus heureuse. Elle voyoit croître sous ses yeux , les fruits de son amour pour l'imposteur. Elle n'étoit occupée que du soin de plaire à son mari , de témoigner sa reconnoissance pour sa belle-mère & son beau-frère , qui lui avoient donné un époux qui faisoit son bonheur & le leur , & d'inspirer à ses enfants le goût pour les vertus , dont leur père leur donnoit l'exemple.

Toute cette félicité n'étoit qu'un songe ; & dans quelle amertume a-t-elle été subitement plongée à son réveil ? Elle est tombée , avec ses enfants , dans la honte & dans l'opprobre , sans apercevoir aucune issue pour en sortir.

Il faut absolument , ou qu'elle soit concubine , ou qu'elle soit femme d'un scélérat justement condamné à être pendu.

Cependant , comme il faut nécessairement qu'elle opte entre ces deux qualités , l'intérêt de ses enfants semble exiger qu'elle choisisse la dernière. Ils auront pour père un homme flétri , il est vrai ; mais ils auront les honneurs de la légitimité , & les biens que cette qualité leur défère. Ne pouvant , quelque parti qu'elle prenne , leur transmettre les honneurs d'une naissance sans tache , elle prend celui qui , au moins , les tirera des horreurs de la disette.

Elle a épousé un homme pour un autre , il est vrai ; mais elle étoit dans la bonne-foi ; & il est de maxime que la bonne-foi d'un seul des conjoints suffit pour rendre capable des effets civils , un mariage , quoique nul en lui-même , pourvu qu'il ait été célébré en face d'église , suivant le rite autorisé par la loi civile , & admis par la jurisprudence des tribunaux séculiers. Ainsi les enfants , quoiqu'adultérins , succèdent à leurs père & mère , sur le fondement d'un mariage qui a précédé

38. *Imposteur bigame.*

leur naissance , & qui étoit ignoré du conjoint libre. Les enfants d'un prêtre sont même censés légitimes , & capables d'hériter de leurs père & mère , quand celle-ci est dans une ignorance légitime & bien prouvée de l'état dans lequel étoit celui qu'elle a épousé.

Or , y a-t-il jamais eu bonne-foi mieux établie & mieux caractérisée , que celle qui a rendu *Anne Allard* , femme de *Michel Feydy* ? Elle est établie sur la commune renommée , sur l'opinion de tous les habitans du canton , qui sont persuadés que cet homme est bien réellement *Claude de Verré* , fils aîné de la dame de *Chauvigny*. Toute la famille , à l'exception du sieur de *Piedfêlon* , est imbuë de la même opinion. La dame de *Chauvigny* non seulement l'a adoptée elle-même ; mais c'est elle qui , la première , avec *Jacques* , son second fils , en a jeté les fondemens , l'a soutenue & accréditée par la tendresse excessive qu'elle a témoignée à ce nouveau venu , par les actes de générosité dont elle l'a comblé. C'est cette mère enfin qui l'a présenté à *Anne Allard* , pour en faire son époux , qui a arrêté tous les articles du contrat de mariage , les a fait rédiger sous ses

yeux, & s'en est telc que par la
signature, & par les autres à la
célébration du mariage. Jacques de l'ave
a concouru, avec le notaire, à toutes les
démarches, les a autorisées & ratifiées,
en les signant.

La bonne-foi d'Anne Elton est donc évidemment trahie. L'encre est plongée dans les papiers avec une plainte, et donc - de l'avis de la Cour de Chancery, & de la loi anglaise - C'est donc à eux à répondre. Mais les maux qu'ils ont causés ne peuvent donc créer une compensation en dommages à moins, cependant, à l'ouvrage représentant la loi anglaise à cette femme malheureuse.

La dame de Charny, l'air de se
L'offendière, avec, sur le visage,
sourire qu'on ne voit pas en son
dol, ni surprise. Les deux se regardent
sans parler. Les deux se regardent
mière attention de l'autre. Les deux
aspect l'un de l'autre. Les deux
délai d'un jour ou d'un autre. Les deux
lui démentir l'autre, les deux se regardent
son fils, les deux, les deux se regardent
plus cause de peine, que de cause de
de joie, quand l'un se regarde l'autre
ion. Cette misérable femme, en son

moncer que son fils étoit mort.

C'est donc à la nature qu'il faut imputer cette erreur. C'est elle qui avoit formé les traits de ces deux individus, tellement semblables, que les yeux & le cœur même d'une mère y furent trompés. Tous les faits qui ont suivi cette méprise, & qui en sont dérivés, ne sont donc pas des délits que la justice doive punir. Les signatures de cette mère tendre & de ce frère trompés sur l'objet d'un amour si louable, sont donc l'ouvrage de l'ignorance; & ce que produit l'ignorance est regardé comme nul & non avénu. Aucun pacte, aucun contrat n'est légitime, s'il n'est accompagné de la liberté la plus entière des contractants. Or, quelle liberté peut avoir une personne qui est dans l'erreur, & qui croit faire une chose, quand elle en fait une autre? Qu'un homme, par exemple, couche avec sa belle-sœur qu'il trouve, par hasard dans son lit, & qu'il croit être sa femme, on ne peut pas lui reprocher l'inceste qu'il a commis par ignorance; il a cru faire un acte légitime; il a même cru s'acquitter d'un devoir que lui imposoit le joug du mariage; son erreur fait son excuse; & loin de mériter d'être puni,

tions : que non - seulement elle ~~est~~ adoptées , mais qu'elle a dictées elle-même , qu'elle a ratifiées , & dont elle a garanti l'exécution par sa signature ; & , ce second mariage couvrant *Anne Allard* & ses enfants , de honte & d'opprobre , c'est à celle qui est l'auteur de ce mal à le réparer par des dommages & intérêts proportionnés aux inconvénients qui en résultent pour ceux qui l'éprouvent , & qui sont innocents du crime dont tous les effets se jaillissent sur eux.

Cette objection est séduisante , sans doute ; & elle l'est d'autant plus , que la dame de *Chauvigny* a toujours déclaré qu'elle avoit eu connoissance du premier mariage de celui qu'elle croyoit être son fils. Mais cette connoissance ne lui est venue qu'en même tems qu'elle a appris la mort de sa prétendue bru. L'imposteur lui fit voir une lettre qui attestoit le décès de la demoiselle de *Dauplé* ; il prit le grand deuil , & se comporta , en tout , comme un homme qui vient de perdre une épouse respectable & chérie. Ces preuves ne sont pas juridiques , il est vrai ; mais la dame de *Chauvigny* n'en sçavoit pas davantage. D'ailleurs elle se crut bien

autorisée à les regarder comme suffisantes , par l'exemple du prêtre qui maria la demoiselle *Allard*. Il ne demanda d'autres preuves de la viduité de celui avec qui il l'unissoit , que celles qui avoient trompé la dame de *Chauvigny*. Pouvoit-elle se rendre plus difficile , que le ministre du sacrement , auquel il importoit si fort de ne pas être le ministre d'un sacrilège ?

Au reste , quand il y auroit eu de la précipitation dans ce second mariage , quand on n'auroit pas pris tout le tems requis pour s'informer scrupuleusement s'il n'y avoit pas quelque obstacle à cette union , à qui la demoiselle *Allard* pourroit-elle s'en prendre ? La dame de *Chauvigny* n'avoit aucun motif qui l'engageât à souhaiter que l'on abrégât le tems des préliminaires. Il lui importoit peu que son fils fût marié quelques jours plutôt , ou quelques jours plus tard. Mais en étoit-il ainsi de la demoiselle *Allard* ? Les complaisances prématurées qu'elle avoit eues pour son amant ne lui permettoient aucun délai. Aussi fallut-il obtenir , en sa faveur , &c sur ses instances , la dispense des bans ; dont la publication auroit bien pu procurer la révélation de l'existence actuelle

44 *Imposteur bigame.*

de la demoiselle de *Dauplé*. Qu'elle s'en prenne donc à elle-même , si elle a épousé un bigame , puisque c'étoit pour couvrir sa faute , & sauver son propre honneur , qu'elle a exigé , & qu'on a eu la charité de consentir à une précipitation qui a fait tout le mal dont elle veut rendre les autres responsables.

C'est donc la demoiselle *Allard* elle-même qui est auteur des maux dont elle se plaint , c'est elle qui a commis la faute dont elle demande qu'on la dédommage. Les malheurs que l'ignorance de la dame de *Chauvigny* a fait pleuvoir sur elle-même , les suites funestes de l'erreur où la nature & la bonté de son cœur l'ont fait tomber , ne suffisent-ils donc pas , sans la charger des fautes réelles des autres ?

Quant à la demoiselle de *Dauplé* , il est difficile de comprendre sur quel titre elle se fonde , pour demander que la dame de *Chauvigny* & *Jacques de Verré* son fils , soient condamnés en 1500 liv. de provision. La première n'a eu aucune part à son mariage ; elle l'ignoroit. *Jacques de Verré* y a assisté , il est vrai ; mais comme un témoin muet , par pure complaisance , & sans contracter aucun engagement personnel. Quel

recours veut-elle donc exercer contre deux personnes qui n'ont aucun rapport avec elle ? Sous quel prétexte veut-elle qu'ils lui paient 1500 livres pour la nourriture & l'entretien d'un homme qui leur est étranger , dont ils ne l'avoient pas chargée , & pour lequel ils ne lui avoient rien demandé ?

Quant à la provision que demandent les enfants d'*Anne Allard* , cette demande n'est pas mieux fondée. D'un côté , ils ne peuvent la prétendre , sans accuser leur père de supposition. En effet , s'il est véritablement celui dont il a pris le nom , en épousant leur mère , il est propriétaire des biens sur lesquels ils demandent cette provision , & la jouissance lui en appartient. Ils ne peuvent l'en déposséder qu'après le tems & les formalités prescrites pour se mettre en possession des biens des absents.

Mais alors , ils seroient encore arrêtés par la question de leur légitimité. Leur père , quel qu'il soit , est bigame ; ils sont le fruit d'un mariage contracté pendant que leur père étoit engagé dans les liens d'un autre encore subsistant. Ils sont donc bâtards adultérins ; ainsi , n'ayant aucun droit à la propriété des

46 *Imposteur bigame.*

biens de leur père , ils ne peuvent demander ni provision ni envoi en possession.

S'ils conviennent , comme ils le font , que leur père est un imposteur , qu'il n'appartient aucunement à la famille de *Verré* , il n'en est pas moins bigame. D'ailleurs , ne tenant à la dame de *Chauvigny* par aucun lien , lui étant absolument étrangers , ils n'ont point de droit sur ses biens. Que l'on suppose , dans *Anne Allard* , toute la bonne-foi que l'on voudra , il n'en résultera jamais autre chose en sa faveur , que la faculté de se dire femme de *Michel Feydy* , & de faire porter à ses enfants le nom de *Feydy*. Mais quel droit en résultera-t-il pour eux sur les biens de *Marie Petit* , veuve de *Guy de Verré* ?

La demoiselle de *Dauplé* , première femme de *Michel Feydy* , avoit choisi pour son avocat M. l'*Escaché* , qui soutint que sa cliente étoit seule épouse de *Claude de Verré de Chauvigny*. Ce titre lui étoit assuré par la date certaine de son mariage , qui étoit antérieur à celui d'*Anne Allard*. Ainsi toute autre alliance faite par son mari ne pouvoit être que criminelle. Le mariage de sa rivale étoit donc nul , & elle ne pouvoit en

tirer aucun avantage , ni spirituel , ni civil : il étoit réprouvé par les loix canoniques & par les loix de l'état.

Tous les avantages matrimoniaux lui étoient donc essentiellement attribués au préjudice de la demoiselle *Allard*. Elle étoit donc seule en droit & d'exiger le remboursement de sa dot , & l'exécution de ses conventions matrimoniales.

Si , d'ailleurs , la faveur des circonstances étoit un moyen qu'on pût ajouter à ceux que fournit la loi , laquelle des deux contendantes pourroit s'en prévaloir à plus juste titre ? L'époux que la demoiselle *de Dauplé* s'est choisi étoit libre ; le contrat qu'elle a formé avec lui a établi un lien indissoluble , un lien saint , avoué par la religion & par les loix de la société. Il a acquis à celle qui s'y est engagée des droits irrévocables , & qui ne peuvent être obscurcis que par le crime. En un mot son mariage doit être protégé par toutes les loix dont il est l'ouvrage , & par les magistrats qui ne sont établis que pour être les ministres de la loi : leur pouvoir & leur devoir se bornent à maintenir l'exécution de tout ce qu'elle a ordonné , & à proscrire tout ce qu'elle proscriit.

Dans quelle circonstance , au contraire, se présente la demoiselle *Allard* ? Supposons-lui toute la bonne-foi possible dans la démarche qu'elle a faite , en acceptant *Claude de Verré* pour son époux. Elle a donné sa main à un homme qui ne pouvoit pas donner la sienne. Il l'a trompée , si l'on veut , & les circonstances ne lui permettoient pas de s'assurer de l'état de l'homme qu'elle épousoit (car la bonne - foi ne peut faire un moyen en justice , qu'autant qu'elle est fondée sur une ignorance moralement invincible). Cette erreur , cette ignorance invincible lui a-t-elle donné des droits sur des obligations sacrées & antérieures à celles qu'elle veut aujourd'hui faire valoir au préjudice des précédentes ? Le simulacre de mariage qu'elle a contracté peut-il porter la plus légère atteinte aux droits qui résultent d'un mariage réel , revêtu de tout ce qui en constitue la sainteté & l'indissolubilité ? Rien n'empêche , rien ne peut empêcher que la demoiselle de *Dauplé* ne soit l'épouse légitime de *Claude de Verré* , tant qu'ils vivront tous les deux ; & rien ne peut lui enlever les droits attachés à sa qualité ineffaçable

ineffaçable de femme légitime.

La bonne-foi , dont la demoiselle *Allard* se prévaut si fort , lui est donc inutile contre la demoiselle *de Dauplé*. Peut-elle même l'opposer à qui que ce soit ? Existe-t-elle , cette bonne-foi ? A-t-elle , au moins , les caractères requis par les tribunaux , pour qu'elle puisse excuser , à leurs yeux , l'ignorance qu'on leur allègue ? Quelles précautions la demoiselle *Allard* a-t-elle prises pour s'assurer de la liberté de celui qu'elle épousait ? Elle sçavoit qu'il étoit engagé dans les liens d'un autre mariage. A-t-elle pu se déterminer à croire ces liens rompus , sans avoir pris toutes les routes qui pouvoient la conduire à une certitude qui ne laissât aucun prétexte à un doute ? Elle s'en rapporte , sur un fait de cette importance , sur un fait duquel dépend son honneur & sa fortune , à une lettre attribuée à une personne qu'elle ne connoît pas , dont elle ne connoît pas l'écriture , à une lettre qui n'a aucun caractère d'authenticité , & que rien ne garantit du soupçon d'une supposition frauduleuse. Elle prétend être à l'abri de tout reproche de légèreté , parce que celui dont elle souhaitoit de devenir la femme , a pris tout l'appareil d'un homme

nouvellement veuf. Est-il nécessaire de faire voir combien ce signe est équivoque , & combien les inductions qu'elle en veut tirer sont frivoles ? A-t-elle donc cru que l'on prendroit pour un trait de prudence, la confiance qu'elle a donnée à une précaution que tout imposteur peut prendre si facilement ? La couleur d'un habit est-elle donc un titre , un certificat qui puisse établir un fait ?

Au surplus , ce n'est pas dans une simple lettre , dont personne ne connoît ni l'auteur ni l'écriture , que la preuve de l'état de la demoiselle de *Dauplé* est consignée ; elle réside dans deux titres triomphants & à l'abri de toute critique. Le premier est son contrat de mariage passé en présence de son père , de ses autres parents , & de *Jacques de Verré* lui-même , qui alors reconnoissoit son mari pour son frère.

Il est vrai que cet acte n'est signé ni par la dame de *Chauvigny* , ni par aucune personne en son nom. Mais, par des raisons que l'on ignore , *Claude de Verré* avoit assuré qu'elle étoit morte depuis long-tems ; son frère ne l'avoit pas contredit , & avoit même , par son silence , en quelque sorte , confirmé ce décès.

Mais, d'ailleurs, on crut pouvoir se dispenser de prendre des précautions pour éclaircir un fait dont la vérité n'étoit pas fort importante à connoître. Cet homme étoit alors âgé de trente-deux ans. Le consentement de sa mère n'étoit donc pas requis ; & comme on ne voyoit aucun intérêt qui pût le déterminer à faire ce mensonge ; que , d'ailleurs, il avoit un témoin , en présence duquel il n'auroit pas eu la témérité d'affurer ce fait, s'il eût été faux, on ne fit aucune réflexion , à cet égard , & l'on s'en rapporta à sa déclaration.

Voudroit-on objecter que ce contrat de mariage n'a pas été passé pardevant notaire ? Aucune loi n'impose la nécessité de cette formalité ; & l'on est dans l'usage , par toute la Normandie , de ne la pas observer. Presque tous les contrats de mariage s'y font sous signature privée , & on les dépose ensuite chez le notaire du lieu , qui les met au nombre de ses minutes.

Le soldat aux gardes avoit choisi , pour son défenseur, M. *Dugué*. Dans tous les actes de la cause , dit-il , on a fait tous les efforts pour rendre le sieur de *Verré* défavorable. On lui a reproché de s'être engagé dans le régiment des

52 *Imposteur bigame.*

gardes , & d'avoir toujours mené une vie dissolue. Mais ces reproches ne font rien à sa naissance & à son état. Il a beau avoir été libertin , il a beau avoir été soldat aux gardes , il n'en est pas moins *Claude de Verré* , fils de *Guy de Verré* , & de *Marie Petit*. De même , *Michel Feydy* ne peut pas devenir *Claude de Verré* , parce qu'il a mené une vie sage , & n'a pas été soldat aux gardes.

Au reste , il est avoué & reconnu de toute la famille , & même du sieur de *Piedfélon* , qui avoit constamment refusé de reconnoître *Michel Feydy* pour son neveu. Sa conduite actuelle prouve bien que ce n'est ni la prévention ni aucun motif d'intérêt qui ont été le mobile de sa résistance. La vie réglée , la vie honnête & économe de l'imposteur n'ont fait aucune impression sur lui ; il a toujours persisté dans son opinion , nonobstant les suffrages unanimes de toute la famille. Après plusieurs années dans cette persévérance , que l'on prenoit pour de l'opiniâtreté , un nouveau venu se présente. Ce nouveau venu est un soldat aux gardes , un libertin , qui n'a d'autre titre que sa figure & son manien ; cet homme si opiniâtre à ne point admettre de ne-

~~Il~~ .. ~~le~~ reconnoît , lui tend les bras ,
 & ~~l'homme~~ à toute la famille que voilà
 à ~~l'endroit~~ *de Verré*, dont un autre avoit
~~occupé~~ la place ; & il le met sous sa
~~protection~~. C'est donc la force de la vé-
~~rité~~ *rité* qui a inspiré la conduite qu'il a
~~tenue~~ *tenue* envers chacun des deux aspirants
 au nom & à la place de *Claude de Verré*.
 L'état du soldat est assuré par une
~~liste~~ *liste* de témoins , & par un jugement
~~divin~~ *divin*. ●

Quant aux deux femmes qui sou-
 tiennent avoir épousé ce *Claude de*
Verré, celui à qui ce nom appartenoit
 réellement, celui que je défends, disoit
M. Dugué, est bien leur serviteur ; il
 les plaint beaucoup ; il plaint les en-
 fants qui sont nés du second mariage :
 mais là se borne ce qu'il peut faire
 pour elles , & pour ces petits infortunés ;
 car , avec les meilleurs sentiments du
 monde , il lui est impossible de recon-
 noître les premières pour ses femmes ,
 & les seconds pour ses enfants ; il
 n'a jamais engendré les uns ; il n'a
 jamais épousé les autres. Il n'est pas
 disposé , d'ailleurs à céder sa place à
Michel Feydy , quoique celui-ci l'ait
 occupée pendant quelque tems.

Jacques de Verré, qui avoit varié

54 *Imposteur bigame.*

entre les deux contendants , qui s'étoit d'abord déclaré frère de celui qui se trouvoit coupable de bigamie , & ensuite frère du soldat , avoua que la force de la vérité l'obligeoit d'attribuer cette qualité au dernier venu. Sa présence avoit dissipé l'illusion d'une ressemblance qui l'avoit jetté dans l'erreur. Mais cette erreur étoit involontaire ; elle étoit un gage non équivoque de sa bonne-foi.

S'il n'eût point eu de frère , tous les droits de la famille de *Verré* , & la succession de la dame de *Chauvigny* , sa mère , venoient se réunir sur sa tête ; il n'avoit point de co-partageants ; personne ne pouvoit prétendre sur lui le droit d'ainesse , droit si onéreux , & qui réduisoit sa fortune à une médiocrité qui approchoit de la disette. C'est donc la bonne-foi qui l'a déterminé à admettre , de son propre mouvement & par la seule impulsion de la vérité & de l'équité , une fraternité qui lui étoit si préjudiciable.

C'est ce même attachement pour la vérité qui le détermine encore , non-seulement à sacrifier au nouveau venu l'amitié & les sentiments de tendresse qu'il avoit voués à *Michel Feydy* , mais

~~SECRET~~ ~~CONFIDENTIAL~~ ~~TOP SECRET~~

1. NAME _____
 2. DATE _____
 3. CLASS _____
 4. TEACHER _____
 5. SCORE _____

page _____
date _____

Ainsi, si l'on veut que l'on ne soit pas
surpris de voir que l'on ne soit pas
côté cet état de choses, on ne peut
qui se voit à l'attention de l'homme
père, & par conséquent on ne peut
ce père, & ne peut plus que l'on ne
s'is.

D'un autre côté, un homme qui est si reconnu, a usurpé le nom de leur père, & entreprend d'en occuper la place, en les traitant de la famille sans aucune relation. Il s'est enroulé le les sens de tout le monde pour un croque-mort.

Enfin le propre titre de leur œuvre
est dévoué, & favorise les intentions
à des complots de ce genre par ses
pages.

36 *Imposteur bigame.*

Si leur père est le mari de la demoiselle de *Dauplé*, comme elle vient exprès de Normandie pour le témoigner en justice, il est certain que l'alliance que leur mère a contractée, n'est point un mariage, & que le sacrement, ne pouvant être assis que sur un contrat légitime, il n'y a point de sacrement.

Si n'est pas fils de leur aïeule, il n'y a point de succession pour eux; si leur oncle les désavoue, ils n'ont ni parents ni famille; si le soldat aux gardes prend la place de leur père, s'il s'y maintient, il leur ravit l'état & l'honneur de leur naissance.

Mais à quoi tous ces faits se réduisent-ils? Leur aïeule a marié leur père comme son fils aîné, & son principal héritier. Un imposteur a paru depuis, & a publié qu'elle étoit dans l'erreur, qu'elle avoit pris pour son fils celui qui ne l'étoit pas. Elle a cru cet imposteur, elle l'a adopté; elle a désavoué son véritable fils, & ses propres petits enfants.

Deux autres femmes s'empressent de réclamer pour leur mari ce même fils que sa mère désavoue; mais, chose sans exemple, chose incroyable, elles ne l'avouent pour leur mari, elles ne

Impatiens *Impatiens*

lui donner une place
en compagnie de
ment de sa vie, nous en avons
confiance. Mais nous ne
suffit pas, nous ne pouvons
je, que tout est en train
avoir une autre chance
infinie

Page 11 of 11

1. The first part of the document is a header section containing the title "THE HISTORY OF THE UNITED STATES OF AMERICA" and the author's name "BY JAMES M. SMITH".

2. The second part of the document is a table of contents listing the chapters and their corresponding page numbers.

3. The third part of the document is the first chapter, titled "THE DISCOVERY OF AMERICA", which describes the early exploration of the continent.

4. The fourth part of the document is the second chapter, titled "THE FOUNDING OF THE NATION", which details the early years of the United States.

5. The fifth part of the document is the third chapter, titled "THE GROWTH OF THE NATION", which discusses the expansion and development of the country.

6. The sixth part of the document is the fourth chapter, titled "THE CIVIL WAR", which covers the conflict between the North and the South.

7. The seventh part of the document is the fifth chapter, titled "THE RECONSTRUCTION OF THE SOUTH", which describes the period following the Civil War.

8. The eighth part of the document is the sixth chapter, titled "THE PRESENT DAY", which discusses the current state of the nation.

9. The ninth part of the document is the seventh chapter, titled "THE FUTURE OF THE NATION", which offers a vision for the country's future.

10. The tenth part of the document is the eighth chapter, titled "THE CONCLUSION", which summarizes the history of the United States.

respecter jusqu'à ses fautes , & s'il a des torts , le silence le plus profond est le seul parti qu'ils doivent prendre , & qu'ils prendront en effet ; ils se souviendront toujours que , s'il ne leur a pas donné de bien , ils lui doivent leur existence.

Ils l'honoreront dans sa chute , comme ils l'eussent fait dans son élévation ; dans sa disgrâce , comme dans l'opulence : pauvre , malheureux , coupable , il leur sera toujours aussi cher , & ils le respecteront comme s'il étoit riche , heureux & innocent.

Ils vont faire face à toutes les parties , & en défendant leurs intérêts , ils défendront , en même tems , l'honneur de leur père.

Magdeleine de Dauplé prétend l'avoir épousé. Mais quelles sont les preuves sur lesquelles elle appuie un acte de cette importance ?

D'abord , elle ne rapporte point de contrat de mariage , ou du moins l'écrit qu'elle décore de ce nom ne contient le nom d'aucun des parents ; & la principale chose qu'annonce cet écrit , est le projet d'une clause , par laquelle la future veut stipuler , à son profit , une somme considérable , en cas de sé-



60 *Imposteur bigame.*

venir , en justice , reconnoître , on contester leur signature. S'ils ne défèrent pas à l'assignation , on regarde leur silence comme un aveu que les signatures sont émanées d'eux. Si cette présomption n'étoit pas admise , & si on ne lui donnoit pas la même force qu'à la vérité , il n'est point de débiteur de mauvaise foi qui , en s'abstenant d'aller reconnoître son écriture , n'écludât les condamnations & les paiements les plus légitimes. Mais , encore une fois , il faut une reconnaissance , soit réelle , soit présumée.

Or , l'acte que la demoiselle *Dauplé* présente ici comme son contrat de mariage , paroît signé de *Claude de Verré*. Mais rien ne garantit la vérité de cette signature. Elle n'est attestée ni par aucun notaire , ni par aucun témoin. Personne n'a été assigné pour la reconnoître. Ce prétendu acte ne peut donc faire aucune foi en justice.

D'ailleurs , loin que cette pièce annonce l'alliance paisible d'un mari & d'une femme , il semble , au contraire , être l'avant-coureur d'une guerre qui doit éclater entr'eux. *Magdelaine de Dauplé* paroît n'avoir voulu faire un contrat de mariage , que dans la vue

Impositeur bigame. 61

à marier bientôt celui auquel elle se devoit de donner sa main , & ce fut au avantage considérable de cette épouse préméditée d'avance.

À l'appui de ce prétendu acte , cette femme produit un prétendu certificat de son mariage. Mais il ne paroît pas avoir été extrait des registres de la paroisse : & , quand il en auroit l'extérieur , il ne prouveroit rien contre *Anne Alford* & contre ses enfants. Ils n'ont pas été appelés lorsqu'on a compulsé le dépôt dans lequel ce prétendu acte étoit consigné. Ils ignorent si ce dépôt est légal , s'il est en règle. Ils ignorent si l'extrait est conforme à l'original ; quelle foi est due à l'auteur , tant de cet original , que de cet extrait ? On ne peut donc pas s'en prévaloir contre eux , tant qu'on ne les aura pas mis dans la nécessité légale d'en admettre l'authenticité.

Rien ne supplée au défaut de pièces si essentielles. Souvent , lorsque le contrat de mariage & l'acte de célébration manquent , on substitue à cette preuve , une longue possession d'état , une longue cohabitation , ou des enfants dont l'existence appuie le mariage que l'on attaque. Elevés à l'ombre de

62 *Impositeur bigame.*

l'union qui les a fait naître , l'état de légitimité dans lequel on les élève forme , en leur faveur , un titre qui repousse souvent avec succès les coups que l'on veut porter à l'honneur de leur naissance. Il en résulte , en un mot , une possession d'état qu'il est bien difficile de combattre avec succès.

Mais aucune de ces circonstances ne se rencontre en faveur de la demoiselle *Dauplé*. A peine a-t-elle pris la qualité d'épouse , que celui , de qui elle disoit la tenir l'a quittée , pour ne la plus revoir. Ainsi elle ne peut se prévaloir ni de la cohabitation , ni de la possession d'état. Point d'enfants qui autorisent & appuient sa réclamation. En un mot , elle n'a d'autre preuve de son mariage , que sa propre assertion , qui n'est accompagnée d'aucune circonstance qui puisse y ajouter le moindre poids.

Ce n'est pas ainsi qu'*Anne Allard* se présente aux yeux de la justice. Elle apporte tous les signes , tous les caractères qui établissent la certitude d'un véritable mariage.

Elle tient à la main , un contrat solennel , passé devant notaires , signé de la dame de *Chauvigny* & de *Jacques de Verre* , son second fils , mère &

1850

1851

1852

1853

1854

1855

1856

1857

1858

1859

1860

1861

1862

1863

1864

1865

1866

1867

1868

1869

1870

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

1884

1885

64 *Imposteur bigame.*

armes. Il fut d'abord enseigne dans le régiment de Chanleu. Il a eu , depuis , divers emplois ; & , pendant qu'il a porté les armes , il ne s'est passé aucune action où il n'ait donné des preuves de son courage.

Si , pendant tout ce tems , il n'a pas donné de ses nouvelles , il faut s'en prendre aux fonctions militaires dont il a toujours été occupé ; à la dissipation à laquelle s'abandonnent ceux qui sont attachés à cet état , dans les moments où ils jouissent de quelque liberté. Les combats , les exercices & les plaisirs partagent tout leur tems , sans laisser d'intervalle. Le souvenir de leur famille ne quitte pas ceux qui sont bien nés ; mais l'usage de la plume est si peu analogue à leurs occupations , il leur reste si peu de moments pour en faire usage , que , d'abord , ils remettent , de jour en jour , à écrire la lettre dont leur propre sentiment leur fait un devoir : le tems s'écoule , on se familiarise , à la longue , avec les reproches que l'on se fait à soi-même , & l'on finit par ne plus songer à s'acquitter d'un devoir qu'on avoit regardé d'abord comme rigoureux.

Au reste ce silence est indifférent dans la cause ; que ce soit le soldat ,

Imposteur bigame. 65

que ce soit le père des enfants qui soit *Claude de Verré*, l'un & l'autre en est également coupable, & l'on n'en peut tirer aucune induction en faveur de l'un contre l'autre. Il en faut donc revenir aux faits qui sont particuliers à chacun d'eux.

Claude de Verré, après plusieurs années d'absence, revient dans la patrie, & se présente dans la maison de sa mère. Il y entre, non comme le fils de la maison, mais comme un officier que ses fonctions ont attiré dans le canton, & qui cherche à passer les moments de loisir dont la discipline militaire lui permet de disposer avec les personnes honnêtes des environs. Voilà le prétexte qui l'attire à *Charmilly*. Mais la vraie raison est qu'il veut voir, par lui-même, les changements survenus dans la maison paternelle ; pendant son absence, il veut voir à qui on n'a pas disposé de la place & de ses biens en faveur du frère cadet qu'il avait laissé ; il veut voir à qui le revenu, s'il n'est pas de concertation, a été donné ; &, en cas qu'il lui soit donné d'en venir à cette connaissance, comme quoi & comment il sera obligé d'agir.

• Il se présente donc comme un in-

66 *Imposteur bigame.*

connu ; excuse sa démarche avec la politesse que donne l'éducation , & demande la permission de passer des moments agréables avec une famille qui pourra lui procurer quelque délassement des travaux d'un siège qui peut devenir long & fatigant.

Mais à peine son frère , auquel il se présente le premier , a-t-il jetté les yeux sur lui , que , frappé de ses traits , il s'écrie ; *vous êtes mon frère.* Il le conduit à la dame de Chauvigny , leur mère commune. La présence de ce nouveau venu fait , sur elle , une impression aussi subite , que celle qu'avoit éprouvée *Jacques de Verré.* « Vous êtes » mon fils , s'écrie-t-elle à son tour : » votre silence , votre air de sang-froid » ne m'en imposent pas ; il faut que » vous me l'avouiez ».

Il crut que la prudence ne lui permettoit pas encore de s'ouvrir. La vérité avoit inspiré ces premiers transports ; mais il pouvoit se faire que la réflexion les rétractât.

Il ne voulut donc rien précipiter , & crut devoir prendre le tems de se former un plan de conduite , analogue aux évènements qu'il pouvoit prévoir , & aux effets qui pourroient résulter de la

réflexion qu'il donnoit, à sa famille, le loisir de faire.

Il profita lui-même du délai qu'il avoit demandé, pour se mettre au fait des circonstances d'après lesquelles il devoit agir. Il se fit instruire des sentimens de la dame de Charvigny, & de Jacques de Verré, sur l'absence du fils aîné, des arrangements auxquels cette absence avoit pu donner lieu; s'il auroit des contestations à essuyer pour recouvrer son bien, & contre qui il seroit obligé de les diriger; enfin si les choses n'étoient pas dans un tel état, qu'après y avoir bien songé, on ne crût qu'il étoit plus sage de revenir contre une reconnoissance que l'on attribueroit à un mouvement indiscret, & à une erreur formée par ce premier mouvement.

Mais il apprit qu'il n'étoit arrivé; dans la maison, d'autre événement; que la mort de son père; que les biens n'avoient point changé de main; que la mère & le fils les administroient en sages économes; que l'absence de l'aîné étoit toujours un sujet de tristesse, & qu'on ne cessoit de soupirer après son retour; qu'il pouvoit s'attendre à la réception la plus flatteuse & à re-

68 *Imposteur bigame.*

prendre tous les droits de sa place ; que l'on n'avoit pas regardée comme vacante , & que l'on conservoit à celui à qui elle appartenoit , pour la lui remettre à son retour.

D'après ces instructions, il ne balançoit plus à se découvrir ; & sa déclaration fut accueillie comme on le lui avoit prédit.

Mais , dira t-on , c'est une reconnaissance subite ; & l'on sçait combien les reconnoissances subites sont trompeuses & sujettes à induire en erreur. Comment le cœur peut-il être un juge fidèle dans ces moments , au milieu du trouble qui l'agite ? Doit-on , sur-tout , en croire l'amour impétueux d'une mère , toujours excessive dans ses transports , soit de tendresse , soit de haine , soit d'alégresse , soit d'abattement , soit de joie , soit de tristesse.

Ici , un examen réfléchi a bien eu le tems de rectifier l'erreur du premier mouvement , s'il y en a eu. Quatre années se sont écoulées avant le mariage de *Claude de Verré* ; il n'a cessé , dans cet intervalle , d'être sous les yeux de sa mère , de son frère , & de converser avec eux. N'ont-ils donc pas eu le loisir & la facilité , pendant un

Handwritten text on a piece of aged, yellowed paper with a scalloped right edge. The text is written in a cursive script, likely from the 18th or 19th century. The paper shows signs of wear, including creases and discoloration. The text is arranged in several lines, with some words appearing to be underlined or written in a larger, bolder script. The overall appearance is that of a historical document or a page from an old book.

d'une expérience qui a passé par toutes les épreuves , d'une expérience qui a produit l'affection la plus persévérante & la plus méritée , n'a d'autre principe qu'une erreur ! La raison répugne à une telle opinion.

Et , qui oppose-t-on à un homme qui réunit , en sa faveur , tant de preuves de la vérité de son état ? Un inconnu , un soldat aux gardes , dont la vie est une suite d'écarts , de dissolutions & de débauches ; qui n'apporte d'autre titre , pour se faire adjuger la place qu'il réclame , que la cicatrice d'une brûlure qu'il a sur le front. Mais on a fait sentir plus haut combien cette marque est équivoque. C'est cependant à ce signe unique que toute la famille a donné sa confiance ; c'est à ce signe unique qu'on s'est déterminé à expulser l'enfant de la maison , pour lui substituer cet étranger indigne , à tous égards , d'occuper le rang qu'il veut usurper dans la société.

Combien n'a-t-on pas vu , dans tous les tems , d'exemples de ces téméraires qui , avec des marques & des signes trompeurs , ont voulu s'introduire dans des familles illustres , & ont réussi dans leurs entreprises ?

de la famille ; & qui sçait à quel prix il les a obtenues ? Que lui importe de détacher une partie de la fortune à laquelle il aspire , pour conquérir l'autre ? Ce qui lui en restera lui fera toujours un sort beaucoup plus heureux , que celui auquel il auroit jamais pu aspirer.

« Mais écartons , disoient les enfants , une idée qui n'a peut-être que trop de fondement , mais qui ne pourroit être approfondie sans porter une atteinte mortelle à l'honneur de personnes que la proximité du sang nous rend chères & respectables. Ne les imitons pas ; ces personnes veulent nous arracher de la place que nous tenons des mains de la nature & de la loi civile , pour nous plonger dans les horreurs de la bâtardise , de l'infamie & de la misère. Bornons-nous à leur faire ouvrir les yeux sur leur erreur , mais respectons leur honneur , qui est le nôtre ».

Enfin , pour dernier moyen , ils faisoient valoir la bonne-foi où étoit leur mère , quand elle épousa celui qui leur avoit donné le jour. Je ne répéterai point les raisons qu'elle avoit fait valoir elle-même , pour établir cette bonne-foi. Mais ils soutenoient qu'elle

qu'elle fuffroit seule pour les rendre légitimes.

Chez les Romains, quand une femme avoit été trompée sur la condition de son mari ; si , par exemple , elle avoit épousé un esclave , croyant épouser un homme libre , non-seulement les loix la garantissoient de tout reproche , mais elles assuroient l'état de ses enfans. Ils portoiént même si loin l'attention sur ces sortes de mariages , qu'ils ont été jusqu'à déclarer légitime une union incestueuse , contractée de bonne-foi entre l'oncle & la nièce. *L. 17. ff. de rit. nupt.*

La pratique de ces loix a été adoptée dans notre jurisprudence. Ce recueil en fournit un exemple dans l'affaire de *Martin Guerre* , rapportée à la tête du premier volume. On se rappelle qu'un imposteur étoit parvenu à tromper toute la famille , & la femme même de *Guerre* , qui étoit absent depuis quelques années. Le mensonge fut découvert , & le menteur condamné à mort. Mais les enfans qu'il avoit eus de la femme du véritable *Martin Guerre* furent déclarés légitimes.

Il en est de même , quand une femme épouse , de bonne-foi , un homme

74 *Imposteur bigamé.*

marié à une autre femme encore vivante. La polygamie , dans ce cas , est excusée par l'ignorance , & le mari seul en porte la peine.

Or , tel est l'état des enfants d'*Anne Allard* ; tel est l'état de leur mère. Quand elle a épousé *Claude de Verré* , elle ignoroit le mariage dont *Magdeleine Dauplé* vient aujourd'hui réclamer les effets : sa bonne-foi , à cet égard , ne peut pas être révoquée en doute. Tout concouroit , d'ailleurs , à la tromper. La distance des lieux ne lui permettoit pas d'être instruite des évènements arrivés dans les régions où ce prétendu mariage a été célébré. Le bruit de la mort de *Magdeleine Dauplé* s'étoit universellement répandu , & fut confirmé par le deuil qui en fut porté dans la famille de la dame de *Chauvigny*. Enfin , ce qui mit le comble à la sécurité avec laquelle la demoiselle *Allard* contracta ce mariage , c'est l'agrément que la dame de *Chauvigny* donna aux recherches de son fils.

L'état des enfants d'*Anne Allard* est donc certain , & ne peut être contesté.

Mais à qui ont-ils le droit de demander des secours pour leur subsistance , si ce n'est à celle dont l'erreur a

produit leur naissance ? Seroient-ils venus au monde ; existeroient-ils aujourd'hui , si leur aïeule paternelle , la dame *de Chauvigny* , n'avoit consenti au mariage de leurs père & mère ? Si cette aventure est , pour eux , une source intarissable de malheurs , quels reproches la dame *de Chauvigny* ne doit-elle pas se faire , elle dont leur existence & leur infortune est l'ouvrage ? Si leur père est coupable ; s'il est le mari , à la fois , de deux femmes vivantes , la dame *de Chauvigny* ne doit-elle pas s'imputer ce crime ?

S'il n'est pas en son pouvoir de rendre l'innocence à ce père coupable , pourquoi ne seroit-elle pas obligée de soulager ces enfants , qui sont le fruit de son erreur , & d'une erreur qu'un peu de précaution auroit pu lui épargner ? Peut-elle , en un mot , leur refuser des aliments ?

On a beaucoup reproché à la demoiselle *Allard* d'avoir eu , avant son mariage , des complaisances qu'elle auroit dû réserver pour l'époux : d'où l'on a voulu conclure que la conception , au moins du premier de ces enfants , ne pouvoit aucunement être attribuée à la dame *de Chauvigny* , dont on avoit cer-

tainement pas demandé le consentement , pour se permettre des privautés dont les suites ne pouvoient être réparées que par le mariage. Or , dit on la dame de *Chauvigny* est-elle responsable des foiblesses de la demoiselle *Allard* , & doit-elle des aliments aux fruits de son incontinence ? C'est même à cette incontinence qu'il faut s'en prendre si le mariage qu'on lui reproche n'a pas été précédé des formalités qui auroient pu manifester la prétendue imposture du père de ces malheureux enfants.

Cette objection est plus séduisante qu'elle n'est solide. Les enfants ignorent ce qui s'est passé entre leurs père mère avant le mariage ; & quand époques des épousailles & de la naissance du premier enfant les en truiroient , la dame de *Chauvigny* seroit pas moins responsable de naissance , & des malheurs qui accompagnent.

Tous ceux qui ont connu leur sçavent combien il étoit aimable combien il lui étoit facile de séduire le cœur d'une jeune fille. Mais qu'il est difficile de résister à ce qui l'a mis à portée de faire usage de ses talents séducteurs auprès de

THE

[illegible]

[The page contains faint, illegible markings and bleed-through from the reverse side.]

78 *Imposteur bigame.*

qui flattoit si fort son cœur , laissa peut-être prendre trop tôt des droits que le mariage seul auroit dû autoriser. Mais eût-elle eu cette foiblesse , si son amant n'eût été avoué & présenté par la dame de *Chauvigny* elle-même , & si cet aveu n'eût offert , aux yeux du père & de la fille , une alliance sortable & avantageuse ?

Si donc il étoit vrai que la demoiselle *Allard* eût eu la foiblesse qu'on lui reproche , qui en feroit coupable dans le principe ? Ne prendroit-elle pas sa source dans la maternité que la dame de *Chauvigny* se feroit faussement attribuée , & dans l'erreur où elle a induit tous ceux avec lesquels elle a vécu & traité ?

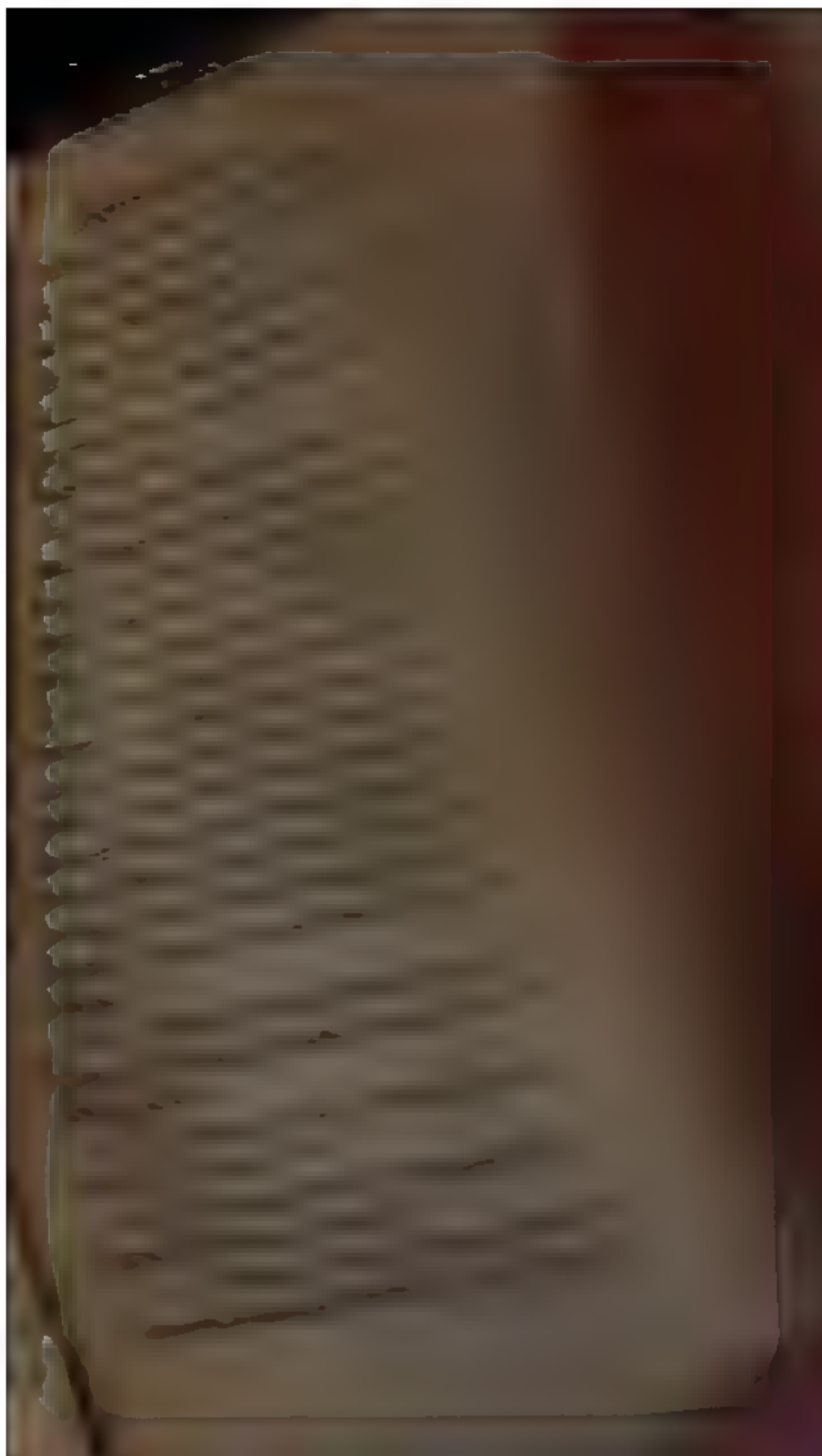
Concluons donc que , s'il étoit vrai que le père de ces malheureux enfans fût un imposteur , la dame de *Chauvigny* seroit responsable de tous les maux qui ont pu résulter de cette imposture.

M. Talon , avocat général , qui prit la parole dans cette cause , observa qu quoique le véritable *Claude de Ve* fût reconnu de tous ses parents , & presque toute la province , l'imposteur de *Michel Feydy* avoit cependant la

cours , pour chasser les François de la capitale & du trône de l'empire d'Orient. *Baudouin* fut battu , & l'on fut plus d'un an sans sçavoir positivement s'il avoit été tué dans la bataille , ou simplement fait prisonnier. Ceux qui ont dit qu'il avoit été fait prisonnier , ajoutent que *Joannice* , après l'avoir tenu près d'un an dans les fers , lui fit couper les bras & les jambes , & fit jeter le tronc dans un précipice , où il fut la proie des oiseaux , & mourut au bout de trois jours.

Il avoit laissé , pour héritière du comté de Flandres , *Jeanne* , sa fille aînée. *Bertrand de Rains* s'étoit instruit , dans le plus grand détail , de ce qui concernoit *Baudouin* ; & à l'aide d'un peu de ressemblance avec ce prince , de beaucoup d'effronterie , & de l'incertitude où l'on étoit sur la mort de l'empereur , il réussit à tromper une partie de la noblesse & du peuple de Flandres , qui le qualifioient déjà comte & empereur , & lui rendoient les respects dûs à ces dignités.

Jeanne , fille du comte , & héritière de ses états , refusa constamment de le voir. Cependant elle envoya , sur les lieux , *Jean de Mutelan* , & *Albert* ,



82 *Imposteur bigame.*

du tems pour y répondre. A cette défaite , toute l'assemblée fut convaincue de l'imposture de l'hermite. Le roi lui fit une réprimande très - aigre , & le chassa de sa présence.

Bertrand de Rains s'enfuit en Bourgogne , où il se tint caché pendant quelque tems : il fut découvert par *Errard de Cartinac*, gentilhomme bourguignon qui l'arrêta , le chargea de fers , & le mena à Lille , où il fut pendu , après avoir été appliqué à la question , & promené couvert de haillons dans toutes les villes de la Flandres & du Hainault.

M. l'avocat général fit aussi mention de l'affaire du gueux de Vernon , rapportée dans ce recueil , tome 1. Les juges de cette ville vouloient donner le fils d'un mendiant à *Jeanne Vacherot* , qui avoit effectivement perdu un de ses enfants. Les juges & le peuple sur le fondement d'une cicatrice au visage , s'accordoient à donner cet enfant à celle qui n'en étoit pas la mère & , sans le secours de l'arrêt , cette femme eût été obligée de reconnoître pour son fils un individu qui lui étoit totalement étranger.

Il ne faut donc pas faire

LE MARIAGE.

Les deux parties, le mari et la femme, se sont
présentés au magistrat, et ont été
reconnus comme contraires, et ont
été mis à l'acte.

Ce magistrat, par son ministère, a fait
des deux mariages, dans lesquels
les deux parties ont été
mis à l'acte.

Le premier ne fut pas fait sans
une requête. Aucune des deux
parties par la dénonciation de l'autre
n'enprouvoit l'indignité. Le magistrat
qui avait procédé à l'acte
n'en était pas suspect. Il était
le ministre d'un acte
qui, depuis, n'avait été
signé que par les deux
parties. Aucune des parties
n'avait reconnu. Le magistrat
n'avait pas de signature. Le
magistrat du mariage n'avait
pas de signature. Le magistrat
n'avait pas de signature. Le
magistrat n'avait pas de signature.

Mais, il y a plus. Les deux
parties ont été mises à l'acte
sans bien propre. Les deux
parties ont été mises à l'acte.
Il y est dit, et il y est dit.
La signature première
a été reconnue. Cette signature
a été reconnue. Cette signature

84 *Imposteur bigame.*

un contrat de mariage, on prévoit le cas de mort, parce qu'il est inévitable; on prévoit la survenance d'enfants, parce que c'est l'effet naturel du mariage : mais on ne prévoit pas que le mari pourra abandonner sa femme; par conséquent on ne stipule point de dédommagements pour un événement dont on n'a même pas l'idée. Une précaution si extraordinaire ne donneroit-elle pas lieu de soupçonner que le père de la demoiselle de *Daupté* avoit quelque connoissance, ou au moins quelque soupçon de la fourberie de celui qui se présentoit pour être son gendre ?

En effet, lorsque cet imposteur fit la connoissance de la demoiselle de *Daupté*, il étoit au milieu de sa troupe, & accompagné de tous ses camarades, qui ne l'avoient jamais connu que sous le nom de *Feydy*. Ils ne purent, sans étonnement, le voir, à son retour de *Chauvigny*, changer, tout d'un coup, ce nom en celui de *Verré*. Connoissant son extraction & le lieu de sa naissance, ils furent, sans doute, surpris de lui entendre dire qu'il étoit d'une famille noble de Saumur, & principal héritier d'un fief considérable.

Il prit soin de les mettre dans la con-

[The page contains faint, illegible horizontal lines suggesting ghosting or extremely faded text.]

86 *Imposteur bigame.*

Pour *Jacques de Verré*, il n'y a pas lieu de douter qu'il étoit dans la bonne-foi, qu'il a été séduit par des apparences trompeuses; & la foiblesse qu'il a eue de se laisser séduire, doit d'autant moins lui être imputée, qu'elle lui étoit commune avec sa mère, & avec presque toute la famille.

D'ailleurs, peut-on imaginer qu'il ait cherché à se donner, de gaieté de cœur, un frère aîné, & qu'il ait choisi un imposteur, pour le revêtir de cette qualité qui lui enlevoit des prérogatives considérables de plus d'une espèce? On ne peut se déterminer à se réduire à une simple légitime de cadet, qui ne sauroit être que fort médiocre, si l'on n'est pas bien convaincu du droit de celui auquel on fait l'abandon des prérogatives de l'ainesse.

Cette considération doit être regardée comme un fûr garant de la bonne-foi de *Jacques de Verré*, & le mettre à l'abri de toutes les condamnations que l'on demande à la justice contre lui.

A l'égard de la dame de *Chauvigny* elle étoit dans la bonne-foi, sans doute; mais c'est elle qui a préparé le mariage d'*Anne Allard*, c'est elle qui l'a ratifié.

&, en quelque sorte, légalisé par sa présence, par son consentement & par sa signature. On peut dire, en un mot, qu'il est son ouvrage, & que, si elle n'y avoit pas coopéré, il n'auroit pas eu lieu. Il paroît donc juste qu'elle contribue à réparer, autant qu'il est possible, les dommages qu'en a souffert celle qui en a été la victime, & qu'elle aide à la subsistance des malheureux enfans qui en sont provenus.

En conséquence, il fut d'avis que, sur les appels, les parties fussent mises hors de cour & de procès. Par ce hors de cour, le soldat aux gardes se trouvoit affermi dans la possession du nom de *de Verré*, & de tous les droits qui y étoient attachés. *M. Talon* conclut, en outre, à ce que la dot d'*Anne Allard* lui fût adjugée sur les biens de *Michel Feydy*, & sur ceux qui avoient composé la communauté résultant de leur mariage, jusqu'au moment de la sentence qui l'avoit condamné à mort, sans aucuns dommages ni intérêts.

Par arrêt du 21 juin 1659, sur les appels de *Magdeleine Dauplé* & d'*Anne Allard*, qui se disoient toutes deux femmes de *Michel Feydy*, & sur les demandes formées par la première au par-

lement , les parties furent mises hors de cour & de procès.

Les enfants provenus du mariage d'*Anne Allard* , attendu la bonne-foi de leur mère, furent déclarés légitimes: en conséquence , tous les biens acquis par leur père, avec les meubles , réparations & améliorations faites aux maisons , châteaux & terres dont il avoit joui en vertu de son acte de partage avec *Jacques de Verré* , sous le nom de *Claude de Verré* , jusqu'à concurrence des conventions matrimoniales & de la garantie des dettes auxquelles elle avoit pu s'engager avec son mari , lui furent adjugés à elle & à ses enfants , par préférence à *Claude de Verré* & à tous autres créanciers.

A l'égard de la dame de *Chauvigny* , elle fut condamnée envers *Anne Allard* en tous ses dommages & intérêts , liquidés à 2000 livres parisis , payable par préférence à *Claude de Verré* , & aux dépens à cet égard. *Jacques de Verré* fut restitué contre toutes les signatures qu'il avoit données à l'occasion de l'imposteur.

Quant à la sentence de mort , attendu qu'elle étoit rendue par contumace , le parlement garda le silence si

Imposteur bigame. 89
cet objet , & ne pouvoit faire autrement ; tout le monde sçait , que l'appel de ces sortes de jugemens ne peut être reçu qu'autant que l'accusé se présente en personne. Ainsi *Michel Feydy* est décédé dans les liens de la mort civile.



* ENFANTS LÉGITIMÉS

D' HENRY IV.

TOUT ce qui nous rappelle le souvenir de ce bon roi nous intéresse. On pardonne , avec attendrissement , à sa mémoire ; des foiblesses que l'on reproche amèrement à d'autres. Celles de ce grand homme n'eurent aucune influence sur le sort de ses peuples. Le gouvernement , sous lui , ne fut point en proie aux caprices de ses maîtresses & aux intrigues de leurs favoris. S'il ne sçut pas réprimer les impulsions physiques du son tempérament , jamais son tempérament ne troubla sa raison ; jamais il ne l'engagea dans aucune démarche qui pût porter atteinte au système de bienfaisance que la grandeur & la bonté de son ame lui avoient fait adopter , & dont jamais il ne s'écarta. *Henri IV* étoit tendre & passionné auprès d'une maîtresse ; il payoit ses faveurs par des générosités ; mais les complaisances de l'amant n'empiétoient point sur la dignité & sur les devoirs

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: J. H. Smith, W. J. Brown, C. L. Green, and E. D. White. The addresses are: 123 Main St., 456 Elm St., 789 Oak St., and 1010 Pine St.

2. The second part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the chairman. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: J. H. Smith, W. J. Brown, and C. L. Green. The addresses are: 123 Main St., 456 Elm St., and 789 Oak St.

3. The third part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the secretary. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: W. J. Brown, C. L. Green, and E. D. White. The addresses are: 456 Elm St., 789 Oak St., and 1010 Pine St.

4. The fourth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the treasurer. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: J. H. Smith, W. J. Brown, and C. L. Green. The addresses are: 123 Main St., 456 Elm St., and 789 Oak St.

5. The fifth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the clerk. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: W. J. Brown, C. L. Green, and E. D. White. The addresses are: 456 Elm St., 789 Oak St., and 1010 Pine St.

6. The sixth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the auditor. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: J. H. Smith, W. J. Brown, and C. L. Green. The addresses are: 123 Main St., 456 Elm St., and 789 Oak St.

7. The seventh part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the assessor. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: W. J. Brown, C. L. Green, and E. D. White. The addresses are: 456 Elm St., 789 Oak St., and 1010 Pine St.

8. The eighth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the collector. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: J. H. Smith, W. J. Brown, and C. L. Green. The addresses are: 123 Main St., 456 Elm St., and 789 Oak St.

9. The ninth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the recorder. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: W. J. Brown, C. L. Green, and E. D. White. The addresses are: 456 Elm St., 789 Oak St., and 1010 Pine St.

10. The tenth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been elected to the office of the clerk of the court. The names are written in capital letters and the addresses are written in small letters. The list is organized in a table with two columns: Name and Address. The names are: J. H. Smith, W. J. Brown, and C. L. Green. The addresses are: 123 Main St., 456 Elm St., and 789 Oak St.

viteur comme lui. Quelle fermeté , quel attachement pour le bien de son royaume , dans un roi sur qui l'amour avoit tant de pouvoir ! Que ces anecdotes font de plaisir à recueillir , & qu'elles en doivent faire à la lecture !

Gabrielle d'Estrées étoit fille d'*Antoine d'Estrées* , marquis de Cœuvres , & de *Françoise Babou*. Quand le roi en fit la connoissance , elle avoit perdu sa mère ; mais elle étoit surveillée par son père , dont l'attention sur la conduite de sa fille rendoit les entrevues des deux amants fort difficiles.

Pour se débarrasser d'un surveillant si incommode , *Henri IV* maria sa maîtresse au sieur *Damerval de Liancourt* , gentilhomme de Picardie. Il étoit veuf d'*Anne Gouffier* , dont il avoit eu quatre enfants. Les mémoires de *Sully* nous présentent cet homme comme ayant l'esprit aussi mal-fait que le corps , & ajoutent que *Henri* sçut empêcher la consommation de ce mariage. *Madame de Liancourt* accoucha, en juin 1594, d'un fils , dont le roi se reconnut le père. Il fut nommé *César* ; on lui donna la qualité de *Monsieur* , & on l'appelloit *César Monsieur*.

Aussi-tôt après la naissance de c

Henri IV. 45

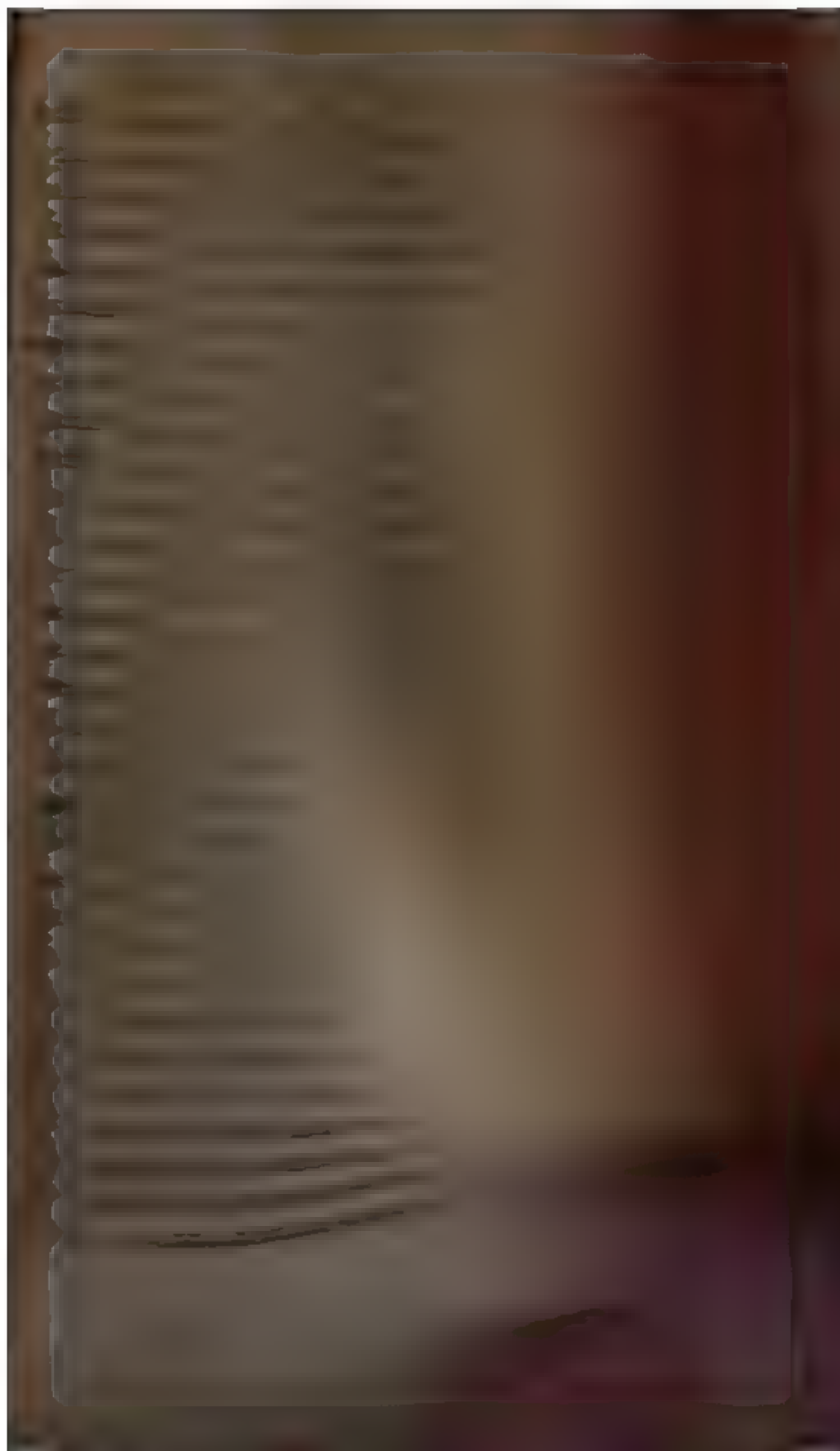
enfant, le mariage de la mine & le
 couple pour raison de l'impuissance
 du mari, & deuant lui par le notaire
 de l'officiel d'Amiens du 22 decembre
 1594. *Præterea matrimonium inter-*
dictis Damerval & d'Étiennes, contra-
ctum & statuta ecclesiæ servatum, ab
omni iure, idcirco quod contra iustitiam
est, rescindimus.

Le neveu de Liancourt, mort de l'op-
pression de l'exécution de cette sentence,
se soumit en épousant la dernière
dette. Mais il ne fut pas plus heu-
reux dans ce troisième mariage. Il
mourut encore dans le même état.
Le troisième se plaignait de la même
cause de l'incapacité de son mari.
Le quatrième du 18 février 1793,
mourut n'y ayant jamais eu de
enfants. Ses défenses furent donc
nulles, par défaut d'issue. Les
autres furent donc nulles par défaut
d'issue. Dans ces deux cas, les
dépenses de l'administration, et les
autres, furent donc nulles par défaut
d'issue. Les autres furent donc nulles
par défaut d'issue. Les autres furent donc
nulles par défaut d'issue. Les autres furent
donc nulles par défaut d'issue. Les autres
furent donc nulles par défaut d'issue.

94 *Enfants légitimés*
mittentes : dicto autem reo ne ,
terum , matrimonium cum virgine
aliâ quâvis muliere præsumat ,
inhibemus.

A peine Gabrielle d'Estrées
affranchie de son mariage , qu'elle
le nom de *marquise de Monceaux*
Henri IV , dès le mois de
1595 , légitiba son fils , qui
âgé que de sept mois. Plusieurs
lecteurs ne trouveront pas mauvais
je transcrive ici les lettres qui
rédigées à cet effet : il est curieux
connoître les motifs qui servirent
prétexte à cette faveur. D'ailleurs
contiennent des clauses qui auront
application au procès dont il s'agit
ici.

« HENRI , par la grace de Dieu
» de France & de Navarre , à tous
» sents & à venir ; *salut*. Nous
» mons pouvoir véritablement
» avoir , autant que nul de nos pr
» cesseurs , travaillé pour la conser
» tion , le bien & le repos de cet é
» lequel , de désolé qu'il étoit , & p
» che d'une quasi inévitable ruin
» quand il est tombé entre nos main
» l'on a vu que nous l'avons relev
» & , par la grace de Dieu , tantôt



» lité , qui ont très-bien mérité de cet
» état & y ont fait de grands & notables
» services. Pour cette occasion , ayant
» reconnu les grandes graces & per-
» fections , tant de l'esprit , que du
» corps, qui se trouvent en la personne
» de notre chère & bien amée la dame
» *Gabrielle d'Estrées* , nous l'avons ,
» depuis quelques années , recherchée
» à cet effet, comme le sujet que nous
» avons jugé & connu le plus digne de
» notre amitié : ce que nous avons es-
» timé pouvoir faire avec moins de
» scrupule & charge de conscience ,
» que nous sçavons que le mariage
» qu'elle avoit auparavant contracté
» avec le sieur *de Liancourt* , étoit nul
» & sans avoir jamais eu aucun effet ,
» comme il est justifié par le jugement
» de la séparation & nullité dudit ma-
» riage qui s'en est du depuis ensuivi.
» Et s'étant ladite dame , après nos
» longues poursuites , & ce que nous y
» avons apporté de notre autorité , con-
» descendue à nous , obéir & com-
» plaire , & ayant plu à Dieu nous
» donner , puis naguères, en elle un
» fils , qui a jusqu'à présent porté le
» nom de *César Monsieur* , outre la
» charité naturelle & affection pater-
» nelle

» nelle que nous lui portons , tant pour
» être extrait de nous , que pour les
» singulières graces que Dieu & la na-
» ture lui ont départies en sa première
» enfance , qui font espérer qu'elles lui
» augmenteront avec l'âge , & pro-
» venant de telle tige, qui produira, un
» jour , beaucoup de fruit à cet état ,
» nous avons résolu , en l'avouant &
» reconnoissant notre fils naturel , lui
» accorder & faire expédier nos lettres
» de légitimation ; cette grace lui étant
» d'autant plus nécessaire , que le dé-
» faut en sa progéniture l'excluant de
» toute prétention en la succession ,
» non seulement de cette couronne &
» de ce qui en dépend , mais aussi de
» celle de notre royaume de Navarre ,
» & de tous nos autres biens & re-
» venus de notre autre patrimoine ,
» tant échus , que ceux qui pourront
» écheoir , il demeureroit en très-mau-
» vaise condition , s'il n'étoit , par la-
» dite légitimation , rendu capable de
» recevoir tous les dons & bienfaits
» qui lui seront faits , tant par nous ,
» que par autres , comme c'est bien
» notre intention de lui en départir au-
» tant qu'il en convient pour soutenir
» l'honneur & la dignité de la maison

» dont il est issu. *Pour ces causes*, ayant;
» sur ce que dessus, eu l'avis des prin-
» ces de notre sang, & autres princes,
» des officiers de la couronne, & autres
» des principaux de notre conseil, avons,
» de notre certaine science, pleine puis-
» sance & autorité royale, avoué, dit
» & déclaré, avouons, disons & déclá-
» rons, par ces présentes, signées de
» notre main, ledit *César*, notre fils
» naturel, & icelui légitimé & légi-
» timons; & de ce titre & honneur de
» légitimation décoré & décorons par
» cesdites présentes : voulons & oc-
» troyons que dorénavant, en tous actes
» & honneurs, tant en jugement que
» hors, il soit tenu, censé & réputé
» légitime, & qu'il puisse, quand il
» sera en âge, ou autre pour lui, pen-
» dant sa minorité, acquérir en cestuy
» notre royaume, tels biens, meubles
» & immeubles, que bon lui semblera,
» & d'iceux ordonner & disposer, soit
» par testament, codicille & ordon-
» nance de dernière volonté, donation
» faite entre-vifs, ou autrement, ainsi
» qu'il lui plaira; & qu'il puisse ap-
» préhender & recueillir tous les dons,
» bienfaits & gratifications qui lui
» pourront être faites par nous & tous

» autres, dont nous l'avons rendu &
» rendons capable par cesdites pré-
» sentes : ensemble de pouvoir tenir
» telles charges, états, dignités &
» offices, desquels il pourra, tant par
» nous, que nos successeurs rois être
» honoré, l'ayant à ce habilité & dis-
» pensé, habilitons & dispensons par
» cesdites présentes, sans que, de tout
» ce que dessus, il lui puisse être fait,
» mis ou donné aucun empêchement,
» pour quelque cause & occasion que
» ce soit; dérogeant, de notre grace
» spéciale, à toutes ordonnances qui
» pourroient être à ce contraires. Si
» donnons en mandement à notre cour
» de parlement & chambre des comptes
» à Paris, faire lire, publier & enre-
» gistrer lescdites présentes selon leur
» forme & teneur, & du contenu en
» icelles faire jouir & user ledit *César*
» *Monsieur* pleinement & paisiblement,
» nonobstant comme dessus. Et afin que
» ce soit chose ferme & stable à tou-
» jours, nous avons fait mettre notre
» scel à cesdites présentes; sauf, en
» autres choses, notre droit, & l'autrui
» en toutes. Donné à Paris, au mois
» de janvier, l'an de grace mil cinq
» cents quatre-vingt-quinze, & de

» notre règne , le sixième. *Ainsi signé*
 » HENRI ; & sur le repli , par le roi ,
 » FORGET. Et à côté vîsa , & scellées
 » sur lacs de soie rouge & verte , en
 » cire verte du grand scel ».

*Registrées , oui sur ce , le procureur
 général du roi. A Paris , en parlement ,
 le troisième jour de février , l'an mil cinq
 cents quatre vingt - quinze. Signé , DU
 TILLET.*

Par de nouvelles lettres parentes du
 28 janvier 1596 , enregistrées au par-
 lement le 19 mars suivant , le roi vou-
 lant , d'un côté , octroyer à la dame
 d'Estrées toutes les marques honorables ,
 droits & émoluments qui ont accoutumé
 être donnés aux mères ; & , de l'autre ,
 rendre César Monsieur habile à succéder
 à sa mère , il donna à celle-ci la garde-
 noble de tous les biens , dons & gratifica-
 tions faits ou à faire à César Monsieur ;
 leur fils , soit par lui , soit par les rois
 ses successeurs ; il le déclara , du con-
 sentement de sa mère , habile à lui suc-
 céder , & ordonna qu'elle seroit elle-même
 l'héritière de son fils , en cas qu'il mou-
 rût avant elle , sans laisser d'enfant.

La marquise de Monceaux avoit ac-
 cepté ces arrangements par un acte du

CHAPITRE V

DE LA MORT DE LA REINE MARGUERITE
ET DE LA MORT DE LA REINE CATHARINE

Le 20 Mars, la Reine Marguerite
mourut à Paris, à l'âge de 36 ans.
Elle fut enterrée à Paris, à la Chapelle
de la Reine, le 22 Mars. La Reine
Catharine mourut à Paris, le 24 Mars.
Elle fut enterrée à Paris, à la Chapelle
de la Reine, le 26 Mars. La Reine
Marguerite fut enterrée à Paris, à la
Chapelle de la Reine, le 22 Mars.
Elle fut enterrée à Paris, à la Chapelle
de la Reine, le 24 Mars.

Gaston d'Orléans, duc de
Alençon, n'eut rien de
cœur, n'étant revêtu d'aucune
qui lui en donna l'entrée. Il
rendre capable de cet honneur.
lui donna le comté de Reims
Champagne, qui est une
duché de Montmorency.
ce comté, les terres de
Soulainville, Ligny, et
Seraucourt. Il fut
donné à Gaston d'Orléans.
Le 20 Mars, la Reine
Marguerite mourut à Paris.
Elle fut enterrée à Paris,
à la Chapelle de la Reine,
le 22 Mars. La Reine
Catharine mourut à Paris,
le 24 Mars. Elle fut
enterrée à Paris, à la
Chapelle de la Reine,
le 26 Mars.

» chef, bien digne & capable, soit
» pour les rares perfections que Dieu
» avoit mises en elle, & les preuves &
» témoignages qu'il avoit journellement
» de la sincérité de son affection . . . &
» de ses bons comportements ; soit
» parce que tout ce qu'elle devoit
» avoir de biens & de grandeurs re-
» venoit, par droit de nature, à *César*
» *Monsieur*, qu'à cause des rayons d'une
» future vertu qui reluisoit en lui ».

C'est sur ces motifs que ce prince se détermina à gratifier *Gabrielle* de ce duché, avec la prérogative de « tenir,
» en sa personne, ses hoirs, succes-
» seurs & ayans-cause, rang, dignité
» & séance dans tous les lieux où les
» ducs & pairs se pourroient trouver,
» comme si le duché de Beaufort avoit
» été créé & érigé immédiatement
» après l'érection faite de la duché-
» pairie de Montmorency en 1551 ».

Il voulut, en outre, « qu'en quel-
» qu'évènement que ce fût, la duché-
» pairie de Beaufort ne pût jamais être
» réunie à la couronne ; parce que c'é-
» toit à cette condition expresse que la
» marquise de *Monceaux* avoit consenti
» son érection ; à quoi elle n'eût ja-
» mais voulu entendre autrement : dé-

» rogeant , à cet effet , expressement ,
» tant à l'édit du mois de juillet 1566 ,
» qui ordonnoit que les duchés-pairies
» seroient désormais réunis à la cou-
» ronne , faute d'hoirs mâles , qu'à
» celui de mai 1579 ». Cet édit fut
enregistré au parlement le 10 juillet
1597.

Quoique *César Monsieur* ne fût , en
1598 , âgé que de quatre ans , le roi
& la duchesse de *Beaufort* , saisirent une
occasion favorable d'assurer à cet enfant
un mariage honorable , & assorti aux
vues d'élévation qu'ils avoient sur lui.

La ligue étoit presque entièrement
dissipée. Le duc de *Mercoeur* , prince de
Lorraine , en soutenoit encore les der-
niers débris , & se tenoit cantonné dans
la Bretagne. Son projet étoit de se faire
duc de cette Province ; il se flattoit que
le tems feroit naître quelque circons-
tance favorable à ses desseins. Dans
cette vue , il éludoit toutes les pro-
positions d'accommodement que le roi
lui faisoit faire , quelque avantageuses
qu'elles fussent à ce sujet révolté.

Rebuté enfin de tant de remises ;
voulant exterminer ce reste de la ligue ,
& châtier le duc , qui seul en main-
tenoit le souvenir , le roi prit le parti

de l'aller attaquer à la tête d'une armée. L'approche de *Henri-le Grand*, qui déjà étoit à Angers, effraya le duc de *Mercœur*. Il se crut perdu sans ressource, s'il n'obtenoit son pardon par la voie de la négociation.

Marie de Luxembourg, sa femme en porta les premières paroles. Elle s'adressa à la duchesse de *Beaufort*, & lui proposa de marier *Françoise de Lorraine*, sa fille unique, & la plus riche héritière du royaume, avec *César Monsieur*.

Le roi, flatté de donner la paix à ses sujets, sans répandre de sang, & de procurer à son fils une alliance, aussi honorable & aussi avantageuse, accorda, à cette condition, le pardon au duc de *Mercœur*, & le scella, par un édit fort avantageux à ce duc, donné à Angers au mois de mars 1598, enregistré au parlement le 26 du même mois. En même tems, le mariage qui avoit occasionné l'ouverture de la paix, fut arrêté, & le contrat en fut dressé le 5 avril 1598, pardevant les notaires d'Angers. Les fiançailles furent célébrées avec magnificence. Mais la bénédiction nuptiale fut suspendue jusqu'à ce que l'âge des époux permît de l'administrer.

Par le contrat de mariage , *César Monsieur* fut comblé des bienfaits de ses père & mère. La duchesse de *Beaufort* y déclara qu'elle tenoit & réputoit son fils pour son vrai & principal héritier ; elle lui fit donation entre - vifs de la duché-pairie de *Beaufort* , avec toutes ses dépendances , de la terre de *Vaudeuil* , pour lui & ses descendants , en ligne directe , en quelque degré qu'ils fussent , les mâles & aînés toujours préférés.

Henri , de son côté , donne à *César* ; son fils naturel & légitimé , le duché-pairie de *Vendôme* & pays *Vendomois* , avec toutes ses dépendances , pour lui , ses enfants , & leurs descendants en ligne directe ; les mâles préférés aux filles , & les aînés aux puînés , de degré en degré. Il l'autorise à retirer toutes les rentes , terres & seigneuries du duché de *Vendôme* , engagées , vendues & aliénées , de quelque nature qu'elles fussent ; & en cas qu'il y en eût quelques-unes qu'on ne pût retirer , parce que les possesseurs prétendroient les avoir acquises à perpétuité , ou que le tems accordé pour les retirer fût expiré , ou pour d'autres causes que l'on croiroit devoir adopter en justice , le

roi s'oblige de payer le prix auquel seroient estimées ces terres ourentes qui n'auroient pu être réunies , pour être employé en acquisitions d'autres biens de même valeur & de même bonté.

Le roi s'engagea , en outre , de donner , dans quatre ans , à son fils , ou à madame de Beaufort , sa mère , la somme de 500000 livres , dont 400000 livres pour retirer toutes les terres qui avoient été distraites du duché de Vendôme , ou en acquérir d'autres de pareille valeur , pour y être réunies , & être propres à *César Monsieur* , & aux siens , avec pareille substitution.

A cette clause , le roi ajouta que *César* , son fils , ou ses enfants mâles venant à décéder sans postérité , la fille qu'il avoit de madame la duchesse de Beaufort , & les autres enfants qu'il pourroit avoir d'elle , succéderont , de plein droit , au duché de Vendôme & aux terres qui seront acquises de nouveau , dont sa majesté leur fait donation , sous les mêmes clauses que la précédente.

Après toutes ces donations on réitéra cette clause : « déclarant sadite majesté

» & ladite dame duchesse , avoir en-
 » rendu faire lescdites donations audit
 » sieur duc de *Vendôme* , à condition
 » que , si lui , ses enfants , & leurs
 » descendants (selon qu'il a été ex-
 » primé) venoient à défaillir , la fille
 » qu'ils ont , & autres enfants qu'ils
 » pourroient avoir , y succèdent ; & les
 » aient de plein droit , en vertu des
 » présentes ; les mâles & aînés , tou-
 » jours préférés , comme dit est ».

Tout étant terminé par ce contrat de mariage entre le roi & le duc de *Mercoeur* , le monarque quitta Angers , pour se rendre à Nantes. A peine y fut-il arrivé , que , pour mettre à l'abri de toute attaque le don qu'il venoit de faire à son fils , du duché de *Vendôme* , il en revêtit l'acte de lettres patentes , datées du 15 avril 1598.

Gabrielle d'Estrées , en sa qualité de duchesse de *Beaufort* , pair de France , & ayant la garde noble de la personne & des biens de César Monsieur , fils naturel & légitimé du roi & d'elle , présenta ces lettres au parlement , le 25 juin 1598. Mais cette cour jugea que l'enregistrement qu'on lui demandoit exigeoit la plus grande attention.

Le duché de *Vendôme* appartenoit à

Henri IV, à titre de patrimoine ; & indépendamment de la couronne. Le don que ce prince en avoit fait à son fils étoit une véritable aliénation à perpétuité , & le parlement pensoit que le patrimoine de ce prince avoit été réuni au domaine de la couronne par son avènement au trône ; & qu'ainsi il n'avoit pas la faculté de l'aliéner.

Ceci me conduit à une digression sur l'inaliénabilité du domaine de la couronne , qui pourra ne pas déplaire à mes lecteurs. J'ai déjà pris quelquefois cette licence , & je n'en ai pas reçu de reproches. Tout ce qui tend à instruire les sujets sur le droit public de la nation , ne peut que leur être agréable. Je puiserai ce que je veux dire sur cet objet , dans l'abrégé chronologique de l'histoire de France par M. le président *Hénault*. Il en éclaire les principes , de la manière la plus lumineuse & la plus concise en même tems.

C'est sous *Philippe-le-Hardi* , qui régnoit dans le treizième siècle , que l'inaliénabilité du domaine a été bien connue. D'abord l'apanage , tel que nous le concevons aujourd'hui , ne commença à prendre toute sa force , que sous *Philippe-le-Bel* , fils & suc-

cesseur de *Philippe-le-Hardi*. Jusques-là, il avoit éprouvé bien des variations. Sous les deux premières races, les enfans des rois partageoient également la couronne entre eux. Sous le commencement de la troisième, l'inconvénient de ces partages fit prendre le parti de démembrer quelques portions de terres, dont le fils puîné auroit la propriété.

Mais, à mesure que les vrais principes de la politique s'éclairèrent, l'inconvénient du démembrement d'une partie du domaine de la couronne s'étant fait sentir davantage, les partages ou apanages, dont l'apanagé pouvoit auparavant disposer, comme de son bien, devinrent une espèce de substitution, & furent chargés de retour à la couronne, à défaut d'hoirs. C'est-là que commencent véritablement les apanages, dont le nom représentoit une sorte de concession, qui, sans morceler le domaine de la couronne, en suspendoit seulement la jouissance, pour quelque tems, & pour quelque portion, mais sans toucher à la propriété.

Cette loi se trouve établie par un arrêt du parlement, rendu entre *Charles*

d'Anjou , roi de Sicile , & *Philippe-le-Hardi* , son neveu , au sujet du comté de Poitiers. *Charles* prétendoit à ce comté , comme plus proche héritier d'*Alphonse* , dernier décédé , lequel étoit son frère ; au lieu que *Philippe* n'étoit que son neveu. Mais l'arrêt prononça en faveur de *Philippe* ; sur ce principe que , toutes les fois que le roi faisoit don à un de ses puînés de quelque héritage , & que le donataire ou apanagiste mourroit sans héritiers , l'héritage retournoit au donateur roi , ou à son héritier à la couronne , sans que le frère de l'apanagiste y pût rien prétendre.

Ainsi voilà les apanages restreints aux hoirs de l'apanagé. Mais , parmi ces hoirs, les femmes étoient comprises, ainsi que les mâles ; ce qui étoit dangereux , parce que les portions des apanages pouvoient , par mariage , passer à des étrangers. *Philippe-le-Bel* remédia à ce dernier inconvénient. Il ordonna , par son codicille , dit *du Tillet* , que le comté de Poitou , qu'il avoit donné en apanage à son fils puîné , *Monsieur , Philippe de France* , qui fut roi , depuis , sous le nom de *Philippe-le-Long* , retourneroit à la couronne ,

fique & si libéral , qu'il donna , à plusieurs gentilshommes de sa cour , des terres & des seigneuries ; mais elles n'étoient pas , dans le principe , du domaine attaché à la couronne ; elles avoient autrefois appartenu à son aïeul & à son trisaïeul. *Charles-le-Chauve* en usa de même ; mais les dons qu'il faisoit lui appartenoient en propriété , *jure proprietario*. De-là il faut conclure que les rois de la première & de la seconde race avoient un domaine particulier , dont ils étoient les maîtres , & que , quand on les voit disposer de ces domaines , comme ont fait quelques-uns de la troisième race , qui avoient aussi des domaines particuliers , il ne faut pas en conclure que le domaine royal fût aliénable.

Pour entendre cette distinction , il faut concevoir que nos rois avoient deux sortes de domaine , dont l'un appartenoit à leur couronne , & l'autre , suivant l'expression de *Damoulin* , à leur personne *organique*. Les domaines restoient dans la main du prince , & , quand il montoit sur le trône , ils ne se confondoient point avec le domaine royal. Ce ne fut qu'en 1566 , que l'ordonnance de Moulins décida que le

Domaine particulier du prince montant sur le trône , seroit réuni , de droit, à la couronne, au bout de dix ans : ce qui prouve qu'auparavant , le monarque avoit des biens particuliers, dont il étoit propriétaire , abstraction faite de sa qualité de roi. La propriété & la disposition de ces biens lui appartenoient, comme celle des sujets leur appartiennent.

Il y a , dit *Pontanus* , dans son commentaire sur la coutume de Blois : (ce *Pontanus* vivoit en 1439 , & écrivoit suivant l'usage qui avoit eu cours dans les siècles précédents , & qui étoit encore en vigueur dans le sien). « Il y a deux sortes de domaines ;
» l'un de la couronne, l'autre du prince.
» Le domaine de la couronne est inaliénable ; les rois n'en ont que la simple administration , ainsi que les maris , les pères , les prélats , ont la simple & nue administration des biens de leurs femmes , de leurs enfants ; de leurs églises. Ils n'en peuvent disposer au profit des particuliers , à titre de donation , ni autre , & sont , au contraire , obligés de le conserver en son entier , & de le transmettre , sans aucune diminution , à leurs suc-

» cesseurs au royaume : mais , quant au
» domaine du prince , qui advoient ,
» par acquisition , ou par succession , il
» en est tellement le maître , qu'il en
» peut faire & disposer à sa volonté ,
» au profit de telle personne que bon
» lui semble ».

Dumoulin va plus loin , il dit que , quand même le roi auroit tenu son domaine particulier , confusément avec le patrimoine royal , & quand il auroit souffert que les revenus de l'un & de l'autre eussent été reçus , régis & administrés par les mêmes officiers , cela n'en auroit pas opéré la réunion , qui ne pouvoit se faire tacitement , mais devoit se faire expressément & solennellement par des actes authentiques.

On entend bien que tout cela étoit antérieur à l'ordonnance de Moulins. .

Il est donc constant que nos rois avoient des domaines particuliers , & que l'aliénation libre qu'ils en faisoient ne prouve rien par rapport au domaine de la couronne.

On peut opposer , sans doute , des exemples d'aliénations , même du domaine de la couronne , au profit de particuliers. Mais les infractions faites à

CHAP. V.

de la loi ne la détruit pas. La loi est
instrumentale de l'état et que la
loi est une machine.

En effet, de ce que la loi est une
machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

La loi est une machine des instruments.

toire de Naples , les fonds qui lui appartenoient , & qui ne dépendoient point de la couronne , pour les distinguer , tant du patrimoine de ses sujets , que de celui du fisc , que l'on nommoit *sacrum patrimonium*.

Mais , sans nous perdre dans l'antiquité , tenons-nous-en à des preuves plus modernes , qui prouvent la tradition & la chaîne de ces principes.

Pourquoi le parlement de Paris s'opposait-il si fortement à l'enregistrement des lettres patentes que donna *Henri IV* le 13 avril 1590 , & le 31 décembre 1596 , par lesquelles il déclaroit vouloir tenir son patrimoine séparément & distinctement du domaine de la couronne ? C'est que cette compagnie jugeoit que , du moment qu'il étoit réuni , il devenoit inaliénable. Les revenus de l'état étoient perçus & dissipés par les ennemis de ce bon prince , & il se trouvoit dénué des secours nécessaires pour les combattre. Il vouloit se maintenir dans la faculté d'aliéner son patrimoine , pour se procurer des ressources contre la disette à laquelle il étoit réduit. Mais , plus les besoins pressants où il étoit , dans ce moment , sembloient être un motif légitime de

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and the role of the accounting department in ensuring the integrity of the financial data.

2. It also highlights the need for regular audits and the importance of having a clear understanding of the company's financial position at all times.

3. The second part of the document focuses on the importance of budgeting and the role of the accounting department in developing and monitoring the budget.

4. It also discusses the importance of having a clear understanding of the company's financial goals and the role of the accounting department in ensuring that the budget is aligned with these goals.

5. The third part of the document discusses the importance of financial reporting and the role of the accounting department in preparing and presenting the financial statements.

6. It also highlights the need for transparency and the importance of having a clear understanding of the company's financial performance at all times.

7. The fourth part of the document discusses the importance of financial planning and the role of the accounting department in developing and implementing the financial plan.

8. It also discusses the importance of having a clear understanding of the company's financial future and the role of the accounting department in ensuring that the financial plan is aligned with this future.

9. The fifth part of the document discusses the importance of financial control and the role of the accounting department in monitoring and controlling the company's financial activities.

10. It also highlights the need for a strong internal control system and the importance of having a clear understanding of the company's financial risks at all times.

11. The sixth part of the document discusses the importance of financial management and the role of the accounting department in managing the company's financial resources.

12. It also discusses the importance of having a clear understanding of the company's financial needs and the role of the accounting department in ensuring that the financial resources are managed effectively.

13. The seventh part of the document discusses the importance of financial analysis and the role of the accounting department in analyzing the company's financial data.

14. It also highlights the need for a strong analytical framework and the importance of having a clear understanding of the company's financial performance at all times.

15. The eighth part of the document discusses the importance of financial communication and the role of the accounting department in communicating the company's financial information.

16. It also highlights the need for a clear and concise communication strategy and the importance of having a clear understanding of the company's financial position at all times.

17. The ninth part of the document discusses the importance of financial compliance and the role of the accounting department in ensuring that the company's financial activities are in compliance with all applicable laws and regulations.

18. It also highlights the need for a strong compliance framework and the importance of having a clear understanding of the company's financial risks at all times.

19. The tenth part of the document discusses the importance of financial innovation and the role of the accounting department in developing and implementing new financial technologies.

20. It also discusses the importance of having a clear understanding of the company's financial future and the role of the accounting department in ensuring that the financial innovation is aligned with this future.

21. The eleventh part of the document discusses the importance of financial sustainability and the role of the accounting department in ensuring that the company's financial activities are sustainable in the long term.

22. It also highlights the need for a strong sustainability framework and the importance of having a clear understanding of the company's financial risks at all times.

23. The twelfth part of the document discusses the importance of financial transparency and the role of the accounting department in ensuring that the company's financial activities are transparent to all stakeholders.

24. It also highlights the need for a strong transparency framework and the importance of having a clear understanding of the company's financial position at all times.

25. The thirteenth part of the document discusses the importance of financial accountability and the role of the accounting department in ensuring that the company's financial activities are accountable to all stakeholders.

25. The thirteenth part of the document discusses the importance of financial accountability and the role of the accounting department in ensuring that the company's financial activities are accountable to all stakeholders.

roi, dit *Juvenal des Ursins*, le jure à son sacre expressément, en promettant qu'il n'aliénera rien de son héritage : & dans des mémoires, dressés par ordre de *Charles VII*, le même auteur continue, en disant : « ce seroit chose » trop merveilleuse que le roi pût » aliéner partie de l'héritage de la couronne, & de le non aliéner jure à » son sacre ».

Bouchel, dans sa bibliothèque françoise, dit : « les rois ne manquent ja- » mais, lors de leur couronnement, » de jurer qu'ils conserveront intacts » les droits & l'honneur de la couronne ». *M. le Bres* dit la même chose. C'est donc, dit *Chopin*, par un privilège d'origine, que le patrimoine impérial, ainsi que le royal, est réputé sacré.

Écoutons ce que dit *M. de Selve*, premier président du parlement de Paris, lorsque les ambassadeurs de l'empereur vinrent demander l'accomplissement de la parole qu'avoit donnée *François I*, de céder la Bourgogne pour prix de sa liberté : « ledit » seigneur roi ne peut aliéner ledit du- » ché ; car il est obligé d'entretenir les » droits de la couronne, laquelle est

(Continued)

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

... ..

where μ depends on α and β .

... ..

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

» maine , sont à aucuns assez ma
 » autres peu connues , nous avo
 » rimé très-nécessaire de les fair
 » cueillir , &c. ». Le roi ne com
 donc pas faire une loi nouvelle. A
 dans les notes faites sur cette ord
 nance , il est dit : « le domaine d
 » couronne est comme la dot du ro
 » me , donnée au roi à cause de
 » royauté , & par conséquent
 » liénable , de même que la dot qu'
 » femme a apportée à son mari ».

Voici donc les principes qui c
 cernent le domaine. Avant l'orde
 nance de 1566 , tout ce qui n'y ét
 pas réuni étoit disponible ; mais ,
 l'instant de la réunion , il devenoit i
 liénable ; & , depuis l'ordonnance
 domaine de 1566 , les domaines lib
 de nos rois , administrés par les
 ceveurs publics , sont devenus par
 du domaine royal , au bout de dix
 de possession , sans qu'il soit beso
 d'acte de réunion. *Ed de re* , dit Cuj.
cum consulerer , respondi nullam esse .
gem specialem qua id prohibuisset ;
hanc esse legem omnium regnorum , cu
ipsis regnis natum , & quasi jus gentium.

D'après ces règles , on voit que
 étoit le motif de la résistance que faisoit

E. Herr.

Sept 11

1887

1887

particulieres, & non pas des provinces entières. En effer, huit mois après que *Henri IV* fut monté sur le trône; c'est-à-dire, le 13 avril 1590, il donna une déclaration, par laquelle il vouloit que « son domaine, propre & patrimonial, tant du royaume de Navarre, » que de la souveraineté de Béarn, de » Domerzan, Pays-bas de Flandres, » que des duchés, comtés, vicomtés, » terres & seigneuries enclavées dans » le royaume, fût & demeurât désuni, » distrait & séparé de celui de la maison & couronne de France, sans y » pouvoir être compris ni mêlé, s'il » n'étoit par lui autrement ordonné, » ou que Dieu lui ayant fait la grace » de lui donner lignée, il y voulût autrement pourvoir. A cet effet, pour » ne changer l'ordre & forme, observés en la conduite & maniement » de son domaine personnel, il déclara » que son intention étoit qu'il fût managé & administré par personnes distinctes, tout ainsi qu'il étoit auparavant son avènement à la couronne ».

Le parlement de Paris, qui s'étoit retiré à Tours, pour y défendre le véritable héritier de la couronne contre

les attentats de la ligue , refusa d'enregistrer cette déclaration , comme contraire au bien de l'état & du roi personnellement.

Cé prince qui , comme il le dit , dans son édit de septembre 1591 , avec cette naïveté franche qui caractérisoit sa bonté , vivoit en une si extrême nécessité de moyens , que les moindres dépenses lui étoient insupportables , qui d'ailleurs n'en pouvoit demander à ses sujets , *si appauvris* , dit-il , *qu'il seroit plus juste de leur offrir , que de demander* ; ce prince , dis-je , envoya successivement deux lettres de jussion , dont l'enregistrement fut pareillement refusé. Il y a plus ; M. de la Guesle , procureur général , se rendit partie pour la défense de la couronne ; & , par arrêt du 29 juillet 1591 , il fut dit que la cour ne pouvoit procéder à l'enregistrement , ni de la déclaration , ni des lettres de jussion. Quoique la déclaration eût été enregistrée au parlement de Bordeaux , elle fut révoquée par édit du mois de juillet 1607 ; & c'est dans cet édit que ce bon prince raconte l'histoire de la résistance de son parlement de Paris , & qu'il en fait l'éloge.

Louis XII, qui, en montant trône, avoit aussi voulu distraire le domaine de celui de la couronne, trouva, dans le parlement, une persistance, qui eut le même succès.

C'est dans ces circonstances que la duchesse de Beaufort se présenta pour faire enregistrer les lettres qui faisoient don à son fils du duché de Venise. La cour arrêta, qu'avant de procéder à la vérification qui lui étoit demandée, elle verroit les arrêts donnés sur la réunion du domaine de la couronne. Le lendemain, ayant vu, entr'autres, celui du 29 juillet 1591, elle ordonna des remontrances au roi, décidant qu'elle ne pouvoit se départir de ses libérations qui faisoient le fondement de cet arrêt.

Mais le roi, ayant témoigné qu'il avoit cette affaire fort à cœur, la matière fut, de nouveau, mise en délibération, & l'enregistrement fut donné, le 8 juillet 1598, pour être fait, du très-exprès commandement du roi, après que très-humbles remontrances lui avoient été faites, pour le lieu au profit de César Montmorency, fils naturel & légitimé du roi, & de ses autres enfants mâles, à la charge

1. Einleitung
2. Ziele und Aufgaben
3. Methodik

4. Ergebnisse
5. Fazit

6. Literaturverzeichnis

7. Anhang

8. Index

9. Abbildung

10. Formular

11. Diagramm

12. Tabellen

13. Statistik

14. Mathematik

15. Physik

16. Chemie

17. Biologie

18. Geographie

19. Historie

20. Politik

21. Recht

22. Wirtschaft

23. Medizin

24. Psychologie

25. Sozialwissenschaften

26. Philosophie

27. Religion

28. Kunst

29. Sport

30. Technik

31. Umwelt

32. Wissenschaften

33. Interdisziplinäre

34. Studien

35. Projekte

36. Themen

37. Arbeitsblätter

38. Übungen

39. Prüfungen

40. Ergebnisse

EXTRAIT DES REGIST
DU PARLEMENT.

*Du jeudi neuvième jour de mars mil six cents
du matin.*

MONSIEUR LE PREMIER PRÉSIDENT

« CE jour , avant l'ouverture
» l'audience , les sieurs *de Montign*
» chevalier des deux ordres du roi ,
» *de Monglat* , premier maître-d'hôte
» ayant fait entendre à la cour que
» roi avoit commandé que le duc
» *Vendôme* assistât à la réception d
» marquis *de Rosny* , à la dignité d
» duc *de Sully* , & pair de France , c
» qui a été , depuis , confirmé par l
» duc *de Montbazon* : la matière mise
» en délibération , sur ce que ledit
» sieur *de Vendôme* n'avoit atteint l'âge
» requis par l'ordonnance , lettres pour
» faire le serment de pair , ni présenté
» requête à cette fin , a été arrêté , oui ,
» sur ce , les gens du roi , que le com-
» mandement du roi , pour le contente-
» ment qu'il recevra de cet acte , sera
» préféré à toutes les formes nécessaires ,
» & toujours observées. Et , à l'instant ,

» après qu'il a juré & promis bien &
» fidèlement conseiller & servir le roi ,
» en ses très-hautes , très-grandes &
» importantes affaires , & séant en la-
» dite cour , garder les ordonnances ,
» rendre la justice aux pauvres comme
» aux riches, tenir les délibérations &
» choses secrètes , & se comporter
» comme un digne & vertueux pair de
» France , vivre & mourir dans l'obéif-
» sance du roi , a été reçu ; prenant
» son épée , monté aux hauts sièges ,
» & assisté à l'audience ».

Signé , DONGOIS.

Quand M. le duc de *Vendôme* eut atteint l'âge de quatorze ans & un mois , le mariage , qui avoit été arrêté entre lui & mademoiselle de *Mercœur* , dès le 5 avril 1598 , fut célébré au mois de juillet 1608.

Le duc de *Vendôme* , comme on vient de le voir , avoit été élevé à la dignité de pair , & sa réception avoit été faite avec une distinction qui ne s'accordoit pas aux autres pairs. Mais la prérogative qu'il avoit obtenue dans ce moment , ne lui assuroit pas le rang que le roi son père lui destinoit.

C'est pour l'y élever & l'y fixer , que

le roi fit expédier la déclaration que voici.

« HENRI, &c. Ayant plu à Dieu ,
» avant l'heureux mariage d'entre nous
» & la reine , notre très-chère & très-
» amée compagne , nous donner un
» fils , issu de nous , & de feu notre
» chère cousine *Gabrielle d'Estrées* ,
» duchesse de *Beaufort* , nous aurions ,
» pour bonnes , grandes & importan-
» tes considérations , icelui légitimé
» par nos lettres-parentes , données à
» Paris au mois de janvier 1595 , les-
» quelles ont été vérifiées & registrées
» où besoin a été. Ensuite de quoi nous
» aurions fait don à notre dit fils , à
» perpétuité , pour lui & ses enfants ,
» nés en loyal mariage , du duché de
» Vendôme , membres , appartenances
» & dépendances d'icelui , qui est une
» des premières & plus anciennes
» pairies de notre royaume , de l'ancien
» patrimoine & domaine de la branche
» & maison royale , dont nous som-
» mes issus ; de laquelle , comme nous
» avons voulu que lui & les siens pris-
» sent & portassent , à l'avenir , le nom
» & les armes , & possédassent ledit
» duché , ainsi qu'il est porté par nos
» lettres de donation ; aussi avons-nous

» entendu que lui & sesdits enfants
» jouissent des prééminences , grades
» & rangs appartenant audit duché &
» à ladite pairie. Et bien qu'en con-
» sidération , comme pour avoir l'hon-
» neur d'être sorti de nous , tels droits
» de préséance ne lui puissent être lé-
» gitimement débattus & contestés par
» aucuns princes , ni autres personnes ,
» de quelque qualité & condition
» qu'elles soient , en cestuy notre
» royaume , après les princes de notre
» sang , auxquels nous entendons que
» lui & les siens défèrent & cèdent
» comme les autres ; sçavoir faisons
» que nous ; desirant faire revivre le
» nom & la tige des ducs de Vendôme,
» de laquelle nous sommes sortis , en
» la personne de notredit fils le duc de
» *Vendôme* , la perpétuer en sa posté-
» rité , & lui témoigner , de plus en
» plus , notre paternelle affection ;
» pour l'espérance que nous avons qu'il
» se rendra toujours plus utile au bien
» de notre service , de celui de notre
» très-cher-ami bon fils , le dauphin ,
» comme de nos autres enfans , & de
» notre royaume. *A ces causes* , nous
» avons , de notre propre mouvement ,
» certaine science , pleine puissance &

» autorité royale , dit , déclaré , disons
 » & déclarons , voulons & nous plaît
 » que , dorenavant notredit fils , le
 » duc de Vendôme , & feldits enfants ,
 » qui naîtront en loyal mariage , aient ,
 » tiennent & possèdent le premier rang
 » & la préséance , immédiatement
 » après les princes de notre sang , de-
 » vant tous les autres princes & sei-
 » gneurs de notredit royaume , en tous
 » lieux , actes & endroits , tant mi-
 » litaires , qu'aux cérémonies publiques
 » & privées , auxquelles on a accou-
 » tumé , & sera requis de tenir rang ,
 » nonobstant toutes autres déclarations
 » de prééminences , expédiées en fa-
 » veur de quelques personnes , & pour
 » quelques causes que ce soit , que ne
 » voulons empêcher l'effet desdites
 » présentes. Si donnons , &c. Donné à
 » Paris , le quinzième jour d'avril 1610 ,
 » & de notre règne le ving-unième.

» *Registrées , où le procureur général*
 » *du roi , pour jouir , par l'impétrant &*
 » *ses enfants , qui naîtront en loyal ma-*
 » *riage , du contenu en icelle , selon leur*
 » *forme & teneur , suivant l'arrêt de ce*
 » *jour. A Paris , en parlement , le 30*
 » *avril 1610. Signé , VOISINS ».*

Tant de graces & tant de faveurs.

n'étoient point le fruit de la séduction de *Gabrielle d'Estrées* ; elle n'étoit plus. Elles prenoient leur origine dans la tendresse de *Henri IV* pour son fils, auquel il avoit, de tout tems, donné des marques du plus vif attachement.

On sçait que , soit amour pour la mère , soit desir d'ouvrir au duc de *Vandôme* , le droit de monter sur le trône , soit enfin l'un & l'autre motif , ce prince avoit songé à épouser solennellement la duchesse de *Beaufort*.

Elle sçavoit que son amant avoit formé le dessein ; depuis long-tems , de faire casser son mariage avec *Marguerite de Valois*. Cette princesse n'étoit pas éloignée de se prêter aux intentions du roi ; mais , elle n'auroit vu qu'avec répugnance , une particulière porter la couronne en sa place : elle temporisait , espérant que l'inconstance du roi , ou la mort de sa maîtresse , ou quelque autre circonstance , écarteroit *Gabrielle* du trône où elle aspirait.

Son attente ne fut pas vaine. La duchesse de *Beaufort* ne voyoit que deux obstacles à ses espérances ; & elle se flattoit bien qu'ils céderoient à l'ascendant qu'elle avoit sur le cœur du roi.

Il disoit qu'il ne se marieroit qu'autant qu'il trouveroit une femme qui réuniroit sept qualités ; *la beauté , la sagesse , la douceur , l'esprit , la fécondité , la richesse , & l'extraction royale.* Gabrielle se flattoit , avec quelque fondement , de réunir les six premières qualités , & comptoit assez sur la tendresse de son amant , pour être persuadée qu'il n'insisteroit pas avec elle sur la septième. Ce premier obstacle ne l'arrêtoit donc pas dans ses projets d'ambition.

¶ L'autre obstacle qui étoit la résistance de *Marguerite* ; elle comptoit bien , ou la vaincre à force d'adresse & de sollicitations , ou la rendre vaine , en obtenant de la cour de Rome , la dissolution du mariage contre le gré de cette princesse. Il paroît même que le roi avoit enfin cédé aux insinuations de sa maîtresse , & qu'il avoit fait faire des démarches , tant auprès de la reine , qu'auprès du pape , qui , ne voyant pas ce projet de divorce avec plaisir , temporisait , & attendoit tout du tems & des circonstances.

Pendant toutes ces négociations , le roi & la duchesse de *Beaufort* étoient à *Fontainebleau*. La solennité de pâques

que des conjectures , qui ne peuvent jamais fournir des lumières suffisantes pour pénétrer jusqu'à la vérité.

Marguerite , instruite de cette mort , consentit , sans peine , à la rupture de son mariage : elle écrivit elle - même au roi & au pape. L'évêque de Modène , nonce en France , l'archevêque d'Arles , & le cardinal de Joyeuse , furent nommés commissaires. Le mariage , qui avoit duré vingt-huit années en apparence , fut annullé en 1599 , pour causes de parenté , de religion , d'affinité spirituelle , de violence & de défaut de consentement de l'une des parties.

L'alliance que le roi contracta , l'année suivante , avec *Marie de Médicis* , n'altéra point son attachement pour les enfants qu'il avoit eus de *Gabrielle d'Estrées*. Ils étoient au nombre de trois , le duc de Vendôme , *Catherine-Henriette* , & *Alexandre* , connu sous le nom de chevalier de Vendôme , & qui fut grand prieur de France. *Henri* s'occupa sérieusement de leur fortune ; & , par lettres-patentes du 13 mai 1599 , enregistrées le 23 juin suivant , sans tirer à conséquence , « en sou- » venance de la singulière amitié qu'il

» avoit portée à défunte sa très chère
» cousine, la duchesse de Beaufort, &
» à cause de la piété paternelle qu'il
» devoit à ses très-chers enfants na-
» turels, par lui légitimés, *César*, duc
» de Vendôme, de Beaufort, d'Es-
» tampes, pair de France, *Alexandre*,
» & demoiselle *Catherine - Henriette*,
» tous enfants issus de lui & de sa
» très-chère défunte cousine, & qui
» l'obligeoit d'avoir soin de les élever,
» selon la grandeur & la dignité du lieu
» dont ils sont issus; deux desquels,
» *César* & *Catherine - Henriette* avoient
» spécialement succédé à sa défunte,
» très chère cousine, leur mère, & de
» son exprès consentement », il nomma
Denis le Sueur, pour gérer leur tutelle.
Par d'autres lettres-patentes, du 16
mai 1599, enregistrées le 28 du même
mois, il leur forma un conseil choisi
dans toutes les cours souveraines, à la
tête duquel il plaça M. *Forget*, pré-
sident à mortier au parlement de Paris.
Il leur fit accepter la succession de leur
mère, sous bénéfice d'inventaire : elle
étoit chargée de plus de 1 500 000 livres
de dettes.

M. le duc de *Vendôme* devint donc,
par la mort de sa mère, possesseur des

avantages qui lui avoient été assurés par son contrat de mariage avec mademoiselle de Mercœur , & par ses lettres de légitimation. Il devint , en même tems , propriétaire du duché d'Estampes , du marquisat de Monceaux , de la terre de Larzicourt , & de tout le mobilier.

A peine la France eut-elle éprouvé le malheur de perdre *Henri IV* , que la discorde se mit entre ses enfants naturels.

Catherine-Henriette vouloit attaquer le duc de Vendôme , son frère , tant pour la part qu'elle prétendoit devoir lui revenir dans la succession de la duchesse de Beaufort, leur mère, que pour la forme d'en faire le partage.

Le duc de Vendôme s'en tenoit à ses lettres de légitimation , & à son contrat de mariage , & prétendoit qu'à titre d'ainé , il étoit propriétaire de tous les biens que sa mère avoit laissés :

« Il ne s'agit point , entre nous ; » disoit *Catherine-Henriette* , de droit » d'ainesse. Ce droit est l'ouvrage de » la loi ; & l'empire de la loi ne s'étend point sur les enfants dont elle » ne connoît pas , dont elle n'avoue pas » la naissance. Dans l'ordre naturel ,

THE
SCHEDULE

1. THIS IS THE FIRST
2. THE SECOND
3. THE THIRD
4. THE FOURTH
5. THE FIFTH
6. THE SIXTH
7. THE SEVENTH
8. THE EIGHTH
9. THE NINTH
10. THE TENTH
11. THE ELEVENTH
12. THE TWELFTH
13. THE THIRTEENTH
14. THE FOURTEENTH
15. THE FIFTEENTH
16. THE SIXTEENTH
17. THE SEVENTEENTH
18. THE EIGHTEENTH
19. THE NINETEENTH
20. THE TWENTIETH
21. THE TWENTY-FIRST
22. THE TWENTY-SECOND
23. THE TWENTY-THIRD
24. THE TWENTY-FOURTH
25. THE TWENTY-FIFTH
26. THE TWENTY-SIXTH
27. THE TWENTY-SEVENTH
28. THE TWENTY-EIGHTH
29. THE TWENTY-NINTH
30. THE THirtiETH
31. THE THIRTY-FIRST
32. THE THIRTY-SECOND
33. THE THIRTY-THIRD
34. THE THIRTY-FOURTH
35. THE THIRTY-FIFTH
36. THE THIRTY-SIXTH
37. THE THIRTY-SEVENTH
38. THE THIRTY-EIGHTH
39. THE THIRTY-NINTH
40. THE FORTY
41. THE FORTY-FIRST
42. THE FORTY-SECOND
43. THE FORTY-THIRD
44. THE FORTY-FOURTH
45. THE FORTY-FIFTH
46. THE FORTY-SIXTH
47. THE FORTY-SEVENTH
48. THE FORTY-EIGHTH
49. THE FORTY-NINTH
50. THE FIFTY
51. THE FIFTY-FIRST
52. THE FIFTY-SECOND
53. THE FIFTY-THIRD
54. THE FIFTY-FOURTH
55. THE FIFTY-FIFTH
56. THE FIFTY-SIXTH
57. THE FIFTY-SEVENTH
58. THE FIFTY-EIGHTH
59. THE FIFTY-NINTH
60. THE SIXTY
61. THE SIXTY-FIRST
62. THE SIXTY-SECOND
63. THE SIXTY-THIRD
64. THE SIXTY-FOURTH
65. THE SIXTY-FIFTH
66. THE SIXTY-SIXTH
67. THE SIXTY-SEVENTH
68. THE SIXTY-EIGHTH
69. THE SIXTY-NINTH
70. THE SEVENTY
71. THE SEVENTY-FIRST
72. THE SEVENTY-SECOND
73. THE SEVENTY-THIRD
74. THE SEVENTY-FOURTH
75. THE SEVENTY-FIFTH
76. THE SEVENTY-SIXTH
77. THE SEVENTY-SEVENTH
78. THE SEVENTY-EIGHTH
79. THE SEVENTY-NINTH
80. THE EIGHTY
81. THE EIGHTY-FIRST
82. THE EIGHTY-SECOND
83. THE EIGHTY-THIRD
84. THE EIGHTY-FOURTH
85. THE EIGHTY-FIFTH
86. THE EIGHTY-SIXTH
87. THE EIGHTY-SEVENTH
88. THE EIGHTY-EIGHTH
89. THE EIGHTY-NINTH
90. THE NINETY
91. THE NINETY-FIRST
92. THE NINETY-SECOND
93. THE NINETY-THIRD
94. THE NINETY-FOURTH
95. THE NINETY-FIFTH
96. THE NINETY-SIXTH
97. THE NINETY-SEVENTH
98. THE NINETY-EIGHTH
99. THE NINETY-NINTH
100. THE HUNDRED

d'autre, pour arbitres ; & enfin , par tranfaction en forme de partage , du 17 janvier 1619 , M. le duc de *Vendôme* abandonna à sa sœur , la somme de 264652 livres , faisant moitié de celle de 529304 livres que le roi devoit à la succession de la duchesse de *Beaufort* , pour les joyaux , bagues & meubles qu'il lui avoit plu de retenir , avec les intérêts qui étoient dûs de cette somme.

Les immeubles furent ensuite partagés , suivant les coutumes des lieux de leur situation , & M. de *Vendôme* donna à sa sœur pour 390000 livres de terres seigneuriales ; sçavoir 1°. le comté de *Busençois* , pour la somme de 200000 livres ; 2°. la terre des *Bordes* , pour 100000 livres ; 3°. l'engagement de *Crécy* , pour 90000 livres , à condition qu'en remboursant 110000 livres en un seul paiement , & dans trois ans , il rentreroit dans la propriété de la terre des *Bordes* , qu'il en seroit de même pour le comté de *Busençois* , en payant 200000 livres dans six ans ; & qu'enfin il auroit la liberté indéfinie de retirer l'engagement de *Crécy* , en remboursant , en quelque tems que ce fût , les 90000 livres.

Tout le surplus des biens fut déclaré appartenir à M. le duc *de Vendôme*, qui resta chargé des dettes de la succession de la duchesse *de Beaufort*, dont il étoit lui-même créancier de plus de 300000 livres.

A peine cette affaire se trouva-t-elle achevée, que le 19 janvier 1619, *Catherine-Henriette* épousa *Charles de Lorraine*, duc d'Elbeuf, auquel elle apporta en dot les biens que M. le duc *de Vendôme* lui avoit cédés par la transaction du 17 du même mois, transaction à laquelle M. le duc *d'Elbeuf* avoit assisté, & qu'il avoit ratifiée, comme étant sur le point d'épouser *Catherine-Henriette*.

M. *de Vendôme* s'occupa du soin de rentrer dans les biens qu'il avoit cédés à sa sœur, en lui remboursant les sommes stipulées dans la transaction. Il lui paya d'abord les 90000 livres, qui étoient le prix convenu pour le domaine de Crécy; sçavoir, 75000 livres en argent, dont M. & madame *d'Elbeuf* lui donnèrent quittance le 6 mai 1626, & 15000 livres en une constitution de rente au denier seize, que M. le duc *d'Elbeuf* vendit dès le 10 du même mois.

Le 11 avril 1646 , M. & madame *d'Elbeuf* vendirent les terres des *Bordes* & de *Busençois* , qui leur avoient été cédées par la transaction du 17 janvier 1619. Ces deux ventes leur rapportèrent 4125000 livres.

Enfin, en 1649 & 1650, ils reçurent, en paiement des 264652 livres qui leur avoient été données à prendre sur le roi , une rente de 60000 livres.

Ainsi la transaction passée entre le frère & la sœur , reçut son entière exécution ; & l'union sembloit solidement établie entre les enfants légitimés de *Henri IV.*

Pour ne point interrompre le récit du procès dont j'ai entrepris de rendre compte , je crois devoir placer ici le précis historique de quelques faits , qui auront leur application dans les moyens respectifs des parties.

En 1626 , commencèrent les factions qui agitèrent le royaume , par la division que l'on mit entre le roi & *Gaston d'Orléans* , son frère. *Monsieur* épousa , cette année , à Nantes , mademoiselle *de Montpensier* , qui , mourut l'année suivante , laissant *Mademoiselle* , son unique héritière.

Ce mariage , qui avoit été fa-

consentement du roi & du cardinal de *Richelieu*, occasionna de grands mouvements à la cour. Le parti opposé au ministre vouloit que , pour se rendre indépendant de lui , *Gaston* épousât une princesse étrangère. On conspira contre la vie du cardinal , qui devoit être assassiné dans sa maison de *Fleury*.

Le complot fut découvert. *Chalais* , maître de la garde-robe , qui lui devoit tout , étoit , dit-on , entré dans la conjuration contre sa personne , & avoit traversé ce mariage , pour plaire à madame de *Chevreuse* , favorite de la jeune reine , qui craignoit que *Gaston* ne se mariât.

Chalais fut décapité. Le maréchal d'*Ornano* , confident de *Monsieur* , fut mis à *Vincennes* , où il mourut. Madame de *Chevreuse* se retira en *Lorraine*. Messieurs de *Vendôme* , le duc & le chevalier , furent aussi enfermés à *Vincennes* , & le comte de *Soissons* se retira à *Rome*.

La captivité de M. le duc de *Vendôme* dura quatre ans , son élargissement ne lui ayant été accordé qu'en 1630.

Le second mariage de *Gaston* occasionna de nouvelles disgraces. Ce

prince , mécontent du cardinal de *Richelieu* , s'étoit retiré en 1631 , en Lorraine ; & la reine mère , par la même raison , s'étoit retirée à Bruxelles. Madame d'*Elbeuf* fut exilée. Son mari , qui avoit pris la fuite , fut déclaré , par arrêt du parlement de Bourgogne , rendu par contumace , le 14 janvier 1633 , coupable de lèse-majesté , & tous ses biens furent confisqués. Cette disgrâce finit par un arrêt du parlement de Paris , rendu le 17 juillet 1643 , sur des lettres de révision qui lui avoient été envoyées après la mort du cardinal de *Richelieu*.

M. de *Vendôme* tomba une seconde fois dans la disgrâce de la cour , sous la minorité de *Louis XIV* , & cette nouvelle disgrâce fut occasionnée par le duc de *Beaufort* , son fils.

Celui-ci posséda , pendant quelque tems , toute la confiance de la régente. De retour d'Angleterre , où il s'étoit retiré pendant la captivité de son père , la reine , à laquelle il alla faire sa cour , apres l'avoir faite au roi , dit à ceux qui l'entouroient , quand il l'eut quittée , qu'elle venoit de voir le plus honnête homme du royaume.

Elle lui donna même toute sa confiance

fiance dans une circonstance bien critique pour elle. Il y avoit , contre cette princesse , pendant les derniers tems de la vie de *Louis XIII* , son époux , une cabale très-forte pour la priver de la régence. Un jour que l'on croyoit ce monarque à l'extrémité , la reine craignant qu'on ne lui enlevât le *Dauphin* , qui fut *Louis XIV* , & le duc d'*Anjou* , en confia le dépôt au duc de *Beaufort* , à qui elle remettoit , dit-elle , les destinées des deux jeunes princes , & celles de toute la France , persuadée qu'elle n'en pouvoit mieux assurer le salut.

Ce n'étoit pas par ses graces extérieures , qu'il avoit surpris ces éloges. A peine parloit-il bien sa langue , & ses manières n'étoient guères moins grossières que son langage. Mais la nature l'avoit dédommagé de cette rusticité , en lui accordant un cœur droit , une fidélité à toute épreuve , & une valeur qui lui auroit donné un rang parmi les héros , si le dépit & l'amour ne l'eussent trop occupé , & ne l'eussent quelquefois porté à des actions indignes de son rang & de sa vertu.

La confiance de la reine , & la préférence honorable qu'elle lui donna sur tous les autres seigneurs de la cour , lui

inspirèrent un orgueil , dont la rusticité de son caractère & de ses manières ne lui permirent pas de tempérer les signes extérieurs.

Il s'étoit flatté que la reine , devenue régente , lui conserveroit l'attachement qu'elle lui avoit témoigné pendant la vie du roi. Mais sa société étoit si rebutante , que , si l'on ne pouvoit lui refuser son estime , il étoit impossible de lui accorder cette confiance , qui donne lieu à de fréquents entretiens , & conduit insensiblement à une sorte de familiarité.

Il vit la place qu'il avoit espérée occupée par le cardinal *de Mazarin*. Il en devint jaloux , & se lia avec les ennemis de ce ministre. Se brouiller avec lui , c'étoit se brouiller avec la reine.

Le duc *de Beaufort* se mit aussi à dos la maison de Condé par une perfidie impardonnable.

Il avoit aimé la fameuse duchesse *de Longueville* , princesse de la maison de Condé ; & il paroît qu'elle ne l'avoit pas haï. Il fut inconstant , & s'attacha à la duchesse *de Montbazon*. Celle-ci , non contente d'avoir triomphé de sa

rivale , voulut avoir des titres pour faire éclater ce triomphe. Elle exigea , & obtint , que son amant lui remît les lettres qu'il avoit reçues de madame de *Longueville* ; & elle eut la perfide vanité de les rendre publiques. La maison de *Condé* , outrée de cette injure , obtint l'exil de la duchesse de *Montbazon* , qui , avant de partir , fut contrainte d'aller faire une réparation à la duchesse de *Longueville*.

Le duc de *Beaufort* , outré qu'on l'eût privé de la présence de sa maîtresse , s'abandonna à toute l'impétuosité de son caractère. A peine voulut-il écouter la reine , qui essayoit de l'apaiser , & de le ramener à elle & au cardinal.

Le ministre profita de sa folie , pour engager la régente à prendre des précautions contre la fougue de ce caractère indomptable. Il fut arrêté , & enfermé au château de Vincennes ; & , pour n'être pas importunée par les sollicitations du duc de *Vendôme* , son père , la reine lui donna ordre de se retirer. Cette disgrâce dura depuis 1643 jusqu'en 1649.

Lorsque les deux maisons , celle de *Vendôme* , & celle d'*Elbeuf* , furent

tranquilles du côté de la cour , la discorde se mit entre elles , & suscita le procès dont je vais rendre compte.

Le 20 mai 1650 , le duc & la duchesse d'*Elbeuf* demandèrent au duc de *Vendôme* , qu'il rendît à madame d'*Elbeuf* , seule héritière universelle de tous les biens , meubles & immeubles de sa mère , tous les biens - meubles dont il s'étoit saisi après le décès de la duchesse de Beaufort ; qu'il se désistât de la propriété de tous les immeubles , avec restitution de fruits , & qu'il s'abstînt désormais de prendre la qualité d'héritier de la duchesse de Beaufort.

Le 7 juin suivant , M. & madame d'*Elbeuf* prirent des lettres de rescision , tant contre la transaction du 17 janvier 1619 , que contre tous les autres actes faits postérieurement.

M. le duc de *Vendôme* répondit , en demandant que M. & madame d'*Elbeuf* fussent déboutés de leurs conclusions & de leur demande en entérinement de lettres de rescision , & que leur requête fût supprimée.

L'affaire portée à l'audience de la grand'chambre du parlement de Paris , madame d'*Elbeuf* entreprit de prouver que son frère lui retenoit injustement

plus de cinq à six millions de biens , d'autant plus précieux , qu'ils consistoient en terres , décorées des titres de duché-pairie & de marquifat.

Ce n'étoit pas , disoit - elle par l'organe de M. *Bataille* , son avocat , l'avidité qui l'avoit enfin déterminée à intenter contre M. le duc de *Vendôme* , son frère, l'action qu'elle poursuivoit. Si elle n'eût eu que ce motif , d'autres bien plus puissants l'auroient empêchée de l'écouter.

Elle prévoyoit bien que cette contestation ne pouvoit manquer de faire beaucoup d'éclat , & elle voyoit , avec douleur , que cet éclat imprimeroit sur la naissance de M. le duc de *Vendôme* , qu'elle ne pouvoit se dispenser d'attaquer, une tache , que ni le tems , ni les faveurs signalées , dont *Henri-le-Grand* , leur père , les avoit comblés , ni le mérite personnel de M. de *Vendôme* ne pourroient jamais effacer. L'action qu'elle intentoit ne pouvoit être terminée que par un arrêt , qui graverait , en caractères ineffaçables , l'infamie de cette naissance , qu'elle étoit obligée de mettre au grand jour.

Elle ne se dissimuloit pas , d'ailleurs , combien les circonstances & les suites

de ce procès , feroient de tort , tant à la mémoire d'une mère , que ses qualités personnelles ont rendue intéressante à la postérité , & qui a fait l'amour & les délices de ceux qui ont vécu avec elle , que sur celle d'un père , que les François regarderont à jamais comme le modèle de leurs princes , & comme un des plus grands héros dont ils aient reçu des loix.

Mais l'équité , qui , dans le cœur de madame d'*Elbeuf* , l'emportoit sur toute autre considération , l'avoit forcée à la démarche qu'elle faisoit , & à faire usage , contre madame de *Vendôme* , de tous les moyens qui peuvent appuyer la justice de sa demande.

Elle a des enfants , que sa tendresse pour eux , & la justice qu'elle leur doit , ne lui permettent pas de les frustrer de biens que la nature , l'honneur & les loix leur défèrent.

On ne l'accusera pas non plus de s'être conduite avec précipitation , & d'avoir témoigné de l'impatience. Elle a eu , pour M. de *Vendôme* , tous les égards que les convenances & les sentimens de son cœur lui inspirent pour un frère , qu'elle chérit , d'ailleurs , avec toute la tendresse qu'il mérite , &

que la proximité du sang place toujours dans les ames bien nées.

En effet , dans la requête qu'elle a présentée , elle s'est contentée d'exposer qu'elle est seule & unique héritière de madame la duchesse de Beaufort , sa mère , & que M. le duc de Vendôme , son frère , a profité de sa minorité , pour se mettre en possession de tous ses biens. Elle a pris , il est vrai , des conclusions ; mais elle ne s'est pas expliquée davantage , parce que , ne pouvant se dispenser de traiter , en détail , les vices de la naissance de M. de Vendôme , elle avoit cru qu'il lui sçauroit gré de sa retenue , & qu'il seroit trop prudent , pour ne pas prévenir un éclat , qui ne pourroit que réveiller , dans l'esprit du public , des impressions peu conciliables avec le respect dû à ses dignités.

Elle a même été si exacte aux bien-séances , que , quoique sa requête fût répondue , elle a , avant d'engager la contestation , prié M. le maréchal d'Estrées , leur oncle commun , d'informer M. de Vendôme de tout ce qui se passoit , & de l'engager de s'en rapporter à leurs parents & amis communs , offrant d'en passer par leur avis

sur toutes les prétentions qu'elle croyoit devoir exercer ; & ce n'est qu'au moment où la prescription alloit les éteindre , qu'elle a pris la résolution de se permettre l'éclat de l'audience.

M. de Vendôme n'a donc de reproches à faire des choses désagréables , qu'on va être forcé de lui dire , qu'à son attachement aux biens , qu'il possède depuis tant d'années. Il s'est , sans doute , persuadé qu'une possession injuste est un titre légitime. Les voies d'honneur & de bienfiance n'ayant pu trouver grace auprès de lui , il a fallu recourir aux voies de rigueur.

Elle appuie sa demande sur la différence , qui est entre sa naissance & celle de M. de Vendôme , dont les circonstances sont si connues , que personne ne les ignore , & qu'il est difficile d'empêcher que l'histoire ne les transforme à la postérité.

Cette considération , ajoutoit madame d'Elbeuf , est une grande consolation pour elle. Ayant à dire , pour le soutien de sa cause , des choses très-désagréables , elle ne sera que l'écho du public , dans un récit que l'histoire ne pourra se dispenser de consigner

dans ses fastes , & d'en transmettre la mémoire aux siècles futurs.

Catherine-Henriette , duchesse d'*Elbeuf* , est née , comme je l'ai dit plus haut , au mois de novembre 1596. *Gabrielle d'Estrées* étoit libre alors ; elle n'étoit plus dans les liens du mariage qu'elle avoit contracté avec *M. de Liancourt*. La sentence qui annulla ce mariage , est du mois de décembre 1594. Il n'existoit donc plus en 1596. Il n'y en avoit même plus de trace , puisque *M. de Liancourt* étoit , pour lors , engagé dans un autre mariage.

M. le duc de Vendôme , au contraire , est né en 1594 : or , *Gabrielle d'Estrées* étoit alors la femme de *M. de Liancourt*. Les deux époux jouissoient paisiblement de leur état , qu'aucun des deux n'avoit attaqué.

Ainsi *M. de Vendôme* est le fruit d'un adultère caractérisé ; & l'on sçait que la naissance des enfants adultérins est dans la même classe que celle des incestueux : elle est , il faut trancher le mot , abominable aux yeux de Dieu & des hommes.

Madame d'Elbeuf est née d'une mère libre ; elle est , par conséquent , dans la classe des enfants que l'on

nomme purement naturels , & qui approchent le plus des légitimes.

Or , la différence des droits de ces deux enfants de *Gabrielle d'Estrées* , dans la succession de leur mère , dépend des différentes positions où elle étoit , quand elle les a mis au monde.

Il est certain que la condition des enfants naturels est , après celle des enfants légitimes , la plus favorable. Chez les Romains , & même en ce royaume , disoit M. *Bataille* , & dans celles de nos provinces , qui sont régies par le droit écrit , les enfants naturels n'ont pas besoin de lettres du prince pour succéder à leur mère , quand elle ne laisse pas d'enfants légitimes.

Ils n'ont pas cette faculté dans les pays coutumiers ; mais ils peuvent être relevés de cette incapacité légale par le souverain , dont la grace les remet à la place que la nature leur avoit assignée.

Or , madame la duchesse d'*Elbeuf* est dans ce cas. Elle est fille d'une mère , qui étoit libre lorsqu'elle l'a conçue & lorsqu'elle l'a mise au monde. Elle est , entre les enfants de cette mère , la seule qui ait cet avantage , la seule , par conséquent , à qui la légi-

timation , dont le souverain , son père , l'a gratifiée , ait acquis les droits de la légitimité.

Autrefois la condition des enfants naturels étoit très-favorable. A peine même distinguoit-on la femme légitime , de celle qui , sans être décorée de cette qualité , donnoit des enfants à l'état.

Mais nos ancêtres avoient tellement en horreur la naissance des enfants adultérins , qu'ils sembloient ne se prêter qu'avec répugnance à leur conserver la vie ; & loin de les regarder comme capables d'aucunes dispositions , à peine leur accorderoient-ils des aliments.

Dans nos mœurs actuelles , nous suivons rigoureusement cette décision. Quelque respect que nous ayons pour la puissance de nos souverains , nous ne croyons pas qu'elle s'étende jusqu'à donner , à des enfants adultérins , la capacité de recevoir , de leur père ou de leur mère , aucune donation , ni de recevoir aucune succession , parce que cette puissance s'est elle-même donné pour bornes , la religion , l'honnêteté & les bonnes mœurs. Jamais on n'a confondu , jamais on ne confondra la

condition , toujours honteuse des enfants nés d'un adultère ou d'un inceste , avec l'état des enfants légitimes. Mais cette confusion a lieu en faveur de ceux qui ne sont souillés d'aucune de ces deux taches , quoique leur naissance n'ait pas le mariage pour principe.

On ne doit pas être étonné de trouver une si grande différence entre les enfants d'une même mère. Cette différence vient de celle qui se trouve dans les diverses époques de sa vie. De l'état de fille , elle a passé à celui de femme. De libre qu'elle étoit , elle a subi le joug du mariage. Tant qu'elle l'a porté , elle n'a pu , sans crime , disposer d'elle-même ; toutes les complaisances qu'elle a eues pour d'autres que pour son mari , ont été autant d'adultères. Une infirmité survenue à son mari , a déterminé l'église à rompre le lien qui la tenoit attachée à un homme qui ne pouvoit plus être son mari : dès-lors , elle est redevenue libre. Rendue à elle-même , elle a usé de la liberté qu'elle avoit recouvrée ; elle a commis des fautes , mais elle n'a plus commis de crimes.

M. de Vendôme opposeoit , il est vrai , deux choses à la demande de

madame la duchesse d'*Elbeuf* ; 1^o. La sentence de l'official d'Amiens , du 24 décembre 1594 , postérieure à la naissance de ce prince , a déclaré que le mariage de *Gabrielle d'Estrées* avec M. de *Liancourt* , étoit nul dans le principe , parce que M. de *Liancourt* étoit impuissant. 2^o. Par une transaction de 1619 , madame d'*Elbeuf* a reconnu son frère pour son cohéritier ; ils ont fait ensemble le partage de la succession commune, il y a plus de trente ans. Elle s'est donc , par son propre fait , interdit la faculté d'attaquer la naissance de son frère , dont elle a si solennellement reconnu les droits , & dont elle l'a laissé jouir si long-tems.

Ces faits sont certains : mais il n'en résulte pas que madame d'*Elbeuf* soit non-recevable à contester l'état de M. de *Vendôme*.

Quant à la sentence de l'official d'Amiens , il est nécessaire d'examiner si elle a pu annuler le mariage solennel de *Gabrielle d'Estrées* , avec M. de *Liancourt* ; si elle a pu remettre les parties au même état où elles étoient avant le sacrement : & pour faire cet examen avec succès , il faut voir toutes les circonstances qui l'ont précédée & qui l'ont

suivie : & , comme il s'agit ici de l'état de M. de Vendôme , il faut toujours revenir à l'époque de sa naissance.

Il naquit en 1594 ; *Gabrielle d'Estrees* étoit alors la femme légitime de M. de Liancourt. Or , étant né d'une conjonction , autre que celle du mari & de la femme , il est évident qu'il est le fruit d'une union clandestine & adultérine.

Quiconque attente à l'honneur d'une femme mariée , a commis un adultère ; il est même coupable de ce crime , dès qu'il en a conçu la pensée. Les enfants qui en sont le fruit ne peuvent donc être regardés autrement que comme bâtards adultérins.

Il est encore , dans cette affaire , une vérité aussi certaine , que celle que l'on vient de prouver ; c'est qu'on ne peut apprécier une action , qu'en se reportant au tems où elle a été commise ; parce que tout ce qui survient après n'en peut changer la nature.

Dans quel tems *Gabrielle d'Estrees* s'est-elle permis de souffrir les approches de son amant ? C'est dans le tems qu'elle avoit un mari , auquel elle avoit juré la foi conjugale au pied des autels. Elle a donc commis un attentat contre



qu'un tel mariage est nul & invalide. Mais, si la femme laisse écouler un long espace de tems sans se plaindre, & sans réclamer, *cur tamdiu tacuit ?* dit *Clément III*. La présomption est contre ceux qui se plaignent si tard, quand même les deux parties seroient d'accord; & cette présomption ne peut être détruite que par les preuves les plus fortes.

Mais ce n'est pas assez que la femme qui se plaint ait eu recours à la justice dans un tems opportun; il faut qu'elle ait conservé l'honneur de son mariage, qu'on ne puisse pas penser qu'elle n'est excitée à la démarche qu'elle se permet, que par l'appétit des sens; il faut qu'il y ait lieu de croire qu'elle n'est animée dans la réclamation qu'elle poursuit, que par respect pour le sacrement, qui a été profané par son prétendu mari, qui a eu la témérité de se le faire administrer, quoiqu'il sût bien qu'il étoit incapable, & par conséquent indigne de le recevoir. Il faut enfin qu'en demandant la faculté de quitter cet époux, qui n'en est que l'ombre, pour en épouser un autre, on puisse penser qu'elle ne se propose que de remplir le vœu du mariage, qui est de donner

des enfants à l'église, & des citoyens à l'état ; qu'on ne puisse pas présumer enfin qu'elle n'a d'autre but que de se livrer sans contrainte à une autre inclination.

Mais qu'une femme, à la tête de plusieurs enfants, vienne déclarer que ce n'est pas son mari qui a concouru, avec elle, à donner l'être à ces individus qui l'appellent leur mère, & qu'elle reconnoît pour ses enfants ; que, pour justifier sa conduite, & l'indécence de sa démarche, elle accuse son mari d'impuissance ; c'est, dans l'ordre des mœurs, une honte, dont l'honnêteté publique n'avoit jamais encore été souillée ; & n'y auroit-il pas lieu de craindre que la naissance de ces enfants ne fût plutôt la cause de cette prétendue impuissance, & de la plainte qui a été rendue sous ce prétexte, que l'impuissance n'a été la cause de la plainte ?

Les loix de l'honnêteté & de la religion, qui sont, de tous les tems, de tous les lieux, & dont le rang, quelque éminent qu'il puisse être, n'exempte personne, s'accordent à décider que l'impuissance n'est pas un moyen suffisant pour annuler un sacrement, qui

n'a d'autre base que le consentement de ceux auxquels il est administré.

Ce consentement, chez les Romains, faisoit seul le mariage ; les canonistes soutiennent encore qu'il est formé par la seule volonté, & les théologiens disent que cette volonté est la première perfection du mariage. Les autres actes qu'il autorise ne sont donc que comme une seconde perfection, qui n'est pas essentielle à ce sacrement.

Si l'on demande aux canonistes quel secours on peut accorder à une femme qui se plaint de l'impuissance de son mari, ils avouent qu'il est possible de les séparer, & de permettre à la femme d'épouser un autre homme. Mais ils n'en révèrent pas moins le sacrement comme une œuvre de Dieu, que toutes les puissances, soit spirituelles, soit temporelles, doivent révéler.

Il seroit difficile de combattre cette vérité, qui a été adoptée par une congrégation de cardinaux. A l'occasion du mariage de *Marie*, archiduchesse d'Autriche, avec *Sigismond*, prince de Transylvanie, qui accusoit cette princesse d'impuissance, le cardinal d'*Ofsar*, dans ses lettres, dit qu'on ne pouvoit pas prononcer la nullité du mariage,

mais seulement séparer les époux par grace & par dispense.

Ces vérités une fois établies , voyons si la prescription , acquise par le laps de tems , doit fermer la bouche à madame la duchesse d'*Elbeuf* ? Il est vrai qu'il y a plus de trente ans qu'elle a signé la transaction de 1619. Mais il n'est pas moins vrai que , quand elle donna cette signature , elle étoit mineure. Née au mois de novembre 1596, elle n'a atteint sa majorité qu'au mois de novembre 1621. Elle aura cinquante-cinq ans au mois de novembre prochain ; elle est donc encore dans les trente ans depuis sa majorité.

Quand il seroit vrai , comme M. de *Vendôme* le prétend , que ce n'est pas seulement la prescription de trente ans que madame d'*Elbeuf* doit combattre ; mais celle de dix ans , il lui est facile de faire voir qu'il n'y pas eu un espace de dix années de tems utile pour acquérir cette prescription dont on s'arme contre elle.

On convient d'abord qu'elle n'a acquis sa majorité qu'au mois de novembre 1624 ; & c'est en 1626 que M. de *Vendôme* fut enfermé à Vincennes par ordre du roi.

L'honneur ne permettoit certainement pas à sa sœur de profiter de cette détention , pour susciter un procès à *M. de Vendôme*. Pouvoit-elle ajouter à son emprisonnement un nouveau motif de mortification ? Elle aimoit, d'ailleurs , trop son frère , pour faire valoir , dans cette circonstance , ses prétentions contre lui.

Ainsi , jusqu'en 1630 , époque de la liberté de *M. de Vendôme* , point de temps utile pour la prescription ; & voilà quatre années qu'il faut retrancher.

Avant sa sortie de Vincennes , *M. le duc & madame la duchesse d'Elbeuf* furent obligés de s'absenter du royaume où ils ne sont rentrés qu'en 1643. Non seulement cette absence les mit hors d'état d'agir ; mais ils eurent encore les mains liées par un autre obstacle ; ce fut l'arrêt du parlement de Bordeaux qui prononça la confiscation de tous les biens de *M. d'Elbeuf*. Voilà donc encore treize années qu'il faut ajouter aux quatre précédentes ; ce qui en fait dix-sept.

Dans la même année 1643 , la maison de Vendôme retomba encore dans la disgrâce. *M. de Beaufort* fut enfermé à Vincennes , & *M. le duc de Ve*

[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side.]

même à courir que du jour qu'ils ont été découverts.

Or, dans cette transaction en forme de partage, on n'a fait aucune mention des principaux biens de la succession madame la duchesse de Beaufort. On n'y a point parlé des duchés de Beaufort & d'Estampes, du marquisat de Monceaux, & de beaucoup d'effets mobiliers; entr'autres, de rescriptions sur le roi, montant à 1800000 livres.

Tous ces biens ont donc été reçus & divertis.

M. le duc de Vendôme en a admis la preuve lui-même. Pour prévenir le procès actuel, il se tint, par ordre de la reine, des conférences en présence de M. le chancelier, de MM. le maréchal d'Estrées & de Grammont & de quelques conseillers d'état.

M. le duc d'Elbeuf y ayant expliqué qu'on n'avoit donné à madame d'Elbeuf aucune part dans le duché d'Estampes, M. de Montholon, l'un des commissaires choisis par M. le duc de Vendôme, soutint que ce duché n'avoit jamais fait partie des biens de madame la duchesse de Beaufort, puisque M. le duc de Vendôme l'avoit reçu de la reine Marguerite. On demanda à voir le c

erat : on se retrancha toujours à dire qu'on n'étoit point obligé de prouver ce fait , & que M. le duc d'*Elbeuf* , au contraire , devoit justifier sa demande , en rapportant les titres sur lesquels elle étoit fondée.

Madame d'*Elbeuf* ne peut pas rapporter des titres qui n'ont jamais été en sa possession , & que ceux qui les gardent ont tant d'intérêt de lui cacher. Mais elle a recouvré des pièces qui , si elles ne forment pas une preuve juridique , fournissent au moins une présomption bien forte. Elle a les comptes qui lui ont été rendus par *le Sueur* , auquel *Henri IV* avoit confié l'administration de ses biens , & de ceux de M. de *Vendôme*. Or , il y fait recette des revenus du duché d'Estampes ; & dans l'intitulé de cet article , il parle de cette terre , comme ayant été donnée par la reine , à madame la duchesse de *Beaufort*. Elle faisoit donc partie de la succession de leur mère commune. On auroit donc dû , dans le partage de cette succession , en faire raison à madame d'*Elbeuf*.

On trouve , dans ces comptes , la preuve que , dans le même partage , on lui a soustrait le marquisat de Mon-

ceaux. Il n'en est fait aucune mention dans la transaction ; & le Sueur se charge en recette & des fruits annuels de ce marquisat , & de la somme de 300000 livres provenant de la vente qui en avoit été faite.

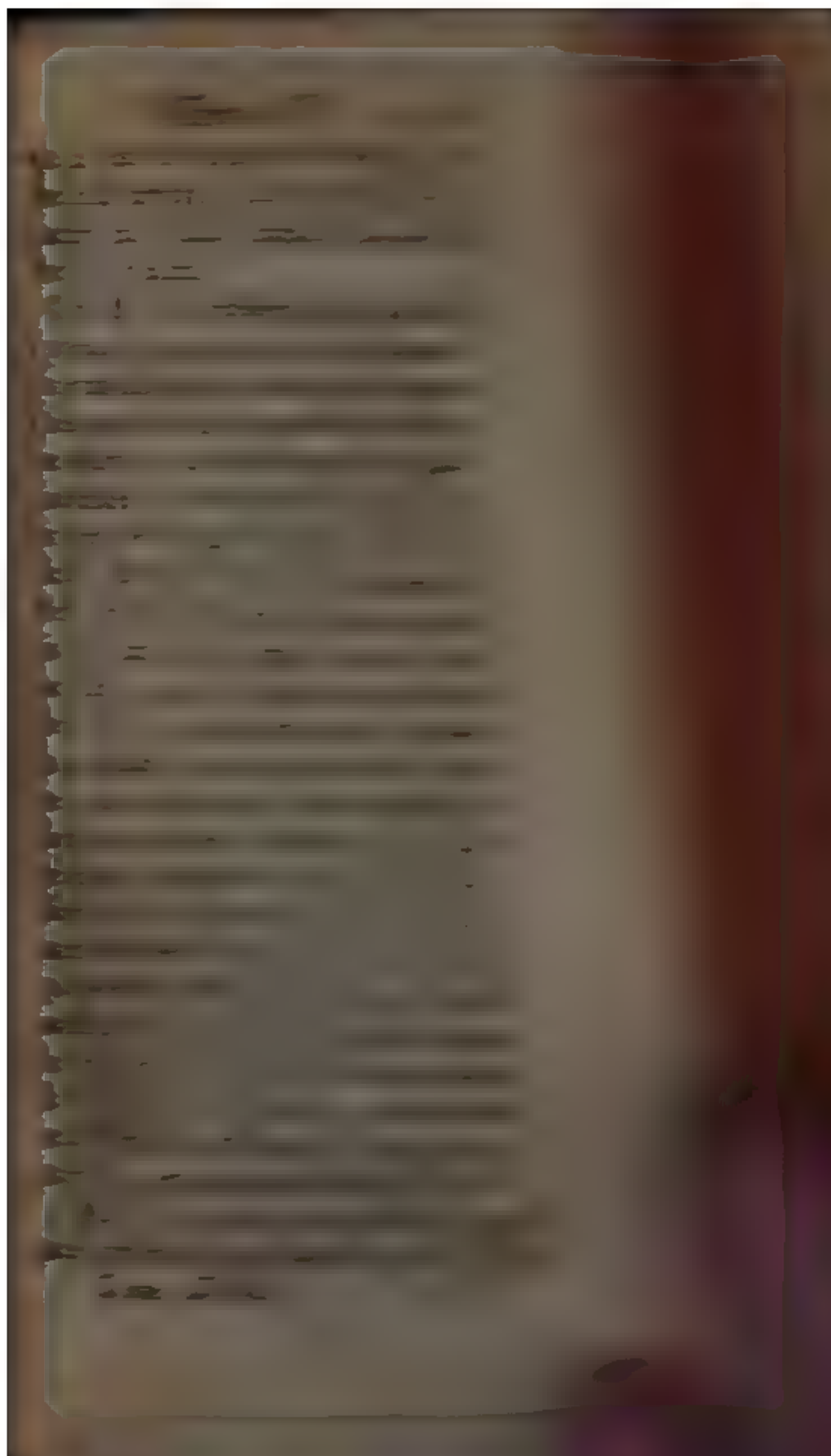
Il en est de même du duché de Beaufort , qui étoit constamment une portion de la succession de *Gabrielle d'Estrees*. Elle l'avoit reçue du roi , qui l'avoit érigé , pour elle , en duché ; & elle en porta le titre , & jouit , pendant toute sa vie , des prérogatives attachées à cette dignité.

Si ces terres & les effets mobiliers n'ont pas été compris dans le partage en forme de transaction , de 1619 , ont donc été divertis & recelés.

Cette transaction contient bien d'autres articles de lésion , qu'il seroit trop long de détailler ici ; mais qui privoit madame la duchesse d'*Elbeuf* de sommes & de revenus considérables.

Elle est donc en droit de demander un nouveau partage.

Or l'action en partage ne s'étend que par trente ans : c'est une véritable l'abri de toute contestation. Il en est une autre qui n'est pas moins constante : ces trente ans ne commencent à courir



sappe , par le fondement , tout le système de M. le duc de Vendôme. Les circonstances de sa naissance le rendent absolument incapable de succéder. Frappé de cette incapacité , que rien ne peut effacer , qui le repousse perpétuellement toutes les fois qu'il veut porter la main sur des droits successifs , peut-il se prévaloir de la prescription ? Peut-il invoquer cette manière d'acquiescer , pour se maintenir dans une possession , dont les loix du royaume & l'honnêteté publique le tiennent à jamais éloigné ?

S'il est vrai que le roi n'a pas la puissance de conférer aux enfants adultérins , par ses lettres de légitimation , la capacité de succéder dans ce royaume parce que sa volonté ne peut jamais contrarier l'honnêteté publique ; comment pourroit-il se faire qu'un simple partage , en forme de transaction , ou tout autre contrat particulier , conférât cette faculté à M. le duc de Vendôme .

Toutes les objections de M. de Vendôme sont donc écartées ; & la justice de la demande de madame d'Elbeuf est mise dans tout son jour

Ce n'est pas , disoit M. Bataille , qu'elle n'ait été véritablement affligée

de s'être vue contrainte de donner à cette affaire tout l'éclat qu'elle n'a pu éviter. Mais on ne doit pas lui en faire de reproches. Elle a fait , auprès de *M. de Vendôme* , toutes les démarches capables de l'engager à se prêter à tout ce qui pouvoit terminer cette contestation dans le secret de leur maison. Elle ose même dire qu'elle a été plus jalouse de l'honneur de *M. de Vendôme* , qu'il ne l'a été lui-même , puisque l'intérêt pécuniaire lui a fermé les yeux sur les suites inséparables d'une action de cette nature.

Il est donc bien injuste , lorsqu'il accuse madame d'*Elbeuf* , sa sœur , de troubler la cendre de son père & de son roi , de souiller l'honneur de sa vie , par des calomnies , d'entreprendre de charger la mémoire de ce grand monarque de honte & d'infamie , de ternir sa gloire , & déchirer sa réputation aux yeux de son peuple , dont il étoit adoré , & dont il a fait les délices.

Pourquoi , par ces reproches , ajoute-t-il encore à la douleur de la fille du *Grand Henri* ; elle en qui le souvenir d'un père , si respectable & si tendre , est gravé en traits ineffaçables ?

C'est à lui que sont dues les imputa-

tions dont il accable une sœur qui chérit , lui qui , par attachement pour des biens qui ne lui appartiennent pas n'a point craint de mettre cette sœur dans la nécessité indispensable d'exposer au grand jour des faits qu'elle ne pouvoit ni taire , ni déguiser , sans avoir enlevé une fortune qu'elle tient de la loi , qu'elle tient du héros qui lui a donné le jour , & qu'elle est dans l'obligation de transmettre à ses enfants.

M. *Pucelle* , avocat de M. de *Vendôme* , se plaint amèrement de la barbarie d'une fille qui , pour contenter son avarice , n'épargne pas les cendres mêmes de celui de qui elle tient la naissance. Elle l'arrache , pour ainsi dire , du tombeau , où il repose depuis quarante ans , pour le reproduire avec infamie , & couvert des crimes dont elle s'est plu à le noircir aux yeux de ses sujets qui , malgré le nombre d'années écoulé depuis qu'ils l'ont perdu , publient sa gloire , & ses bienfaits , & pleurent sa mémoire.

Car il ne faut pas le dissimuler. Prétendre que M. de *Vendôme* est incapable de recueillir la succession de la duchesse de *Beaufort* , sa mère , à cause



174 *Enfants légitimés*
de ses sujets , attaqués de tous c
par une foule d'ennemis de toute
classes ?

Quelle seroit la surprise & l'ind
tion de ce prince, s'il voyoit aujourd
dans un tribunal , qui tant de fois
tenti des acclamations de son peu
au souvenir des obligations qu
France doit à son courage & à sa b
faifance , d'un côté sa fille , sa p
fille , conspirant contre sa réput
& contre sa gloire ; & de l'autre
fils , suffisant à peine à le défendre
attentats parricides de sa sœur ?

Ce tableau , que l'on pourroit
ger encore de traits plus révoltants
suffiroit-il pas pour faire rejeter ,
indignation , une prétention si inj

Y eut il jamais une occasion
fût plus nécessaire d'armer les loix
la vengeance de l'injure faite au
qui les a toutes défendues au pé
sa vie , mille fois exposée pour
& jamais le parlement s'est-il t
dans une circonstance plus favori
pour témoigner sa reconnoissan
monarque auguste , qui a sout
dignité , & conservé l'autorité
sénat contre ses ennemis les pl
doutables & les plus acharnés ?

A ces considérations , triomphantes par elles-mêmes , ajoutons les raisons de droit , & il ne restera à madame d'Elbeuf que la honte d'avoir payé les bienfaits de son père ; & de quel père ! de l'ingratitude la plus noire , & d'avoir entrepris de combattre les maximes les plus sacrées de la jurisprudence.

Reprenons les faits.

M. le duc de Vendôme a eu *Henri IV* pour père ; & , pour mère , *Gabrielle d'Estrées* , devenue , depuis , duchesse de Beaufort.

Il est né , il est vrai , au mois de juin 1594. *Gabrielle d'Estrées* étoit alors mariée , en apparence , avec M. de Liancourt. Mais il n'est pas moins certain que ce mariage ne fut jamais ni réel , ni obligatoire.

Il avoit , d'abord , été contracté sans liberté , de la part de la femme. Si elle eût été maîtresse de sa main , ou elle ne l'auroit donnée à personne ; ou elle ne l'auroit pas donnée à M. de Liancourt. Mais elle ne put résister à l'autorité d'un père , absolu dans ses volontés , & qui peut-être se fût porté aux dernières extrémités , s'il n'eût trouvé , dans sa fille , la soumission qu'il exigeoit.

En second lieu , elle étoit par au troisième degré , de la première femme de *M. de Liancourt* ; & sçait que les canonistes ont placé empêchement au nombre de ceux sont dirimants.

D'ailleurs un accident extraordinaire avoit rendu *M. de Liancourt* impuissant depuis son premier mariage. Il étoit absolument incapable de contracter aucune alliance de cette espèce.

L'autorité qui avoit engagé *Gabrielle d'Estrées* à se prêter au prétendu mariage qui fut célébré entre elle & *M. de Liancourt* , ayant cessé , elle prit de la liberté où elle se trouvoit , pour se délivrer d'un lien , qu'elle n'avoit pris , & qu'elle n'avoit jamais pu rompre malgré elle.

Elle prit , en conséquence , les voies juridiques & convenables pour obtenir sa séparation. Le procès fut instruit sur les trois chefs dont on vient de parler. Cette instruction , faite dans toutes les règles , produisit la sentence de l'official d'Amiens , du 24 décembre 1594 , qui prononça que *M. de Liancourt* & *Gabrielle d'Estrées* n'avoient jamais été mariés ensemble.

S'il n'y a pas eu de mariage , la foi

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

2. Once the problem is identified, the next step is to define the objectives and goals of the project. This helps to clarify what is to be achieved and provides a clear direction for the team.

3. The third step is to develop a plan or strategy to address the problem. This involves breaking down the problem into smaller, manageable tasks and determining the resources needed to complete each task.

4. The fourth step is to implement the plan. This involves putting the strategy into action and monitoring progress to ensure that the project is on track.

5. The final step is to evaluate the results of the project. This involves assessing the outcomes against the objectives and goals and identifying any lessons learned for future projects.

1. The first step in the process is to identify the problem or goal. This involves understanding the current situation and what needs to be achieved.

2. Next, it is important to gather relevant information and data. This can be done through research, interviews, or observation.

3. Once the information is gathered, the next step is to analyze it. This involves identifying patterns, trends, and potential causes.

4. After analysis, the next step is to develop a plan or strategy. This should be based on the information gathered and the analysis.

5. The final step is to implement the plan. This involves putting the strategy into action and monitoring progress.

6. Throughout the process, it is important to communicate and collaborate with others. This can help to ensure that everyone is on the same page and working towards the same goal.

7. Finally, it is important to evaluate the results of the process. This can help to identify what worked well and what needs to be improved for future efforts.

[illegible]

matinée , à souiller le lit nuptial par l'adultère ; à mettre le comble à ces crimes , par un sacrilège , en forçant la justice à prononcer la nullité d'un mariage qui avoit été sanctifié par le sacrement légitimement administré. Ainsi , infraction de toutes les lois , violence , adultère , sacrilège , tout se trouve cumulé , d'un seul mot , sous le règne de ce grand roi.

Et , qui se permet ces atroces calomnies ? C'est sa propre fille , une fille à laquelle il n'a jamais montré que de la tendresse , & qu'il a comblée de bienfaits.

Mais , quand elle ne seroit pas sa fille , quand il n'y auroit , entre elle et lui , d'autre relation que celle de souverain & de sujette ; est-il donc permis de braver toutes les loix divines & humaines , de défier-elles même pas d'attenter par des calomnies , à l'honneur de nos rois , eux contre qui les livres saints interdisent jusqu'à la pensée du murmure ? Et , quel est le roi contre lequel on se permet un pareil attentat ? C'est *Henri IV*. On ne peut trop répéter ici ce nom chéri , qui a tant fait d'honneur à la France & à l'humanité entière.

Mais madame d'Elbeuf , en se

vrant à cette calomnie , n'a pas fait attention qu'elle fournissoit des armes contre elle-même , & donnoit à M. le duc de Vendôme des moyens de la convaincre de fausseté. La sentence de l'official d'Amiens a été précédée & accompagnée de toutes les formes judiciaires. On ne peut l'attaquer de ce côté-là. Il y a cinquante-sept ans qu'elle a été rendue. Elle a donc passé en force de chose jugée. M. de Liancourt , qui étoit seul capable de l'attaquer , ne l'a jamais fait ; il l'a au contraire, exécutée avec toute la bonne-foi d'un plaideur , convaincu qu'il a été bien jugé.

En effet , cette sentence l'ayant rendu maître de sa personne , il eut la témérité de passer à un autre mariage. Mais il ne fut pas plus heureux dans celui-ci , qu'il ne l'avoit été dans le second. Mademoiselle d'Autun ne voulut pas plus se prêter au sacrilège , dont il avoit voulu la rendre victime , que mademoiselle d'Estrees ne l'avoit voulu faire.

Dès que mademoiselle d'Autun eut découvert qu'elle étoit abusée , elle porta ses plaintes à l'official de Paris , qui déclara , comme avoit fait celui d'Amiens , qu'il n'y avoit jamais eu de mariage.

Or les motifs de cette seconde sentence étant les mêmes que ceux de la première, qui avoit été rendue sans auparavant; d'un côté, il n'est possible de douter de l'impuissance prouvée à M. de Liancourt; de l'autre, comme il ne pourroit pas être admis d'attaquer la sentence de l'official d'Amiens, qu'il a exécutée par un troisième mariage, la duchesse d'Elbeuf qui n'a pas les mêmes droits, que ce que M. de Liancourt auroit pu prétendre, doit être payée de la même fin de non-recevoir qu'on lui opposera à lui-même, s'il entreprenoit de revenir contre un jugement, auquel il a acquiescé, sans réclamation.

Ne soyons donc point surpris de la joie que témoigna le roi, à la naissance de M. le duc de Vendôme, & des soins qu'il prit de son enfance, en le tenant toujours en sa présence & à ses côtés.

N'ayant pas d'enfants légitimes, il prit le plus grand soin de l'éducation d'un fils qu'il songeoit à faire héritier de sa couronne, en le légitimant par le mariage qu'il se proposoit de contracter avec la duchesse de Beaufort.

Pour préparer ces hautes destinées , il le reconnut d'abord pour son fils , le légitima , & le rendit capable de posséder toutes sortes de biens & de dignités.

Voulant prévenir les évènements qui pourroient arrêter l'effet du projet qu'il avoit formé de l'élever au trône , il voulut que cet enfant eût la capacité de succéder à sa mère. Ce qui fut ordonné par lettres-patentes du 28 janvier 1596.

Quand le roi fit *Gabrielle d'Estrées* duchesse de Beaufort, un des motifs qui l'engagea à cette démarche , exprimés dans l'édit d'érection de ce duché , fut que , *tout ce qu'elle devoit avoir de biens & de grandeurs , revenoit , par droit de nature , à César Monsieur.*

Par le contrat de mariage entre M. de Vendôme & mademoiselle de Mercœur , auquel assista le roi , comme père , qu'il ratifia , & par lequel il combla son fils de nouveaux bienfaits , la duchesse de Beaufort , en vertu de la faculté que le roi avoit accordée à cet enfant , de succéder à sa mère , le déclara son principal héritier ; lui fit donation entre-vifs du duché de Beaufort , avec toutes ses dépendances , & de la terre de Vandeuil.

A tant de bienfaits , il manquoit illustration qui tirât ce prince de classe commune des fujets. Le roi pourvut. Il lui conféra la dignité pair , qui est une des plus éminentes de la monarchie , par les fonctions augustes qui y sont attachées , & qui exercent , en différentes circonstances ceux qui en sont revêtus ; enfin par le rang auquel elle les élève.

Ce n'étoit pas encore assez ; il voulut lui donner , dans l'ordre de pairie , une place distinguée , & le placer entre les princes de son sang & les autres pairs ; ou plutôt il voulut le décorer de la qualité de prince , & lui en donner le rang , tant dans la cour que dans les assemblées & les cérémonies les plus solennelles , après les princes de son sang , & comme faisant , en quelque sorte , corps avec eux. A cet effet , il lui donna le duché de Vendôme , qui étoit l'héritage de ses pères , & le patrimoine de ses ancêtres ; & l'on a vu quel zèle il fit paroître pour maintenir le bienfait dont il vouloit honorer son fils.

Enfin cet enfant avoit à peine atteint l'âge de quatre ans , que le roi songea à lui assurer un mariage , assorti

THE FIRST PART

THE SECOND PART

THE THIRD PART

THE FOURTH PART

THE FIFTH PART

THE SIXTH PART

THE SEVENTH PART

THE EIGHTH PART

THE NINTH PART

THE TENTH PART

THE ELEVENTH PART

THE TWELFTH PART

THE THIRTEENTH PART

THE FOURTEENTH PART

THE FIFTEENTH PART

THE SIXTEENTH PART

THE SEVENTEENTH PART

THE EIGHTEENTH PART

THE NINETEENTH PART

THE TWENTIETH PART

THE TWENTY-FIRST PART

THE TWENTY-SECOND PART

THE TWENTY-THIRD PART

THE TWENTY-FOURTH PART

THE TWENTY-FIFTH PART

THE TWENTY-SIXTH PART

THE TWENTY-SEVENTH PART

THE TWENTY-EIGHTH PART

THE TWENTY-NINTH PART

THE THIRTIETH PART

Cette tutelle dura jusqu'en 1619 ; époque où *Catherine-Henriette* fut recherchée par M. le duc d'*Elbeuf*, qui cependant , avant le mariage , voulut sçavoir en quoi consistoit la fortune de cette princesse. J'ai rapporté plus haut comment le procès , prêt à s'élever entre le frère & la sœur , fut terminé par la transaction de 1619 , passée sous l'autorité de tous les parents , & acceptée par M. le duc d'*Elbeuf*, lui-même , dont le mariage étoit arrêté.

Il fut fait mention , dans cet acte , de tous les biens qui s'étoient trouvés à la mort de la duchesse de *Beaufort* , aucun article ne fut oublié ; & l'on défie de citer la plus petite portion de terre qui n'y soit mentionnée. On y exprima la source d'où provenoient tous les héritages qui composoient cette succession , & l'on rappella tous les actes émanés , tant du roi , que de la duchesse de *Beaufort* , qui établissoient les droits particuliers & respectifs du frère & de la sœur ; & l'on peut dire que cette transaction est le fruit de l'examen le plus sérieux , des discussions les plus profondes & du calcul le plus exact. Peut être même que , s'il étoit question aujourd'hui de la discuter de

nouveau , on découvreroit que madame d'*Elbeuf* y a plus été favorisée , qu'elle n'avoit lieu de l'espérer.

On a vu que M. & madame d'*Elbeuf* ont tellement regardé cet acte comme irréfragable , qu'ils ont usé en propriétaires incommutables des biens qu'ils leur avoient été concédés. Ils en ont vendu une très - grande partie ; & les acquéreurs ont traité , avec la plus parfaite sécurité, sur la foi de ce partage. En un mot il a eu , de leur part , pendant trente-deux ans , la plus entière exécution.

Cette conduite ne répond-elle pas à l'imputation de violence que madame d'*Elbeuf* prétend lui avoir été faite pour la signature de cet acte ?

D'ailleurs , faut-il donc recourir à la violence , pour faire signer un acte rédigé sous l'impression de la justice & de l'équité , & où les droits des contractans sont exposés dans le plus grand jour ?

Au surplus , peut-on se plaindre de la contrainte , quand on n'en articule aucun fait , & qu'on n'en rapporte aucune preuve ?

M. & madame d'*Elbeuf* ont bien senti que ces fins de non - recevoir

étoient infurmontables. Ils ont eu recours à un autre moyen ; c'est celui d'outrager la mémoire de *Henri-le-Grand* & de la duchesse de *Beaufort*, en attaquant la naissance de *M. de Vendôme*.

Il convient que les enfants adultérins sont chargés de toute la malédiction de l'écriture ; que les canons autorisent à peine à leur laisser des aliments.

Il pourroit cependant faire voir que cette rigueur n'a pas toujours été observée. Il pourroit même citer des enfants adultérins qui ont succédé au trône de leur père. Tel fut *Théabulde*, fils de *Théodebert*, qui vivoit au commencement du sixième siècle. *Grégoire de Tours*, liv. 3, chap. 21 & 22 de son histoire, après avoir dit que *Théodebert*, allant à *Beziers*, pour reprendre plusieurs villes & plusieurs châteaux, dont les *Goths* s'étoient emparés, ajoute que, quand ce prince approcha du château de *Cabrières*, en *Languedoc*, il y envoya des députés pour avertir les habitants de ce château que, s'ils ne se soumettoient, il alloit mettre le feu par tout, & emmener tous ceux qui y demeuroient, en captivité.

INDEX

1. <u>GENERAL</u>	1
2. <u>THEORY</u>	1
3. <u>EXPERIMENT</u>	1
4. <u>RESULTS</u>	1
5. <u>CONCLUSIONS</u>	1
6. <u>APPENDIX</u>	1
7. <u>REFERENCES</u>	1
8. <u>NOTES</u>	1
9. <u>INDEX</u>	1
10. <u>APPENDIX</u>	1
11. <u>REFERENCES</u>	1
12. <u>NOTES</u>	1
13. <u>INDEX</u>	1
14. <u>APPENDIX</u>	1
15. <u>REFERENCES</u>	1
16. <u>NOTES</u>	1
17. <u>INDEX</u>	1
18. <u>APPENDIX</u>	1
19. <u>REFERENCES</u>	1
20. <u>NOTES</u>	1
21. <u>INDEX</u>	1
22. <u>APPENDIX</u>	1
23. <u>REFERENCES</u>	1
24. <u>NOTES</u>	1
25. <u>INDEX</u>	1
26. <u>APPENDIX</u>	1
27. <u>REFERENCES</u>	1
28. <u>NOTES</u>	1
29. <u>INDEX</u>	1
30. <u>APPENDIX</u>	1
31. <u>REFERENCES</u>	1
32. <u>NOTES</u>	1
33. <u>INDEX</u>	1
34. <u>APPENDIX</u>	1
35. <u>REFERENCES</u>	1
36. <u>NOTES</u>	1
37. <u>INDEX</u>	1
38. <u>APPENDIX</u>	1
39. <u>REFERENCES</u>	1
40. <u>NOTES</u>	1
41. <u>INDEX</u>	1
42. <u>APPENDIX</u>	1
43. <u>REFERENCES</u>	1
44. <u>NOTES</u>	1
45. <u>INDEX</u>	1
46. <u>APPENDIX</u>	1
47. <u>REFERENCES</u>	1
48. <u>NOTES</u>	1
49. <u>INDEX</u>	1
50. <u>APPENDIX</u>	1
51. <u>REFERENCES</u>	1
52. <u>NOTES</u>	1
53. <u>INDEX</u>	1
54. <u>APPENDIX</u>	1
55. <u>REFERENCES</u>	1
56. <u>NOTES</u>	1
57. <u>INDEX</u>	1
58. <u>APPENDIX</u>	1
59. <u>REFERENCES</u>	1
60. <u>NOTES</u>	1
61. <u>INDEX</u>	1
62. <u>APPENDIX</u>	1
63. <u>REFERENCES</u>	1
64. <u>NOTES</u>	1
65. <u>INDEX</u>	1
66. <u>APPENDIX</u>	1
67. <u>REFERENCES</u>	1
68. <u>NOTES</u>	1
69. <u>INDEX</u>	1
70. <u>APPENDIX</u>	1
71. <u>REFERENCES</u>	1
72. <u>NOTES</u>	1
73. <u>INDEX</u>	1
74. <u>APPENDIX</u>	1
75. <u>REFERENCES</u>	1
76. <u>NOTES</u>	1
77. <u>INDEX</u>	1
78. <u>APPENDIX</u>	1
79. <u>REFERENCES</u>	1
80. <u>NOTES</u>	1
81. <u>INDEX</u>	1
82. <u>APPENDIX</u>	1
83. <u>REFERENCES</u>	1
84. <u>NOTES</u>	1
85. <u>INDEX</u>	1
86. <u>APPENDIX</u>	1
87. <u>REFERENCES</u>	1
88. <u>NOTES</u>	1
89. <u>INDEX</u>	1
90. <u>APPENDIX</u>	1
91. <u>REFERENCES</u>	1
92. <u>NOTES</u>	1
93. <u>INDEX</u>	1
94. <u>APPENDIX</u>	1
95. <u>REFERENCES</u>	1
96. <u>NOTES</u>	1
97. <u>INDEX</u>	1
98. <u>APPENDIX</u>	1
99. <u>REFERENCES</u>	1
100. <u>NOTES</u>	1

pace ingressus est , subditumque sibi cernens populum , nihil inibi malè gessit. Deuteria verò ad occursum ejus venit. At ille speciosam eam cernens , amore ejus capitur , suoque eam copulavit strato.

Or , il faut remarquer que *Théodebert* étoit marié avec *Wisigarde* , fille d'un certain roi. *Theodoricus autem filio suo Theodobarto Wisigardem , cujusdam regis filiam , desponsaverat.*

Voilà donc un double adultère. *Théodebert* étoit marié ; *Deutérie* étoit mariée. *Ibid. cap. 20.* Les deux amants vécurent sept ans dans l'adultère. Il en vint un fils , nommé *Théobalde* , qui , tout bâtard adultérin qu'il étoit , succéda à son père , au royaume d'Austrasie.

Si l'on vouloit fouiller tous les monuments de notre histoire , on y trouveroit plusieurs exemples de pareilles successions déferées à des bâtards adultérins , sans aucune difficulté. Mais ces recherches sont inutiles à la cause , puisque la naissance de M. de Vendôme est égale à celle de madame d'Elbeuf.

Plusieurs raisons sans réplique établissent cette vérité.

I. La sentence de l'official d'A-

miens a jugé , en propres termes , qu'il n'y a jamais eu de mariage entre la duchesse de Beaufort & le sieur de Liancourt , *ab initio nullum* , & *ided irritum declaravimus & declaramus*.

Si ce mariage étoit nul dans le principe , il n'y en a donc jamais eu : madame de Beaufort n'a donc jamais été la femme de M. de Liancourt : elle n'a donc point commis d'adultère , lorsqu'elle a donné la naissance à M. de Vendôme. En effet il est universellement reçu que l'impuissance qui existe au moment de la bénédiction du mariage , est un empêchement dirimant , qui non-seulement annule le mariage , mais empêche qu'il ne se forme. Cette doctrine est fondée sur l'essence des choses. Un homme qui ne peut atteindre au but essentiel du mariage , ne peut contracter un engagement qu'il est incapable de remplir. Aussi les tribunaux ont-ils toujours jugé que , si un mari accuse sa femme d'adultère , & que , de l'autre côté , la femme se plaigne de l'impuissance de son mari , il faut préalablement juger la question d'impuissance ? Si l'homme est véritablement impuissant , il n'a pas droit de se plaindre des

Lorsqu'elle est née, *Henri IV* étoit encore dans l'alliance de la reine *Marguerite*. Cette alliance , après avoir duré vingt-huit ans , fut annullée en 1599 , par les commissaires du pape , qui prononcèrent , comme avoit fait l'official d'Amiens , que le mariage étoit nul. Or si , en adoptant le système de madame d'*Elbeuf*, ce jugement n'a pas eu un effet rétroactif , elle fera issue d'une conjonction adultérine , puisque son père , au moment de sa conception , étoit engagé dans les liens d'un mariage subsistant.

Il faut donc qu'elle opte : ou elle est le fruit d'un simple concubinage ; alors son frère est dans le même cas : ou si la naissance de ce frère est adultérine , la sienne l'est aussi. Si la sentence , qui a délivré madame de *Beaufort* du lien qui l'attachoit au sieur de *Liancourt* , a eu un effet rétroactif , le frère & la sœur se trouvent dans la même circonstance , & sont nés d'une mère qui étoit & avoit toujours été libre. Si elle ne veut pas accorder cet effet rétroactif au jugement qui a rompu ce lien , elle ne peut pas prétendre que la sentence qui a rendu la liberté à son père , ait eu un effet différent. Alors , étant nés ,
l'un

que les faits dont M. & madame d'*Elbeuf* cherchent à se prévaloir pour se préserver de la prescription fussent véritables. Mais , ajoutoit-il , qui pourroit souffrir patiemment l'excès d'une vanité qui change le crime en vertu , qui , d'une perfidie , fait le sujet d'un éloge , & le titre d'un service digne de récompense ?

*Proh superi ! quantum mortalia pectora cæca
Noctis habent , ipso sceleris molimine. Terent
Creditur esse pius , laudemque à crimine sumit.*

Il est vrai que , pendant la détention de M. le duc de *Vendôme* , madame d'*Elbeuf* feignit de se donner des mouvements pour lui procurer sa liberté. Mais il n'est pas moins vrai que ses soins avoient plutôt pour objet de le faire paroître coupable , que de le justifier ; qu'elle lui arracha , par force & par menaces , des déclarations honteuses , contraires à la vérité , & propres à donner à ses ennemis tous les avantages qu'ils pouvoient désirer sur lui. Il rendit publiques les plaintes qu'il en fit dans la suite ; il révoqua les écrits & les aveux qui lui avoient été extorqués , pendant plus de six ans ; il ne regarda sa sœur que comme la plus

1. The first part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

2. The second part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

3. The third part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

4. The fourth part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

5. The fifth part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

6. The sixth part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

7. The seventh part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

8. The eighth part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

9. The ninth part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

10. The tenth part of the document is a list of names and dates, which appears to be a roster or a list of events. The names are written in a cursive script, and the dates are in a standard font. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column.

Que reste-t-il donc à la fille d'*Henri IV*, que la honte d'avoir voulu noircir la mémoire du plus grand homme qui ait gouverné la France, du meilleur & du plus respectable des hommes, de son père enfin ? Et quel père ! qui l'a comblée de bienfaits, & l'a décorée de tous les honneurs dont sa naissance étoit susceptible.

M. *TALON*, avocat général, prit la parole, & exposa que les loix romaines ne permettoient pas de mettre en question l'état d'un défunt, cinq ans après sa mort. Mais cette règle souffre une distinction.

Si l'action étoit directement intentée contre le défunt, elle ne seroit pas admise en justice, où l'on ne souffre pas que l'on attaque les personnes qui ne sont pas en état de se défendre. Le tombeau est un asyle où sont en sûreté ceux que la mort y a précipités.

Mais, lorsqu'un particulier intente une action civile, & que, pour appuyer sa prétention, il articule incidemment des moyens qui frappent contre la naissance & la condition sa partie adverse, quoique ces moyens regardent l'état d'une personne décédée.

Il y a cinq ans , l'action alors est recevable ; parce que les demandes en partage , ou qui ont pour objet des droits successifs , ne se prescrivent que par trente ans ; tout ce qui sert à les établir ne se prescrit non plus que par trente ans.

Quant à celles qui concernent l'honneur & la réputation des hommes , comme les preuves qu'elles exigent sont difficiles , qu'elles périssent en peu de tems , & que la présomption est toujours pour l'état que l'on veut attaquer , elles ne sont plus recevables après cinq ans.

Dans le procès actuel , les parties , assistées de personnes de condition , & des conseils les plus éclairés , firent un partage , ou une transaction , dont le fondement étoit une filiation commune , la qualité mutuelle de frère & de sœur.

On articule aujourd'hui des faits que madame d'Elbeuf prétend avoir été inconnus lors de cette transaction ; & c'est le prétexte sous lequel elle en demande la résiliation.

Mais ils étoient publics lorsqu'ils sont arrivés ; ils ont été consignés dans

tous les mémoires du tems , où on les lit encore actuellement.

D'ailleurs les biens , qui étoient l'objet de l'acte contre lequel on veut revenir , ne proviennent que des libéralités d'*Henri IV* envers la duchesse de *Beaufort*. Et c'est à la mémoire de cette femme célèbre , mère commune des parties, que l'on veut faire le procès. On censure la conduite & les mœurs d'*Henri IV* ; on rappelle des faits qui ont troublé la paix de l'état , & qui devroient à jamais être oubliés : le souvenir de ces troubles ne peut que faire naître des idées peu favorables aux gouvernements. « Mais , outre cette » observation , disoit M. *Talon* , nous » estimons que les sujets du roi , de » quelque condition qu'ils soient , sont » obligés d'être sobres & retenus , lorsqu'il s'agit des actions de leurs souverains , lesquels ne sont pas obligés d'en rendre compte à autre qu'à Dieu seul. Car , encore que la loi du décalogue & les préceptes de l'église soient également écrits pour toutes sortes de personnes , il est vrai , pourtant , que l'on ne desire pas , en la personne des grands , ces perfections angéliques , mais qu'elles conviennent

« Il est interdit à tout détenteur
 « d'un titre de propriété d'être inscrit à
 « deux endroits pour une même propriété
 « dans le même département, et tout
 « contrevenu sera puni d'une amende
 « de deux à quatre cents francs
 « ou d'un emprisonnement de six
 « mois à deux ans ou de l'un
 « ou de l'autre de ces peines
 « peuvent être encourues sans élection.

» a été légitimement dissolu , & si elle
» a été en état d'en pouvoir demander
» la dissolution.

» Le tems est un grand remède aux
» questions de cette qualité , dans les-
» quelles , lorsque les familles s'éta-
» blissent , que les mariages se con-
» tractent , & que les enfants naissent
» dans la bonne-foi , l'intérêt du pu-
» blic soutient l'état & la condition des
» hommes qui sont en possession de
» leur filiation.

» Cette longue suite d'années , qui
» obscurcit la connoissance des choses
» anciennes , doit servir d'excuse , de
» décharge & de justification , parce
» que peu de gens seroient en sûreté ,
» s'il étoit loisible , après un si long
» tems , de leur faire rendre compte
» des secrets de leur naissance & de
» l'origine de leurs familles ».

Ce magistrat , entrant ensuite dans
l'examen du fond de l'affaire , obser-
voit que , si , abstraction faite de la
qualité des personnes & du laps de
tems , on l'examinait suivant les règles
du droit commun , & suivant les ma-
ximes communément reçues , il de-
meureroit pour constant que le prince
a le pouvoir , en France , de légitimer

[illegible]

~~TOP SECRET~~

[illegible]

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a placebo (P) and the experimental group received a 10 mg/kg dose of morphine (M). The subjects were then divided into two subgroups: the control group (n = 5) and the experimental group (n = 5). The control group received a placebo (P) and the experimental group received a 10 mg/kg dose of morphine (M). The subjects were then divided into two subgroups: the control group (n = 5) and the experimental group (n = 5). The control group received a placebo (P) and the experimental group received a 10 mg/kg dose of morphine (M).

... ..

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 103-107.

C. F. J. J. J. J.

10. Reference: _____

[illegible]

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group and the experimental group. The control group was divided into two subgroups: the control group and the experimental group. The experimental group was divided into two subgroups: the control group and the experimental group. The control group was divided into two subgroups: the control group and the experimental group. The experimental group was divided into two subgroups: the control group and the experimental group.

1. 1. The first part of the paper is devoted to a discussion of the
 2. 2. importance of the problem of the
 3. 3. determination of the
 4. 4. of the
 5. 5. of the
 6. 6. of the
 7. 7. of the
 8. 8. of the
 9. 9. of the
 10. 10. of the
 11. 11. of the
 12. 12. of the
 13. 13. of the
 14. 14. of the
 15. 15. of the
 16. 16. of the
 17. 17. of the
 18. 18. of the
 19. 19. of the
 20. 20. of the
 21. 21. of the
 22. 22. of the
 23. 23. of the
 24. 24. of the
 25. 25. of the
 26. 26. of the
 27. 27. of the
 28. 28. of the
 29. 29. of the
 30. 30. of the
 31. 31. of the
 32. 32. of the
 33. 33. of the
 34. 34. of the
 35. 35. of the
 36. 36. of the
 37. 37. of the
 38. 38. of the
 39. 39. of the
 40. 40. of the
 41. 41. of the
 42. 42. of the
 43. 43. of the
 44. 44. of the
 45. 45. of the
 46. 46. of the
 47. 47. of the
 48. 48. of the
 49. 49. of the
 50. 50. of the
 51. 51. of the
 52. 52. of the
 53. 53. of the
 54. 54. of the
 55. 55. of the
 56. 56. of the
 57. 57. of the
 58. 58. of the
 59. 59. of the
 60. 60. of the
 61. 61. of the
 62. 62. of the
 63. 63. of the
 64. 64. of the
 65. 65. of the
 66. 66. of the
 67. 67. of the
 68. 68. of the
 69. 69. of the
 70. 70. of the
 71. 71. of the
 72. 72. of the
 73. 73. of the
 74. 74. of the
 75. 75. of the
 76. 76. of the
 77. 77. of the
 78. 78. of the
 79. 79. of the
 80. 80. of the
 81. 81. of the
 82. 82. of the
 83. 83. of the
 84. 84. of the
 85. 85. of the
 86. 86. of the
 87. 87. of the
 88. 88. of the
 89. 89. of the
 90. 90. of the
 91. 91. of the
 92. 92. of the
 93. 93. of the
 94. 94. of the
 95. 95. of the
 96. 96. of the
 97. 97. of the
 98. 98. of the
 99. 99. of the
 100. 100. of the

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

—

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1039-1043.

(continued)

... ..

Teagarden, 1994; Teagarden et al., 1995; Teagarden and

1. $\frac{1}{2}$ 2. $\frac{1}{2}$ 3. $\frac{1}{2}$ 4. $\frac{1}{2}$ 5. $\frac{1}{2}$ 6. $\frac{1}{2}$ 7. $\frac{1}{2}$ 8. $\frac{1}{2}$ 9. $\frac{1}{2}$ 10. $\frac{1}{2}$

REF: 65-100000-100000

400-124-1

UNRECORDED

1000

Il est bien vrai qu'il y a eu des lettres vérifiées au parlement, qui ont donné à madame la duchesse de Beaufort la capacité de succéder à ses enfants, même d'en avoir la garde; il est bien vrai qu'après sa mort, ils ont pris la qualité d'héritiers par bénéfice d'inventaire; que le roi leur a nommé un tuteur, leur a même établi un conseil, composé de personnes éminentes en dignité. Mais tous ces actes n'ont pas été capables de leur donner le titre & la qualité d'héritiers, qualité qui ne s'acquiert point, que la seule légitimité peut donner, qui ne peut dériver ni de l'identité, ni de l'équipollence, ni d'aucune présomption. Ainsi ces enfants n'ayant point été héritiers de madame la duchesse de Beaufort, ils n'ont pu être cohéritiers de sa succession, ni se demander partage l'un à l'autre.

Mais M. le duc de Vendôme a été institué héritier de sa mère, par son contrat de mariage avec mademoiselle de Mercœur. Cette institution contractuelle lui a donné le droit de prétendre que tous les biens de la duchesse de Beaufort, qui avoit stipulé cette institution, lui appartennoient. Il ne pou-

fort n'étoit pas plus libre quand madame la duchesse d'*Elbeuf* est venue au monde, qu'elle ne l'étoit lors de la naissance de M. de *Vendôme* ; puisque, dans ce cas, la sentence n'a produit aucun effet ; que, nonobstant cette sentence, le mariage a toujours subsisté, & que la vérité de ce sacrement n'est pas susceptible du plus ou du moins.

Si la sentence est légitime, si le temps l'a mise à l'abri de toute atteinte, elle doit avoir un effet rétroactif qui influe également sur la naissance du frère & de la sœur. Le mariage une fois contracté par le consentement des deux parties donné légitimement, & consacré par les cérémonies de l'église, forme un lien que les hommes, que l'église même assemblée n'auroit pas le pouvoir de rompre. Nulle puissance sur la terre ne peut toucher à un sacrement, réellement & actuellement administré.

Mais aussi, quand le consentement de ceux qui se sont mariés n'a pas été légitimement donné, ou quand ils n'ont pas la faculté de le donner ; si, par exemple, un homme, engagé dans un autre mariage, ou dans les ordres sa-

SECRET

[illegible]

The following are the names of
persons who have been arrested
and held in custody since
the date of their arrest.
The names are given in
alphabetical order.

I am very sorry to hear
 that you are not well. I
 hope you will get better
 soon. I am sending you
 some medicine. I hope
 it will help you. I am
 very sorry to hear that
 you are not well. I hope
 you will get better soon.

demandeur dispense d'un mariage qui n'a pas été consommé, que d'insister sur la discussion d'une procédure qui blesse la pudeur. Ainsi, sous prétexte de l'honnêteté & de la bienfaisance extérieure, ils exagèrent la puissance du saint-siège, & lui en attribuent plus qu'il ne s'en attribue lui-même. Ils regardent la dissolution d'un mariage, pour cause d'impuissance, comme une dispense canonique, une indulgence ecclésiastique, qui ne doit avoir lieu que du jour qu'elle est accordée, sans avoir d'effet rétroactif.

Mais nous avons toujours réprouvé cette doctrine, comme une source de licence & de libertinage, qui déshonore le sacrement & attaque, dans son principe, l'indissolubilité du mariage.

La dignité de ce sacrement consiste dans le consentement des parties & dans la bénédiction du prêtre. Cette sainte cérémonie change ce qui n'étoit qu'un contrat civil, en une union mystérieuse qui figure celle du fils de Dieu avec son église.

Mais, outre le lien spirituel qui résulte de l'administration du sacrement, il faut, pour qu'il y ait une union parfaite, qu'il se rencontre un lien

naturel & physique, qui unit les corps, ou du moins presse les uns ; autrement, un des principaux secrets du sacrement n'existe pas, il n'y a point de contrat sur lequel le sacrement ait pu être appliqué ; & si, dans ce cas, la sentence de l'official déclare un mariage nul, pour raison de ce vice, il déclare que cette union a existé, *ab initio* ; c'est à dire, qu'il n'y a jamais eu de sacrement.

Ces vérités ont d'autant plus de poids dans l'espèce présente, qu'il n'est pas possible, après cinquante ans, de revenir contre un jugement, sur l'autorité duquel est fondée la foi publique qui constitue l'état de l'une & de l'autre des parties.

Par ces raisons, *M. Talon* estima qu'il y avoit lieu de mettre les parties hors de cour & de procès : & , par arrêt du 13 juin 1651, le duc & la duchesse d'Elbeuf furent déclarés non-recevables dans leurs demandes.





* *CARDINAL MARIÉ.*

TOUT, dans cette cause, est digne de la curiosité du lecteur; les faits qui y donnèrent lieu, & les moyens qu'on fit valoir.

Odet de Coligni, connu sous le nom de *cardinal de Chatillon*, naquit à Chatillon-sur-Loing, le 10 juillet 1515. Il étoit fils de *Gaspard de Coligni* & de *Louise de Montmorenci*. Il eut trois frères; *Pierre*, *Gaspard*, c'est le fameux amiral *de Coligni*, & *François*.

On le destina, dès sa tendre jeunesse, à l'état ecclésiastique. Le 6 mars 1530, il fut pourvu du prieuré de Beaune, & le 26 août suivant, il obtint celui du Frenai. Il fut fait cardinal le 4 novembre 1533. Le 21 avril 1534, il fut nommé administrateur de l'archevêché de Toulouse, vacant par la mort de *Gabriel de Grammont*. Le 6 septembre suivant, il fut ordonné diacre.

Peu après il assista au conclave, où *Paul III* fut nommé pape. Par un bref de ce pontife, il lui fut ordonné de

CHAPTER IV

THE HISTORY OF THE

REIGN OF THE

EMPEROR

OF THE

EMPIRE

OF THE

WEST

INDIES

AND

THE

ISLANDS

OF THE

INDIAN

ARCHIPELAGO

AND

THE

ISLANDS

OF THE

INDIAN

ARCHIPELAGO

AND

THE

ISLANDS

OF THE

INDIAN

ARCHIPELAGO

AND

THE

ISLANDS

OF THE

INDIAN

ARCHIPELAGO

AND

THE

l'archevêque de Toulouse en France ; après l'avoir comblé de graces & de faveurs.

A son arrivée , il fut pourvu des abbayes de saint-Jean-lès-Sens , & de saint Germer ; en 1551 & 1552 , il assista aux lits de justice , qui furent tenus ces années-là.

Peu après , le roi lui ayant donné les abbayes de Kimperlai & de saint-Benigne à Dijon , il se démit , en faveur du cardinal *Antoine Sanguin* , de l'archevêché de Toulouse & de l'abbaye de Vauluisant dont il avoit été précédemment pourvu.

Le 13 juillet 1559 , il assista , en qualité de pair , évêque de Beauvais , à l'inhumation du cœur du roi.

Enfin l'archevêché de Toulouse & l'abbaye de Vauluisant , dont il s'étoit défait en faveur du cardinal *Sanguin* , étant devenus vacants par le décès de ce prélat , le cardinal *de Chatillon* s'en mit , de nouveau , en possession. Le pape & le roi se réunirent inutilement , pour le forcer à céder l'archevêché de Toulouse au cardinal d'*Armagnac* ; il sçut éluder leurs ordres & leurs efforts , & trouva le secret de se maintenir dans la possession de son archevêché & de

Avant l'opération de nettoyage

les prêtres firent une procession , & communierent tous , excepté le cardinal *de Chatillon* , & cinq évêques qui suivirent son exemple.

Il seroit étranger à mon sujet d'entrer dans le détail de ce qui se passa à cette assemblée. J'observerai seulement que *Théodore de Bèze* , célèbre ministre protestant , y parla pour ceux de sa communion , & y parla avec beaucoup de fermeté & de véhémence.

On ignore si c'est à ses raisonnements, si c'est au caprice ou aux circonstances qu'il faut attribuer le changement du cardinal *de Chatillon*. Peut-être les préjugés de l'éducation y eurent-ils quelque part : presque tous ses parents faisoient profession du protestantisme.

Quoi qu'il en soit , fort peu de tems après le colloque de Poissi , le cardinal *de Chatillon* se lia avec les huguenots , qui formèrent désormais sa principale compagnie. Il quitta même l'habit ecclésiastique , & ne donna plus les cures de ses diocèses qu'à des protestants. Enfin il embrassa publiquement leur culte , fit la scène , suivant leur rit , dans sa maison épiscopale à Beauvais , & se déclara patriarche de la religion réformée en France.

Le pape *Pie IV* ne tarda pas à être instruit de la conduite du cardinal, & du scandale qu'elle caufoit dans l'église : il en fit informer ; & il résulta de cette information que l'accusé avoit dit & soutenu , entr'autres , que l'église , jusqu'au tems des novateurs , avoit été dans l'erreur. *Inter alia dixisse & pertinaciter tenuisse ecclesiam , usque ad hoc tempora hereticorum & hugonotorum , erravisse.* Il fut prouvé qu'il protégeoit & défendoit ceux de cette secte , & que , pour répandre davantage l'hérésie , il plaçoit , dans la chaire de vérité , ceux qui la professoient , & qu'il avoit été même jusqu'à prendre les armes pour la défendre. *Defendere , favere & protegere ac tueri curavit , & quàmplurimos hujusmodi pestifera secta viros pseudo-theologos in rectores & concionatores , quibus alios seducere ac inficere posset , familiariter retinuerit ; arma sumpserit , ac alia gravissima haresum manifestantia , devoverit . . . Nec non partes dictorum hugonotorum , conventiculaque & sectas fovisse , secutum esse , tutatum fuisse & laudasse ; abjectisque cardinalis habitu & insigniis , quibus indignum se reddiderat , ad hugonotos hereticos ipsos declinasse , eorumque sectam*

expresse professum fuisse , seque illorum exercitûs doctorem fuisse , & adhuc existerere.

En conséquence , le pape , par sa bulle du 31 mars 1563, le déclara hérétique , excommunié , huguenot , schismatique , & blasphémateur , apostat à la religion de la sainte église romaine , infracteur de la foi , & parjure ; & par suite , il fut dépouillé du cardinalat , & du privilège clérical , privé de l'évêché de Beauvais , de tous ses bénéfices & offices , honneurs , dignités & prélatures , & déclaré indigne d'en posséder à l'avenir : tous ses biens , droits & juridictions furent déclarés saisis , enjoint aux fidèles de s'emparer de sa personne , pour le livrer aux ministres de la justice , afin qu'ils lui fassent subir les peines dues à ses crimes. *Ipsum Odetum hæreticum , excommunicatum , hugonotum , schismaticum & blasphemum , ac à fide catholicâ apostatam ac transfugam , fidei fractorem & perjurum pronunciamus , judicamus ac declaramus ; & propterea eum ab omni cardinalatûs commodo & honore , ac privilegio , etiam clericali , à die commissorum criminum hujusmodi , ipso jure depositum , dictaque ecclesia Beluacensis administratione ,*

à se marier. La duchesse de Savoye ; fille de *François I* , & de *Claudine de France* , & femme de *Philibert* , duc de Savoye , avoit , auprès d'elle , une demoiselle nommée *Isabelle de Hauteville* , dont les attraits avoient séduit le cœur du cardinal de *Chatillon*. Elle étoit fille d'un gentilhomme de fort ancienne noblesse en Normandie , nommé *Samson* , & de *Marguerite de Loré*. Ses père & mère l'avoient placée auprès de la duchesse de Savoye dès l'âge de quinze ans ; elle atteignoit alors sa vingtième année.

Elle avoit été élevée dans la religion protestante , & continuoit d'en faire profession. Si le cardinal de *Chatillon* étoit épris des charmes de mademoiselle de *Hauteville* , elle ne paroissoit pas insensible à sa tendresse , & bien des gens ne croyoient pas leur conduite à l'abri de tout reproche.

Déterminé enfin à épouser cette demoiselle , il en fit la demande , en forme , à madame de Savoye , qui approuva hautement ce mariage , tant de vive voix , que par écrit.

Le consentement de la princesse fut accompagné de celui de tous les plus proches parents des deux parties ; & le
jour

Constitution

Article 1. La République est une et indivisible.
Le territoire de la République est un et indivisible.

Article 2. La République est laïque, démocratique et sociale.
Elle assure à tous l'égalité des droits et des devoirs.
Elle garantit la liberté de conscience, de religion, de culte, d'association et de réunion.

Article 3. La loi est l'expression de la volonté générale.
Elle est faite par le peuple ou par ses représentants.
Elle est la même pour tous.
Elle ne dispose que pour l'avenir.
Elle est obligatoire et exécutoire.

Article 4. Les Français ont le droit de participer à l'exercice du pouvoir public.
Ils exercent ce droit soit directement, soit par leurs représentants.
Ils choisissent librement leurs représentants.
Ils les contrôlent et les révoquent.

Article 5. Le suffrage est universel, égal, libre, secret et direct.
Tous les Français ont le droit de voter.
Le vote est obligatoire.
Le scrutin est public.
Le scrutin est à bulletin secret.
Le scrutin est à voix multiples.

Article 6. Le Président de la République est élu pour cinq ans.
Il est élu par le peuple.
Il est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés.
Il est élu pour une seule fois.
Il est élu le premier dimanche de mai.

» cords en forme plus solennelle , elles
» avoient avisé de rédiger ces articles ,
» signés de leur seing , & scellés de
» leur sceau , pour faire foi à la posté-
» rité de leurs conventions ; & afin que ,
» quand , par la mort de l'un d'eux ,
» viendrait la dissolution de leur ma-
» riage , il fût tenu avoir été légitime-
» ment fait ».

Ce contrat fut signé par le cardinal , par ses deux frères , par *Isabelle de Hauteville* , par ses père & mère ; & enfin par leurs amis , qui tous y mirent le sceau de leurs armes.

Tout étant conclu , *Odet de Coligni* ; cardinal-diacre de la sainte église romaine , archevêque de Toulouse , évêque & comte de Beauvais , titulaire de treize abbayes & de deux prieurés , vêtu des habits & ornements de sa dignité , épousa publiquement mademoiselle de *Hauteville*.

Pierre Melet , ministre de la religion prétendue réformée , reçut la foi mutuelle des parties , assisté d'un grand nombre d'autres ministres , & en présence des frères du cardinal , des père & mère de mademoiselle de *Hauteville* , & d'une quantité étonnante de personnes de la plus haute distinction.

fut décrété par un arrêt du 14 décembre 1568, qu'il est bon de transcrire ici.

« Vu par la cour, toutes les cham-
» bres assemblées, les informations
» faites, à la requête du procureur gé-
» néral du roi, à l'encontre du cardinal
» *de Chatillon*, pair de France, évêque
» & comte de Beauvais, conclusions
» dudit procureur général du roi, &
» tout considéré; la cour ordonne que
» ledit cardinal sera pris au corps &
» amené prisonnier, sous bonne & sûre
» garde, ès prisons de la conciergerie
» du palais, pour ester à droit. Et s'il
» ne peut être pris au corps, sera ajour-
» né à trois brefs jours, à son de-
» trompe & public, en la cour, sur
» peine de bannissement de ce royau-
» me, confiscation de ses biens, &
» d'être atteint & convaincu des cas à
» lui imposés; répondre audit pro-
» cureur général aux fins & conclusions
» qu'il veut contre lui prendre; &
» procéder, en outre, comme de rai-
» son, & d'être déchu du possessoire de
» ses bénéfices. Et seront tous & un
» chacun ses biens meubles saisis, & à
» l'instant vendus au plus offrant &
» dernier enchérisseur, & ses biens pa-

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar format. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list appears to be a directory or a roster of some kind.

2. The second part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

3. The third part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

4. The fourth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

5. The fifth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

6. The sixth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

7. The seventh part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

8. The eighth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

9. The ninth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

10. The tenth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar format, with each entry starting with a small, handwritten number. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

procédure par contumace : voici l'arrêt rendu sur cette procédure , le 11 mars 1569. « Vu par la cour , toutes les » chambres assemblées , les trois dé- » fauts à trois brieFs jours, obtenus en » icelle par le procureur général du » roi , demandeur en cas de rébellion , » félonie & crime de lèse-majesté di- » vine & humaine au premier chef , » requérant le profit & l'adjudication » desdits défauts à l'encontre d'*Odet de Coligni , cardinal de Chatillon , pair de France , évêque & comte de Beauvais*, ajourné à trois brieFs jours » par ordonnance de ladite cour , & » défaillant ; la demande & profit des- » dits défauts , relations & exploits , » informations faites contre ledit dé- » faillant , avec tout ce qui a été mis » & produit pardevant ladite cour , » a été dit que les défauts ont été bien » & dûement obtenus ; au moyen , & » par vertu d'iceux , ladite cour a ad- » jugé & adjuge audit procureur gé- » néral tel profit ; c'est à sçavoir , pour » le regard du cas privilégié ; qu'elle » l'a déclaré & déclare rébelle & cri- » minel de lèse - majesté au premier » chef , l'a privé & prive de tous hon- » neurs , états , offices & dignités , de

» tient du roi, ensemble de la dignité
» de pairie, fruits & possessions de tous
» ses bénéfices, l'a condamné en la
» somme de 200000 livres parisis d'a-
» mende envers le roi; & pour le re-
» gard du délit commun, l'a rendu &
» le rend à son supérieur, pour lui
» faire & parfaire son procès, ainsi que
» de raison ». *Signé, MALON.*

Prononcé à la barre de la cour le
dix-neuvième jour de mars 1569.

Mais quels étoient ces supérieurs qui
avoient le droit de lui faire son procès
pour le délit commun? Cette question
fut décidée par un autre arrêt du 17
du même mois.

« La cour, pour maintenir la li-
» berré de l'église gallicane, qui a
» toujours été défendue par le roi, &
» ses prédécesseurs rois très-chrétiens, au
» vu & au sçu des saints-pères, papes
» de Rome, qui, pour le tems, ont
» été; a arrêté qu'elle a entendu &
» entend que le supérieur auquel *mes-*
» *sire Odet de Coligni, cardinal de Cha-*
» *tillon, évêque de Beauvais*, est rendu,
» pour lui faire son procès sur le délit
» commun, par arrêt de ladite cour,
» conclu & donné le onzième de ce
» mois, est l'archevêque de Reims,

» supérieur métropolitain , duquel l'é-
 » vêché de Beauvais est suffragant, pour,
 » par ledit archevêque de Reims , ap-
 » pellés ses autres suffragans évêques ,
 » s'ils se trouvent en nombre , sinon
 » par les évêques circonvoisins , être
 » fait le procès audit *cardinal* , évêque
 » de Beauvais , sur le délit commun ,
 » selon les décrets & constitutions ca-
 » noniques ; sans que ledit cardinal de
 » Chatillon , évêque de Beauvais , puisse
 » être traité & tiré hors de ce royaume ;
 » & a ordonné & ordonne la cour que ,
 » de ce en sera fait registre , afin qu'il
 » soit connu & entendu par tous , même
 » par la postérité , que la cour a toujours
 » voulu garder & conserver la liberté de
 » l'église gallicane , & sauf , en toutes
 » choses , l'honneur & révérence de
 » notre saint-père le pape & siège apos-
 » tolique. *Signé, DE THOU, DU DRAC* ».

Je n'ai trouvé aucun monument qui
 annonce que la juridiction ecclésiast-
 ique ait fait aucune poursuite contre
 ce cardinal , coupable de lèse-majesté
 humaine au premier chef , & fauteur
 public d'hérésie. Le parlement ne fut
 pas aussi indifférent. Voici l'arrêt qu'il
 prononça.

« La cour , ouï le procureur général

» du roi , ce requérant , a ordonné
» & ordonne , en exécution de l'arrêt
» donné à l'encontre d'*Odet de Coligni* ,
» cardinal de Chatillon , prononcé le
» 19 de ce mois ; que ses armoiries ,
» en quelque lieu qu'elles soient mises
» & apposées , seront arrachées & ôtées
» en la présence des juges ordinaires
» des lieux, dont ils feront leurs procès-
» verbaux , qu'ils enverront incontinent
» par devers le greffier criminel de la-
» dite cour , pour y être enregistrés ; &
» fera l'exécution du présent arrêt faite
» par vertu de l'extract d'icelui. *Signé* ,
» DE THOU , DU DRAC ».

Enfin , par arrêt du 5 avril suivant ,
le parlement disposa des revenus de
l'évêché de Beauvais. « Vu, par la cour,
» la requête à elle présentée par les
» doyen , chanoines & chapitre de
» Beauvais , par laquelle , pour les
» causes y contenues , & attendu que ,
» suivant les lettres parentes du trei-
» zième novembre dernier , après les
» économes commis au régime & gou-
» vernement du revenu de l'évêché de
» Beauvais , les suppliants auroient fait
» administrer les sacrements de con-
» firmation , de tonsure cléricale , pro-
» motion des ordres inférieurs , con-

» sécrétion des autels par le ministère
 » de l'évêque de Brion; & aussi que „
 » par arrêt, prononcé le dix-neuvième
 » mars dernier, le cardinal *de Chatillon*
 » auroit été déclaré criminel de lèse-
 » majesté, & privé des fruits & posses-
 » soire de tous ses bénéfices, ils re-
 » queroient les autoriser en ladite ad-
 » ministration, tant pour le passé, que
 » pour l'avenir, le siège vacant; &
 » outre, mandé à tous juges de leur
 » donner aide & confort en ladite ad-
 » ministration : ouï sur ce le procureur
 » général du roi, & tout considéré, la
 » cour a autorisé & autorise les sup-
 » pliants en ladite administration, tant
 » pour le passé, que pour l'avenir,
 » pendant le siège vacant; & enjoint à
 » tous juges de leur donner aide & con-
 » fort en ladite administration, sur
 » peine d'amende arbitraire. *Signé* „
 » DE THOU, DU DRAC.

» Prononcé le cinquième d'avril
 » 1569 „.

Les arrêts que je viens de copier se
 trouvent dans les preuves des libertés
 de l'église gallicane, chap. 7, n°. 545;
 & le rédacteur a eu principalement en
 vue, en les rapportant, d'appuyer le
 quatrième article de ces mêmes libertés,

conchi en ces termes : « Je vous prie

de devenir très complaisant et de me

donner, pour en tirer le meilleur parti

de ce que vous voudrez.

« J'en suis sûr.

« Vous le ferez.

« Tout va bien.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

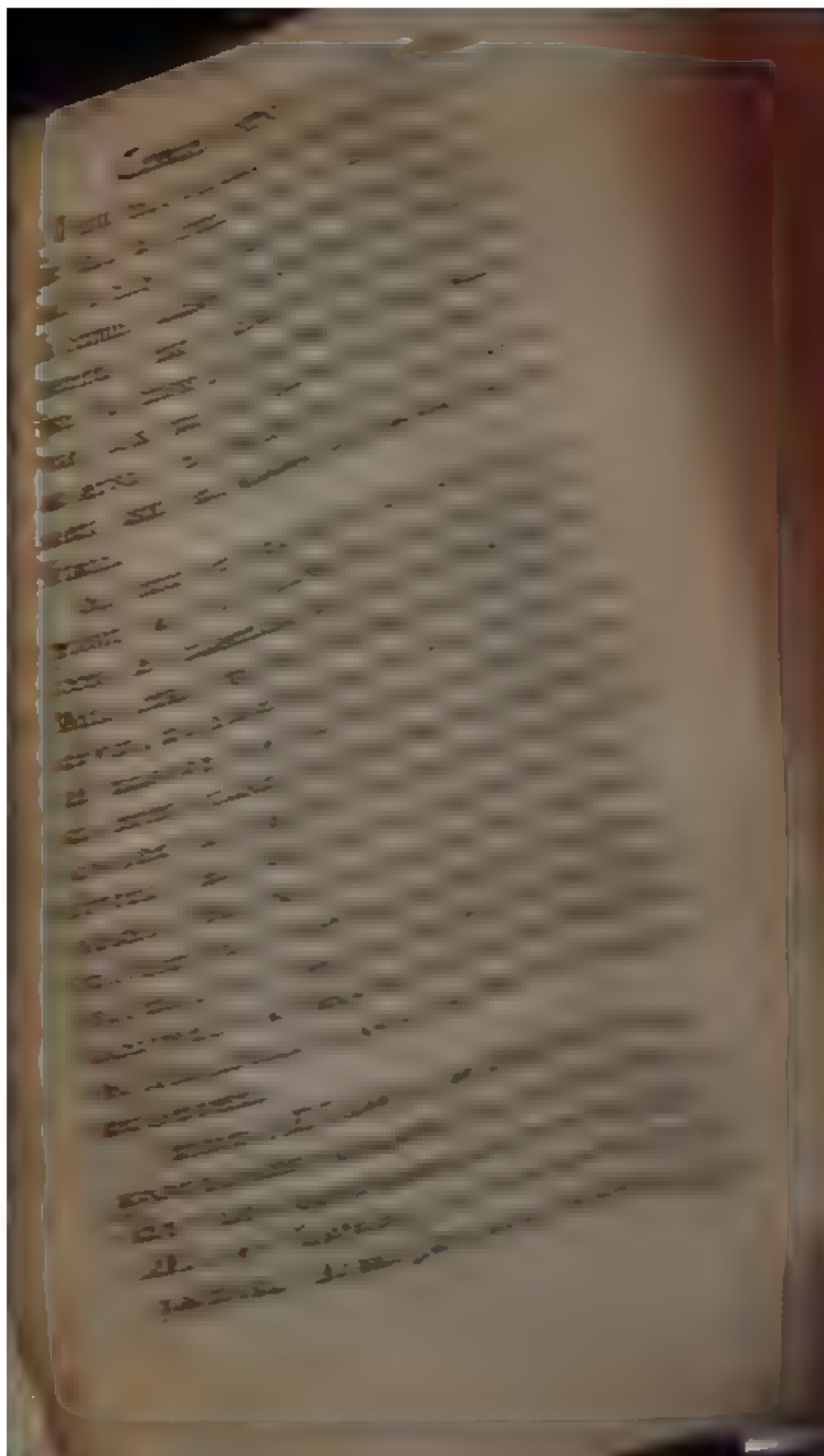
« Je vous prie de m'en dire.

« Je vous prie de m'en dire.

mois & dix jours , un homme qui jamais n'avoit été élevé au sacerdoce , & n'avoit jamais été sacré évêque ? Si la qualité de pair est uniquement attachée à celle d'évêque de Beauvais , celui qui n'est ni prêtre ni évêque , peut-il être comte & pair de Beauvais ?

Il faisoit , d'ailleurs , profession ouverte de la religion prétendue réformée , & s'étoit marié publiquement. Ces deux circonstances suffisoient seules pour le dépouiller de sa dignité , quand il auroit eu les qualités requises pour la posséder. On pouvoit donc , tout au plus , le regarder comme pair laïque d'une pairie ecclésiastique. Quelles pouvoient être les prérogatives d'une pairie de cette espèce ? Les autres pairs devoient-ils s'intéresser beaucoup à conserver au cardinal de *Chatillon* les droits d'une dignité qu'il possédoit à de tels titres ?

Pendant qu'on le traitoit en France avec cette rigueur , *Elisabeth* , qui régnoit alors en Angleterre , n'épargnoit rien pour lui faire oublier sa disgrâce. Il songeoit même à fixer son séjour dans cette terre étrangère , lorsqu'il y éprouva un désagrément qui le fit songer à en sortir.



roi de France , pour qu'il m'informe des honneurs qu'il accorde , dans sa cour , aux femmes des cardinaux.

Ce ridicule , jetté sur la conduite de ce prélat apostat , le mortifia plus que toutes les disgraces qu'il avoit éprouvées pendant sa vie. Il crut devoir quitter une cour où il avoit reçu un tel affront , & fit solliciter , auprès du roi , la permission de revenir en France.

Son frère & sa sœur , qui , depuis long-tems , cherchoient à le raccommoder avec son souverain , lui firent entendre qu'il pouvoit revenir .

Il partit , avec sa femme , le 14 février 1571. Il n'étoit qu'à quatre lieues de Cantorbéry , lorsqu'il fut atteint du plus pressant besoin de manger. Il s'arrêta à Hampton , se mit à table avec mademoiselle de Hauteville. Après qu'il eut mangé avec avidité , *Vuillin* , son valet-de-chambre , lui servit des pommes pour son dessert. Il en mangea plusieurs , & n'avoit pas achevé la dernière , qu'il tomba mort aux yeux d'*Isabelle de Hauteville*. Le valet-de-chambre fut arrêté , quelque tems après , à la Rochelle , où il fut pendu , comme espion. Dans son testament de mort , il avoua qu'il avoit été l'auteur de la

mort de son maître , ayant empoisonné la dernière pomme qu'il avoit mangée à Hampton. Je ne sçais pas quel motif avoit engagé ce malheureux à commettre ce crime. — *Catharine de Médicis* —

M. de Thou , en parlant de ce cardinal , dit qu'il avoit l'esprit élevé , le jugement fort sain , qu'il étoit plein de courage , de grandeur & d'équité. Rabelais lui avoit dédié les deux derniers livres de son *Pantagruel*. Dans son épître , après s'être plaint des persécutions de ses ennemis , qui avoient voulu l'inquiéter sous prétexte d'hérésies , insérées dans son livre ; il remercie le cardinal de lui avoir procuré la protection du roi ; & lui déclare que , s'il continue son ouvrage , que ces tracasseries lui avoient fait interrompre , ce n'est qu'à la sollicitation & par les ordres de ce puissant protecteur. « Pour moi , » dit-il , le roi vous avoit octroyé privilège & particulière protection contre les calomniateurs. Cetuy évangile , depuis , m'avez , de votre bénignité , réitéré à Paris . . . C'est la cause , monseigneur , pourquoi présentement , hors de toute intimidation , je mets la plume au vent , espérant que , par bénigne faveur , me

» ferez, contre les calomniateurs, com-
 » me un second *Hercules* gaulois en
 » sçavoir, prudence & éloquence, en
 » veru, puissance & autorité. . . . Au
 » surplus, vous promettant que ceux
 » qui, par moi, seront rencontrés con-
 » gratulants de ces joyeux écrits, tous
 » je adjurerai vous en sçavoir gré total,
 » uniquement vous en remercier, &
 » prier notre seigneur pour conserva-
 » tion & accroissement de cette votre
 » grandeur; à moi rien ne attribuer,
 » fors humble subjection & obéissance
 » volontaire à vos bons commande-
 » ments. Car, par votre exhortation
 » tant honorable, m'avez donné &
 » courage & invention; & sans vous,
 » m'étoit le cœur failli, & restoit de
 » mes esprits animaux ».

Cette épître est datée du 28 janvier
 1552, & fait voir que le cardinal *de*
Chatillon jouissoit alors de la plus haute
 faveur. On voit, en même tems, le
 cas qu'en faisoit *Rabelais*, qui, cer-
 tainement, se connoissoit en hommes.
 On voit, enfin, que le cardinal tenoit
 un rang très-distingué à la cour de
Henri II. *Rabelais* adresse son épître à
 très-illustre prince, & révérendissime,
 monseigneur Odet, cardinal de Chatil-

Cardinali nota

lon ; & dans le corps de la lettre , le
qualifie toujours prince de Monaco.

Quoi qu'il en soit , l'ambassadeur de Mon-
gri , frère de Monaco , prit à l'occasion
d'héritier de Monaco le 10 mai 1701.
fit faire inventaire du mobilier de
succession , avec le même inventaire
120000 livres.

François de Cugni & d'Arce , seigneur
frère de Monaco , se fit voir de la
liste. L'acte de l'ambassadeur de Monaco
pour Monaco les droits de la succession
premier , et ensuite de la succession de
Monaco de la succession de Monaco. L'acte
transmis à la suite de la succession de Monaco
notaire à Cugni de l'acte de l'acte de l'acte
27 mai 1771.

Dans l'acte de la succession de Monaco , il y a
pour Monaco la succession de Monaco , et
en conséquence de Monaco de Monaco de Monaco
de Monaco de Monaco de Monaco , et
de Monaco. Le tout est transmis à Monaco.

• Pour Monaco de la succession de Monaco
de Monaco de Monaco de Monaco de Monaco
de Monaco , et Monaco , Monaco de Monaco
de Monaco , Monaco , Monaco , Monaco ,
de Monaco de Monaco de Monaco de Monaco
de Monaco de Monaco de Monaco , Monaco
de Monaco ; & pour Monaco de Monaco
de Monaco qui pourraient Monaco de Monaco

» jet , nourrir paix & amitié entr'eux ;
 » elle avoit transigé avec l'amiral *de Co-*
 » *ligni* qui , pour tout ce que dessus ,
 » lui avoit fait bailler la somme de
 » 19572 liv. 9 sols , 3 den. à quoi se
 » montoit la moitié des meubles, noms,
 » raisons & actions , appartenant à la
 » succession , sans , en ce , comprendre
 » les frais de l'exécution testamentaire ,
 » & autres frais , tant pour la confec-
 » tion d'inventaire des immeubles ,
 » qu'autres dettes & frais compris en
 » certain état , signé de la main des
 » parties , dont l'amiral se chargeoit
 » d'acquitter la dame *de Loré*, & qu'elle
 » avoit reçu cette somme, tant en ar-
 » gent , qu'en meubles de la même
 » succession, suivant l'appréciation qu'ils
 » en avoient faite entr'eux , en la forme
 » contenue en l'état susdit , s'en étoit
 » déclarée contente , & en avoit donné
 » quittance à l'amiral , ainsi que de
 » toutes les autres parts , portions &
 » autres droits qu'elle pouvoit préten-
 » dre aux mêmes biens , soit meubles
 » ou immeubles , dettes & crédits ,
 » quelque part qu'ils fussent situés &
 » trouvés ».

La dame *de Loré* étoit , en outre ,
 chargée d'entrer pour moitié dans le

paiement des dettes du cardinal qui se manifesteroient par la suite , autres que celles que l'amiral avoit acquittées ; & , au cas qu'il payât , l'acquitter & garantir des paiements qu'il pourroit avoir faits. En second lieu , qu'au cas qu'il fût exclu par des héritiers purs & simples , de la succession du cardinal , madame *de Loré* lui restitueroit les 19572 l. 9 fol. 3 den. qu'il venoit de lui payer ; pourquoi elle obligeoit tous ses biens , présents & à venir , & notamment sa terre de Loré. Enfin l'amiral *de Coligni* s'obligeoit de faire à la dame *de Loré* dans les dettes appartenant à la succession du cardinal , & qu'il pourroit recouvrer , telle part & portion , qu'elle en feroit contente , comme elle l'avoit été des meubles de la succession.

Ainsi la veuve du cardinal *de Châtillon* , à l'âge de vingt-huit ans , pourvue d'attraits capables de la faire rechercher , se trouvoit à la tête d'une fortune fort honnête. Outre ce qu'elle venoit de recueillir de la succession du cardinal , elle avoit une quantité de vaisselle d'argent , de bagues , de bijoux , & autres meubles précieux , qui pouvoient valoir 50000 livres. Elle étoit , encore , propriétaire de la

terre de Loré , & d'autres biens patrimoniaux , sans compter les bienfaits de la duchesse de Savoie.

Deux frères parurent , à la fois , épris de ses charmes. L'ainé étoit *Jean Titon de Gressai* , & l'autre *Urbain Tiron de Sacé*. Il est incertain si c'étoit la personne de la veuve du cardinal qu'ils aimoient , ou si c'étoit sa fortune. La suite de cette histoire pourra donner la solution de ce problème.

Quant à madame *de Loré* , elle aimoit également les deux frères , & ne sçavoit même lequel avoit la préférence dans son cœur. Elle vouloit épouser ; mais ne pouvant les épouser tous les deux , il falloit se décider pour l'un , à l'exclusion de l'autre. Elle balança long-tems sur le choix ; mais enfin , tout bien considéré , elle se décida pour M. *de Sacé* , qui étoit le plus jeune ; elle jugea que quelques années de moins n'étoient pas indifférentes en mariage.

Dès qu'elle eut pris son parti , elle ne tarda pas à annoncer elle-même cette heureuse nouvelle à celui dont elle avoit résolu de faire le bonheur. Cette déclaration fut reçue , de la part de celui qu'elle regardoit , avec les transports de joie que l'on peut imaginer.

L'autre , au contraire , témoigna beaucoup de chagrin , & parut vouloir disputer , à son rival , la faveur qui lui étoit promise.

Pour elle , elle se promettoit les jours les plus heureux , en vivant avec deux frères qui lui étoient également chers. L'union qui les attachoit l'un à l'autre , lui faisoit espérer qu'ils passeroient leur vie ensemble avec elle ; qu'elle goûteroit les plaisirs de l'amour avec son mari ; & ceux de l'amitié avec son beau frère.

Rien n'égalait l'impatience avec laquelle elle desiroit de se voir au comble de ses vœux : mais cet empressement n'étoit pas égal de la part de ses amants ; c'étoit , tous les jours , quelque nouveau prétexte , quelque nouvelle défaite , pour éloigner la conclusion du mariage

Ses desirs & son honneur déterminèrent enfin madame de Loré à s'expliquer nettement. Elle déclara aux deux frères qu'il falloit ou cesser leurs visites & leurs poursuites , ou terminer l'alliance projetée. Ne pouvant plus différer , les deux frères lui déclarèrent qu'ils étoient prêts d'exécuter ses volontés , quand elle l'ordonneroit ; mais

que, vu les troubles dont la capitale étoit désolée, il ne seroit pas prudent d'y célébrer un mariage qui, attendu le culte qu'ils professoient tous les trois, ne pouvoit être contracté suivant le rit romain; qu'ainsi il seroit plus sage de se retirer dans le fond de quelque province, où l'on seroit moins exposé aux regards critiques & à l'animadversion des ennemis de la religion réformée.

Madame de Loré goûta ces raisons, & la ville de Romorantin fut choisie pour leur retraite: c'est une petite ville éloignée de Paris de quarante lieues. Elle fit transporter, avec elle, son mobilier, son argenterie, & ses bijoux.

Les deux premiers jours du voyage se passèrent fort joyeusement. On ne s'entretenoit que de la félicité dont on alloit jouir dans une retraite où rien ne troubleroit les plaisirs tranquilles de leur société.

Tandis qu'on se repaissoit de ces images agréables, une troupe de voleurs tombe subitement sur la voiture, & enlève tout ce beau mobilier, toute cette argenterie, toutes ces belles bagues, tous ces joyaux, qui ne laissoient pas d'entrer pour beaucoup dans le bonheur que l'on se promettoit de trou-

ver à Rome. La jeune se contola
cependant de cette perte, par l'espoir
de se voir incessamment unie à M.
Titon. Ce mariage avoit perdu son
à proprement parler, qu'un homme
qui pouvoit fournir quelques argu-
ments & quelques commodes
dont, à la rigueur, on pourroit se
fer, sur-tout quand on a été
venu avec lequel on pourroit
à réparer une partie de ce qui

On arrive enfin à Rome
se repaissant de ces nouvelles
tion. On se couche
Madame de Lore se
nuit dans les bras

A son réveil
de s'informer de
frères, s'ils font
avertir qu'ils
chambre &
qu'elle se leve.

La personne
sa commi-
que les deux
emporté ce
gligé de pro-

Alors
yeux de
que, si les

ce n'étoit pas de ses beaux yeux , mais de ceux de sa cassette.

Elle ne douta pas qu'ils ne fussent les machinateurs du premier vol qui lui avoit été fait dans la route , & les agents personnels de celui qui venoit d'être fait à Romorantin.

Elle rendit plainte , & se permit la déclamation la plus vive contre ces perfides voleurs. Elle exposa l'amour & l'attachement qu'elle avoit eu pour eux ; elle leur reprocha le sacrifice qu'elle étoit prête à faire de toute sa fortune , pour les rendre heureux ; & tout cela avoit été payé par un vol , exécuté sur le grand chemin , & dans une auberge. Tout annonçoit qu'ils en étoient les auteurs , les seuls auteurs.

Mais , comme elle n'apporta , pour preuve de son accusation , que des présomptions qui n'étoient pas des indices nécessaires , qu'aucun témoin n'avoit déposé d'aucun fait qui pût induire même à soupçonner que les *Titon* eussent part au vol dont elle se plaignoit , par arrêt du 18 août. 1578 , ils furent déchargés de l'accusation.

Se voyant privée de toute ressource pour recouvrer ses effets , elle songea à mettre un autre moyen en pratique ,
pour

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE DE LA LOI.

§ I. De la nature de la loi.

§ II. De l'étendue de la loi.

CHAPITRE SECOND. — DE LA FORME DE LA LOI.

§ I. De la forme de la loi.

§ II. De la forme de la loi.

CHAPITRE TROISIÈME. — DE LA PROCÉDURE DE LA LOI.

§ I. De la procédure de la loi.

§ II. De la procédure de la loi.

CHAPITRE QUATRIÈME. — DE LA VIGILANCE DE LA LOI.

§ I. De la vigilance de la loi.

§ II. De la vigilance de la loi.

CHAPITRE CINQUIÈME. — DE LA SANCTION DE LA LOI.

§ I. De la sanction de la loi.

§ II. De la sanction de la loi.

CHAPITRE SIXIÈME. — DE LA RÉVOCATION DE LA LOI.

§ I. De la révocation de la loi.

§ II. De la révocation de la loi.

CHAPITRE SEPTIÈME. — DE LA RÉVOCATION DE LA LOI.

§ I. De la révocation de la loi.

§ II. De la révocation de la loi.

CHAPITRE HUITIÈME. — DE LA RÉVOCATION DE LA LOI.

§ I. De la révocation de la loi.

§ II. De la révocation de la loi.

CHAPITRE NEUFIÈME. — DE LA RÉVOCATION DE LA LOI.

§ I. De la révocation de la loi.

§ II. De la révocation de la loi.

CHAPITRE DIXIÈME. — DE LA RÉVOCATION DE LA LOI.

§ I. De la révocation de la loi.

§ II. De la révocation de la loi.

Tome XVIII.

» du mois de mars 1585 , jusqu'à son
» avènement à la couronne , & durant
» les autres troubles précédents , à l'oc-
» casion d'iceux , demeureroit éteinte ,
» comme de choses assoupies & non
» avenues ».

Outre cet édit , le roi avoit fait rédiger des articles , qu'il n'avoit pas jugé à propos d'insérer dans l'édit , mais qu'il destina à être également enregistrés. Par l'article trente , « il imposa
» silence à ses procureurs généraux sur
» les mariages des prêtres & des per-
» sonnes religieuses , ci-devant con-
» tractés , & voulut & entendit que ,
» pour plusieurs bonnes considérations ,
» ils n'en fussent recherchés ni inquié-
» tés ».

La promulgation de ces loix rappella madame *de Loré* en France , avec une foule d'autres protestants , auxquels les guerres civiles avoient fait prendre le parti de la fuite.

De retour dans le royaume , son premier soin fut de suivre , contre la succession du cardinal *de Chatillon* , l'exécution de la sentence qu'elle avoit obtenue aux requêtes du palais , & demanda , par une requête du 3 mai 1602 , que ce jugement fût déclaré commun

avec *Marguerite d'Ailli*, veuve de *François de Coligni*, fils de l'amiral, comme tutrice de leurs enfants mineurs, avec *Louise de Coligni*, veuve de *Guillaume de Nassau*, prince d'Orange, sa sœur, & avec *Charles de Coligni d'Andelot*, héritier du feu cardinal.

Après différentes procédures, l'affaire fut portée, par appel, en la chambre de l'édit du parlement de Paris. Alors madame *de Loré* demanda, dans ce nouveau tribunal, que madame *de Coligni*, comme tutrice de ses enfants, héritiers du cardinal *de Chatillon*, fût tenue de reconnoître la validité de son mariage avec le feu cardinal, & à lui fournir, en sa qualité de veuve de ce prélat, un fonds, pour la sûreté de son douaire.

La cause alloit être plaidée dans cet état, lorsque madame *de Loré* en changea entièrement la face. Elle se fit délivrer des lettres de rescision contre les conclusions qu'elle avoit ci devant prises, & demanda simplement à être admise à poursuivre l'exécution de ses conventions matrimoniales, dont elle disoit avoir, depuis peu, recouvré l'acte.

L'affaire fut enfin portée à l'audience. *Anne Robert* parla pour madame *de*

Loré, & voici les qualités qu'il lui donna. « Je parle , dit-il , pour très-
 » haute & très puissante dame , ma-
 » dame *Isabelle de Hauteville*, dame de
 » *Loré*, veuve de très-haut & très-
 » puissant seigneur, messire *Odet de*
 » *Coligni*, quand il vivoit, comte de
 » *Beauvais*, pair de France ».

Il soutint que sa demande n'étoit pas susceptible de difficulté ; 1°. parce que le mari de sa cliente n'avoit jamais reçu l'ordre de la prêtrise ; 2°. parce qu'il n'étoit pas même diacre ; 3°. quand on supposeroit qu'il eût été diacre, & que le mariage fût interdit aux diacres par quelques décrets de l'église, il ne s'ensuivroit pas qu'on dût annuler celui dont il s'agit ; 4°. enfin, par l'article trente des articles secrets, donnés à Nantes, les mariages des prêtres mêmes sont autorisés.

Quant à la validité du mariage, M. le comte de *Beauvais* ayant reçu seulement la cérémonie du sous-diaconat, cette circonstance n'a pu l'annuler. C'est un fait que le pape *Urbain II* est le premier qui ait mis le sous-diaconat au nombre des ordres sacrés ; il est le premier qui ait permis à ceux qui en sont revêtus de servir à l'autel. Avant lui, l'église

General Notes

The following notes are taken from the
report of the Committee on the
Education of the Deaf and
Blind, and are intended to
show the progress of the
work of the Committee since
the last report was published.
The Committee has been
very busy in the past
year, and has accomplished
much of its work. It has
held several public hearings
on the subject of the
education of the deaf and
blind, and has received
many suggestions from
the public. It has also
held several private
hearings, and has received
many suggestions from
the deaf and blind.
The Committee has also
been very busy in the
past year, and has
accomplished much of
its work. It has held
several public hearings
on the subject of the
education of the deaf and
blind, and has received
many suggestions from
the public. It has also
held several private
hearings, and has received
many suggestions from
the deaf and blind.

porte, canon 1^{er}. que les diacres qui auront protesté, à leur ordination, qu'ils se réservent la faculté de se marier, s'ils se sont mariés ensuite, ne demeureront pas moins dans le ministère, puisque l'évêque le leur a permis. Mais, s'ils n'ont rien dit, dans leur ordination, continue le canon, ils seront privés du ministère; & encore, aujourd'hui, parmi nous, les diacres & les autres ministres ne font que tacitement le vœu de continence, en ne répondant rien à la déclaration que l'évêque leur fait. Il ne s'agit point-là, comme l'on voit, des sous-diacres.

Le troisième canon du concile de Nicée a pour objet de pourvoir à la pureté des ecclésiastiques, & s'exprime en ces termes : « le grand concile défend généralement que, ni évêque, ni prêtre, ni diacre, ni aucun autre clerc, ne puisse avoir de femme *sous-introduite*, *introducām habere mulierem*, si ce n'est la mère, la sœur, la tante, & les autres personnes qui sont hors de tout soupçon ». On nommoit femmes *sous-introduites*, principalement à Antioche, celles que les ecclésiastiques tenoient dans leurs maisons, par un usage que l'église condam-

[illegible]

Ainsi parloit *Saint Paphnuce* , quoique lui-même eût gardé la virginité ; car il avoit été nourri , dès l'enfance , dans un monastère ; & il étoit célèbre par son austère chasteté.

Le concile suivit son avis , & l'on ne fit point , sur ce sujet , de loi nouvelle ; c'est - à - dire , que chaque église conserva la liberté de suivre ses usages.

En effet la discipline n'étoit pas uniforme sur ce point. *Socrate* , qui rapporte ce fait , atteste qu'en Thessalie , on excommunioit un clerc qui habitoit avec sa femme , quoiqu'il l'eût épousée avant son ordination , & que la même coutume s'observoit en Macédoine & en Grèce : qu'elle étoit pareillement observée en Orient , mais sans que personne , pas même les évêques , y fût obligé par aucune loi ; en sorte que plusieurs évêques avoient eu des enfants de leurs femmes légitimes pendant leur épiscopat.

Mais *saint Jérôme* & *saint Epiphane* , plus anciens que *Socrate* , nous apprennent plus distinctement la différence de ces usages.

Saint Jérôme dit que les églises d'Orient , d'Egypte & de Rome p.

noient pour clercs des personnes qui avoient vécu dans la continence, & que, quand ils avoient des femmes, ils cessoient d'être leurs maris.

Voilà les trois grands patriarchats, Rome, Alexandrie & Antioche; car ce dernier étoit celui d'Orient.

Saint Epiphane dit que l'église excluait rigoureusement des ordres, les bigames, quoiqu'ils n'eussent épousé la seconde femme qu'après la mort de la première; que celui même qui n'avoit été marié qu'une fois n'étoit point admis aux ordres, s'il ne s'en abstenoit, principalement dans les lieux où les canons étoient strictement observés; car il avoue qu'en certains endroits, il y avoit des personnes engagées dans les ordres qui usoient du mariage. Cet usage, ajoute-t-il, n'est pas conforme à la règle, mais à la foiblesse des hommes qui se relâchent selon l'occasion, & à cause de la multitude des fideles, pour laquelle on manqueroit de ministres.

On peut donc dire que le célibat des clercs étoit plus généralement observé alors, qu'il ne l'est à présent, puisque la Grèce & tout l'Orient s'en sont relâchés depuis plusieurs siècles.

250 *Cardinal marié.*

Mais il suffisoit que l'usage n'en fût pas universel , pour empêcher le concile de Nicée d'en faire une loi universelle. Car , en ces tems-là , on ne faisoit pas des canons pour introduire de nouvelles pratiques qui pouvoient être mal observées , mais pour confirmer les usages qui étoient de tradition apostolique.

Tous ces monuments font foi que , non-seulement ceux qui étoient revêtus du sous-diaconat pouvoient se marier , mais ils prouvent même que ce grade ecclésiastique étoit alors inconnu.

En 721 , on commença à faire usage , dans l'église , de cette fonction. Un concile de Rome , tenu cette année-là , prononça anathème contre les prêtres & les diacres qui se marioient. Les sous-diacres qui se permettoient le mariage ne furent cependant pas enveloppés dans cet anathème.

Urbain II , qui vivoit dans le onzième siècle , & qui , par une constitution expresse , soumit les sous-diacres au célibat , sans cependant les ranger au nombre de ceux qui étoient revêtus d'ordres sacrés , voulut seulement qu'on les regardât comme initiés dans les ordres sacrés.

Lors donc que M. le comte de Beauvais a contracté mariage , il ne pouvoit pas être , & n'étoit pas , en effet , repoussé par un empêchement dirimant.

Mais , allons plus loin , & supposons que M. le comte de Beauvais ait reçu le diaconat , comment eût-il été inhabile au mariage , puisque dans la primitive église , cet ordre n'étoit pas un ordre sacré ?

Les diacres n'avoient alors d'autres fonctions , que celles de prêcher , d'expliquer l'évangile , & de baptiser en l'absence des évêques & des prêtres. Ces faits sont attestés par *Théodore* , liv. 15 , chap. 39 ; *Nicéphore* , liv. 14 , chap. 20 ; *saint Hilaire* , sur le psaume 67 , & *Paul* , diacre , chap. 10.

Actuellement même , on ne regarde pas le diaconat comme un ordre sacré parfait. Le sacerdoce , au contraire , a toujours été un ordre sacré parfait ; cependant il n'étoit pas autrefois regardé comme un empêchement dirimant du mariage. Les prêtres pouvoient se marier ; & ce n'est pas cette doctrine qui a divisé l'église grecque de l'église latine ; elles seroient bientôt réunies , même en conservant chacune leurs usages à

cet égard , si leur croyance ne différoit pas sur des objets plus essentiels.

Mais , allons plus loin , & supposons que quelques constitutions canoniques , ou quelques décrets de l'église aient défendu aux diacres & aux sous-diacres de se marier ; ces réglemens auroient prononcé la dégradation des ordres & la perte des bénéfices ; mais jamais ils n'ont prononcé la nullité des mariages.

M. le comte de Beauvais a donc pu se marier , sans blesser les loix fondamentales de l'église , sans choquer les canons des premiers siècles , & sans violer les institutions vraiment apostoliques. Son mariage est donc valide aux yeux de l'église qui , tout au plus , a pu le priver de la faculté d'exercer ses fonctions , le déposer , comme on parloit autrefois , de ses ordres , & le priver de ses bénéfices.

Mais les ecclésiastiques ont-ils donc le droit exclusif de faire des réglemens sur un contrat civil , dont les effets sont uniquement subordonnés aux loix de l'état , qui seul a pu les établir , & peut seul les régler & les protéger.

Voyons donc , relativement aux loix civiles , dans quelles circonstances M.

le comte de Beauvais a contracté son mariage. L'édit de Nantes fut donné, comme on l'a dit, au mois d'avril 1598, & enregistré au parlement le 23 Février 1599. Le roi, par cet édit, a imposé silence à ses procureurs généraux sur les mariages contractés par les prêtres & par les personnes engagées dans les ordres religieux; & a voulu, par plusieurs bonnes considérations, qu'ils n'en fussent recherchés ni molestés. Or le mariage du comte de Beauvais a été célébré le premier décembre 1564: il étoit donc antérieur à l'édit de Nantes; il doit donc, aux termes de cet édit, avoir son exécution.

Outre ces moyens du fond, il est, dans cette affaire, des fins de non-recevoir qui sont insurmontables. Ceux qui résistent aujourd'hui aux demandes de madame la comtesse de Beauvais, sont héritiers purs & simples de ceux qui ont signé le contrat de mariage & assisté à la célébration dont il a été suivi. Or il est de principe que l'héritier est tenu des faits de celui dont il a recueilli la succession. Ainsi messieurs de Chatillon, comme héritiers de leur oncle, ne peuvent être écoutés. Ils sont, indispensablement obligés de remplir

les engagements qu'il a contractés. Le contrat de mariage de madame la comtesse de Beauvais doit donc être déclaré exécutoire contre eux, comme il l'étoit contre leur père.

Mais il existe un obstacle à cette exécution pure & simple du contrat de mariage ; c'est l'acte du 23 avril 1572. Rappelions - nous les clauses du contrat de mariage de la comtesse de Beauvais. Il y est dit, qu'en cas qu'il n'y ait point d'enfants, le survivant aura le droit de prendre sous les meubles & acquêts, pour en avoir la moitié à titre de propriété, & la jouissance de l'autre moitié en usufruit seulement. Et en cas que M. le comte de Beauvais vint à prédécéder, le douaire de sa veuve devoit être confus dans cette donation.

L'acte du 23 avril 1572, au contraire, n'accorde à la comtesse, au profit de laquelle l'avantage de survie s'est trouvé ouvert, que la somme de 19572 liv. 9 sols 3 deniers tournois, à laquelle, est-il dit dans cet acte, se montoit la moitié des meubles, noms, raisons & actions appartenants à la succession du cardinal.

Cette somme lui fut payée, une

Carain : 77

portion en tenant : 1

suivant l'apprentissage :

entre les deux : 1

argent, total : 12 1/2

centieron : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

mon : 100 1/2

Pour cette somme , elle n'a reçu que les 19572 livres énoncées dans l'acte du 23 avril 1572 ; encore ne les a-t-elle reçues que pour la moitié des meubles , noms , raisons & actions qui appartenoient à la succession du feu comite de Beauvais.

D'après cet acte , il reviendrait donc encore à sa veuve une somme de 40427 livres 10 sols , 9 deniers , pour parfaire les 60000 liv. qui lui revenoient en propriété , d'après son contrat de mariage ; & en outre , l'usufruit des soixante autres mille livres. La lésion qu'elle a soufferte est donc énorme , & plus que suffisante pour opérer la restitution entre majeurs , à laquelle ils ont droit de recourir , pour peu que le tort qu'on leur fait , entame la moitié de ce qui leur appartient.

La veuve du cardinal *de Chatillon* avoit aussi obtenu des lettres de rescision contre la demande qu'elle avoit formée pour obtenir l'affiette de son douaire ; c'est-à-dire , qu'on lui assignât des biens fonds pour en assurer le paiement. Elle prétendoit que cette demande avoit été formée , de sa part , dans le tems qu'elle ignoroit les clauses de son contrat de mariage , & que le

succès de cette demande lui causeroit une lésion énorme.

En effet son contrat de mariage lui donnoit , comme on l'a dit , la propriété incommutable de la moitié de tous les meubles & acquêts qui se sont trouvés dans la succession de son mari , & la jouissance , en usufruit seulement , de l'autre moitié.

On se rappelle encore que l'inventaire fait après le décès de M. le comte de *Beauvais* a porté ces meubles & acquêts à 120000 liv. ; ainsi madame de *Beauvais* étoit propriétaire , sur cette somme , de 60000 livres.

Le douaire dont elle demandoit l'affrète , ne pouvoit s'entendre que du douaire coutumier ; parce que n'ayant pas son contrat de mariage en main , & ignorant ce qui y avoit été stipulé , relativement à son douaire , elle ne pouvoit que s'en rapporter à la coutume.

Or le douaire coutumier est accordé à la veuve , tant sur les héritages que son mari possédoit au jour des époufailles & bénédiction nuptiale , que sur ceux qui lui adviennent en ligne directe , pendant le mariage.

Mais , dans l'espèce actuelle , il est

constant que le feu comte *de Beauvais* ; à l'époque de son contrat de mariage , ne possédoit aucun héritage ; il avoit abandonné tout son patrimoine à ses frères ; & , depuis ce tems-là , il n'avoit recueilli , par succession , ni autrement , aucun fonds.

Etant donc absolument dénué des biens que la coutume a exclusivement grevés du douaire de la femme , & celle-ci n'ayant d'autre titre que cette loi , pour en obtenir un , son droit devenoit caduc par la loi même qui auroit pu l'autoriser à l'exercer.

D'ailleurs , quand le comte *de Beauvais* auroit laissé des biens , de nature à pouvoir alfeoir un douaire , sa veuve n'auroit , en qualité de douairière , qu'un simple droit d'usufruit sur la moitié seulement de ces biens.

Madame *de Beauvais* se trouve , par le fait , dans une circonstance bien différente. Son contrat de mariage , loin de lui accorder un douaire , lui interdit toute prétention à cet égard. Mais elle est bien dédommée de cette privation par la donation stipulée dans son contrat de mariage , qui la rend propriétaire d'un mobilier & d'acquêts considérables. Si elle n'avoit que la loi ,

les clauses ordinaires de son contrat de mariage , pour garant de son douaire , il seroit caduc , puisqu'il ne se trouve point de biens de la nature de ceux qui y sont exclusivement affectés. Mais , au lieu de ce gain de survie , elle est propriétaire de la moitié des biens qui en sont grevés , & elle a l'usufruit du reste.

La demande qu'elle a formée , à fin d'*affiette de son douaire* , lui causeroit donc , si elle n'étoit pas écartée lorsqu'elle en demande la réformation , une lésion énorme , puisque cette lésion seroit du tout au tout. Elle obtiendrait un douaire , qui ne seroit qu'un vain nom , puisqu'il n'existe rien sur quoi elle puisse le faire valoir ; & , pour obtenir ce droit illusoire , elle perdrait une propriété & un usufruit inévitables.

Mais l'énormité de cette lésion n'est pas le seul motif qui autorise la comtesse de Beauvais à demander que la justice s'en relève. Il faut en découvrir une autre , & cette cause est la fraude & la violence.

Aussi-tôt après la mort du cardinal l'amiral son frère , s'empara , sur champ , de tous les meubles , titres &c.

papiers de la succession. Quelque tems après , madame la comtesse de *Beauvais* fut enlevée par les sieurs *Titon de Grassai & de Sacé* , qui la dépouillèrent , non-seulement de ses effets , mais de ses titres & papiers , au nombre desquels étoit le contrat de mariage , qui fait le titre des droits de cette veuve. Privée de ce titre , elle n'a pu les connoître , elle n'a pu les faire valoir , & cette ignorance l'a induite à faire les actes que l'on a voulu , & à former les demandes qu'elle a cru autorisées par le droit commun , auquel son contrat de mariage avoit cependant dérogé en sa faveur. Elle l'a enfin recouvré , ce contrat de mariage ; mais elle doit cette découverte au plus heureux hasard (1).

L'erreur est donc la cause de la demande en assiette de douaire. Or l'erreur étant une cause de restitution , il est évident que madame la comtesse de *Beauvais* doit réussir dans les demandes en restitution qu'elle a formées.

M. du Moulin , petit neveu du célèbre *Charles du Moulin* , plaida contre

(1) On n'expliquoit point quel étoit ce hasard , qui avoit opéré cette découverte.

la veuve du cardinal. Voici les quaires
qu'il donna aux parties : elles forment
un contraste singulier.

« Je parle , ou il , pour tres haute
» & tres - puissante dame , madame
» *Marguerite d'Ang* , veuve et meurt
» *François* , comte de *Cognac* , ne
» de *Chailion* , au nom de comte de
» rice des enfants mineurs de
» feu sieur de *Cognac* , qui estoit
» ritier de feu meurt *Ours de Cognac* ,
» cardinal-diaque de la sainte eglise
» maine , d' de *Chailion* , de l'ile
» de *saint Adrien* , archeveque de *Tou-*
» louse , eveque de comte de *Beauvais* ,
» pair de France , abbe des abbayes de
» *saint-Lucien-de-Beauvais* , *saint-Ger-*
» *mer* , *Fontaine-Jean* , *saint-Jean-de-*
» *Sens* , *Vauvillain* , *saint-Benoit* ,
» *Kimperlai* , *saint-Everre* , *saint-*
» *Epore* , *saint-Benoit-sur-Loire* , *Le-*
» *rières* , *Conches de Benneval* , &
» prieur des prieures de *saint-Lucien-*
» *de-Beauvais* & de *France*.

« Comte *Isabelle de Hauteville* ,
» dame de *Lore* , le disant veuve du
» cardinal de *Chailion* ».

Il conclut , « a ce ordi par la
» cour , evocant le premier , &
» faisant droit , attendu que...

» sire *Odet de Coligni* a été ordonné
 » diacre le 6 septembre 1534 , qu'il
 » étoit , à son décès , cardinal-diacre
 » de la sainte église romaine , du titre
 » de *saint-Adrien*, archevêque , &c. dé-
 » clarer nul & de nul effet les contrats
 » de mariage & mariage prétendus ac-
 » cordés & faits entre ledit défunt car-
 » dinal de *Chatillon* , & la demoiselle
 » de *Hauteville de Loré* , & dire qu'il
 » n'y a jamais eu de mariage. Déclarer,
 » en tant que de besoin, l'instance com-
 » mencée à la requête de la dame de
 » *Loré* , le 17 novembre 1581 , &
 » qu'elle a ressuscitée au mois de mai
 » 1602 , périmée , & l'action que la
 » dame de *Loré* prétend exercer contre
 » les héritiers du feu cardinal de *Cha-*
 » *tillon* , prescrite ; par conséquent ,
 » elle-même non-recevable dans toutes
 » ses demandes , avec dépens ».

Cette cause , dit-il , présente , sans
 doute , des faits tellement extraor-
 dinaires , qu'ils sont presque incroya-
 bles. Cependant , quant au droit , elle
 est fort simple. Le cardinal de *Chatil-*
lon , archevêque de Toulouse , évêque
 de Beauvais , a-t-il pu épouser la dame
 de *Loré* ; l'a-t-il , en effet , épousée ?
 Voilà toute la question ; voilà , du

~~CONFIDENTIAL~~

moins, que à l'origine de notre
subordination à l'État, à la loi, à la discipline,
à la hiérarchie, ou à tout ce qui constitue
l'ordre social, et que, si l'individu n'est
pas libre, il n'est pas homme. C'est pourquoi
la liberté est la base de toute civilisation, et
la base de toute justice. C'est pourquoi
la liberté est la base de toute prospérité,
de toute prospérité nationale, de toute
prospérité humaine.

L'acte de N. de Saint-Étienne
 être accepté par le pape
 et le cardinal. C'est le pape qui
 les a donc vus à l'église de
 Liban des pères de la doctrine
 de la science, et qui a été
 maxime de l'acte de la science
 seroit impossible de faire que le
 rige des pères de la science
 dans l'église de la science, et
 grecque, de la science de la science
 siècles. Une fois de la science
 cette science est la science de la science,
 auquel se fait, par la science de la science,
 le cardinal de la science de la science
 parmi les pères de la science de la science
 assemblée.

D'ailleurs les jeunes sont très attachés au service de Dieu et à l'école. Ils gardent de tout cela, la plus précieuse éducation, la plus importante formation.

Ils ont reçu , au contraire , un caractère sacré , qui les tient séparés du reste des hommes ; caractère qui ne s'efface jamais , dans quelque circonstance que se trouve celui qui en est revêtu.

Ainsi , en supposant que le cardinal *de Chatillon* se fût réellement marié , ce mariage seroit absolument nul , étant pros crit par la discipline de l'église.

Madame *de Loré* implore , en sa faveur , l'article 11 des articles secrets de l'édit de Nantes , par lequel le roi a défendu à ses procureurs généraux de rechercher les mariages ci-devant contractés par les prêtres & par les personnes religieuses.

Mais cet article n'a point d'application à l'espèce. Il parle des prêtres & des personnes religieuses , sans rien dire des évêques & des cardinaux. Or *M. de Coligni* étoit archevêque de Toulouse , il étoit évêque de Beauvais , il étoit cardinal enfin ; il étoit universellement reconnu pour tel , il en faisoit toutes les fonctions , & en portoit l'habit. Sa prétendue veuve ne peut donc pas invoquer une loi dont la faveur ne s'étend pas sur elle.

Mais , dans le fait , le cardinal *de Chatillon*

CORINA NARRA. 57

CORINA. On avoit-il contracté mariage ?
quelles preuves rapporte-t-on de ce
mariage ? On n'entra pas dans
le détail de ces choses, mais
seulement pour établir la vérité, et
il suffit de mettre sous le sceau de
la vérité celle dont la probabilité
puisse la qualité, dont on a
à jamais été marquée.

Elle ne rapporte

qu'il a été écrit par

un de la religion

que contient cette

marque, mais il est

un acte de la

religion de la

et de la religion

de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

et de la religion de la

266 *Cardinal marié.*

la validité du prétendu contrat du premier décembre 1564, l'action qui en résulteroit au profit de la dame de Loré, seroit toujours prescrite.

Que réclame-t-elle ? des meubles & des acquêts ?

A la vérité la coutume de Paris n'a point établi de prescription particulière au sujet des actions mobilières : mais son silence est suffisamment suppléé par le droit romain , qui fixe la prescription de ces actions à trois ans. En effet aux termes de l'article 113 de cette coutume , tous héritages & rentes se prescrivent par une possession de dix années , avec titre , bonne-foi , & sans trouble. Or , il seroit ridicule d'exiger un aussi long espace de tems pour la prescription des meubles , *quorum villi est possessio* , que pour la prescription des immeubles , dont la loi fait tant d'usages.

En appliquant ces principes à la cause , il est évident que la prescription qui repousse l'action de madame de Loré , est invincible.

En effet , le cardinal est mort le 1^{er} février 1571. Sa prétendue veuve a transigé avec l'amiral de France son héritier , le 23 avril 1571 :

Cardinal de Richelieu.
30 septembre 1581 : ce qui fait un
laps de tems de plus de neuf ans. Elle
a donc eu d'abord une prescription de
trois années, qui a même été plus que
doublée.

Elle ne peut pas opposer, contre
cette prescription, un exploit qu'elle
a fait donner le 12 mai 1602. D'un
côté, la prescription de trois ans, étoit
doublement acquise dès 1581 ; à plus
forte raison l'étoit-elle en 1602 ?

D'un autre côté, tout le monde
sait que, quand on a laissé passer trois
ans sans suivre une action intentée,
elle est prescrite, l'on ne peut plus
faire usage de l'exploit qui l'a intro-
duite, c'est ce qu'on appelle *peremption*
durante.

Or, c'est le cas où se trouve l'action
que poursuit aujourd'hui madame de
Lore. Elle a gardé le silence depuis
1581, jusqu'en 1602 : son action étoit
donc prescrite, & beaucoup au-delà.
Mais la prescription & la *peremp-*
tion cessent de réunir pour la
preuve du cardinal de Richelieu.

M. l'Avocat Général.

alors la parole , & dit que la solution des difficultés qui se présentoient dépendoit d'une question d'état qu'il falloit d'abord éclaircir ; parce que c'est de sa décision que dépend celle de sçavoir si la demande de la soi-disante veuve doit être admise , ou si elle doit être rejetée.

Isabelle de Hauxeville prétend être veuve d'*Odet de Coligni* ; & en cette qualité , elle demande l'exécution des conventions stipulées entre elle & son prétendu mari , par le contrat du premier décembre 1564 , passé en présence , & du consentement des frères mêmes de celui avec lequel elle contractoit.

Elle ajoute qu'elle a long-tems ignoré la teneur de ces conventions , parce que l'acte passé sous signature-privée étoit entre les mains de personnes puissantes qui le recéloient , & de qui elle n'auroit pu avoir raison , attendu leur crédit , auquel il étoit impossible de résister.

Cette ignorance l'a induite à former des demandes beaucoup inférieures à ses véritables droits. Elle a cru devoir adopter les clauses que la coutume de Paris fournit à ceux qui n'ont point fait

de contrat de mariage , tandis qu'elle en avoit un qui lui donnoit des droits bien supérieurs à ceux que cette coutume lui auroit déferés , si elle avoit été réduite à se soumettre aux seules règles fixées par le droit municipal. Mais ces demandes étant le fruit d'une erreur , qu'on ne peut lui imputer , puisqu'elle ne provient que du fait d'autrui , elle prétend qu'elles doivent être regardées comme non - avenues , & qu'on doit la considérer comme n'ayant formé que celles que son contrat de mariage l'autorise à former.

D'un autre côté, la dame de *Chatillon* prétend qu'*Isabelle de Hauteville* est non-recevable , tant parce que son action est prescrite , que parce qu'elle a laissé acquérir la péremption d'instance contr'elle.

Quant au fond , elle soutient qu'il n'a pu exister de mariage entre le cardinal de *Chatillon* & la demoiselle de *Hauteville*.

Il faut convenir que *Odet de Coligni* fut promu au cardinalat par le pape *Clément VII* , sous le titre de *cardinal-diacre*. *Paul III*, successeur de *Clément*, lui donna un indult , daté du 8 novembre 1534 , qui prouve que ce car-

dinal avoit assisté à son élection , & qui lui permet de retourner en France , *comme pouvant y être plus utile au siège apostolique , qu'il n'eût été en demeurant au consistoire de Rome.* Cet indult est rapporté en bonne forme , & l'on y voit qu'*Odet de Coligni* y est qualifié *cardinal-diacre.*

Il est notoire que , depuis ce tems , il a été promu à l'évêché de Beauvais , qu'il en a eu les provisions , & qu'en conséquence , il a eu séance au parlement , en qualité de *pair* , qualité qui ne pouvoit dériver que de celle d'évêque , comte de *Beauvais.*

On sçait que , dans les grandes maisons , quand il y a plusieurs enfants , on en consacre ordinairement un à l'église , & on le détermine , quand il est pourvu de bénéfices , à abdiquer sa portion héréditaire en faveur de ses frères , qui sont destinés à perpétuer la famille & à en soutenir l'éclat. *Odet de Coligni* s'est conformé à cet usage ; & , par acte de 1544 , passé entre lui & ses frères , *Gaspard & François* , il a fait , à leur profit , cession & abandon , tant des successions à venir de ses père & mère , que de celle de *Pierre de Coligni* , son frère aîné .

LE DUC DE BOURBON.

Le duc de Bourbon, qui étoit le plus
grand seigneur de France, étoit
allé en Italie, & étoit revenu
à Paris, le 15 Mars 1644.

Tous ces faits font voir, que
le duc de Bourbon n'étoit pas
un homme de bien, & qu'il
n'étoit pas un homme de bien.
Il étoit un homme de bien,
mais il étoit un homme de bien.

Mais ce n'est pas tout. Le
duc de Bourbon étoit un homme
de bien, & étoit un homme
de bien. Le duc de Bourbon
étoit un homme de bien, &
étoit un homme de bien. Le
duc de Bourbon étoit un homme
de bien, & étoit un homme
de bien. Le duc de Bourbon
étoit un homme de bien, &
étoit un homme de bien.

Le duc de Bourbon étoit un
homme de bien, & étoit un
homme de bien. Le duc de
Bourbon étoit un homme de
bien, & étoit un homme de
bien.

ce n'est pas seulement de celle du peuple , mais de celle du parlement même , qui ne lui eût pas permis de prendre place dans cette compagnie , en qualité de pair ecclésiastique. Cette dignité est exclusivement & essentiellement réservée aux évêques.

Mais quand , par indulgence , ou pour d'autres considérations particulières , on auroit souffert qu'il eût joui de cet honneur , dans l'espérance qu'il acquerrait , dans peu , le caractère qui en fait la base , auroit-il pu le conserver aussi long-tems , & aussi tranquillement qu'il l'a conservé , s'il n'eût été prêtre , ou s'il n'eût fait acte de prêtre ?

En effet , ou il l'a été réellement , ou il s'est fait passer pour tel. S'il s'est dit prêtre , ou s'il a feint de l'être , il en faut juger comme d'un certain grec dont parle *Nicolas I* , écrivant aux Bulgares , chap. 14 de son épître. Ce grec avoit supposé qu'il étoit prêtre : on l'avoit cru ; & , sur cette croyance , il avoit exercé toutes les fonctions du sacerdoce. Les Bulgares avoient décidé que tous les actes qu'il avoit faits comme tel , étoient nuls , & l'avoient même condamné à perdre le nez & les

oreilles. Le pape , au contraire , jugea qu'il falloit regarder tous ces actes comme aussi bons & aussi efficaces que , si celui de qui ils étoient émanés , eût eu le caractère requis pour les exercer.

M. *Servin* établit ici , pour règle , que , quand un laïque a eu le secret de se faire passer pour prêtre , ou pour évêque , s'il a fait quelques actes attachés au sacerdoce ou à l'épiscopat , il a certainement commis un faux ; mais ce faux le regarde personnellement & ne doit pas se communiquer aux actes émanés de lui. On doit , au contraire , supposer qu'il étoit ce qu'il paroïssoit être ; & cette fiction est nécessaire , pour prévenir le scandale , & ne pas effrayer les consciences de ceux qui ont été les témoins , ou les objets de ces actes , qui l'ont vu porter l'habit de cardinal , prendre séance comme évêque & pair , dans un lieu où cette séance ne s'accorde jamais qu'à des évêques sacrés.

Or si l'on doit réputer légitimes les actes qu'il a faits comme prêtre , & leur donner le même effet , que s'il l'eût véritablement été , on doit pareillement admettre la fiction qu'il l'a été

quand il a siégé , & quand il a jugé dans un tribunal , où il ne pouvoit être admis qu'autant qu'il étoit , ou qu'il étoit réputé être évêque , & , à plus forte raison , prêtre. Toute fiction légale , comme celle-ci , doit imiter la réalité ; c'est une des maximes fondamentales de notre droit. Par conséquent *Odet de Coligni* étant réputé prêtre , & tout ce qu'il a fait en cette qualité étant réputé valable , on doit aussi le regarder comme incapable de tous actes interdits à ceux qui sont revêtus du sacerdoce & de l'épiscopat : il doit même être censé avoir été persuadé , lui-même , de cette incapacité ; parce que , tant qu'il a été réputé prêtre , & tant qu'il s'est donné pour tel , tant qu'il en fait les fonctions , & tant qu'il en a reçu les revenus ; en un mot , tant que les fidèles ont été induits , par sa propre conduite , à lui accorder une place éminente dans le clergé , on ne peut pas croire qu'il voulût se rendre coupable d'un schisme , ni même d'un scandale , en cohabitant avec une femme *sous-introduite* , pour entreprendre ensuite de la faire appeller sa femme ou son épouse , contre la doctrine qu'il avoit toujours pratiquée , & que ses

confrères , prêtres & évêques comme lui , n'ont jamais cessé de maintenir & de pratiquer.

Ainsi , en se bornant à déclarer qu'il n'y a point en de mariage avec la concubine , c'est la tournure la plus favorable que l'on puisse donner à une affaire de cette nature , vu le scandale qu'a causé la conduite d'un pair de France , d'un évêque , d'un cardinal enfin. Ce n'est pas que l'on pût juridiquement lui faire son procès , pour raison de son changement de religion , les édits de pacification , qui étoient alors en vigueur , impliquaient silence sur cet objet.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'il avoit été promu à la dignité de cardinal , qu'il avoit reçu , ou étoit réputé avoir reçu l'ordre de la prêtrise , & que c'est en tant qu'auteur qu'il pourroit les revenus immenses attachés aux bénéfices dont il avoit eu pourvu. Il étoit les fonctions de son office , au moins à jouir des profits & des honneurs attachés qu'il avoit acquis. Il étoit donc avec l'ordre de la prêtrise comme un laïque , et il faut remarquer qu'il n'étoit point accompagné de sa femme.

& comme un brigand, qui possédoit des biens & percevoit des revenus qu'il sçavoit bien ne pas lui appartenir.

On ne pourroit alors lui imputer ce crime, sans le mettre au rang de ces imposteurs & de ces faussaires qui, se disant prêtres, & feignant une qualité qu'ils n'ont point, s'ingèrent de célébrer & de consacrer, sans avoir eu l'imposition des mains & l'ordination, comme J. C., ses apôtres, & les pères qui composoient le concile de Nicée l'ont ordonné.

C'est donc la moindre punition qu'on puisse lui infliger, si c'en est une, que de juger qu'il n'a pas eu la liberté de se marier, & de lui épargner celles que méritent les imposteurs & les faussaires dont on vient de parler.

Or, on ne peut trop le répéter ; il est certain que le cardinal de *Chatillon* s'est dit prêtre, & que le parlement a présumé qu'il avoit reçu la consécration épiscopale ; autrement il ne lui auroit certainement pas accordé une place entre les pairs, place exclusivement réservée à un sujet véritablement revêtu de l'épiscopat. Le cardinal de *Chatillon* a fait plus ; il étoit tellement persuadé lui-même qu'il avoit toutes

Carnegie Library

les qualités requises pour cette place, & s'y maintient avec une honneur hautement mérité. On ne peut que louer la prudence de sa conduite.

Mais, lorsque l'on se trouve
 dans une situation où l'on ne
 peut pas se défendre, on est
 obligé de se résigner à ce
 qui se passe. C'est la seule
 manière de survivre.

[illegible][illegible]

Il fait cette observation à l'occasion de l'histoire de *saint Urbice*, évêque de Clermont en Auvergne, qu'il raconte, liv. 1, chap. 39.

Le premier évêque d'Auvergne ; dit-il, après *Stremonius*, fut *Urbice*, qui étoit sénateur. Sa femme & lui se convertirent à la religion chrétienne. *Suivant la coutume observée dans l'église*, la femme quitta la compagnie de son mari, quand il fut prêtre, & vécut dans la piété. *Quæ juxta consuetudinem ecclesiasticam, remota à consortio sacerdotis, religiosè vivebat.* Ils n'étoient occupés, l'un & l'autre, que de la prière, des charités & des bonnes œuvres.

Pendant qu'ils étoient ainsi livrés à la piété, l'ennemi du genre humain, qui ne cesse de faire la guerre aux saints, s'adressa à la femme, lui inspira le desir de la compagnie de son mari. Poussée par sa passion, elle va, la nuit, à la maison épiscopale ; elle frappe à la porte, en disant : « prêtre, jusqu'à » quelle heure dormirez-vous donc ? Jus- » qu'à quand votre porte fera-t-elle » fermée ? Pourquoi méprisez-vous » votre épouse ? Pourquoi fermez-vous » l'oreille au précepte de *saint Paul* ?

» Revenez l'un à l'autre, dit-il, crainte
» que *Satan* ne vous tente. Je reviens
» à vous; ce n'est pas à un étranger;
» c'est mon bien quelle demande ». Ces
discours, & plusieurs autres, qui durè-
rent assez longtems, relâchèrent l'austère
vertu du saint prêtre. Il admit sa fem-
me dans son lit, & , après avoir satis-
fait la passion qui l'avoit engagée à faire
cette démarche, il la renvoya. Revenu
à lui-même, & pénétré de douleur
pour la faute qu'il venoit de commettre,
pour en faire pénitence, il se retira
dans un monastère de son diocèse, &
ne revint dans la ville épiscopale qu'a-
près avoir lavé son péché dans les lar-
mes, accompagnées de gémissements.
Cet oubli de ses devoirs donna nais-
sance à une fille, qui passa sa vie dans
l'état religieux (1).

(1) *Apud Arvenos, post Stremonium episco-
pum predicatoremque, primus episcopus Urbi-
cus fuit, ex senatoribus conversus, uxorem ha-
bens, quæ, juxta consuetudinem ecclesiasti-
cam, remota à consortio sacerdotis, religiose
vivebat. Vacabant ambo orationi, elemosynis,
atque operibus bonis. Cumque hæc agerent,
livor inimici, qui semper est amulus sanctitati,
commovetur in feminam, quam in concupiscenti-
am viri succendens, novam Evam fecit. Nam
succensa mulier à libidine, operata peccati tenebris,*

On peut objecter , il est vrai , que le célibat des ecclésiastiques est de droit positif , & que cet usage est , par conséquent , sujet à variation. On peut même fonder cette objection sur des faits.

Gelase de Cyfique , qui nous a conservé les actes du concile de Nicée , rapporte que quelques membres de cette assemblée proposèrent un canon , portant défense à tous ecclésiastiques , évêques , prêtres , diacres ou sous-diacres d'habiter avec leurs femmes. Mais *Paphnucius* s'éleva contre cette proposi-

pergit ad domum ecclesiæ per tenebras noctis: Cumque obserata omnia reperisset , pulsare fores ecclesiæ domûs capit , ac voces hujusmodi dare : quousque , sacerdos , dormis ? Quousque ostia clausa non reseras ? Cur conjugem spernis ? Cur , obduratis auribus , Pauli præcepta non audis ? Scripsit enim : revertimini ad alterutrum , ne tentet vos Satanas. Ecce ego ad te revertor , nec ad extraneum , sed ad proprium vas recurro. Hæc & his similia diu clamanti , tandem sacerdotis tepescit religio. Jubeat eam cubiculo intromitti , ususque concubitu ejus , discedere jubet. Dehinc tardius ad se reversus , & de perpetrato scelere condolens , acturus pœnitentiam , diœcesis suæ monasterium expetit. Ibique cum genitu ac lachrymis quæ commiserat diluens , ad urbem propriam est reversus . . . Nata est , ex hoc concepta filia , quæ in religione permansit.

tion ; & ce n'étoit pas l'intérêt personnel qui lui inspiroit son opposition ; il n'étoit point marié , & , dès son enfance , il avoit passé toute sa vie dans un monastère. Il représenta qu'un mari qui s'abstenoit de toute autre femme , que de la sienne , observoit une continence bien louable , & qu'au reste , on ne devoit point séparer ceux que Dieu avoit joints. Cette réflexion fit rejeter le canon proposé.

Mais on a mis en question si le discours de *Paphnucius* regarde les évêques & les prêtres mariés , tant avant , qu'après l'ordination. Le plus grand nombre des sçavans pense qu'il n'a entendu parler que de ceux qui étoient engagés dans le mariage , avant leur ordination ; & , en effet , les expressions de *Gelase de Cysique* semblent conduire à cette opinion ; & voici une observation qui autorise cette façon de penser.

Peu de tems après le concile de Nicée , il s'en tint un provincial à Arles. Ceux qui composèrent ce dernier avoient encore la mémoire toute récente de ce qui s'étoit passé à Nicée , & connoissoient l'esprit qui avoit animé les pères de ce concile général. Ils firent

un canon conçu en ces termes : *assumit aliquem ad sacerdotium in vinculo conjugii constitutum , nisi fuerit premissa conversio , non oportet.* -

Comment doit - on prendre ces expressions ? Doit-on les entendre suivant le sens des pères , qui déférèrent à l'avis de *Paphnucius* , en abandonnant au libre arbitre des prêtres de s'abstenir de leurs femmes , ou d'en user ; ou en leur imposant la nécessité d'une rigoureuse abstinence , *eam habeas , quasi uxorem non habeas* ?

Salvien , qui vivoit environ un siècle après le concile de Nicée , & qui avoit toujours observé la continence , quoique marié , se récrioit cependant contre ceux qui défendoient de faire usage du mariage. *Dum licita non faciunt , disoit-il , illicita committunt.* Il ajoute ensuite : *vos qui opus honesti matrimonii reliquistis , à scelere abstinete. Peccata interdixit Deus , non matrimonia. Non est ita conversio , sed aversio.* Cette dernière phrase explique assez clairement ce qu'on doit entendre par le mot *conversio* , employé dans le canon du concile d'Arles , qui fut tenu du vivant même de *Salvien*.

En effet , les pères du concile de

Nice ont bien interdit à tous les mem-
bres du clerge d'avoir, avec eux, une
femme étrangere, ou sous inroadite.
Mais il y a bien de la difference entre
une femme mariée & une femme sous
inroadite. L'une est de la maison & est
legitime; l'autre est étrangere & ille-
gitime.

Ainsi, quand le concile de Nicee a
dit des femmes inroadites, c. a. ca
est objet de defendre aux Clercs la
maison & l'adultere, mais non pas
le mariage.

Les empereurs Honorius & Theodose,
par une loi, publiée sous leur nom en
451, ont adopté cette discipline. Or
par cette loi, que les évêques de
ce premier, avec eux, des em-
pêcheres, qu'ils appelloient en
celle (1). Pour anéantir un usage aussi

les Paens qui, sans se marier, vi-
voient avec des concubines, qu'ils appelloient
sous leurs mains, pour couvrir à
ce mariage, les évêques ont
dit que par Marie de Guadalupe
qui ont été les évêques de la
ville, en ont une source d'innocence.

Parce que, & par ce, que

La même, par ce, que

par ce, que

Par ce, que, l'abbé, que

scandaleux , ces princes ont défendu à tout clerc d'avoir chez lui aucune fem-

Uxorem Themison ? Habet sorores.

Id. Lib. 12 , Epigr. 20.

Ce déguisement fut adopté par ceux des membres du clergé qui , voulant conserver l'honneur du célibat, ne vouloient cependant pas se soumettre à une continence rigoureuse. Les larcins amoureux qu'ils pouvoient se permettre exigeoient des précautions gênantes , & les mesures les mieux concertées pouvoient échouer contre des accidents imprévus. On imagina de cacher , sous les dehors de la piété même , les défordres auxquels on vouloit s'abandonner sans contrainte.

On vit alors des filles & des veuves qui , sous prétexte de se vouer au célibat , renonçoient publiquement au mariage , pour faire profession publique de chasteté. Se croyant , par ce vœu solennel , à l'abri de tout soupçon , elles alloient demeurer chez des ecclésiastiques , qui les appelloient *agapètes* ; c'est-à-dire , *bien-aimées* ; ce qui , dans leur intention , ne devoit s'entendre que de l'attachement qui lie ceux que la piété & la charité rassemblent.

Les diaconesses , qui faisoient profession de chasteté , & auxquelles leur état en faisoit même un devoir stricte , se mirent aussi dans l'usage de prendre avec elles des *agapètes* ou des *bien-aimés*.

Pour donner à ces unions une apparence de tout désintéressement charnel , les clercs se mirent à donner à leurs *agapètes* le nom de

me, autre que sa mère, sa sœur ou sa fille; parce que la loi naturelle ne permet pas, & les diaconesses appellèrent les leurs frères.

Ces associations ne pouvoient manquer de devenir scandaleuses, & elles le devinrent en effet. *Agapetas amplius quarunt*, disoit saint Jérôme, *quàm Christum*.

Les choses furent enfin poussées au point; que l'on n'entendit, dans l'église, qu'un cri contre cet abus, de la part des pères, des conciles & des législateurs. « Qui est-ce qui » a introduit parmi les ecclésiastiques, s'écrie » saint Jérôme, dans son épître à *Eustochius*, » de *custodiâ virginali*; qui est-ce qui a introduit parmi les ecclésiastiques, la peste des » *agapètes*? D'où est venu ce nouveau nom, » donné à des épouses avec qui l'on n'est pas » marié; ou plutôt d'où est venue cette nouvelle espèce de concubine? Mais pourquoi » ménager les termes? D'où viennent ces » prostituées, qui ne sont cependant attachées qu'à un homme à la fois, qui demeurent avec lui dans la même maison, dans la même chambre, & couchent souvent dans le même lit? On nous reproche d'être » soupçonneux, parce que nous témoignons » de l'inquiétude sur ces sortes d'associations. » Un frère méprise sa sœur, parce qu'elle » s'est vouée au célibat; une sœur quitte son frère pour la même raison; mais elle recherche un frère étranger. Et, sous prétexte de se concerter, pour procurer aux autres une consolation spirituelle, ils se procurent à eux-mêmes une conjonction charnelle ». Mais il faut voir le texte. *Unde*

Il résulte, de tout ceci, d'abord, que l'on recevoit, dans le clergé, indistinctement, ceux qui étoient mariés, comme ceux qui ne l'étoient pas. Nous voyons même que les législateurs s'occupoient du sort des femmes des prêtres.

Par une loi de *Théodose & de Valentinien*, donnée en 434, & qui se trouve au code de *Justinien*, L. 20, de *episcop. & cleric.* & dans le code *Théodosien*, L. unic. de bon. cleric. & monach. ces princes ont mis les femmes des prêtres, des diacres & des sous-diacres, au nombre des héritiers de leurs maris, quand ils décéderaient sans avoir testé. Elles sont préférées aux églises ou aux monastères, auxquels ces biens passaient, faute de testament ou d'héritiers du sang. Leurs enfants étoient aussi, par préférence, appelés à leur succession. *Si quis episcopus aut presbiter, aut diaconus, aut diaconissa, aut subdiaconus, vel cujuslibet alterius loci clericus aut monachus, aut mulier quæ solitaria vita dedita est, nullo conditogitimum meruere conjugium. Neque enim clericis incompetenter adjunctæ sunt, quæ dignos sacerdotio viros suâ conversatione fecerunt. L. 19, cod. de episcop. & cleric.*

testamento

*testamento decesserit , nec ei parentes
utriusque sexûs , vel liberi , vel si qui ag-
nationis , cognationisve jure junguntur ,
vel uxor extiterit , bona qua ad eum per-
tinerint , sacro - sancta ecclesia , vel
monasterio cui fuerat destinatus , omni-
fariam socientur , &c.*

Les femmes & les enfants des ec-
clésiastiques sont affranchis , par la loi
10, *cod. Theodos. de episc. eccles. &
cleric.* des impôts & autres charges dont
le clergé étoit exempt. Ce qui est con-
firmé par la loi 14 du même titre.

Il est donc évident que l'ordre & le
mariage ne sont pas essentiellement in-
compatibles , puisqu'on ne faisoit pas
de difficulté d'ordonner ceux qui étoient
mariés , & qu'on ne leur faisoit pas un
crime d'habiter avec leurs femmes ; au
contraire , les textes qui viennent d'être
rapportés en contiennent l'autorisa-
tion expresse.

Voici encore une preuve que ces
deux sacrements n'étoient pas incom-
patibles. Les personnes mariées pou-
voient être promues aux ordres ; mais
celles qui étoient dans les ordres pou-
voient-elles se marier ? Écoutons *Jus-
tinien* , dans la nouvelle 6 , chap. 5.
Après avoir défendu d'admettre à l'état

ecclésiastique ceux qui avoient épousé deux femmes , ou qui étoient actuellement mariés en secondes noces , ou qui avoient épousé une veuve , ou une femme répudiée par son mari ; il ajoute que , si un prêtre , un diacre ou un sous diacre se marie , ou prend une concubine , soit publiquement , soit secrètement , il est , à l'instant , déchu de son ordre , & placé dans la classe des simples particuliers. *Si autem aliquis presbyter aut diaconus , aut subdiaconus postea ducat uxorem , aut concubinam , aut palàm , aut occultè , sacro statim cadat ordine , & deinceps idiota sit.* Le mot *postea* (dans la suite) doit-il donner à entendre que ceux qui se marioient auparavant , quoique décorés de ces ordres , le pouvoient faire légitimement & impunément , ou la prohibition est-elle uniquement relative à l'avenir , sans aucun rapport au passé ?

Mais , avant d'examiner cette question , observons que l'empereur *Léon* , dans sa soixante-dix-neuvième nouvelle , trouve fort mauvais que *Justinien* ait réduit à l'état laïque des personnes qui étoient dans les ordres sacrés. « Ce qui » a été une fois dédié au Seigneur , dit-il , ne peut plus cesser de l'être. Si

» cette règle est vraie par rapport aux
 » choses données pour son culte , elle
 » doit l'être , à plus forte raison , pour
 » les hommes qui lui sont consacrés par
 » les saints ordres qu'ils ont reçus ;
 » quand même il arriveroit , ce qui n'est
 » que trop ordinaire , que se laissant
 » aller à quelque péché , ils méritassent
 » d'être dégradés d'un état , qu'ils n'a-
 » voient embrassé que dans la résolution
 » d'y vivre avec honnêteté. Nous sou-
 » mes donc bien éloignés d'approuver
 » l'opinion d'un ancien législateur , qui
 » a déclaré que tout prêtre , diacre ou
 » sous diacre qui se mariera après son
 » ordination, doit être totalement chassé
 » du clergé , & remis au nombre des
 » laïques. Nous annullons cette loi , &
 » ordonnons que ceux qui tomberont
 » dans cette faute , soient dégradés de
 » l'ordre qu'ils avoient reçu avant leur
 » mariage ; & , sans qu'il soit besoin
 » de les chasser du clergé , ils seront
 » assez punis , si on les relegue dans un
 » ordre où l'usage du mariage n'est pas
 » défendu » (1)

(1) Que fœdus deo dedicata sunt , ea deinceps
 sacri aut. spiritus sancitum est ; leges
 aut. fœdus in omnia , verum aut. et
 magis ad homines , qui per fœdus

On peut , au reste , observer que ces loix n'annulent pas les mariages contractés par les clercs ; on les déclare dégradés , mais on laisse subsister leurs mariages ; en sorte qu'il semble que c'est plutôt le mariage qui porte atteinte à l'ordre , que l'ordre n'en porte au mariage.

Cette observation est confirmée par la discipline que les conciles mêmes ont établie. Le concile de Néocésarée , tenu en 315 , cap. 1 , s'exprime ainsi : *presbyter si uxorem duxerit , ab ordine suo illum deponi debere. Quod si fornicatus fuerit , vel adulterium commiserit , extra ecclesiam abjici , & ad pœnitentiam inter laicos redigi oportet. Dist. 28 , cap. 9.*

divinæ majestati consecrati sunt , observandum est ; tamen si , ut multi sunt hominum lapsus , è statu in quem , tanquam honestè victuri , allesti erunt , peccatum , dominio in ipsos suscepto , exturbet. Non approbantes igitur veteris legislatoris propositum , qui sacerdotem , diaconum aut hypodiamonem , si , post assumptum ordinem mulieri in matrimonium junguntur , omnino à clericali habitu discedere , atque ad profanam vitam reverti vult. Illud decretum irritum facimus ; ac verò statuimus ut ab ordine quem antè nuptias obtinuerint , solum recedentes , satis pœnarum luere videantur , & nequâquam clericali habitu , alioque ecclesiæ ministerio , cujus quidem usus illicitus non est , judicio priventur.

Continued

1. The first part of the report discusses the general situation of the country and the progress of the work during the year. It also mentions the various committees and the work of the different departments.

2. The second part of the report deals with the financial situation of the country. It gives a detailed account of the income and expenditure of the government and the different departments.

3. The third part of the report discusses the state of the different branches of industry and commerce. It mentions the progress of the different industries and the state of the different branches of commerce.

4. The fourth part of the report deals with the state of the different branches of agriculture. It mentions the progress of the different branches of agriculture and the state of the different branches of commerce.

5. The fifth part of the report discusses the state of the different branches of education. It mentions the progress of the different branches of education and the state of the different branches of commerce.

6. The sixth part of the report deals with the state of the different branches of public health. It mentions the progress of the different branches of public health and the state of the different branches of commerce.

7. The seventh part of the report discusses the state of the different branches of public safety. It mentions the progress of the different branches of public safety and the state of the different branches of commerce.

8. The eighth part of the report deals with the state of the different branches of public works. It mentions the progress of the different branches of public works and the state of the different branches of commerce.

9. The ninth part of the report discusses the state of the different branches of public administration. It mentions the progress of the different branches of public administration and the state of the different branches of commerce.

10. The tenth part of the report deals with the state of the different branches of public finance. It mentions the progress of the different branches of public finance and the state of the different branches of commerce.

dans le chapitre précédent , dit que l'évêque doit n'avoir été lié qu'avec une femme ; qu'il doit gouverner sagement sa maison ; & s'il a des enfants , les tenir dans la soumission & les élever dans la chasteté. *Oportet episcopum unius uxoris virum . . . filios habentem subditos , cum omni castitate.* Il donne le même précepte aux diacres. *Diaconi sint unius uxoris viri ; qui filiis suis benè præsent , & suis domibus.*

Mais il ne faut pas croire que , par le passage précédent , l'apôtre a voulu dire que c'étoit un crime de ne pas se marier. Il a condamné l'opinion de certains hérétiques , qui prétendoient que le mariage étoit une chose abominable ; il a , au contraire , enseigné que c'étoit un remède salutaire contre l'ardeur du tempérament. *Dico non nuptis & viduis , bonum est illis , si sic permaneant , sicut & ego. Quid si non se continent , nubant : melius est enim nubere , quam uri. Ad Cor. 1 , cap. 7 , v. 6 & 7.*

Il résulte donc unique-
doctrines de saint Paul , que
le sacerdoce & le diaconat
essentiellement incompatibles
qu'il prescrit des règles
évêques avec leurs tuteurs.

leurs enfants en même temps

pour la circonstance

Mais il ne faut pas se laisser

prendre que c'est tout

car il y a encore beaucoup

de choses à faire

et il ne faut pas

se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

à se laisser aller

égard. Nous voyons , d'un autre côté , que le concile d'Ancyre , tenu en 315 , permet aux diacres de se marier , même après leur ordination , en prenant la précaution de déclarer quand ils la reçoivent qu'ils ne peuvent pas se vouer au célibat , & qu'ils entendent se marier. Or si *saint Paul* , qui avoit parlé le même langage aux évêques & aux diacres , & qui les avoit mis dans la même classe , relativement au mariage , eût entendu qu'ils n'en pourroient plus contracter après leur ordination , le concile eût-il pris sur lui de permettre ce que l'apôtre auroit défendu ?

Il est donc constant que , jusqu'en 315 , les diacres , au moins , avoient la liberté de se marier.

Quant aux prêtres , le monument le plus positif qui se rencontre dans l'antiquité , est le quatrième canon du concile de Gangre , dans l'Asie mineure , tenu dans le quatrième siècle. Il mérite quelque attention. Il prononce *can. 4*, anathême contre ceux qui croient devoir se séparer d'un prêtre marié , & ne pouvoir prendre aucune part aux sacrifices qu'il offre.

Le texte original de ce concile est écrit en grec. Voici comment Gratien

dist. 28, can. 15, l'a traduit en latin. Si quis dixerit præsbyterum conjugatum, tanquàm occasione nuptiarum, quòd offerre non debeat, & ab ejus oblatione idèd se abstinet, anathema sit.

D'autres l'ont traduit ainsi : *si quis de presbytero, qui uxorem duxit, conrendat non oportere, eo sacra celebrante, oblationi communicare, sit anathema.*

Voici la version la plus littérale. *Si quis secernat se à præsbytero qui uxorem duxit, tanquàm non oporteat, illo liturgiam peragente, de oblatione percipere, anathema sit.*

Denys le Petit, qui vivoit vers le commencement du sixième siècle, a aussi inféré ce canon dans sa collection, & l'a traduit ainsi : *quicumque decernit à presbytero qui uxorem habuit, &c.* Mais cette traduction n'est pas conforme au texte, & l'on va voir pourquoi Denys le Petit s'en est écarté.

Dès le tems de ce compilateur, l'église d'Occident n'admettoit plus, dans le clergé, aucune personne actuellement mariée; à plus forte raison ne souffroit-elle pas que ceux qui avoient reçus les ordres se mariaissent ?

Denys le Petit, qui étoit fort attaché à l'église de Rome; (il étoit abbé d'un

monastère de cette ville) & vouloit tout rapprocher de la discipline de l'église à laquelle il tenoit par des nœuds si étroits, crut devoir, par sa traduction, couper pied aux inductions qui pourroient résulter du texte du concile rendu littéralement.

En effet, les mots *uxorem duxit*, ne désignent aucun tems, & peuvent s'appliquer au mariage contracté avant, comme à celui qui est contracté depuis l'ordination. On est même autorisé à croire que le scrupule, condamné par le concile, ne regardoit que les prêtres qui s'étoient mariés après avoir été élevés au sacerdoce, puisque *saint Paul* avoit autorisé les évêques mêmes à garder leurs femmes après leur promotion à l'épiscopat.

En traduisant, au contraire, comme *Denys le Petit*, *uxorem habuit*, le canon ne peut plus être relatif qu'à ceux qui étoient mariés avant leur ordination. Aussi cette traduction a-t-elle été adoptée par ceux qui ont craint que le véritable sens du canon n'autorisât les hérétiques à condamner la pratique actuelle de l'église ; car aucun catholique instruit ne peut s'empêcher de convenir que le célibat des prêtres ne tient point

à la foi; l'église latine est même si éloignée de regarder ces unions comme des actes hérétiques, que nous admettons les prêtres Gercs dans nos temples à la célébration des saints mystères, quoiqu'ils soient mariés, & qu'ils aient des enfants.

Après cette dissertation de M. Servin, à laquelle je me suis permis d'insérer quelques recherches & quelques réflexions, ce magistrat ajoutoit que le mariage a été établi pour ceux qui ont besoin d'un aide, & le célibat pour ceux qui ont la force d'accomplir le vœu de chasteté & de continence. Et ce vœu, quoiqu'il ne soit pas expressément émis, & qu'il ne résulte que du silence que gardent les ordinants, lorsque l'évêque, avant l'onction & l'imposition des mains, leur déclare que, par le fait de l'ordination, ils se vouent au célibat; ce vœu, dis-je, est la seule raison pour laquelle le prêtre, le diacre & le sous-diacre ne peuvent se marier; car ces ordres ne rendent pas celui qui y est promu, incapable du mariage; il n'en est empêché que par un vœu présumé, & par constitution ou coutume ecclésiastique.

De là quelques auteurs ont tiré la

conséquence que les prêtres, diacres ou sous-diacres, sont, de droit divin, exclus du mariage, parce que le devoir d'accomplir des vœux faits à Dieu, est de droit divin ; d'où ils concluent encore que ceux qui quittent la religion catholique, pour embrasser l'hérésie, ne sont pas relevés de leur vœu, quoiqu'ils se prétendent affranchis des loix de l'église ; l'obligation contractée par un vœu n'est pas de droit positif & humain ; encore une fois, elle est de droit divin.

Il est vrai, disoit M. Servin, que s'il falloit approfondir davantage cette matière, on trouveroit que les papes mêmes n'ont pas été d'accord. Par exemple, les Bulgares avoient demandé à *Nicolas I* si l'on devoit témoigner de la considération, & fournir la subsistance à un prêtre qui avoit une femme, ou s'il falloit le chasser, attendu que les prêtres sont obligés à la continence. Il répondit que, « quoique » ce prêtre fût fort répréhensible, ce » pendant il faut imiter notre Seigneur, » qui fait luire son soleil pour les mé- » chants, comme pour les bons. Vous » ne devez donc pas rejeter ce prêtre » de votre compagnie, puisque J. C,

5 ne retrancha pas Judas du collège
 » apostolique, quoiqu'il le connût pour
 » un traître & pour un menteur. Au
 » reste, ajoutoit ce pape, vous n'êtes
 » que des laïques, & il ne vous con-
 » vient point d'examiner la conduite
 » des prêtres & de la juger; & vous
 » devez vous en rapporter, en tout,
 » à la décision des évêques (1) ».

Pie II, au rapport de *Platine*, disoit
 que, si on avoit eu de bonnes raisons
 pour défendre aux prêtres de se marier,
 il y en avoit encore de meilleures pour
 le leur permettre (2).

Ulric, évêque d'Ausbourg, dans
 une lettre au pape *Nicolas I*, donne à
 entendre que ce fut *Grégoire le Grand*

(1) *Consulendum decernitis utrum præsbyterum
 habentem uxorem debeatis sustentare & hono-
 rare, an à vobis projicere? Ad quod respon-
 demus: quoniam licet ipsi valdè sint reprehensi-
 biles, vos tamen Deum convenit imitari, qui
 solem suum oriri facit super bonos & malos. De-
 jicere verò eum à vobis idè non debetis; quo-
 niam nec Judam Dominus, cum esset mendax dis-
 cipulus, de numero apostolorum ejecit. Verùm
 de præsbyteris, vobis qui laïci estis, nec judi-
 candum est, nec de eorum vitâ quidpiam investi-
 gandum; sed episcoporum judicio, quidquid est,
 per omnia reservandum. Dist. 27, cap. 17.*

(2) *Magnâ ratione sublata sacerdotibus nup-
 tiae, majore restituenda.*

qui , le premier , défendit aux prêtres de se marier ; mais que ce saint pape ayant appris que sa défense donnoit lieu à la débauche des prêtres , & à l'exposition des enfants , il la révoqua.

Il faut avouer , en effet que , si la sainteté du ministère ecclésiastique semble exiger que ceux qui en sont chargés vivent dans la continence , la loi que l'église a cru devoir faire à cet égard , & la déférence des princes temporels , qui l'ont appuyée de leur autorité , sont la source de bien des adultères , de bien des sacrilèges , de bien des homicides anticipés , &c. C'est ce qui faisoit dire à *Gerson* , au concile de Constance ;
 « qu'il étoit inutile & dangereux de
 » prononcer des sentences générales
 » d'excommunication contre les prêtres
 » fornicateurs , parce qu'il faudroit les
 » excommunier presque tous. D'ail-
 » leurs , ajoutoit-il , puisqu'on tolère
 » ces concubines , est-il surprenant que
 » les prêtres soient concubinaires , &
 » ne vaut-il pas mieux qu'ils aillent
 » chez des courtisanes de profession ,
 » que de débaucher les femmes & les
 » filles de leurs paroissiens » ?

Ces dérèglemens scandaleux ont donné matière à bien des réflexions ;

C'est d'après ces principes & ces considérations, que *Charles IX* chargea ses envoyés au concile de Trente, de demander entr'autres que le mariage fût permis aux ecclésiastiques, comme il l'étoit dans la primitive église; & ces demandes avoient été arrêtées dans le conseil de ce prince par l'avis de la reine, sa mère, des princes de son sang, de plusieurs prélats, parmi lesquels il y en avoit de cardinaux, le cardinal de Bourbon & celui de Lorraine, le chancelier de L'hôpital, &c.

Pour revenir à l'espèce de la cause, ce n'est point d'après ce qui s'est passé dans les siècles précédens, que l'on doit juger la démarche du cardinal de Chatillon; c'est d'après l'opinion, dans laquelle on doit présumer qu'il a vécu tant qu'il a fait profession de l'état ecclésiastique. Or cette opinion présumée étoit conforme à la discipline de l'église catholique, qui interdit absolument le mariage aux sous-diacres, aux diacres, aux prêtres & aux évêques. Le cardinal de Chatillon étoit-il engagé dans quelqu'un de ces ordres? C'est un fait qu'il n'est pas nécessaire d'approfondir ici; il étoit en possession de cet état, il en avoit toutes les prérogatives, &c.

les honneurs , & en percevoit tous les revenus.

D'ailleurs , tout annonce qu'il étoit réellement engagé dans les ordres. Il est de règle qu'un cardinal , lorsqu'il est promu à cette dignité , doit se faire ordonner , dans un certain temps marqué , s'il n'est dispensé par le pape , qui accorde cette grace pour un temps plus ou moins long , suivant la cause qui l'occasionne. Or on ne voit point que le cardinal de Charillon ait obtenu une pareille dispense , quoiqu'il ait exercé toutes les fonctions attachées au cardinalat. Il a voté dans le conclave où le pape Paul III fut élu ; il s'est trouvé plusieurs fois au consistoire. Or le pape & le Sacre college auroient-ils souffert qu'il exerçât ses fonctions , sans qu'il eût été ordonné ?

Il est vrai que le cardinal de Charillon étoit un homme d'un grand mérite , & qu'il étoit très-attaché au pape Paul III. Mais il n'est pas moins vrai que le pape & le Sacre college auroient dû s'en apercevoir , & qu'ils n'ont point fait de difficulté de le laisser exercer ses fonctions , sans qu'il eût été ordonné.

sans se faire ordonner , étoient spécialement dispensés à cet effet.

Il y a donc tout lieu de présumer que le cardinal *de Chatillon* étoit dans les ordres sacrés.

Mais on n'est pas réduit à la présomption : il y a preuve par écrit qu'il étoit au moins diacre ; & cette preuve est administrée par le témoignage du pape lui-même , & par le titre sous lequel il étoit cardinal. Ce titre étoit une diaconie , qui ne pouvoit être possédée que par un diacre.

Il est donc certain qu'il étoit *in sacris* ; quand il s'est permis d'habiter publiquement avec la Demoiselle *de Loré* , & de la qualifier sa femme. Il est encore certain qu'il n'avoit pas eu de dispense à cet effet ; & étoit-il dans le cas d'en obtenir ?

Il est quelquefois arrivé , sans doute , que , pour conserver une maison illustre , prête à s'éteindre par le défaut de mâles , les papes ont permis aux religieux même de sortir de leur monastère.

L'Histoire nous en fournit un exemple célèbre dans la personne de *Casimir I* , roi de Pologne. Il étoit fils de *Micislas II* , mort en 1034 , qui laissa

Cardinal marie.

Casimir son seul héritier. *Risner*, la veuve, se chargea de la régence de son fils. Elle étoit Allemande, fille de *Rheinfroi*, palatin du Rhin, & nièce de l'empereur *Othon III*. Elle donna toutes les places du gouvernement aux officiers de sa nation. Les Polonois, irrités de ce qu'on leur préféroit des étrangers, se révoltèrent. La reine se réfugia en Saxe, où elle emporta tous les trésors du royaume. Elle fit secrètement son fils en France, sous le nom de *Charles*. Il fit ses études à Paris & se fit moine, de l'ordre de *Saint Benoît*, dans le monastère de *Saint-Etienne* à Dijon, & y prit l'ordre de *Prêtre*.

Sept ans après, les Polonois, ennemis de l'anarchie dans laquelle ils étoient depuis la mort de *Mieszko*, envoyèrent la reine de *Casimir*. Ils sollicitèrent de venir passer à Paris, & de leur donner une bonne de ses terres. Elle leur fit le lien à *Paris*, & ils furent embrassés, & le *Prêtre* fut élevé à l'épiscopat, & le *Prêtre* fut été consacré, & l'épiscopat fut confié à ses sujets.

Ils s'adressèrent à *Paris*, & lui firent dire qu'il, moyennant un million de deniers de *Saint Pierre*, il étoit prêt de passer, & de leur donner une

Pologne , & de se marier. Il épousa *Marie*, fille d'*Uandomir*, duc de Russie. Il gouverna les Polonois pendant dix-huit ans , à leur satisfaction. Il eut plusieurs enfants , & eut pour successeur *Boleslas-le-Hardi* , son fils aîné. Lorsqu'il se montroit en public , il portoit l'étole à la manière des diacres , par-dessus ses habits ; le pape , en lui accordant sa dispense , lui en avoit fait une loi.

Remire II, troisième fils de *Sancho* , roi d'Aragon , fut offert , en 1094 , par son père , à l'abbaye de saint-Pons de Tomières , dans le voisinage du comté de Toulouse. Il fit profession , & fut promu au sacerdoce. Il y a des écrivains qui prétendent qu'il fut successivement abbé de Sahagun & évêque de Burgos , de Pampelune & de Balbastro. Quoi qu'il en soit ; ses frères étant morts en 1134 , & son père n'ayant pas laissé de postérité , les Aragonois élurent *Remire* pour succéder à son père , après quarante ans de profession religieuse. Quand il eut été couronné , les grands du royaume l'obligèrent de se marier. Il épousa *Agnès* , sœur de *Guillaume* , comte de Poitiers , & de *Raymond* , comte d'Antioche. Il en eut *Petronille*,

qui régna vingt cinq ans sur les Aragonois.

Mais ces exemples sont fort rares ; & d'ailleurs ne peuvent pas être tirés à conséquence pour le cardinal de *Chatillon*. Sa maison est assurément une des plus illustres du royaume ; mais quand elle auroit été menacée de sa fin , sa conservation, toute utile qu'elle peut être , n'est pas d'une nécessité si pressante , qu'il faille , pour l'obtenir , violer toutes les loix de la discipline de l'église. Elles cèdent , sans doute , à la nécessité de sauver l'état , & de le préserver de l'anarchie & des guerres civiles : mais elles ne doivent pas être sacrifiées à la conservation d'une maison, dont l'état peut , à la rigueur , se passer.

Il y a plus , la maison de *Coligni* n'étoit pas menacée de sa ruine ; le cardinal avoit deux frères & beaucoup de neveux.

Pour soutenir la validité d'une alliance aussi irrégulière , où toutes les loix canoniques ont été violées , la prétendue veuve oppose que les articles du mariage qu'elle réclame ont été arrêtés en présence des frères du cardinal.

Peu importe la manière dont le pré-

tendu contrat de mariage a été rédigé ; c'est du mariage même qu'il s'agit. Quand le cardinal n'auroit pas été dans les circonstances où il se trouvoit ; quand l'état dont il étoit revêtu n'auroit pas été un obstacle à son mariage , la clandestinité qui a accompagné la prétendue célébration suffiroit pour la rendre nulle.

Mais , dit-on , *Odet de Coligni* avoit abandonné la religion catholique, pour professer la prétendue réformée. Or , ceux qui professent celle-ci n'observent pas les cérémonies auxquelles les catholiques sont soumis.

Que le cardinal *de Chatillon* se soit cru , par son apostasie , affranchi des cérémonies de l'église ; qu'il ait cru pouvoir , ou même devoir se passer de la bénédiction nuptiale administrée par un prêtre ; au moins falloit-il observer quelque cérémonie publique , qui donnât de l'authenticité à ce mariage.

Mais , loin que celui dont il s'agit ait été accompagné d'aucune solennité, il y a , au contraire , dans les articles arrêtés sous signature-privée, en 1564, une clause qui porte expressément que , « ne pouvant les parties , pour certaines

» causes , de présent passer le traité &
» accord en forme plus solennelle ,
» ont avisé cependant de rédiger ces
» articles , signés de leur seing , &
» scellés de leurs sceaux , pour faire foi
» à la postérité desdites conventions ».

Et il est encore stipulé que « quand ,
» par la mort de l'un , adviendra la
» dissolution du mariage , il sera tenu
» avoir été légitimement fait ».

Or , dira-t on , que le mariage , pour
n'avoir pas été célébré avec les solem-
nités requises par les loix du royaume ,
ne soit pas jugé légitime , si l'on veut ;
au moins le contrat civil doit être re-
gardé comme valable , & produire
ses effets.

Mais un contrat de mariage ne peut
produire d'effets qu'autant qu'il y a un
mariage réel & effectif. Jusques là , ce
n'est qu'un projet qui peut être résilié
à volonté. Or , il n'y a point de ma-
riage , tant qu'il n'en a été question
qu'en présence de personnes laïques ,
& que le ministère ecclésiastique n'y est
pas intervenu.

D'ailleurs , on ne rapporte aucune
preuve suffisante du prétendu mariage
que l'on veut faire valoir ici. Tous nos
rois , à commencer par *Charlemagne* ,

ont exigé la preuve de la publicité de la cérémonie du mariage ; & tous les François sont sujets à ces loix , quelque religion qu'ils professent. .

Mais voyons , dans le fait , comment ce prétendu mariage a été contracté , & quelles sont les véritables circonstances qui l'ont accompagné. Le cardinal de *Chatillon* appartenait à une maison , dans laquelle il y avoit beaucoup de protestants : les ministres de la religion prétendue réformée regardoient comme un coup de partie de s'associer un prélat qui tenoit un rang aussi distingué dans l'église catholique. Ils réussirent à l'attirer dans leur croyance ; mais ils ne crurent pas que l'honnêteté publique leur permît de l'admettre dans leurs assemblées , tant qu'il ne donneroit pas , au moins , les apparences de légitimité au commerce qu'il entretenoit avec la demoiselle de *Hauteville*, *quam non tam habebat, quàm habebatur ab illâ.*

Pour concilier ces deux choses , il prit le parti de couvrir du voile apparent d'un mariage quelconque la cohabitation qu'il vouloit continuer avec cette personne. Mais on ne rapporte aucun acte public qui prouve que ce prétendu

présenter l'écriture au...
 même l'écriture de...
 par... de la...
 quelle il...
 est... à...
 et...
 et...

Le... est...
 justice, en...
 par...
 l'acte, Pierre...
 femme veuve...
 biens de son...
 par apostille...
 plus que...
 avoient...
 riage de mesure...
 d'elle.

Mais cet écrit peut-il être regardé
 comme juridique ? Peut-il mériter la
 foi de la justice ? Celui de qui il vient
 avoue qu'il a de grandes obligations à
 celle à qui il écrit ; il n'a point été
 signé pour déposer ; il n'a point déposé
 sous la foi du serment, & l'on ne
 pourroit plus lui faire remplir cette for-
 malité ; on ne pourroit plus avoir, en
 lui, une foi entière, son écrit généra-
 toujours la déposition qu'il pourroit
 faire.

C'est donc avec juste raison que ma-
 Tome XVIII.



dame de Chatillon , comme tutrice de ses enfants , soutient que le mariage dont la demoiselle de Hauteville se prévaut , est un acte clandestin , fait sans aucune des solemnités requises pour les mariages ; & qu'il est , par conséquent nul ; car ce sont les solemnités extérieures qui forment le mariage , & non pas la conjonction charnelle ; & toute union pour laquelle elles n'ont pas été employées , ne peut être regardée que comme une fornication.

Il est vrai qu'avant l'Ordonnance de Blois , quelques auteurs doutoient si un mariage clandestin devoit être regardé comme nul , ou s'il devoit être maintenu. Il n'étoit pas légitime , disoient-ils ; mais il étoit *ratum* , attendu l'engagement que les parties avoient secrètement & mutuellement contracté.

Mais *Claude d'Espence* , célèbre théologien , au chapitre 13 de son traité des mariages clandestins , cite plusieurs sçavants théologiens qui ont appuyé le sentiment de *François Commeau* qui , en son commentaire de *Nuptiis* , dit que « les mariages non publiquement , » mais clandestinement traités & consommés par copulation charnelle , ne » doivent être appelés mariages , &

» ne se pourroit dire d'iceux : ce que
» Dieu a conjoint, que l'homme ne le
» sépare point ».

Il est vrai que certains auteurs ont
prétendu que le pape *Evariste*, qui
vivoit au commencement du second
siècle de l'église, est le premier qui ait
prononcé la nullité des mariages se-
crets.

Mais 1°. tous les critiques les plus
habiles prétendent & prouvent que les
lettres attribuées à ce pontife sont sup-
posées.

2°. Celle dans laquelle on prétend
trouver cette prohibition, est rapportée
par *Grazien*, *caus. 30, quest. 5, cap. 1.*
Il est important d'en rapporter le texte.
*Aliter legitimum non fit conjugium, nisi
ab his qui super fœminam dominationem
habere videntur, & à quibus custoditur,
uxor petatur, & à parentibus & propin-
quioribus sponsetur, & legibus docetur;
& suo tempore sacerdotaliter, ut mos est,
cum precibus, & oblationibus à sacerdote
benedicatur, & à paranympis, ut con-
suetudo docet, custodita, & sociata, à
proximis congruo tempore petita legibus
detur, ac solumniter accipiatur; & biduū,
vel triduū orationibus vacent, & casti-
tatem custodiant. Ità peracta legitima*

scitote esse connubia; aliter verò præsumpta non conjugia, sed adulteria, vel contubernia, vel stupra, aut fornicationes potius quàm legitima connubia esse, non dubitatè.

Or *Gratien* a jugé à propos de tronquer cette prétendue lettre d'*Evariste*, dans laquelle, après ces mots : *aliter legitimum non fit conjugium*, on lit ceux-ci : *sicut à patribus accepimus, & à sanctis apostolis, eorumque successoribus traditum invenimus*. Ainsi, quand *Evariste* seroit véritablement auteur de cette prétendue lettre, il ne seroit pas auteur de la règle dont il parle, puisqu'il ne fait, suivant ses propres expressions, que prescrire l'exécution d'une loi qui avoit été établie, dit-il lui-même, par les apôtres, & transmise par leurs successeurs.

Ce règlement apostolique a été expressément adopté par les Ordonnances de nos rois, par les constitutions de l'église catholique, & spécialement de l'église Gallicane, & par plusieurs Arrêts, qui ont déclaré nuls les mariages clandestinement contractés.

On pourroit peut-être objecter qu'avant les règlements, arrêtés par les pères, assemblés à Trente, le mariage,

L'ÉTAT DE LA FRANCE, EN 1870, A ÉTÉ
 UN PAYS D'UN GRAND DÉVELOPPEMENT
 INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. LA FRANCE
 A ÉTÉ LE PREMIER PAYS D'EUROPE
 À AVOIR UNE INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
 MODERNE. C'EST POURQUOI LA FRANCE
 A ÉTÉ LE PREMIER PAYS D'EUROPE
 À AVOIR UNE CLASSE MIDDLE CLASS.
 LA FRANCE A ÉTÉ LE PREMIER PAYS
 D'EUROPE À AVOIR UNE CLASSE
 MIDDLE CLASS. LA FRANCE A ÉTÉ
 LE PREMIER PAYS D'EUROPE À
 AVOIR UNE CLASSE MIDDLE CLASS.
 LA FRANCE A ÉTÉ LE PREMIER PAYS
 D'EUROPE À AVOIR UNE CLASSE
 MIDDLE CLASS. LA FRANCE A ÉTÉ
 LE PREMIER PAYS D'EUROPE À
 AVOIR UNE CLASSE MIDDLE CLASS.

Cette correction introduit des pères, allumons à l'aise, un règlement convenir. et l'union des mariages clandestins. L'union fait que renouveller l'union des mariages par l'égile universelle, et l'union ce n'est point un état nouveau. L'union est formé ; c'est l'union qui se rappelle & mis en vigueur, l'union certain, encore une fois, que les mariages clandestins ont toujours été prohibés dans l'égile catholique, et que l'union a toujours prononcé l'union contre ceux qui les contenaient, ou l'

Li,

puis , on peut ajouter que cette transaction lui accordoit plus qu'une femme de sa sorte ne pouvoit espérer ; & que , si elle eût conservé le profit qu'elle avoit tiré de sa cohabitation avec le cardinal , elle eût pu vivre fort honorablement.

Cependant elle se plaint , & dit que cette transaction est le fruit de la violence.

Mais on répond à cette imputation , en disant que l'amiral *de Coligni* , frère du cardinal , n'a jamais été soupçonné d'avarice ; & ses ennemis n'ont jamais mis ce vice au nombre des reproches qu'il lui ont faits. En effet , s'il eût été attaché à ses intérêts pécuniaires , il n'auroit pas souscrit un tel acte.

Quand il seroit vrai , d'ailleurs , qu'il eût usé de violence , quand il seroit vrai qu'il eût retenu l'acte qui contient les articles du contrat du prétendu mariage , elle a attendu trop tard pour s'en plaindre. Mais quels sont donc les faits de violence dont elle se plaint ? Elle n'en articule aucun , & ne dit point comment l'écrit dont elle réclame l'exécution a passé dans les mains de l'amiral & est revenu dans les siennes. L'explication & la preuve de ces détails sont cependant nécessaires dans les ac-

la faire rejeter sans autre examen. On
peut entendre sans difficulté que l'on
se présenter en une telle occasion
pour y réclamer des droits. Mais
de veuve d'un cardinal, c'est autre chose.
Peut-on imaginer que la veuve
d'un tel personnage soit si facilement
soit autre chose que ce qu'elle est.

Après avoir vu que la veuve
de Hautville n'était pas la
de veuve du cardinal de Serin. M.
Serin examina ces lettres. Elles
des lettres de réclamation. Elles
venues contre le cardinal de Serin.
premières lettres, que la veuve
elle ne se duoit pas vanter d'être
cardinal, mais la veuve.

Mais elle est venue contre le
cardinal, dans l'intention de le
faire de croire que c'est un
même au tribunal de la justice.
elle a regardé la justice comme
mal-fondée. En fin de compte, elle
perd cette instance, et elle perd
même beaucoup d'argent. La
cause.

Or, que la cause de la veuve
a donné lieu de
faire de neuf ans, et
l'instance de l'acte qui

la cour , qu'il étoit si jaloux de conserver , & qu'il n'auroit pas voulu perdre par une action tyrannique & injuste.

Cette objection , tirée du crédit de l'amiral , est donc sans aucune force , soit que l'on considère ce qu'il étoit alors , soit que l'on considère l'état du royaume , & la condition des personnes qui avoient le pouvoir de juger les grands comme les petits.

Au surplus , il est notoire que , dans le tems des troubles mêmes , dans les causes où l'amiral a été partie , on lui a toujours rendu justice , sans acception de personnes ; il a gagné celles qui étoient bonnes , & a perdu celles qu'il devoit perdre.

Si donc la prétendue veuve du cardinal se fût présentée en justice , elle y eût été accueillie , & y eût triomphé , si elle eût été recevable & bien fondée. On étoit même en pleine paix en 1572, tems où elle auroit pu protester , & mettre en cause toutes sortes de personnes indifféremment , & invoquer le droit public.

Disons-le , le véritable motif de son silence étoit la honte. Elle n'osoit pas encore se présenter en public , comme la veuve d'un cardinal ; elle craignoit

que ce qu'elle auroit appelé son mariage , n'eût été appelé , par le public , concubinage. Mais pendant les trente années qui se sont écoulées depuis son accord avec l'amiral de Coligni , elle s'est familiarisée avec cette idée , elle a cru qu'après ce laps de tems , on ne feroit plus attention à la nature de son union avec le cardinal .

Au surplus , parmi les procès qui avoient été communiqués au ministère public , il s'en trouvoit un qui fournissoit contre elle un argument sans réplique. C'est une circonstance qu'elle fit , dans le procès qu'elle intenta contre les Tiron , que la valeur des meubles qui lui avoient été donnés montoit à 50000 livres. Or ces meubles ne pouvoient venir que du cardinal ; car on ne voit pas que la naissance & la fortune l'eussent mise à portée d'avoir , par elle-même , un mobilier aussi considérable.

Il est vrai qu'elle prétendoit que le procès qu'elle eut à soutenir contre les Tiron avoit pour objet , non-seulement les biens qui lui avoient été donnés par le comte de Beauvais , son mari , mais ceux qui lui venoient d'ailleurs : qu'elle avoit été spoliée d'une partie

considérable de ce qui lui appartenoit ; & que cette spoliation étoit l'objet des lettres de rescision qu'elle avoit obtenues en 1581 , trois ans après son procès avec les *Titon*.

Cette réplique , qui n'est appuyée sur aucune preuve , consiste en un fait auquel la vraisemblance ne permet pas de donner croyance.

Voici une objection dans laquelle notre prétendue veuve paroît avoir beaucoup de confiance. La dame *de Chatillon* , dit-elle , sa partie adverse , fait profession publique de la religion protestante. Elle ne peut donc pas invoquer , en sa faveur , les constitutions ecclésiastiques , qui ne permettent pas aux cardinaux de se marier. Ces constitutions ne peuvent être invoquées que par ceux qui y sont soumis par leur attachement à la religion romaine.

La réponse à cette objection est simple & facile. La dame *de Chatillon* ; qui défend ses enfants , n'est pas seule partie dans cette cause ; le sieur *d'Andelot* est joint avec elle , & le sieur *d'Andelot* est catholique.

Dira-t-on qu'il est fils de l'un des frères du cardinal , & que ce frère étoit de la religion protestante , lorsque

les articles du prétendu mariage , qui sont la matière du procès , ont été arrêtés ?

Cette objection est sans fondement. La loi 20 , au code de *hereticis & manicheis* , semble , il est vrai , favoriser ce système. *Soli orthodoxi intrâ sacra septa habentes ergasteria , utuntur privilegiis ; non item heretici , qui nec intrâ sacra septâ negociantur , ne divina audiant mysteria.* Il est vrai que , suivant cette loi , les seuls orthodoxes peuvent user des privilèges accordés à ceux qui peuvent assister aux divins mystères ; & non pas à ceux que cette loi appelle hérétiques.

Mais elle ne peut avoir d'application dans le royaume ; elle ne concerne que les Manichéens. Or ceux de la religion prétendue réformée n'ont jamais admis les erreurs de ces anciens hérétiques. Jamais , comme *Manès* , ils n'ont nié la divinité de J. C. Jamais ils n'ont douté qu'il n'ait été véritablement homme.

On ne peut donc pas leur appliquer des loix faites contre les Manichéens. }

Bref , disoit M. *Servin* , ce n'est point ici le lieu d'examiner en quoi ils errent , d'autant que l'édit de pacification émané de *Henri III* , & confirmé par *Henri IV* , leur permet de vivre sous la protection

des loix , communes à tous les sujets du roi , & qu'il est défendu , tant aux catholiques de les insulter , qu'à eux d'offenser les catholiques.

Ce qui paroît le plus spécieux pour la défense de la demoiselle *de Hauteville*, c'est l'article secret accordé aux protestants , touchant le mariage des prêtres ou des religieux & religieuses.

Cet article peut être ici d'un grand poids ; car certainement il n'est pas permis , d'après cet article , de troubler l'état des prêtres ou religieux qui , après avoir abjuré la religion romaine , se sont engagés dans le mariage , surtout s'il a été publiquement célébré dans l'assemblée des protestants , & suivant le rit qu'ils ont adopté.

Mais , quoiqu'il soit certain que l'on ne peut pas poursuivre ceux qui se trouvent dans ce cas , & que la jurisprudence du parlement ne permette pas aux communautés de revendiquer , & encore moins de faire arrêter ceux de leurs sujets qui ont apostasié ; il ne faut cependant pas étendre l'article secret dont il est question , au-delà des termes dans lesquels il est conçu.

Or il est certain , 1^o. que cet article ne parle que des prêtres & des religieux qui ont totalement abdiqué la

CHAPTER I. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE

CHAPTER II. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE

CHAPTER III. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE

CHAPTER IV. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE

CHAPTER V. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE

CHAPTER VI. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE
FUNDAMENTALS OF THE
CITY. OF THE

des enfants , & leur donne la succession des meubles & acquêts de leur père , sans rien adjuger aux veuves. Leurs prétentions ne sont pas , à beaucoup près favorables , sur-tout quand elles ont fait précéder la solennité du mariage par la fornication.

Il y a cependant un cas où l'on pourroit dire qu'une telle veuve seroit recevable à réclamer des droits sur la succession de son mari ; c'est , lorsqu'en l'épousant , elle ignoroit son état.

Cette question a été décidée par un arrêt , rendu en la chambre de l'édit. *Marie l'Evêque* avoit épousé , à l'âge de quatorze ans , le nommé *Prévôt* , qui étoit prêtre ; mais elle ignoroit qu'il eût été revêtu du sacerdoce , avant d'avoir embrassé la religion protestante.

Il y avoit , dans cette espèce , trois circonstances remarquables. Premièrement , elle étoit mineure , & soumise à l'empire de ses parents.

2°. Elle avoit été élevée dans la religion protestante , ce qui étoit un obstacle à la connoissance qu'elle auroit pu acquérir de l'état de *Prévôt* , puisque le culte auquel on l'avoit attachée , la tenoit éloignée de nos saints mystères : ainsi elle n'avoit jamais été dans le cas de le voir faire les fonctions de prêtre.

3°. Enfin , elle avoit été mariée publiquement , de l'avis de ses parents , auxquels la foiblesse de son âge ne lui permettoit pas de résister , quand elle auroit eu de la répugnance pour l'alliance qu'elle contractoit.

Cependant , par un premier arrêt , on ne lui adjugea aucune provision ; on en adjugea à ses enfants seulement. Quant à elle , il fut ordonné qu'elle feroit preuve par enquête de sa bonne-foi ; c'est-à-dire , de l'ignorance ou elle étoit de l'état de son mari. On regardoit donc cette bonne-foi comme le moyen décisif de la cause ; & on ne l'eût même pas écoutée , si , quoique protestante , elle eût épousé un homme qu'elle auroit connu pour avoir été revêtu du sacerdoce.

Il ne faut pas dire , pour atténuer la conséquence qui résulte de cet Arrêt , qu'il n'y avoit point alors d'articles secrets. Il est certain que celui dont la demoiselle *de Hanteville* se prévaloit , auroit été accordé , si les circonstances eussent plutôt inspiré l'édit de Nantes.

Marie l'Evêque fit la preuve que la justice exigeoit d'elle , & gagna la cause.

De tous les faits qui ont rendu la cause de cette dernière si favorable , &

qui l'ont conduite au succès de sa demande , il n'en est pas un qui puisse être appliqué à la demoiselle *de Hauteville*. *Marie l'Evêque* , quand elle se maria , touchoit à peine à l'âge de puberté ; la demoiselle *de Hauteville* , quand elle contracta l'union qu'elle appelle son mariage , n'étoit plus dans la première jeunesse , & avoit acquis l'âge de discernement. D'ailleurs , on ne voit pas qu'elle ait consulté ses parents , ni qu'ils aient eu aucune part à sa démarche ; l'autre , au contraire , étoit sous l'empire de ses parents , & ce n'est que sous l'impulsion de cet empire qu'elle avoit donné sa main à *Prévôt*.

Elle ignoroit , d'ailleurs , l'état de celui qu'on lui faisoit épouser ; sa bonne-foi résultoit de circonstances qui la faisoient présumer : elle l'a d'ailleurs prouvée juridiquement.

La demoiselle *de Hauteville* en pourroit-elle dire autant ? D'abord elle n'a pas proposé ce moyen ; & l'eût-elle proposé , pourroit-on l'écouter ? Pourroit-on croire qu'elle ignoroit l'état du cardinal *de Chatillon* , qui , quand il l'a fréquentée , avant de se lier avec elle , par l'acte qu'elle veut faire valoir aujourd'hui , étoit continuellement re-

vêtu des habits épiscopaux , & des marques distinctives du cardinalat , qui exerçoit toutes les fonctions de ces deux dignités dans les cérémonies publiques ? Oseroit-elle , après cela , proposer , comme un moyen , une ignorance dans laquelle il est impossible qu'elle ait vécu ; l'ignorance d'un fait , qui étoit à la connoissance de toute l'Europe , & qui concernoit l'état d'un homme avec qui elle vivoit dans la plus grande intimité ?

De ces raisonnemens , *M. Servin* concluoit que cette cause devoit être jugée d'après la loi des empereurs *Valentinien , Théodose & Arcadius* , recueillie au cod. *L. 4 , de incest. & inutil. nupt.* Cette loi porte que ceux qui ont contracté un mariage contraire aux loix & aux constitutions des princes , perdent tous leurs gains nuptiaux , qui sont adjugés au fisc , de quelque cause qu'ils proviennent. La loi excepte cependant les femmes & les hommes qui ont été surpris , non par simple ignorance , mais par une erreur inévitable , & non simulée ou supposée , ou qui n'ait pas une cause que l'honneur défavoue ; ou ceux qui ont été surpris par la foiblesse de l'âge. Mais ils ne peuvent profiter du bénéfice de cette ex-

ception , qu'autant que , dès l'instant qu'ils auront reconnu leur erreur , ou qu'ils seront parvenus à un âge plus mûr , ils rompront l'union criminelle qu'ils avoient contractée (1).

Or , la demoiselle de *Hauteville* ne peut se prévaloir d'aucun des motifs sur lesquels la loi fonde l'exception qu'elle a accordée. Elle avoit une parfaite connoissance de l'état de celui qu'elle épousoit ; & elle n'étoit plus dans cet âge , dont la foiblesse sert d'excuse à la séduction.

Enfin *M. Servin* faisoit valoir une dernière considération. Le cardinal de *Chatillon* avoit , par des traités authentiques , abandonné tout son patrimoine à ses frères ; & tel est l'usage

(1) *Qui contra legum præcepta , vel contra mandata constitutionesque principum nuptias fortè contraxeris , nihil ex eodem matrimonio , sive ante nuptias donatum , sive deinceps quoquo modo datum fuerit , consequatur ; idque totum quod ab alterius liberalitate in alterum processerit , ut indigno indignæve sublatum , fisco vindicari sancimus. Exceptis tam fæminis quàm viris qui , aut errore acerrimo , non affectato insimulato ve , neque ex vili causâ decepti sunt , aut ætatis lubrico lapsi. Quos tamen ità demùm legis nostræ laquei eximi placuit , si , aut errore comperto , aut , ubi ad legitimos pervenerint annos , conjunctionem hujusmodi , sine ullâ procrastinatione dirimerint.*

des grandes maisons. Ceux qui entrent dans l'église , & qui sont pourvus de bénéfices , dont le revenu est suffisant pour soutenir l'éclat de leur naissance , laissent à leurs cohéritiers leurs portions héréditaires, pour assurer la splendeur de la maison. Ces abandons sont favorables , sont & doivent être protégés , parce qu'il importe à l'état que la haute noblesse , qui lui fournit des sujets qui en sont l'appui & l'ornement, soit maintenue , par la fortune , dans la grandeur qui lui convient.

Il n'est donc pas juste de faire passer dans des mains étrangères des biens qui ont été destinés à cet effet, & dont le propriétaire n'a fait l'abandon que dans cette vue. Faut-il donc depouiller la maison de Coligni , qui forme une des principales branches de notre noblesse , pour enrichir la demoiselle de *Hauteville* ; & cela parce que la demoiselle de *Hauteville* a épousé un cardinal-diacre de cette maison ?

Par ces raisons , *M. Servin* conclut à ce que la demoiselle de *Hauteville* fût déclarée non - recevable dans sa demande en entérinement de lettres de rescision.

Ce magistrat avoir été déterminé , dit-il , non-seulement par les circon-

tances du procès , & par les moyens qui résultoient des faits de la cause ; mais par l'état de la maison de Charillon qui se trouveroit ruinée , si la demoiselle de Hauteville réussissoit dans ses prétentions.

Outre ces considérations particulières, il avoit encore été vivement touché de l'honnêteté publique , & du danger où l'on s'exposeroit de perdre les mœurs des ecclésiastiques , dont la corruption suivroit nécessairement un jugement , qui autoriseroit un particulier à violer un point de discipline établi depuis un très-long-tems , & qui est actuellement en pleine vigueur dans l'église catholique : usage qu'il est intéressant de maintenir , non seulement pour la dignité de l'église de Rome , mais pour celle de l'église Gallicane & des ordres sacrés de la prêtrise , du diaconat & du sous-diaconat.

Si , d'ailleurs , par le jugement qui va être rendu , ou portoit atteinte à cet usage , ce coup pourroit opérer le renversement de toutes les familles , & sur-tout des familles illustres dont le maintien est nécessaire au service du roi & à la défense de l'état.

Ces conclusions ne furent point suivies. Par Arrêt du 30 juillet 1604 , les

Cardinal marie.

arts de religion obtenues par

une de Rouvenne. avant qu

à die lui remise au même

. au vint la science des

mais au 19 décembre :

le second le 24

mais le 25

mais le 30

mais le 31

mais le 1er

mais le 2

mais le 3

mais le 4

mais le 5

mais le 6

mais le 7

mais le 8

mais le 9

mais le 10

mais le 11

mais le 12

mais le 13

mais le 14

mais le 15

mais le 16

mais le 17

mais le 18

mais le 19

mais le 20

mais le 21

mais le 22

Cette affaire fut suivie avec chaleur. Madame de Coligni, dans ses écritures, se permit certaines expressions, que la demoiselle de Hauteville prit pour des injures; elle en rendit plainte, & demanda qu'elles fussent rayées.

Madame de Coligni, de son côté, argua de faux le contrat de mariage de sa partie adverse avec le cardinal, & ses moyens de faux furent admis par arrêt du 22 mai 1606.

Enfin, par arrêt du 10 juin suivant, sans avoir égard aux fins de non-recevoir proposées contre la demoiselle de Hauteville, ni aux moyens de faux proposés contre l'acte de mariage, ni aux lettres de rescision obtenues contre l'acte passé avec l'amiral de Coligni, les parties furent mises hors de cour; sauf à se pourvoir, ainsi qu'elles aviseront, après que la surseance des rentes sera levée, le tout sans dépens.

Par cette manière de prononcer, la chambre de l'édit éluda la question de la validité du mariage du cardinal de Chatillon. La décision n'étoit pas facile dans un tribunal composé de juges, dont la moitié étoient catholiques, & l'autre moitié protestants. Un tel mariage, aujourd'hui, seroit réprouvé, avec indignation, par les tribunaux.

✱ *RELIGIEUSE MARIÉE.*

Les loix civiles ont placé les vœux en religion au nombre des engagements les plus sacrés , & en ont fait un lien que rien ne peut rompre , lorsqu'ils sont accompagnés des formalités prescrites par les réglemens.

Avant de raconter l'histoire de cette cause , qu'il me soit permis de parler de la nature de cet engagement ; des variétés qu'il a éprouvées depuis son établissement , & de son utilité.

Dans le commencement du monachisme , les vœux que prononçoient ceux qui embrassoient cet état , ne les lioient pas irrévocablement. La communauté qui les adoptoit pouvoit les renvoyer ; ils pouvoient aussi la quitter & rentrer dans le monde.

Le chapitre 28 de la règle de *saint Benoît* , qui vivoit dans le sixième siècle , porte , en substance , que , si un moine s'écarte de ses devoirs , les supérieurs doivent employer tous les moyens propres à le ramener ; les exhortations , l'excommunication , les

corrections , l'invocation de la miséricorde divine , &c.

Si toutes ces précautions sont sans succès , le rebelle doit être chassé de la maison & de tout l'ordre. *Saint Isidore* veut même qu'on le dépouille publiquement de l'habit religieux , qu'on lui rende les vêtements qu'il avoit quand il est entré dans le monastère , & qu'on le chasse ignominieusement , *cum confusionis notâ.*

Cette faculté de se défaire d'un religieux , incommode à l'ordre , subsistoit encore dans le neuvième siècle. Le concile de Meaux , tenu en 845 , défend , par le cinquième canon , de congédier aucun religieux , si ce n'est en présence , ou du consentement de l'évêque , ou de son grand-vicaire. *Saint Thomas* , qui écrivoit dans le treizième siècle , dit qu'il est juste que les supérieurs puissent chasser un religieux rebelle & incorrigible , *ne modicum fermentum totam massam corrumpat.*

Si l'ordre avoit le droit de renvoyer un moine , chaque moine avoit aussi la faculté de rompre les liens qui l'attachoient au monastère , de secouer le joug monacal , & de rentrer dans le monde. La règle de *Saint Benoît*

nous apprend encore , chap. 29 , que celui qui avoit quitté l'ordre , de son propre mouvement , ne pouvoit y rentrer qu'après avoir promis qu'il s'amenderoit ; & on le faisoit descendre à la dernière place de la communauté. S'il abdiquoit une seconde fois , il étoit encore reçu ; & ainsi jusqu'à trois fois : mais , après la troisième fois , tout espoir de retour lui étoit interdit. *Usque tertio ita recipiatur ; jam postea sciens omnem sibi reversionis aditum denegari.*

Saint Benoît fut le fondateur de l'ordre qui porte son nom , qui s'est propagé dans toute l'Europe, s'est divisé en plusieurs branches , & a donné naissance à plusieurs autres ordres qui en dérivent. Mais il n'est pas le premier instituteur du monachisme. On attribue cet honneur à *saint Paul* , hermite , qui vivoit au milieu du troisième siècle : ce fut l'an 250 , qu'à l'âge de vingt-deux ans , il se retira dans une caverne de la Thébaïde , où il vécut jusqu'à l'âge de cent douze ou cent treize ans. *Saint Antoine* , à la même époque , vivoit dans le même désert.

Ces deux saints personnages eurent beaucoup d'imitateurs , & l'on voit l'Égypte remplie de moines , dont les uns

340 *Religieuse mariée.*

étoient tout-à fait solitaires ; les autres vivoient en communauté. Cette vie pénitente s'établit successivement , & de proche en proche , en différents pays ; & l'on vit , au bout d'un certain tems , des moines dans tout le monde chrétien.

Dans les commencemens , ils habitoient hors des villes , & la plupart étoient laïques : leur profession les éloignoit même des fonctions ecclésiastiques : ils n'avoient d'autre occupation que la prière & le travail des mains. Quelquefois néanmoins les évêques tiroient des moines de leur solitude , pour les mettre dans le clergé : mais cette transmutation les dépouilloit de la qualité de moines , pour en faire des clercs ; ces deux titres étoient incompatibles. *Saint Jérôme* distingue toujours ces deux sortes d'états : *alia monachorum est causa , alia clericorum* , dit-il dans sa lettre à *Heliodore*.

Les premiers monastères des premiers Cénobites étoient donc toujours écartés des villes. Peu-à-peu , sous prétexte qu'ils pouvoient être utiles au peuple , en l'édifiant par la régula de leur vie , on les laissa s'établir dans les fauxbourgs ; ce qui leur in-

[The page contains faint, illegible markings.]

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)
 2. *Chlorophyll b* (Chl *b*)
 3. *Chlorophyll c* (Chl *c*)
 4. *Chlorophyll d* (Chl *d*)
 5. *Chlorophyll e* (Chl *e*)
 6. *Chlorophyll f* (Chl *f*)
 7. *Chlorophyll g* (Chl *g*)
 8. *Chlorophyll h* (Chl *h*)
 9. *Chlorophyll i* (Chl *i*)
 10. *Chlorophyll j* (Chl *j*)
 11. *Chlorophyll k* (Chl *k*)
 12. *Chlorophyll l* (Chl *l*)
 13. *Chlorophyll m* (Chl *m*)
 14. *Chlorophyll n* (Chl *n*)
 15. *Chlorophyll o* (Chl *o*)
 16. *Chlorophyll p* (Chl *p*)
 17. *Chlorophyll q* (Chl *q*)
 18. *Chlorophyll r* (Chl *r*)
 19. *Chlorophyll s* (Chl *s*)
 20. *Chlorophyll t* (Chl *t*)
 21. *Chlorophyll u* (Chl *u*)
 22. *Chlorophyll v* (Chl *v*)
 23. *Chlorophyll w* (Chl *w*)
 24. *Chlorophyll x* (Chl *x*)
 25. *Chlorophyll y* (Chl *y*)
 26. *Chlorophyll z* (Chl *z*)
 27. *Chlorophyll aa* (Chl *aa*)
 28. *Chlorophyll ab* (Chl *ab*)
 29. *Chlorophyll ac* (Chl *ac*)
 30. *Chlorophyll ad* (Chl *ad*)
 31. *Chlorophyll ae* (Chl *ae*)
 32. *Chlorophyll af* (Chl *af*)
 33. *Chlorophyll ag* (Chl *ag*)
 34. *Chlorophyll ah* (Chl *ah*)
 35. *Chlorophyll ai* (Chl *ai*)
 36. *Chlorophyll aj* (Chl *aj*)
 37. *Chlorophyll ak* (Chl *ak*)
 38. *Chlorophyll al* (Chl *al*)
 39. *Chlorophyll am* (Chl *am*)
 40. *Chlorophyll an* (Chl *an*)
 41. *Chlorophyll ao* (Chl *ao*)
 42. *Chlorophyll ap* (Chl *ap*)
 43. *Chlorophyll aq* (Chl *aq*)
 44. *Chlorophyll ar* (Chl *ar*)
 45. *Chlorophyll as* (Chl *as*)
 46. *Chlorophyll at* (Chl *at*)
 47. *Chlorophyll au* (Chl *au*)
 48. *Chlorophyll av* (Chl *av*)
 49. *Chlorophyll aw* (Chl *aw*)
 50. *Chlorophyll ax* (Chl *ax*)
 51. *Chlorophyll ay* (Chl *ay*)
 52. *Chlorophyll az* (Chl *az*)
 53. *Chlorophyll aza* (Chl *aza*)
 54. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)
 55. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)
 56. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)
 57. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)
 58. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)
 59. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)
 60. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)
 61. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)
 62. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)
 63. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)
 64. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)
 65. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)
 66. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)
 67. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)
 68. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)
 69. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)
 70. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)
 71. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)
 72. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)
 73. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)
 74. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)
 75. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)
 76. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)
 77. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 78. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 79. *Chlorophyll azz* (Chl *azz*)
 80. *Chlorophyll azaa* (Chl *aza*)
 81. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)
 82. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)
 83. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)
 84. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)
 85. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)
 86. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)
 87. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)
 88. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)
 89. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)
 90. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)
 91. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)
 92. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)
 93. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)
 94. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)
 95. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)
 96. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)
 97. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)
 98. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)
 99. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)
 100. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)
 101. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)
 102. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)
 103. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)
 104. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 105. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 106. *Chlorophyll azz* (Chl *azz*)
 107. *Chlorophyll azaa* (Chl *aza*)
 108. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)
 109. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)
 110. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)
 111. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)
 112. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)
 113. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)
 114. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)
 115. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)
 116. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)
 117. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)
 118. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)
 119. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)
 120. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)
 121. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)
 122. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)
 123. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)
 124. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)
 125. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)
 126. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)
 127. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)
 128. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)
 129. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)
 130. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)
 131. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 132. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 133.

[The page contains faint, illegible markings.]

1. The first of these is the fact that the
 2.

Saint Jeanne e
celle par que.
Quand la 'digne' e
à l'eglise de
accordant à l'âme.

342 *Religieuse mariée.*

chez eux , un prêtre , pour leur administrer les sacrements. Enfin , ils obtinrent la liberté d'en avoir un de leur corps ; ce qui leur donna occasion de se bâtir des églises particulières , & l'on vit insensiblement se former une espèce de clergé régulier.

Il paroît que leur résidence auprès des villes , & la liberté qu'on leur faisoit d'y entrer , donnoit lieu de craindre qu'ils ne causassent ou des scandales , ou peut être des troubles. C'est pour prévenir ces désordres , que l'empereur *Léon* , par une loi du premier Juin 466 , défendit à tous les moines de sortir de leurs couvents , pour se répandre dans les villes. *Qui in monasteriis degunt , potestatem inde exeundi ne habento , vel in Antiochenfi civitate , seu aliis quibuscumque civitatibus conversandi.* Il en excepte les *Apocrisaires* ; c'est-à-dire , ceux qui sont chargés de quelques commissions de l'évêque , & qui voudront bien les accepter. Mais il ne vouloit pas , même alors , qu'ils pussent sortir pour autre chose , & pour ce qui concernoit la commerce qu'ils avoient avec le monde. Il a bien expressément défendu l'usage de cette liberté , &

RECHERCHES

sur la religion des Romains
gouverner les peuples qui étoient
sous leur domination, et les
exercer de telle sorte qu'ils
soient leurs vassaux, et non
leurs égaux. Les Romains
sont les premiers à avoir
compris l'importance de la
religion dans la vie sociale
des peuples, et à l'avoir
utilisée comme un moyen
de gouvernement. Ils ont
fait de la religion une partie
intégrante de leur système
de gouvernement, et ont
utilisé la religion pour
maintenir l'ordre et la
discipline dans leurs états.
C'est pourquoi les Romains
ont été si puissants, et ont
pu conquérir le monde.

Mais cette loi ne concerne
pas les religieux qui résident
dans les états; elle leur défend
de quitter leur pays, et
d'aller ailleurs, tant qu'ils
sont de moines, sans la
permission de leur évêque.
C'est d'ailleurs une loi
qui s'applique à tous les
religieux, sans distinction
de rang ou de condition.

A considérer la loi des
Romains on voit qu'ils
sont en droit de croire
qu'un moine, un religieux,
est avec autant de

peut abdiquer une profession pour en embrasser une autre. Mais cet empereur, dans une loi publiée au mois de novembre 532, dit que la constitution de l'empereur *Léon* dont je viens de parler, lui étant tombée sous les yeux, lui a donné l'idée d'en faire une plus parfaite. En conséquence, il a défendu à tout religieux de quitter l'habit monastique, pour se livrer à une autre profession, & pour aspirer aux dignités temporelles. Ce prince condamne ceux qui tomboient dans cette espèce d'apostasie, non pas à retourner dans leur couvent, pour reprendre l'habit & la règle; mais à rentrer dans la curie dont ils étoient membres, au moment où ils avoient embrassé l'état monastique. S'ils étoient riches, on les imposoit à toutes les charges pécuniaires; autrement, on leur faisoit subir toutes les corvées. *Si quidem locuples sit, etiam pecuniaria subiturus munera; sin minus, corporalia munera, &c. L. 53, C. de Episc. & Cleric.* Et si l'apostat vouloit, par la suite, se soustraire à ce joug, la curie qui avoit droit de le revendiquer, confisquoit tous ses biens, dont la moitié tournoit au profit de cette curie, &

L'autre moitié étoit dévolue au préfet du prétoire, dans la juridiction duquel étoit cette curie, afin d'engager ce magistrat, par son propre intérêt, à tenir la main à l'exécution de cette loi.

Par une ordonnance subséquente, le même prince attribua au monastère tous les biens que le religieux déserteur possédoit lorsqu'il étoit entré dans l'état monastique. *Si quis autem forte semel dedicatus, schemateque positus, deinde à ministerio discedere voluerit, & privatam fortassis eligere vitam; ipse quidem sciat quam pro hoc debet satisfactionem: res autem quascumque habuerit, dum in monasterium intrabat, eas domini esse monasterii.* Nov. 5, cap. 4.

De-là, deux conséquences: la première, que les vœux en religion ne dépouilloient pas alors celui qui les prononçoit, de la propriété de ses biens: la seconde, qu'il n'étoit pas de leur essence d'attacher irrévocablement le religieux à son état.

Il y a plus: ces vœux n'annulloient pas le mariage contracté depuis leur émission. Une foule de canons pourroient venir à l'appui de cette proposition; & l'on en pourroit rassembler une quantité suffisante pour faire une dis-

346 *Religieuse mariée.*

fertation en règle. On en peut trouver une grande partie dans la collection de *Gratien*, *Distinct.* 27 & 28, & *Caus.* 27, quest. 1. On feroit voir facilement que cette discipline s'est maintenue jusqu'au douzième siècle.

Citons-en un exemple, tiré de *Gratien*. *Innocent I*, qui vivoit au commencement du cinquième siècle, écrivoit à *Victrice*, prélat de l'église de Rouen, qu'il ne falloit pas admettre à la pénitence publique une religieuse qui, après s'être vouée à Dieu, s'étoit mariée; & qu'il falloit, pour lui accorder cette grâce, que son mari fût mort. *Quæ Christo spiritualiter nubunt, & à sacerdote velantur, si publicè postea nupserint, non eas admittendas esse ad pœnitentiam agendam, nisi hi quibus se junxerant, à mundo recesserint.* *Caus.* 27, quest. 1, cap. 10.

Le motif de cette décision est que ceux que l'église tenoit en pénitence publique étoient obligés de vivre dans la continence, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu l'absolution; & ce pape ne croyoit pas que la faute de la femme dût priver le mari d'un droit qu'il avoit acquis par le mariage. Ce mariage donnoit donc des droits; il étoit donc

Religieuse mariée.

valide , nonobstant les vœux de la femme.

Deux textes semblent contraires à la vérité que j'établis ici.

Le concile de Chalcédoine , tenu en 451 , déclare que ceux qui ont fait profession religieuse , soit homme , soit femme , ne peuvent se marier ; & , s'ils se marient , ils doivent être excommuniés. Cependant , il est à la disposition de l'évêque de leur épargner cette peine. *Si qua mulier se dedicaverit Deo , similiter monachus , non liceat eis rursus jungi. Si verò inventi fuerint hoc facientes , maneat excommunicati. Statuimus verò eis posse fieri humanitatem , si ita probaverit episcopus loci. Caus. 27, quest. 1, cap. 22.*

Mais ce canon , comme l'on voit , ne déclare pas le mariage nul ; il n'ordonne pas aux conjoints de se quitter ; il finit seulement le mariage aux termes canoniques ; & encore donne-t-il à l'évêque la faculté d'en dispenser.

L'autre texte est tiré d'une lettre du pape saint Grégoire , au sous-diacre Anianus , qu'il envoyoit en Calcedoine. Il le charge de faire une perquisition exacte des moines mariés , & de les punir publiquement comme tels.

348 *Religieuse mariée.*

voyer dans leurs couvents tous ceux qui seront dans ce cas, *Et quia aliquas monachorum usque ad tantum nefas profuisset cognovimus, ut uxores publicè sortiantur; sub omni vigilantia eos requiras, & inventos digna coercitione, in monasteriis, quorum monachi fuerunt, retransmittas. Caus. 27, quest. 1, C. 39.*

Mais ou il suppose que la femme a consenti à ce mariage en connoissance de cause, ou il parle des moines qui passaient pour être mariés, quoiqu'ils ne le fussent pas en effet; alors la censure ne tomberoit que sur ces derniers: ou peut-être les vœux solennels en religion étoient, dans la Chalcédoine, par une discipline particulière à cette province, un empêchement dirimant au mariage.

Enfin, *saint Augustin*, qui vécut dans le quatrième & le cinquième siècle, condamne ceux qui soutiennent que le mariage des religieuses n'est pas un mariage, mais un adultère. Cette opinion inconsiderée, dit-il, peut produire un grand mal. En faisant rentrer ces femmes dans leurs couvents, on fait, de leurs maris, de véritables adultères, puisqu'on les autorise, du vivant de leur première femme, à contracter

un second mariage. Je ne peux donc pas , continue ce père de l'église , me déterminer à décider que ces unions ne sont pas des mariages. *Quâpropter non possum quidem dicere à proposito meliore lapsus , si nupserint , fœminas adulteriasse , non conjugia. Caus. 27 , quest. 1 , C. 41.*

L'expérience fit enfin connoître que , d'un côté , l'inconstance des religieux qui abdiquoient trop facilement leur état , de l'autre , la légèreté avec laquelle les supérieurs chassoient les sujets qui ne leur convenoient pas , quoiqu'attachés à l'ordre depuis long tems , occasionnoient beaucoup de troubles dans les familles & dans la société en général. Cette considération détermina Grégoire IX , qui vivoit vers le commencement du treizième siècle , à donner la fameuse décrétale , par laquelle il enjoit à tous les supérieurs de monastères de faire une recherche exacte de tous les religieux sortis , de leur propre mouvement , ou qui ont été expulsés de leurs couvents , & de les y faire réintégrer. S'ils continuent de mener une vie scandaleuse , ce pape autorise les supérieurs à les tenir séquestrés dans le même monastère , si

350 *Religieuse mariée.*

cela se peut sans scandale ; autrement ; il leur ordonne de les envoyer dans un autre monastère du même ordre , pour y faire pénitence , & y être fournis de tout ce qui est nécessaire à la vie (1).

Cette décrétale éprouva beaucoup de contradictions , beaucoup d'interprétations , de la part des supérieurs réguliers , qui se voyoient arracher , avec chagrin , la faculté de se défaire des sujets qui ne leur convenoient pas.

Mais leurs efforts furent vains ; & , depuis cette époque , toutes les loix canoniques ont prononcé l'irrévocabilité des vœux. Les loix civiles de tous les pays catholiques en ont adopté les dispositions : en sorte que , quand un religieux a prononcé légalement ses vœux,

(1) *Abbates , seu priores , fugitivos suos & ojectos de ordine suo requirant sollicitè annuatim. Qui , si in monasteriis suis recipi possunt , secundum ordinem regularem , abbates seu priores eorum , monitione præviâ , per censuram ecclesiasticam compellantur ad receptionem ipsorum , salvâ ordinis disciplinâ. Quod si hoc regularis ordo non patitur , auctoritate nostrâ provideant ut apud eadem monasteria in locis competentibus , si absque gravi scandalo fieri poterit ; alioquin in aliis religiosis domibus ejusdem ordinis , ad agendum ibi penitentiam , talibus vitæ necessaria ministrentur. Cap. 24 , extrâ , de regul-*

Revised _____

Il est intéressant de noter que l'ordre de la liste des candidats est le même que celui de la liste des candidats à la présidentielle.

On 22nd Nov 1944, the following was received from the
Director of the Ministry of the Interior, Berlin, Germany:
admiral, "The following is the result of the investigation
conducted by the Ministry of the Interior, Berlin, Germany,
on 22nd Nov 1944, in connection with the above-mentioned
case." The following is the result of the investigation
conducted by the Ministry of the Interior, Berlin, Germany,
on 22nd Nov 1944, in connection with the above-mentioned
case.

[illegible]

C'est à moi, en fait, et à
si universellement sage, que je
jamais, dans ses deux années
éprouver la plus sage citation

Cet engagement étant donc devenu irrévocable, & ayant formé une union indissoluble entre le père & le fils qui contractoit, & le corps qui étoit en crut devoir prendre des précautions pour s'assurer, d'un côté, qu'il y auroit liberté de la part du sujet qui se soumettoit à un joug dont il devoit se charger toute sa vie, & de l'autre, que ce sujet convenoit à la communauté qu'il recevoit, & n'étoit point d'un caractère qui pût troubler l'ordre & la paix de la maison.

352 *Religieuse mariée.*

On jeta d'abord les yeux sur l'âge ; & l'on crut qu'il ne falloit pas souffrir qu'un engagement de cette importance pût être contracté avant le tems où l'on est capable de connoître l'importance de la démarche à laquelle on se déterminoit.

Saint Léon, qui vivoit dans le cinquième siècle, règle que les filles ne pourroient prendre le voile sacré, qu'après avoir persévéré dans la virginité, jusqu'à l'âge de quarante ans. *Ut monacha non acciperet velaminis capitis benedictionem nisi probata fuerit in virginitate annis quadraginta.*

Si l'on en croit le recueil de *Gratien* ; la discipline a beaucoup varié sur ce point. Mais la plupart des passages dont il a composé la question première de la cause 20, sont apocryphes. Voici les plus remarquables. Il en est un tiré de *saint Grégoire*, lib. 3., epist. 2., qui défend de confier la place d'abbesse à une personne trop jeune ; & d'admettre à la profession d'autres vierges, que celles qui ont vécu dans le célibat pendant soixante ans. *Juenculas fieri abbatissas vehementissimè prohibemus. Nullam igitur fraternitas tua, nisi sexagenariam virginem, cujus vita hoc atque*

*NOTES EXEGERINT, VELARI PERMISSAS. C. 1.
C. 20, cap. 12.*

Le canon suivant, que Grégoire dit avoir été ni promulgué comme de l'usage, réformant cet âge à quarante ans *SANCTIMONIALES ANTE ANNUM QUADRAGESIMUM NOB. VENIUNT.* Mais ce passage ne se trouve ni dans le canon, ni dans aucun des conciles de l'usage. Il y a un qui est véritablement un de ce concile à l'égard de l'âge auquel on se peut de faire profession, à vingt ans, au lieu de faire vingt quatre ans. *PLACUIT UT ANTE VIGINTI QUINQUE ANNOS NULLA DE MONASTIO ADMITTANTUR, NEE REGULA SUBIACENTUR. J. C. cap. 14.* Il y a en outre un canon à ce sujet, & qui se le trouve pour les monastères de ce genre à l'âge de vingt ans. *Virgines NOB. VENIUNT ANTE VIGINTI QUINQUE ANNOS.*

Quoi qu'il en soit, il y a un canon de ces canons, qui est quelque chose de plus strict. On voit au concile de Léon pour les monastères, que les filles doivent entrer dans le cours de la vie, à l'âge de vingt ans, nécessaire pour l'entrée de la vie de célibat, que l'on ne suppose à l'âge de

cipline , engagea les empereurs *Léon & Majorien* à revêtir son règlement du sceau de leur autorité , par une loi solennelle.

Les motifs éclairés & religieux , le style élevé de cette loi , tout en est remarquable. Ces princes sont révoltés entr'autres de la barbarie de ces parents, qui sacrifient leurs filles , en les forçant de se faire religieuses , à la haine injuste dont ils se sont laissé prévenir , & à la prédilection en faveur des autres enfants. En conséquence , ils veulent que l'entrée du cloître soit absolument fermée à toute fille qui n'aura pas atteint sa quarantième année. Cette loi, que sa longueur ne me permet pas de copier ici , se trouve à la suite du code Théodosien , dans un recueil de nouvelles de plusieurs empereurs. Elle est du mois d'octobre 458.

Le concile de Sarragosse , en 380 , & celui d'Agde , en 506 , contiennent le même règlement.

La sagesse & la justice de ces loix est précisément ce qui en a empêché l'exécution. Les monastères feroient demeurés déserts , ou du moins ils n'auroient été habités que par des personnes qu'un choix libre & bien réfléchi ,

356 *Religieuse mariée.*

cundum Deum , aggressurus est , veluti quoddam signaculum imprimentes , hinc eum ad non diù cunctandum & tergiversandum inducentes , vel potius etiam ad boni electionem & constitutionem incitantes. Can. 40.

Si on en croit *saint Ambroise* , lib. 3, de *Virginibus* , l'âge propre à faire des vœux , est l'âge où la loi a décidé que la puberté rendoit propre au mariage ; en sorte qu'une fille peut prononcer des vœux à douze ans , & un garçon à quatorze.

Il paroît que l'église romaine adopta enfin ce point de discipline ; & c'est le droit commun des décrétales , comme on peut le voir par les chapitres 8 , 11 & 12. *Extra , de Regularibus* : avec cette restriction néanmoins que , dans les ordres remarquables par leur austerité , les vœux ne pouvoient être prononcés avant dix-huit ans. *Cap. 6, extra, eod.*

Cette raison déterminâ quelques fondateurs ou réformateurs d'ordres à fixer un âge , plus avancé que celui qui l'avoit été par le droit commun. Par les anciens statuts des chartreux , il ne leur est permis d'admettre personne avant vingt ans. *Pueros , sive adolescen-*

Pallavicin, dans son histoire de ce concile, nous apprend que *Barthelemi des Martyrs*, archevêque de Prague, & *Pierre Guerrero*, archevêque de Grenade, se joignirent aux généraux, dont ils soutinrent la prétention avec chaleur.

Le premier représenta qu'on ne voyoit guere de bons religieux, que ceux qui avoient embrassé cet état dans un âge tendre, & avant d'avoir goûté les douceurs de l'indépendance.

Le second alléguait une raison assez singulière. Il est décidé, dit-il, que le mariage non consommé est dissous par le vœu solennel en religion. Or, s'il prenoit envie à une fille qui s'est mariée à douze ans, de se faire religieuse avant la consommation de son mariage, il faudroit donc que celui qui l'auroit épousée attendît à se marier, qu'elle eût atteint l'âge de dix-huit ans.

Cet inconvénient parut si grand, qu'on se déterminait à ne rien changer à l'usage de faire profession à seize ans. Ainsi, pour éviter un inconvénient qui n'arrive presque jamais, on autorisa une pratique qui ouvroit la porte à tant d'engagements téméraires, & qu'on a été obligé de réformer depuis.

Index 100

THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE 45 SAMPLES
OBTAINED FROM THE-
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE 45 SAMPLES
OBTAINED FROM THE-
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE 45 SAMPLES
OBTAINED FROM THE-

Ce n'est ni l'argent ni la puissance
de l'État, et la nation a besoin de
un peu de courage de l'État, et de
des hommes.

Enfin l'écrit du mois de mars 1844, qui
recule cet âge jusqu'à vingt ans, pour
les hommes, & dix-huit ans pour les

Mais ce n'est pas tout, & c'est encore
qui s'offre, & dont on se fait un
le sacrifice, au prix de sa vie
pour l'accomplir il faut
à l'autel ou la pierre
me vont être immolés
pable de
C'est
à la

1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953. 1954. 1955. 1956. 1957. 1958. 1959. 1960. 1961. 1962. 1963. 1964. 1965. 1966. 1967. 1968. 1969. 1970. 1971. 1972. 1973. 1974. 1975. 1976. 1977. 1978. 1979. 1980. 1981. 1982. 1983. 1984. 1985. 1986. 1987. 1988. 1989. 1990. 1991. 1992. 1993. 1994. 1995. 1996. 1997. 1998. 1999. 2000. 2001. 2002. 2003. 2004. 2005. 2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017. 2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029. 2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041. 2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053. 2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065. 2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077. 2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089. 2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 2100. 2101. 2102. 2103. 2104. 2105. 2106. 2107. 2108. 2109. 2110. 2111. 2112. 2113. 2114. 2115. 2116. 2117. 2118. 2119. 2120. 2121. 2122. 2123. 2124. 2125. 2126. 2127. 2128. 2129. 2130. 2131. 2132. 2133. 2134. 2135. 2136. 2137. 2138. 2139. 2140. 2141. 2142. 2143. 2144. 2145. 2146. 2147. 2148. 2149. 2150. 2151. 2152. 2153. 2154. 2155. 2156. 2157. 2158. 2159. 2160. 2161. 2162. 2163. 2164. 2165. 2166. 2167. 2168. 2169. 2170. 2171. 2172. 2173. 2174. 2175. 2176. 2177. 2178. 2179. 2180. 2181. 2182. 2183. 2184. 2185. 2186. 2187. 2188. 2189. 2190. 2191. 2192. 2193. 2194. 2195. 2196. 2197. 2198. 2199. 2200. 2201. 2202. 2203. 2204. 2205. 2206. 2207. 2208. 2209. 2210. 2211. 2212. 2213. 2214. 2215. 2216. 2217. 2218. 2219. 2220. 2221. 2222. 2223. 2224. 2225. 2226. 2227. 2228. 2229. 2230. 2231. 2232. 2233. 2234. 2235. 2236. 2237. 2238. 2239. 2240. 2241. 2242. 2243. 2244. 2245. 2246. 2247. 2248. 2249. 2250. 2251. 2252. 2253. 2254. 2255. 2256. 2257. 2258. 2259. 2260. 2261. 2262. 2263. 2264. 2265. 2266. 2267. 2268. 2269. 2270. 2271. 2272. 2273. 2274. 2275. 2276. 2277. 2278. 2279. 2280. 2281. 2282. 2283. 2284. 2285. 2286. 2287. 2288. 2289. 2290. 2291. 2292. 2293. 2294. 2295. 2296. 2297. 2298. 2299. 2300. 2301. 2302. 2303. 2304. 2305. 2306. 2307. 2308. 2309. 2310. 2311. 2312. 2313. 2314. 2315. 2316. 2317. 2318. 2319. 2320. 2321. 2322. 2323. 2324. 2325. 2326. 2327. 2328. 2329. 2330. 2331. 2332. 2333. 2334. 2335. 2336. 2337. 2338. 2339. 2340. 2341. 2342. 2343. 2344. 2345. 2346. 2347. 2348. 2349. 2350. 2351. 2352. 2353. 2354. 2355. 2356. 2357. 2358. 2359. 2360. 2361. 2362. 2363. 2364. 2365. 2366. 2367. 2368. 2369. 2370. 2371. 2372. 2373. 2374. 2375. 2376. 2377. 2378. 2379. 2380. 2381. 2382. 2383. 2384. 2385. 2386. 2387. 2388. 2389. 2390. 2391. 2392. 2393. 2394. 2395. 2396. 2397. 2398. 2399. 2400. 2401. 2402. 2403. 2404. 2405. 2406. 2407. 2408. 2409. 2410. 2411. 2412. 2413. 2414. 2415. 2416. 2417. 2418. 2419. 2420. 2421. 2422. 2423. 2424. 2425. 2426. 2427. 2428. 2429. 2430. 2431. 2432. 2433. 2434. 2435. 2436. 2437. 2438. 2439. 2440. 2441. 2442. 2443. 2444. 2445. 2446. 2447. 2448. 2449. 2450. 2451. 2452. 2453. 2454. 2455. 2456. 2457. 2458. 2459. 2460. 2461. 2462. 2463. 2464. 2465. 2466. 2467. 2468. 2469. 2470. 2471. 2472. 2473. 2474. 2475. 2476. 2477. 2478. 2479. 2480. 2481. 2482. 2483. 2484. 2485. 2486. 2487. 2488. 2489. 2490. 2491. 2492. 2493. 2494. 2495. 2496. 2497. 2498. 2499. 2500. 2501. 2502. 2503. 2504. 2505. 2506. 2507. 2508. 2509. 2510. 2511. 2512. 2513. 2514. 2515. 2516. 2517. 2518. 2519. 2520. 2521. 2522. 2523. 2524. 2525. 2526. 2527. 2528. 2529. 2530. 2531. 2532. 2533. 2534. 2535. 2536. 2537. 2538. 2539. 2540. 2541. 2542. 2543. 2544. 2545. 2546. 2547. 2548. 2549. 2550. 2551. 2552. 2553. 2554. 2555. 2556. 2557. 2558. 2559. 2560. 2561. 2562. 2563. 2564. 2565. 2566. 2567. 2568. 2569. 2570. 2571. 2572. 2573. 2574. 2575. 2576. 2577. 2578. 2579. 2580. 2581. 2582. 2583. 2584. 2585. 2586. 2587. 2588. 2589. 2590. 2591. 2592. 2593. 2594. 2595. 2596. 2597. 2598. 2599. 2600. 2601. 2602. 2603. 2604. 2605. 2606. 2607. 2608. 2609. 2610. 2611. 2612. 2613. 2614. 2615. 2616. 2617. 2618. 2619. 2620. 2621. 26

& cette épreuve est autant pour l'aspirant, que pour la communauté, dans laquelle il veut s'engager. Son caractère, ses mœurs, ses inclinations, sont-elles compatibles avec la règle? Son tempérament en pourra-t-il soutenir les rigueurs? Tels sont les objets sur lesquels il est nécessaire que le sujet qui se présente s'essaye lui-même, & soit essayé par ceux qui doivent l'aggréger parmi eux.

Il paroît, par les ouvrages de *saint Basile*, & par d'autres monuments des premiers siècles de l'église, que la durée de ce tems étoit autrefois arbitraire. Dans les déserts de l'Egypte, on le prolongeoit jusqu'à trois ans. *Justinien* avoit adopté ce terme, dans sa *novelle 5, cap. 2. Accedentes*; dit-il, *ad vitam monasticam per triennium in veste laicâ manebant, divina addiscentes eloquia; & ut reverendissimi eorum abbates requirant eos unde eis desiderium vite singularis accesserit, & discantes ab eis quid nulla maligna occasio ad hoc eos adduxit, habeant inter eos qui adhuc docentur & monentur, & experimento percipiant eorum tolerantiam & honestatem. Non enim facilis est vite mutatio; sed cum anime fit labore.*

Mais,

Mais , comme ce noviciat n'avoit d'autre objet , d'un côté , que de faire connoître , par expérience , au novice , les détails de la règle qu'il vouloit embrasser , & les pratiques auxquelles il devoit se soumettre ; & de l'autre , d'instruire les religieux des dispositions , & de ce qu'ils devoient attendre du novice , on ne crut pas qu'il fût de l'essence de la profession En conséquence , l'usage universel adopra , peu à peu , à cet égard , la règle de *saint Benoît* , qui n'a jamais exigé plus d'un an de probation. C'est ce qui fait dire par *innocent III* , que le noviciat d'un an a été établi , tant en faveur du novice , qu'en faveur du monastère ; d'où il conclut que , d'un consentement respectif , on peut y déroger , & que les vœux , dans ce cas , quoique prononcés avant l'année de probation , n'en seront pas moins valides. Car , dit-il , il est bien des choses qui sont défendues , mais qui ne laissent pas de subsister quand elles sont faites. Mais , ajoute-t-il , il ne faut pas que les abbés admettent tout le monde indifféremment à la profession , avant l'année du noviciat (1).

(1) *Licet tempus probationis à sanctis patri-*

362 Religieuse mariée.

Il étoit donc à la discrétion des abbés d'abrégér le tems du noviciat ; & ils se laissoient fléchir , soit par prières , soit par d'autres considérations humaines ; & de là une foule de maux , soit pour les communautés , soit pour les sujets qui étoient ainsi admis sans avoir été éprouvés. Les frères prêcheurs portèrent l'abus jusqu'à n'exiger aucun noviciat. Les papes *Innocent IV* & *Boniface VIII* s'élevèrent contre ce relâchement : ces réglemens se trouvent *in-6°. de regul.*

Mais ils restèrent sans effet ; ce qui

bus sit indultum , non solum in favorem conversi , sed etiam monasterii , ut & ille asperitates istius , & illud mores illius valeat experiri , . . . tamen , antè tempus probationis regulariter præfinitum , is qui converti desiderat , habitum recipit , & professionem emittit , abbate per se , vel per alium , professionem recipientem monasticam , & monachalem habitum concedente . uterque renunciare videtur ei quod pro se noscitur introductum : ideoque obligatur , per professionem emissam pariter & acceptam , ad observantiam regularem , & verè monachus est censendus : quia multa fieri prohibentur , quæ , si facta fuerint , obtinent firmitatem . Prohibendum est autem abbatibus , ne passim antè tempus probationis quoslibet ad professionem recipiant ; & si , contrà formam præscriptam , quoslibet indiscretè receperint , animadversione sunt debitâ corrigendi , cum in subsidium fragilitatis humanæ spacium probationis sit regulariter institutum . Cap. 16 , extrâ , de regular.

364 *Religieuse mariée.*

L'objet de l'institution de ce tems d'épreuve. La communauté ne peut être assurée des mœurs, de la soumission, de la capacité du candidat, si elle ne le voit que par intervalles, & ne lui fait sentir qu'imparfaitement le poids du joug qu'il entreprend de porter. L'aspirant ne peut connoître l'étendue de ses forces, ni le fardeau des devoirs qu'il veut embrasser, s'il n'est pas exact à s'acquiescer de tous les exercices prescrits, ou s'il les interrompt; s'il mêle le relâchement du siècle à la rigueur de la discipline religieuse; si le noviciat enfin, au lieu d'être un sérieux essai de l'état de pénitence, auquel il aspire, est un tems de repos & de dissipation; si enfin il est partagé entre Dieu & le monde.

Aussi toutes les règles anciennes recommandent aux supérieurs de resserrer plus que jamais, pendant le tems du noviciat, les liens de la règle; de faire sentir toute son austerité; afin qu'en ayant éprouvé toutes les rigueurs, on soit dans le cas d'y mesurer ses forces, & de juger si elles pourront y suffire, & de s'y soustraire avant de s'y être voué; ou que l'on n'y trouve plus rien de difficile ou d'effrayant, lorsqu'il ne

fera plus possible de retourner en arrière.

Enfin , la validité des vœux en religion n'a lieu qu'autant que celui qui les prononce y est déterminé par un choix libre , & dont rien n'ait contraint la détermination.

Ce sont ces conditions qui rendent légal le lien indissoluble qui attache le religieux à son ordre , & le séquestre , pour jamais , de la société civile.

Qu'il me soit permis de placer ici quelques réflexions , qui furent proposées à la grand'chambre du parlement de Paris , & consignées dans un mémoire , imprimé & publié , lors d'un arrêt , rendu à la fin de 1769 , qui annulla des vœux sur la réclamation de celui qui les avoir prononcés.

« La vie religieuse , disoit on , con-
» sidérée en elle-même , mérite assuré-
» ment tous les éloges & toute la fa-
» veur possible. Il ne peut y avoir une
» meilleure méthode d'arriver à la per-
» fection & au bonheur , que de fuir
» le tumulte du monde , se réduire au
» simple nécessaire , se débarrasser du
» superflu , renoncer aux plaisirs des
» sens qui peuvent dégrader la raison ,
» s'associer à des hommes vertueux qui

366 *Religieuse mariée.*

» tendent au même but , & qui soient
» en état de montrer le chemin.

» Mais , s'il étoit permis d'opposer
» la raison aux préjugés , on prouveroit
» aisément que , comme il ne faut pas
» empêcher ni troubler ceux qui veu-
» lent professer ce genre de vie , il ne
» faut , non plus , apporter aucun em-
» pêchement à ceux qui veulent le quit-
» ter. Quelque résolution que nous
» ayons faite d'y rester , il ne sauroit y
» avoir aucun motif raisonnable de
» nous forcer à la persévérance.

» Si c'est pour nous-mêmes que nous
» l'avons embrassé , nous devons rester
» maîtres d'en changer dès qu'il cesse
» de nous plaire.

» Si c'est pour Dieu , nous cessons de
» lui convenir , dès que nous sommes
» las de porter son joug. Son service &
» sa gloire ne demandent que des hom-
» mes de bonne volonté (1).

(1) Si l'on a laissé établir l'irrévocabilité
des vœux , si les loix civiles l'ont adoptée ,
c'est qu'on les a regardés comme un contrat
formé entre Dieu & celui qui se voue à lui ;
& l'on est parti du principe qui établit l'irré-
vocabilité des contrats. Mais ils peuvent être
anéantis par la volonté respective des con-
tractans. Celle du religieux qui réclame est
bien manifeste. Celle de Dieu n'est pas

» quer le système actuel des vœux mo-
 » nastiques , ni le despotisme qui en-
 » résulte. Mais , puisqu'ils sont deve-
 » nus une affaire capitale , c'est bien la
 » moindre chose que les conditions né-
 » cessaires à leur validité , s'observent
 » en toute rigueur.

» Être réputé mort dans l'opinion
 » des hommes , n'avoir plus de droit
 » sur la terre , n'avoir pas une action à
 » soi , pas un moment dont on puisse
 » disposer ; appartenir , sans espérance
 » de manumission , à un être de raison ,
 » à un corps , dont la puissance peut
 » tomber en mauvaises mains ; passer
 » sa vie avec des caractères , souvent
 » mal assortis ; se laisser gouverner par
 » des gens qui , quelquefois , ne con-
 » noissent ni l'objet , ni les bornes de
 » leur pouvoir ; avoir non-seulement
 » autour de soi des murs où l'on est
 » gardé ; mais , à côté de soi , des ca-
 » chots qui ne sont jamais éclairés de
 » la lumière publique : une telle exis-
 » tence fait frémir la nature qui nous
 » a faits libres , & ne se concilie guère
 » avec le christianisme , qui ne veut
 » point d'esclaves.

» Les loix n'ont point entouré ce
 » précipice d'un assez grand nombre

» de précautions. C'est un cruel oubli
» qu'elles permettent à des mineurs
» de courir de si grands hasards , &
» qu'elles aient laissé , jusqu'à présent ,
» irrévocables , à leur égard , des en-
» gagements d'une si médiocre impor-
» tance pour la religion , & d'une si
» grande importance pour le bonheur
» de ceux qui les contractent. Il a tou-
» jours paru absurde qu'on pût dis-
» poser de sa personne dans un âge où
» elles ne permettent pas de disposer ,
» sans retour , d'un seul pouce de
» terre , & qu'un enfant , qui ne peut
» pas vivre quelque tems avec son père
» & sa mère , pût s'engager , pour tou-
» jours , à vivre sous la loi d'un étranger.

» La minorité est comme le noviciat
» de la vie humaine. Il n'est pas juste
» d'en abrégér le tems , pour l'affaire
» du monde la plus sérieuse. A cet âge ,
» la raison n'est encore que dans son
» crépuscule ; la volonté n'a point ac-
» quis sa force & sa fermeté. On ne se
» connoît point soi-même ; on n'est
» point en état de connoître le poids
» de l'engagement à la vie religieuse ,
» d'en connoître les devoirs , les désa-
» gréments , les peines , les périls &
» les écueils. N'y eût-il donc que de la

» témérité dans le sacrifice qu'on a fait
 » de sa liberté , encore ne faudroit-il
 » pas être inexorable à la voix du re-
 » pentir ; sur-tout après l'expérience du
 » malheur.

» Parce qu'un adolescent se sera mis,
 » de lui-même , dans un piège , ce n'est
 » pas une raison de l'y laisser : parce
 » qu'il se sera chargé d'un fardeau trop
 » lourd , ce n'est pas une raison de le
 » laisser accablé. Son âge est , au con-
 » traire , une raison de le prendre en
 » pitié , & de lui tendre une main se-
 » courable.

» Cette commisération est d'autant
 » plus juste , que le défaut de précau-
 » tions contre les surprises & les im-
 » pressions de violence auxquelles cet
 » âge est exposé par son inexpérience &
 » sa fragilité , a donné , dans cette ma-
 » tière , ouverture aux plus grands abus.

» Nous n'avons point reçu , dans nos
 » mœurs , l'abdication qui étoit usitée
 » chez les Grecs & chez les Romains (1),
 » encore moins le droit de vie & de
 » mort qu'avoient les pères sur leurs
 » enfants , dans les premiers tems de
 » la république. Un père ne peut pas

(1) *Quintil. declam. 260, & Avod. Nct.*

» dire à son fils : je te renie pour l'a-
» venir , tu n'es plus à moi ; sors de ma
» maison , & ne parois plus en ma pré-
» sence. Mais nous avons une manière
» plus terrible & plus aisée de faire
» perdre aux enfants les droits de fa-
» mille , en les forçant à se faire re-
» ligieux.

» Il falloit , pour l'abdication , un
» insigne forfait , tel que ceux que nous
» punissons par l'exhérédation ; & ce
» châtimement ne pouvoit se déferer par
» les pères, qu'après en avoir obtenu per-
» mission des magistrats , en grande
» connoissance de cause , & sur assigna-
» tion à cri public. Nous , au contraire ,
» nous n'avons besoin ni de cause , ni
» de cérémonie judiciaire. Si nous réuf-
» sissons bien à effacer les vestiges de
» la violence , voilà un enfant perdu
» sans ressource. Nous lui ôtons tout
» ce qu'il a , & l'espérance de jamais
» rien avoir. Nous gagnons , contre
» lui , tout l'effet de l'abdication ; nous
» lui rendons sa condition encore pire ,
» & le précipitons dans un bien plus
» grand malheur.

» Car enfin l'abdiqué ne perdoit que
» son père & sa famille ; il gardoit
» encore sa patrie & sa liberté , & pou-

372. *Religieuse mariée.*

» voit aller où bon lui sembloit ; même
» me aspirer aux différents états , &
» aux grades de la vie civile.

» Un religieux , au contraire , perd
» tout , famille , patrie , liberté. C'est
» désormais un être nul à notre égard.
» Sa personne est fondue dans l'ordre ,
» & il n'a plus d'existence propre &
» séparée : il ne peut plus rien ; & , re-
» lativement à l'ordre , c'est un être
» purement passif , qui ne pourra plus
» dormir , boire & manger qu'au gré
» d'autrui , exposé à faire éternellement
» le contraire de ce qu'il desire , & à
» souffrir les plus durs traitements , s'il
» hésite : état mille fois plus triste , que
» le supplice de la mort , qui ne dure
» qu'un instant.

» Nous privons , d'un même coup ,
» la patrie d'un citoyen ; & , s'il ob-
» serve ses vœux , nous étouffons le
» germe de sa postérité. S'il ne les ob-
» serve pas , nous le réduisons à ne
» produire que des rejettons furtifs ,
» & d'infâmes rebuts de la société :
» genre d'attentat tout-à-fait inconnu
» dans le paganisme.

» Il n'y a rien de si facile à com-
» mettre que cet abus. Nous ne con-
» duisons un enfant ni aux évêques ,

... ..

• UNITED STATES - - - - -

— *Journal of the American Medical Association*, 1997



3. ~~_____~~

3) _____

100-443887-1

1990

—

[illegible]

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

* LEADS -

DESIGNER:

3) THE DEPT. OF JUSTICE

725000 12 25-1-1

Le 22-12-1944

Vices, 2-11-11

men: 1222 - 1222

~~effluent~~ - - - - -

^a Soit que les deux

* NOUVEAU COURS

NOTE: If you are unable to read this document, please contact the National Archives at College Park, Maryland, at 1-800-837-6222.

2. morning 2. morning

* Long -

4001-2000

Motivation:

MILITARY

374 *Religieuse mariée.*

» leur ruine dans notre ame. Plus elles
» sont importantes , plus elles doivent
» être intimes, libres & volontaires.

» Il ne doit donc rien y avoir , au
» monde , de si volontaire , que le re-
» noncement à sa volonté ; rien de si
» libre , que le sacrifice de sa liberté ;
» rien de si personnel , que l'abdic-
» tion de sa personne.

» En général, tous les actes extérieurs
» émanent de notre volonté ; mais tous
» n'y sont pas conçus : quelques uns
» dérivent d'une volonté étrangère, &
» ne sont , pour ainsi dire , que passer
» par la nôtre.

» Ceux même qui ont leur principe
» au-dedans de nous , n'y sont pas tous
» conçus de la même manière. Les uns
» se font avec connoissance & par
» choix , les autres par ignorance ou
» par erreur. Les uns procèdent de l'in-
» clination naturelle qui nous y portoit ;
» les autres naissent de la nécessité im-
» posée par les circonstances.

» On ne fait rien , on ne dit rien
» qu'on ne le veuille bien ; & cepen-
» dant il y a une infinité de choses
» qu'on n'auroit point dites, ou qu'on
» n'auroit point faites , si l'on avoit sçu
» tout ce qu'il importoit de sçavoir ,

» ou si l'on avoit pu suivre son propre
» mouvement.

» Il n'y a proprement de volontaire
» & de libre , ni par conséquent d'o-
» bligatoire & de valable , que ce que
» l'on fait sciemment , de plein gré,
» & sans mélange d'aucune répugnance,
» ni d'aucune impression étrangère.

» On appelle involontaire tout acte
» qui , sous une apparence de volonté ,
» cache une volonté contraire. Tels sont
» ceux qu'on nous fait faire aveugle-
» ment , par de fausses persuasions , ou
» de frauduleuses dissimulations , &
» ceux que nous faisons avec connois-
» sance , par une nécessité contraire à
» notre penchant. Réclamer contre de
» tels actes , ce n'est pas changer de vo-
» lonté , c'est persévérer dans l'an-
» ciennne.

» Ils sont nuls , de plein droit , de-
» vant Dieu , qui scrute les mœurs , &
» qui voit , à découvert , d'où procèdent
» tous nos mouvements ; ils sont mê-
» me indignes de lui , inutiles à sa
» gloire , & contraires à sa volonté , si
» ce sont des vœux qui s'adressent à
» lui.

» Ils ne sont pas d'une nullité si
» prompte devant les hommes , aux

376 *Religieuse mariée.*

» yeux de qui les substances spirituelles.
 » sont couvertes d'un nuage presqu'im-
 » pénétrable ; & qui ne peuvent avoir
 » connoissance des dispositions inté-
 » rieures de la volonté , que par des
 » signes extérieurs.

» Mais , quand une fois il est certain
 » qu'ils procèdent moins de la propre
 » volonté , que des causes dont elle
 » étoit environnée , l'autorité publique,
 » dans tous les tribunaux du monde ,
 » y applique le remède de la restitution
 » en entier. Loin de prêter secours à
 » ceux qui voudroient s'en procurer l'e-
 » xécution , elle s'interpose & se joint
 » à la partie souffrante , pour empêcher
 » qu'ils n'aient effet , ou pour faire
 » cesser celui qu'ils ont eu. C'est pro-
 » téger la véritable volonté , que d'a-
 » néantir ce qui n'en a que l'apparence.
 » C'est satisfaire au premier devoir de
 » l'humanité ; que de guérir les plaies
 » faites à la condition humaine par
 » l'imprudence , le dol & la méchan-
 » ceté. C'est faire un acte de religion ;
 » que d'ôter , de devant Dieu , des sa-
 » crifices qu'il réproûve : & , comme
 » il ne sçauroit y avoir d'état agréable
 » à ses yeux , que celui auquel il nous
 » appelle , c'est entrer dans ses vues ;

1. **THEORY** 2. **EXPERIMENT** 3. **CONCLUSION**

1. **THE** 2. **THE** 3. **THE** 4. **THE** 5. **THE** 6. **THE** 7. **THE** 8. **THE** 9. **THE** 10. **THE** 11. **THE** 12. **THE** 13. **THE** 14. **THE** 15. **THE** 16. **THE** 17. **THE** 18. **THE** 19. **THE** 20. **THE** 21. **THE** 22. **THE** 23. **THE** 24. **THE** 25. **THE** 26. **THE** 27. **THE** 28. **THE** 29. **THE** 30. **THE** 31. **THE** 32. **THE** 33. **THE** 34. **THE** 35. **THE** 36. **THE** 37. **THE** 38. **THE** 39. **THE** 40. **THE** 41. **THE** 42. **THE** 43. **THE** 44. **THE** 45. **THE** 46. **THE** 47. **THE** 48. **THE** 49. **THE** 50. **THE** 51. **THE** 52. **THE** 53. **THE** 54. **THE** 55. **THE** 56. **THE** 57. **THE** 58. **THE** 59. **THE** 60. **THE** 61. **THE** 62. **THE** 63. **THE** 64. **THE** 65. **THE** 66. **THE** 67. **THE** 68. **THE** 69. **THE** 70. **THE** 71. **THE** 72. **THE** 73. **THE** 74. **THE** 75. **THE** 76. **THE** 77. **THE** 78. **THE** 79. **THE** 80. **THE** 81. **THE** 82. **THE** 83. **THE** 84. **THE** 85. **THE** 86. **THE** 87. **THE** 88. **THE** 89. **THE** 90. **THE** 91. **THE** 92. **THE** 93. **THE** 94. **THE** 95. **THE** 96. **THE** 97. **THE** 98. **THE** 99. **THE** 100. **THE**

Keywords: child sexual abuse; disclosure; disclosure strategies

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1001-1005.

[illegible][illegible]

Keywords: *work, work-life balance, work-family balance, work-family conflict, work-family interface, work-family issues, work-family research, work-family studies, work-family research community, work-family research network, work-family research community, work-family research network*

... ..

[illegible]

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1001-1005.

— *Journal of the American Medical Association*, 1997

— *Journal of the American Medical Association*, 1967, 201: 1001-1002.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1036.

• **Intermittent** – occurs at irregular intervals

Figure 6. The effect of the concentration of the inhibitor on the rate of polymerization of styrene initiated by AIBN at 70°C. [Styrene] = 1.0 mol/L; [AIBN] = 0.005 mol/L; [Inhibitor] = 0.0001–0.001 mol/L. (●) DMSO; (○) DMF; (□) NMP; (△) CH₂Cl₂; (◇) CH₃CN; (▽) CH₃COOH; (◊) CH₃NO₂.

[illegible]

► **How to use this book:** This book is designed to be used in a variety of ways. It can be used as a textbook for a course in the history of the United States, or as a reference work for students and teachers alike. It can also be used as a source of information for general readers interested in the history of the United States. The book is divided into two main parts: the first part covers the period from 1776 to 1865, and the second part covers the period from 1865 to the present. Each part is further divided into chapters, and each chapter is further divided into sections. The book is written in a clear and concise style, and it is easy to read. It is also a very useful reference work, as it contains a large amount of information on the history of the United States. The book is a must-read for anyone interested in the history of the United States.

► *Future research* – The authors suggest that future research should focus on understanding the mechanisms through which the intervention works, as well as exploring its long-term effects.

● **Answer:** (A) **Explanation:** The passage states that the author is not a fan of the movie. The author's opinion is that the movie is not good. The author's opinion is that the movie is not good. The author's opinion is that the movie is not good.

References

Exhibits 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848,

Ce

peine la tunc z. 2000...

qui le soulevait sur son

SEEK THE TRUTH

& TITLES OF THE VOLUMES

[illegible]

for CO_2 is 1.5×10^{-10} mole/m²/sec.

title count 17 20 20 20 20

grainde de a rîndi în jurul ei

Dachle

« Un acte n'est censé volontaire &
 » libre , qu'autant que la volonté étoit
 » dans son état naturel , dégagée de
 » toute circonstance fâcheuse qui pût
 » lui faire la loi ». *Si vis scire an velim ,*
 » *fac ut possim nolle. Senec.* Ce que l'on
 » fait dans un état de crise & de péril
 » est présumé dicté par la circonstance.
 » Cette présomption est autorisée par
 » une loi expresse en matière de vœux ;
 » & les canons ne demandent au ré-
 » clamant d'autre preuve , sinon qu'il
 » étoit dans un état violent , & qu'il y
 » avoit , pour lui , du danger à ne les
 » pas faire. C'est à ceux qui s'opposent
 » à sa sortie , de faire voir que ce n'est
 » pas cette nécessité qui l'a déterminé ,
 » & qu'il n'a suivi que sa propre inclina-
 » tion. Le rescript du pape *Alexandre*
 » *III* y est formel.

« Ce rescript fut donné en 1180 , à
 » l'occasion d'une femme de qualité ,
 » qu'un mari jaloux avoit livrée à ses
 » satellites , pour la poignarder dans
 » un bois , & qui n'avoit fléchi leur fé-
 » rocité qu'en se soumettant à prendre
 » le voile dans un monastère. Depuis ,
 » elle avoit quitté le couvent , malgré
 » sa profession ; & on vouloit la forcer
 » à y rentrer. *Faites-la rentrer* , dit le

» pape , s'il est bien prouvé que ce n'est
» point la crainte de la mort qui l'a fait
» entrer (1). D'où il suit nécessairement

(1) *Perlatum est ad audientiam nostram quoddam, cum quidam nobilis & potens M. uxorem suam suspectam haberet, milites sui, ejus præcepto, eam ad quamdam sylvam ducentes, evaginato gladio, occidere voluerunt: sed tamen, pietate ducti, sub tali conditione pepercerunt eidem quoddam, in monasterio de Calabris, habitum suscipere monachalem. (Quo audito, maritus ejus, quia reservata erat ad vitam, gravè plurimum tulit, sed tamen postmodum acquievit: sicque factum est quoddam duos episcopos Cæsar Augustensem & Teausonensem, ut eam benedicerent, & illi velum imponerent, ad monasterium ipsum adduxit. Episcopi verò missi à viro ut ei velum imponerent, quia juvenis erat, & filium parvulum habebat, mutationem vitæ suæ suspectam habentes, seorsum convenerunt; eandemque rem patefaciens quoddam mortis timore monasterium intrabat, proposuit & quoddam indè quancumque posset, exiret. Sed alter episcoporum, ut viri tyrannidi satisfacere videretur, mulieri velum imponere simulavit. Tandem, viro de medio sublato, prædicta mulier de monasterio exiens, alium maritum accepit, quos Galla Garitanensis episcopus, ad instantiam sororum, vinculo excommunicationis adstrinxit, (ignorans penitus quomodo res processisset; quoniam utique sententiam venerabilis fratris nostri Terragonensis archiepiscopi postea confirmavit. Nos igitur de prudentiâ & honestate vestrà, confidentes, causam ipsam experientiæ vestræ duximus committendam, & sine*

380 *Religieuse mariée.*

» que , s'il n'y a point d'autre motif
» bien prouvé , la crainte de la mort
» doit passer pour le motif certain ».

On entroit , ensuite , dans les détails de la vie du réclamant , & des circonstances qui avoient suivi sa désertion , pour établir que cette crainte avoit été l'unique motif qui lui avoit arraché sa profession.

Je ne donnerai ni effet , ni approbation à ce qui sera fait par principe de crainte (1) , disoit autrefois , le préteur à Rome ; & ce décret étoit écrit en lettres d'or sur des tables d'airain , toujours présentes aux regards du public. Notre religion , dont les décrets sont

debito terminandam). Idèoque mandamus quatenus prædictam mulierem & virum , recepto sacramento , quod vestro debeant stare mandato , ab excommunicationis vinculo absolvatis. Deinde tam mulierem , quam priorissam & moniales præscripti monasterii antè vestram præsentiam convocantes , si legitimè probatum fuerit non timore mortis prædictam mulierem religionem intrasse , aut quod fecit , postmodum ratum habuisse , ipsam ad monasterium redire , & habitum depositum reassumere censurâ ecclesiasticâ compellatis. Cap. 1 , extra , de his quæ vi met. ve caus. fiunt.

(1) *Ait prætor : quod metus causâ gestum erit , ratum non habetur. Li. 1 , ff. Quod met. caus. gest. er.*

beaucoup plus saints que celui du préteur , nous apprend que Dieu n'accepte de sacrifices que ceux qui sont parfaitement volontaires ; elle n'admet point les distinctions des jurifconsultes. Quel que soit le sujet de la crainte , ne fût-ce qu'un mal léger , dès que , sans elle , on ne se seroit pas déterminé , on n'est point lié devant Dieu , & on ne doit pas l'être devant les hommes. Tout le monde n'a pas la même fermeté d'ame : il y a des personnes faibles , qui succombent aux moindres impressions. Un léger péril fait , à leur égard , le même effet , qu'un plus grand , à l'égard des personnes courageuses , & suffit pour vicier ce qu'elles font.

Que sera ce donc , si c'est le péril de la mort ? La profession religieuse , disent tous nos auteurs , notamment l'auteur des loix ecclésiastiques , part. 3 , art. 10 , n°. 10 , faite par ce motif , est nulle dans son principe.

Rien n'est si terrible pour les ames ordinaires , sur-tout pour les jeunes-gens. Il est bien naturel que , ne faisant que d'entrer dans la carrière de cette vie , ils cherchent à n'en pas sortir sitôt. Pour s'y maintenir , ils pro-

mettent tout ce que l'on veut , & faissent tous les expédients qui se présentent.

Il n'y a que deux manières d'éviter la peine prononcée contre la désertion ; l'une de fait , en fuyant & en se cachant : l'autre de droit , en obtenant la - rémission du délit.

La crainte va d'abord au fait , & ne songe guère au droit , parce qu'il pourroit arriver qu'on fût mort avant d'avoir obtenu la grace de la vie.

C'est ainsi qu'avoit procédé le déserteur dont il s'agit ici. Il avoit commencé par chercher son salut dans la fuite & dans la retraite , en attendant qu'il le trouvât dans le congé du régiment ou dans les lettres du prince.

Il préféra le couvent à la maison paternelle , comme une retraite plus secrète & plus sûre. Frustré de la grace & du congé qu'il espéroit , il aima mieux franchir le pas de la profession , que de roder dans le monde , aux risques d'être découvert ou trahi. Ses vœux étoient donc radicalement nuls, comme involontaires , & , prononcés uniquement par la crainte de la mort. Ils étoient hors de son intention , & seulement dans ses ressources & dans

moyens. Réduits à leur véritable objet , ce n'étoit que le vœu de ne pas mourir par le dernier supplice , dont on punit les déserteurs. Ils étoient donc absolument inutiles pour tout autre effet ; & c'étoit le comble de l'injustice de vouloir en profiter contre l'intention de celui qui les avoit prononcés , pour le retenir en servitude , après le péril passé.

Puisque je me suis engagé dans la discussion de cette cause , dont les principes & les conséquences qui en résultent m'ont paru si intéressants , que j'ai été , sans m'en appercevoir , entraîné par l'attrait de l'approfondir , je supplie le lecteur de trouver bon que je lui mette sous les yeux les moyens qui furent opposés à ceux que l'on vient de lire. Ils furent recueillis , en substance , dans une consultation , signée de MM. *Cellier , de Lambon , Boudet , Gerbier & Tronchet.*

En s'engageant dans les troupes ; disoient-ils , le soldat vend , pour ainsi dire , sa personne à la patrie , il s'oblige de la servir pendant le tems convenu , même au péril de sa vie ; il se soumet pleinement à l'exactitude & à la rigueur de la discipline militaire ; il

contracte l'obligation de l'obéissance la plus entière ; il fait vœu de ne plus connoître que la volonté de son commandant.

Un pareil engagement ne forme-t-il pas un obstacle invincible à tout autre ? Peut-on admettre qu'il puisse dépendre du soldat de rompre des liens si importants à la sûreté de la patrie ? L'état religieux est incompatible avec le service militaire. Le soldat ne peut pas avoir la liberté de contracter une obligation inconciliable avec la première qu'il a contractée , & qui subsiste. S'il ne peut pas s'y soustraire , comment concevoir que les vœux qu'il feroit pussent être valides ?

Voilà les idées qui se présentent d'abord à l'esprit. Mais il est juste de les approfondir , & de voir si elles sont conformes aux principes.

L'engagement du soldat est , sans doute , précieux à la patrie : il doit être invariable ; & il importe à la sûreté & au salut de la patrie de le considérer comme tel. Mais enfin , c'est un engagement humain ; & sa nature n'étant point déterminée par des règles particulières , on se trouve obligé de recourir aux règles générales.

Nous

Religieuse mariée. 185

Nous nous devons entièrement à la patrie : personne n'a droit de se soustraire à ce devoir sacré. Dans le cas de nécessité , toute personne commandée doit prendre les armes.

Dans le premier âge de la monarchie , la nation entière marchait au combat ; nous avons encore un reste de cet usage , dans la convocation du ban & de l'arrière ban. Ce devoir général est remplacé , depuis long tems , par des troupes soldoyées qui se forment par les engagements volontaires. Cet engagement est un véritable contrat entre le prince & le soldat. Le prince s'oblige de nourrir & entretenir le soldat ; celui-ci s'oblige de combattre pour le prince , & d'exposer sa vie pour son service. Le prince agit & contracte par ses officiers , qui n'ont droit d'engager que parce qu'à cet égard , ils sont chargés de son pouvoir.

Cet engagement est borné entre le prince & le soldat ; les officiers intermédiaires ne faisant qu'exercer les droits & l'autorité du prince. Le contrat est donc purement relatif entre le prince & lui. Tout tiers y est donc étranger , & ne peut en demander ni la dissolution ni l'exécution.

Ce contrat , comme tout autre contrat humain , peut être dissous , ou par le consentement tacite , ou par la volonté expresse.

Par le consentement tacite ; ce qui arriveroit , si le tems porté en l'engagement s'étoit écoulé , sans qu'on eût donné ordre à l'engagé de joindre le drapeau. Le contrat seroit alors regardé comme non-venu ; le roi n'auroit point été servi ; mais il n'auroit ni nourri , ni entretenu le soldat ; & il paroît que l'obligation qui résultoit de l'engagement seroit éteinte après l'expiration du tems pendant lequel l'engagement devoit durer.

Par la volonté expresse ; quand le soldat obtient son congé , cet acte étant , de la part du roi , une véritable renonciation au droit qui résultoit de l'engagement.

L'intérêt de l'état a exigé que l'inexécution ou la violation de ce contrat , de la part du soldat , soit punie rigoureusement. L'inexécution des autres contrats produit seulement des dommages & intérêts au profit de celui des contractants qui a souffert du préjudice par l'inexécution du contrat , à laquelle l'autre s'est refusé. Ici , le soldat qui

Religion, le mariage

manque à ses devoirs est puni militairement, & s'il déserte, il encourt la peine de mort. Elle est prononcée par les loix militaires reconnues dans le royaume.

Ce délit, dans le cas où il se commet, fournit encore une preuve de ce contrat qui résulte de l'engagement borné entre le roi & le soldat. C'est le roi seul qui a intérêt de se plaindre de la désertion, & qui a droit de se venger. Si le déserteur est arrêté par les Officiers & condamné par le conseil de guerre; si, à leur défaut, il est poursuivi par le ministère public, les uns & les autres ne font que respecter les droits & la vengeance du prince.

Dans un état monarchique, l'état & la patrie résident dans la personne du roi: l'intérêt de l'état & le sien sont les mêmes, ils sont inséparables. Aussi, dans le cas de la désertion, le roi seul est intéressé; c'est avec lui seul que le soldat a contracté.

Si donc le roi juge à propos, ou de fermer les yeux sur la désertion, ou d'accorder un congé, pour effacer le délit, ou de faire grâce, si la condamnation est intervenue, c'est avec lui seul qui y est intéressé.

338 *Religieuse mariée.*

De ces ventes, il résulte que tous les engagements du soldat sont purement relatifs au roi, & que les incapacités qui peuvent l'affecter ne sont point absolues, mais seulement relatives au roi. Le soldat ne peut point légitimement se soustraire à son service. Si, dans le fait, il s'y soustrait, ce ne peut être que par la défection; & si, dans son état de défection, il fait des vœux en religion, ces vœux, valides ou non valables, ne le préservent nullement de la peine qui lui est due; il sera enlevé du fort ou monastère, & livré à la mort. Il en est de même d'un assassin, que la protection, ou même la promotion aux grades sacrez, ne met pas à l'abri du supplice. Si, par la suite, il est découvert & convaincu, il subira sûrement le supplice dû à son crime.

On voit, par là, que le roi, seul intéressé à la défection, ne l'est point dans l'émulsion des vœux, puisqu'elle ne le prive ni de la vengeance ni du plaisir qui résulte des exemples de sévérité.

Ce n'est pas, continuent ces juriscultes, par la protection en religion que le soldat se soustrait à son service & devient coupable;

désertion. La profession ne peut jamais, en effet, être faite par le soldat, qu'il n'ait commencé par désertter & encourir la peine de mort. Ce n'est donc pas la profession qui intéresse le roi, mais la désertion. Que le désertteur se soit fait religieux, qu'il soit entré dans le sacerdoce, qu'il ait reçu le sacrement de mariage, ces engagements respectables n'effacent point le crime & n'exemptent point de la peine encourue.

Si l'on pouvoit dire que la profession en religion soustrait le désertteur au service militaire, ou à la peine dont sa désertion doit être punie, il y auroit quelque prétexte, pour soutenir que le soldat étoit incapable de faire profession. Mais comme, d'un côté, la profession est nécessairement postérieure à la désertion, & que, d'un autre côté, cette profession ne s'oppose point à la punition du désertteur, on ne peut pas trouver, dans l'engagement du soldat, une incapacité absolue à l'émission des vœux : on ne voit point une relation nécessaire entre le premier engagement du désertteur, & des vœux qu'il a faits pendant sa désertion.

On peut objecter, ajoutoient les mêmes jurisconsultes, que c'est tou-

Jours en vertu , & par une conséquence nécessaire de l'engagement , que le prince a droit d'arracher , du monastère , le déserteur : que cet engagement a , par conséquent , donné au roi , sur la personne du soldat , un droit qui a privé le soldat de la faculté de disposer de sa personne. On peut même ajouter que le roi est le maître de faire grâce de la mort au déserteur , & d'exiger de lui le service militaire. Ce déserteur étoit donc incapable d'embrasser un état incompatible avec le service militaire.

Il est très-vrai , répondoient ceux qui s'étoient fait cette objection , que le roi peut remettre au déserteur la mort qu'il a méritée , & exiger de lui qu'il retourne sous le drapeau.

Mais ce droit est encore indépendant de la validité ou invalidité des vœux. Dans nos mœurs , la profession religieuse est incompatible avec les fonctions militaires. Mais cette incompatibilité n'est pas dans la nature des choses. Pendant plusieurs siècles , les religieux ont dû porter , & ont porté les armes ; ils n'en sont point dispensés par la loi divine , leur exemption n'est due qu'au respect de nos princes pour la religion. Il dépendroit donc entière

Handwritten title or header at the top of the page.

Main body of handwritten text, consisting of approximately 25 lines of script. The text is written in a cursive or semi-cursive hand, typical of 18th or 19th-century documents. The ink is dark, and the paper shows signs of aging and wear.

Mais n'est-il pas de principe que l'empêchement dirimant ne s'établit ni par raisonnements, ni par arguments *à pari*, & qu'il est absolument nécessaire qu'il soit établi par une loi formelle ? Or, où est la loi qui prononce la nullité des vœux faits par le soldat, qui l'en déclare déchargé, ainsi que l'ordre qui l'a reçu ? Cette loi n'existe point en France. S'il n'y a point de loi, il n'y a ni incapacité absolue, ni nullité radicale : il n'y a point de nullité si elle n'est prononcée par une loi.

On objectera peut-être les défenses qui se trouvent dans un capitulaire de 805. Mais il suffit de les lire, pour se convaincre qu'elles ne peuvent point aujourd'hui recevoir d'application. Ces défenses, consignées dans un capitulaire de *Charlemagne*, sont générales pour tous les hommes libres, auxquels il n'est pas permis d'embrasser l'état religieux sans une permission expresse du souverain (1). Or les hommes libres

(1). *De liberis hominibus qui ad servitium Dei se tradere volunt, ut prius hoc non faciant quam à nobis licentiam postulent. Hoc idem quia audivimus aliquos ex illis non iam causâ devotionis, quam exercitu, seu aliâ functione regali fugiendo ; quosdam verò cupiditatis causâ ab his*

Régiment

sermoient à l'union. Ces hommes
mouvés par ce que plusieurs res-
s'engageoient au service de l'Etat
moins par pitié, que pour le contentement
de porter les armes, & que d'autres se
trouvoient engagées à prendre cet état
par séduction & par les insinuations de
ceux qui avoient à le mettre en pos-
session de leur fortune.

On sçait que tout homme qui se
voit le service militaire: & que l'on
tenoit, postérieure à l'union, n'est
cordée aux ecclésiastiques & aux
magnifiques, sur, sans doute
une politique salutaire. Mais
tombee en désuétude, &
que la liberté générale a fait
les ordonnances de l'Etat, &
dans des temps où l'on
tenoit peu de compte
par l'Etat, & l'on
profession militaire.

II. Les hommes qui se
sont engagés à l'Etat
pourroient être
placés dans

des régiments
militaires
dans des

puisqu'elles ne la prononcent pas elles-mêmes , & ne contiennent aucun décret irritant.

On peut encore , disoient les auteurs de la consultation , insister , & dire que , s'il n'y a point de loi qui prononce la nullité absolue des vœux faits par un soldat , c'est parce qu'il existe une loi encore plus forte , qui défend au soldat de quitter le service , à peine de mort. Cette peine n'est-elle pas encore plus forte que celle de la nullité ? N'est-il pas même certain qu'elle emporte cette nullité de droit ?

Cette objection , répondoient les jurisconsultes consultés , confond deux choses très-différentes , la peine de mort & la nullité des vœux. Elles sont étrangères l'une à l'autre. Le soldat ne sera pas puni de mort pour avoir fait des vœux , mais pour avoir déserté ; & s'il subit la peine , il mourra religieux , pour l'expiation du délit commis avant l'émission des vœux , de même que l'assassin souffrira le supplice , si , après avoir fait les vœux , ou avoir été promu au sacerdoce , il est découvert & convaincu de son crime. La peine de mort , dans ce cas , n'a pas le moindre trait aux vœux ; leur validité n'est point

Religieuse mar.

inconciliable avec la peine
un crime précédent.

La loi qui prononce la peine de
contre le délinquant ou contre l'assassin,
n'a même pas eu d'intérêt de porter
ses regards sur les vœux qu'ils peuvent
avoir faits depuis leur crime, puisque
ces vœux, quelque valables qu'ils
soient, n'arrêtent point l'exécution de
la condamnation.

Il n'y a donc point de loi qui pro-
nonce la peine de nullité des vœux du
délinquant : il ne s'agit donc pas, dit-on,
il ne s'agit pas de régler le sort des vœux
nullité absolue.

Mais y a-t-il des circonstances
prohibitives? Qu'on se représente un homme
voudra, peut-être se jurer, dans ces
circonstances accidentelles, son vœu.

Celui qui a prononcé le vœu ne
peut pas le faire au moment de la
faute. D'ailleurs l'interdiction est
brièvement énoncée, le vœu est
qu'une nullité relative, et, si elle
elle se trouverait établie en faveur du
roi, il est évident que le vœu est
recevable, pour consacrer le vœu
vœux, à la poursuite des vœux et des
intérêts du roi.

Il se trouve une circonstance qui

formoit une fin de non-recevoir encore plus puissante , que celles dont on vient de parler ; c'est que le roi avoit donné , au soldat , son congé , après l'émission de ses vœux. Le roi , par ce congé , a cessé d'avoir aucun intérêt à la profession du soldat ; on ne peut donc pas être recevable à la critiquer au nom du roi.

Mais M. le procureur - général , contre lequel il n'y a point de fin de non-recevoir , lorsqu'il stipule les intérêts du public , ne peut-il pas demander la nullité de ces vœux ?

On répondoit à cette objection que ;
1^o. le roi , en qui résident les droits & les intérêts de la chose publique , ayant , par le congé , terminé l'affaire , & regardé le public comme satisfait , le ministère public , qui n'agit & ne peut agir que comme chargé du pouvoir du roi , ne peut pas être recevable à faire valoir un empêchement ou une nullité relative au roi , & dont il n'a pas jugé à propos de se servir.

2^o. Cette fin de non - recevoir ne donne aucune atteinte ni aux droits , ni aux devoirs du ministère public , parce que , s'il le juge à propos , il peut , à l'occasion de cette affaire , requérir ,

Religious march

pour l'avenir, tel règlement, —
 déterminant que l'argent public ne
 soit exigé.

Le congé donne par le roi l'arme
à souche à M. le procureur général.
Ce congé efface toute trace d'empêche-
ment, d'incapacité, de nullité relative,
parce qu'étant censé donné en pleine
connoissance de cause, il entraîne né-
cessairement la cessation de l'instance
de la part du soldat, & met fin à l'effet
de l'engagement du soldat.
N'y ayant point eu de jugement
après la desertion, ce congé est donné
dans le silence, le congé ne rend pas
lide la conduite du soldat & il n'est
nécessairement qu'il soit parti de la
loi d'une permission tacite.

Ce n'est pas, accorde-t-on, le droit de la
famille des rois, comme on le dit, qui
une renonciation, de la part de la
à pouvoir critiquer ces principes.
Or, comment le prince de
position à cette renonciation, qui
au nom de la loi, et de la
même la loi, et de la
qui le prince de
et de la loi, et de la
qui le prince de

qu'il avoit contracté avec le roi. On peut donc supposer que le ministère public fera usage de cette fin de non-recevoir pour déterminer ses conclusions. Or elle ne peut être opposée au soldat qu'autant que la nullité qu'on veut faire résulter de son engagement sera jugée être une nullité relative, & non pas une nullité absolue ; car si elle étoit absolue, il pourroit l'opposer ; il ne seroit point religieux, & ne le deviendrait point par fin de non-recevoir. Le ministère public ne pourroit donc faire valoir, au nom du roi, qu'une nullité relative ; & il est très-certain que les nullités relatives sont couvertes par l'acquiescement de la partie intéressée.

Ainsi le roi étant désintéressé, & s'étant, par le congé qu'il a donné, jugé satisfait, le ministère public ne peut être recevable à soutenir que le roi est encore offensé par les vœux du soldat.

Enfin, il faut observer que, si le ministère public conclut contre lui par la fin de non-recevoir, il ne peut plus faire usage de la nullité absolue ; car s'il y avoit nullité absolue, elle le seroit nécessairement, autant pour le soldat, que pour le roi.

THE
OFFICE OF THE
ATTORNEY GENERAL
STATE OF NEW YORK
IN SENATE
JANUARY 10, 1907
REPORT
OF THE
ATTORNEY GENERAL
FOR THE YEAR
1906
ALBANY: J.B. LIPPINCOTT & CO. PRINTERS
1907

ALBANY: J.B. LIPPINCOTT & CO. PRINTERS
1907

approuvent le mariage , personne au monde n'est en droit de le contester.

Il n'y a point de loi qui prononce la nullité des vœux faits par le soldat. Peut-être même , disoient ces jurisconsultes , ne sera-t-il jamais nécessaire de porter cette loi ; puisqu'il paroît certain qu'en laissant aux vœux toute leur validité , le roi n'en a pas moins le pouvoir , ou d'obliger le soldat à remplir le tems de son engagement , ou de lui faire subir la peine due à la désertion.

Mais , en faisant même dériver , de l'engagement du soldat , une incapacité , une nullité , elles ne seront jamais que relatives ; elles se rapporteront toujours aux intérêts du roi ; & , par conséquent , comme celle qui est prononcée en faveur des pères & mères , elles se trouveront couvertes , soit par le silence du roi , soit , à plus forte raison , par le propre témoignage du roi qui , en accordant au soldat son congé , a déclaré qu'il est désintéressé & satisfait.

La seconde question , continuoient les jurisconsultes , ne paroît pas souffrir de difficulté , & elle se décide par une seule réflexion. Celui qui réclame contre

2. *Phragmites australis*

Phragmites australis is a common reed found in wetlands and along water bodies. It is a tall, grass-like plant with long, narrow leaves and a dense, upright growth habit. The plant is characterized by its thick, woody culms and its ability to form dense, impenetrable stands. It is a perennial species, meaning it lives for more than two years and reproduces by seed and vegetative propagation. The plant is native to the Mediterranean region and is now widespread throughout the world. It is a common sight in wetlands, marshes, and along the edges of lakes and rivers. The plant is used for a variety of purposes, including as a building material, for paper production, and as a source of food for wildlife. It is also a popular ornamental plant in gardens and parks. The plant is a member of the Poaceae family, which includes many other grasses and reeds. It is a very hardy plant, able to survive in a wide range of environments, from wetlands to dry, open areas. It is a very important plant in many ecosystems, providing food and shelter for a variety of animals. It is also a very important plant for humans, providing a source of food and a material for many different uses. The plant is a very common sight in many parts of the world, and it is a very important plant in many ecosystems. It is a very hardy plant, able to survive in a wide range of environments, from wetlands to dry, open areas. It is a very important plant for humans, providing a source of food and a material for many different uses.

fection , pour obtenir sa grace.

C'est donc par un choix libre qu'il s'est déterminé à faire des vœux. Il ne s'est donc pas trouvé dans l'alternative cruelle , ou de subir la peine de sa désertion , ou de faire une profession religieuse.

3°. On pourroit encore lui opposer que , s'étant mis volontairement dans le cas de subir une peine , il ne peut pas se prévaloir de la crainte de cette peine , pour se dégager des liens qu'il a formés.

4°. Ne s'étant point trouvé dans l'alternative dont on vient de parler , il résulteroit une absurdité de son système. Sous prétexte de l'impression de la crainte , il pourroit revenir contre tout engagement qu'il auroit contracté ; ce qui est visiblement insoutenable.

En un mot , disoient les auteurs de la consultation , en finissant , il falloit qu'après sa désertion , le soldat prît un parti. Il avoit à choisir entre plusieurs. Il s'est déterminé librement à la profession religieuse , & il est juste d'attribuer cette détermination plutôt à son repentir , & au mouvement d'une grace salutaire , qu'à l'impression de la crainte , & à la fausse opinion que les

vœux l'exempteroient de la peine qu'il avoit encourue.

Tels étoient les principes établis dans cette consultation ; telles étoient les conséquences qu'on en faisoit dériver. Mais, quoique les circonstances de l'affaire n'aient pas donné le tems au défenseur du soldat d'y répondre ; il n'étoit pas impossible de les réfuter avec succès.

Personne ne peut disconvenir, & personne ne disconvient que des vœux qui ont la crainte pour principe sont nuls. Mais il faut que cette crainte soit telle, qu'elle puisse frapper une ame constante & ferme : *metus cadens in constantem virum.*

Toute crainte est-elle suffisante, & quel en est le degré ? Nous trouvons, dans nos livres, une foule d'exemples qui sembleroient annoncer que la jurisprudence a toujours été vacillante sur cette question. Entre les arrêts rendus sur cette matière, les uns ont jugé que la crainte est un juste motif de réclamation ; d'autres n'y ont eu aucun égard, & ont déclaré valables des vœux dont on soutenoit qu'elle étoit l'unique cause.

Dans le fait, il est impossible d'é-

Final Bill

$\frac{d}{dt} \left(\frac{\partial L}{\partial \dot{x}} \right) = \frac{\partial L}{\partial x}$

Dine a restaurant in a
 room, where the waiter
 told me a story of
 a man who had been
 in the army.

1. The first step is to identify the problem.
 2. The second step is to define the problem.
 3. The third step is to analyze the problem.
 4. The fourth step is to develop a solution.
 5. The fifth step is to implement the solution.
 6. The sixth step is to evaluate the solution.
 7. The seventh step is to monitor the solution.
 8. The eighth step is to maintain the solution.
 9. The ninth step is to improve the solution.
 10. The tenth step is to document the solution.

Les conditions de
rédaction sont de 100
francs par an et 100
francs par an.

1. Let T be a
 2. T is a tree
 3. T is a tree
 4. T is a tree
 5. T is a tree

Je ne suis pas
 volonte de me
 craindre, et de
 & de
 qui

Enter, or re-enter, the

profession en religion n'a que le salut pour but , & que c'est à cet objet que l'homme sacrifie tous les avantages qu'il pouvoit attendre de la nature & de la société. Il renonce à toute prétention terrestre ; il abdique la liberté naturelle , la liberté civile ; il dépose tous les droits de l'humanité , tous les droits de société , tous les droits de famille , & il les dépose entre les mains des supérieurs qui dirigent la communauté dans laquelle il entre : il disparoit , pour ainsi dire , de la face de la terre , pour ne plus exister que sous le nom & sous les auspices du corps qui l'adopte. C'est à Dieu qu'il remet toutes ses facultés , sans autre motif que celui de lui plaire , & d'obtenir plus sûrement la récompense éternelle , qui doit être le prix de toutes ces abnégations.

Si Dieu n'est pas l'unique objet auquel s'adressent les paroles qui ont prononcé le sacrifice ; si , par cette formule , celui qui les prononce se propose d'obtenir autre chose , que la faveur de la divinité , & les biens de l'autre monde ; ce n'est point avec Dieu qu'il contracte. Son vœu est , au contraire , un parjure caractérisé. Il fait serment à Dieu , & à la face de la société , que c'est à lui

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for the transparency and accountability of the organization. The text outlines the various methods used to collect and analyze data, ensuring that the information is reliable and up-to-date.

2. The second part of the document focuses on the implementation of these practices. It details the steps involved in setting up a robust system for data collection and analysis. This includes identifying the key areas of focus, selecting appropriate tools and technologies, and training staff to ensure they are equipped to handle the data effectively.

3. The third part of the document addresses the challenges faced during the implementation process. It acknowledges that there may be resistance to change and provides strategies to overcome these obstacles. The text also discusses the importance of ongoing communication and collaboration between different departments to ensure a smooth transition to the new system.

4. The fourth part of the document discusses the future of the organization's data management practices. It highlights the need for continuous improvement and innovation in data collection and analysis. The text suggests exploring new technologies and methodologies to enhance the efficiency and accuracy of the data management process.

5. The fifth part of the document concludes with a summary of the key findings and recommendations. It reiterates the importance of maintaining accurate records and implementing a robust system for data collection and analysis. The text also provides a final call to action, encouraging all staff members to commit to these practices and work together to achieve the organization's goals.

vrai qu'il a regardé le vœu que ses lèvres ont prononcé , simplement comme une clef qui lui ouvroit une retraite où il étoit probable que les poursuites de la justice humaine ne pénétreroient pas ? En est il moins vrai , enfin , que c'est la crainte qui a dicté l'acte ; que Dieu ne l'a point agréé , parce qu'il est involontaire ; qu'il est , par conséquent , comme non-venu , & que le vœu qui en est exprimé est nul ?

Mais , dit on , tous les contrats que peut faire un déserteur , pour éviter le service , sont donc nuls ? Sans doute , ils sont nuls , s'ils ont été arrachés par la crainte de la mort. Qu'un officier , ayant fait arrêter un déserteur de son regiment , lui présente , d'un côté , un contrat de mariage à signer , & la grâce pour prix de sa signature ; de l'autre côté la mort s'il refuse d'épouser. Qui doute qu'un pareil mariage seroit nul ? il en sera de même de tout autre acte extorqué par la terreur du supplice présent & infaillible.

On ajoute qu'il faut distinguer entre la crainte d'une peine justement méritée , & la crainte que peut inspirer un danger auquel on ne s'est pas exposé
soi-

soi-même , & qui est survenu inopinément.

Quand un homme ne se détermine à un acte , que pour se préserver d'une peine qu'il mériteroit par sa faute , la crainte qui a dicté le contrat ne l'annule pas , & il subsiste comme s'il eût été fait en pleine liberté. Ainsi un ecclésiastique est tombé dans un délit grave ; son supérieur , soit pour éviter le scandale , soit pour d'autres considérations , lui accorde l'alternative , ou de résigner son bénéfice , ou de se voir poursuivi juridiquement. La conscience de l'accusé l'avertit que , si la procédure s'entame , il ne pourra échapper à la condamnation ; & , pour la prévenir , il résigne. Cette résignation est , sans doute , valable. S'il eût couru les risques d'une procédure judiciaire , il se feroit vu dépouillé forcément de son bénéfice par un jugement qui lui auroit peut-être , en outre , infligé quelque peine flétrissante qui l'auroit couvert d'infamie , & sa famille de déshonneur. Il a préféré une privation qui conservoit les apparences de la liberté , & lui épargnoit , à lui & à sa famille , une tache juridique.

Tel seroit encore le mariage d'un

homme qui a abusé d'une fille, & qui seroit, comme c'étoit autrefois l'usage, condamné à l'épouser, ou à être pendu. Il n'y a point d'homme sensé qui ne préfère à un gibet, le mariage avec une femme, qu'il n'a peut-être séduite que par la promesse de l'épouser, & avec laquelle il a même goûté une partie des douceurs du mariage.

Or ici, le soldat avoit mérité la mort comme déserter; & la crainte qu'il avoit du supplice procédoit d'une suite juste. Quand donc il n'auroit, comme on le disoit, fait profession qu'à la persuasion de son père, afin d'éviter une mort ignominieuse, ces vœux ne seroient pas moins réputés avoir été faits librement; parce que, quand le père a sollicité son fils de se préserver du supplice en se faisant moine; & quand le fils a suivi ce conseil, pour sauver sa vie, ils ont suivi une volonté inspirée & guidée par la raison.

Pour répondre à cette objection, il faut étudier la question dans toute sa précision. Elle consiste à sçavoir si la crainte & la nécessité dont il s'agit, sont de nature à annuler les vœux sous leur impression.

• La solution de cette question dépend de l'examen de deux cas. Ou l'acte dont il s'agit est la suite & l'exécution de quelque engagement précédemment contracté ; ou il n'a été précédé d'aucun autre acte qui pût donner droit à qui que ce soit de l'exiger.

Dans le premier cas , on ne fait que ce qu'on doit ; on remplit un devoir de justice ; & , quand on auroit été contraint à la faire , le contrat n'en seroit pas moins irrévocable. On n'examine point par quels moyens on est parvenu à obtenir ce second engagement ; on n'accorde point la restitution , & les irrégularités qui ont pu le produire sont couvertes par la justice qui en résulte.

Ainsi la résignation qu'un évêque obtient , par la crainte du châtiment , d'un ecclesiastique qui , par un délit , s'est rendu indigne de le posséder , ne laisse pas d'être valable , quoiqu'à proprement parler , elle n'ait pas été faite en liberté. L'honneur de la religion exige que ses ministres ne soient ni tachés , ni soupçonnés ; & les loix civiles & canoniques veulent que celui qui se trouve dans ce cas , abdique ses fonctions , ou qu'on l'en dépouille par

un jugement. Il a donc , par son délit, contracté l'obligation , ou de quitter son bénéfice , ou de souffrir qu'on le lui enlève : la crainte a opéré ce qu'une volonté libre auroit dû faire ; & le bénéficiaire ne fait qu'abdiquer une chose qui lui auroit été ravie de force , & ignominieusement.

Dans le tems où la jurisprudence imposoit , au séducteur d'une fille , la nécessité de l'épouser , sous peine de mort , il n'auroit pu attaquer son mariage de nullité , par la raison qu'il ne s'y étoit déterminé que pour sauver sa vie. Si le mariage n'étoit pas dans sa volonté , il devoit y être ; les bonnes mœurs & l'équité lui en faisoient une loi. En abandonnant la fille , pour satisfaire sa passion , il avoit contracté , avec elle , l'obligation de lui restituer l'honneur qu'il lui avoit ravi ; c'étoit un vol dont il s'étoit rendu coupable , & qu'il étoit , par le fait même , engagé à réparer ; & le contrat qu'il sousscrivait en épousant , dérivait nécessairement d'un contrat précédent , qui rendoit le second nécessaire.

Mais il faut bien distinguer les actes par lesquels on contracte un engagement, de ceux par lesquels on exécute

I

Plus à l'égard de la peine
n'apparaissent pas les notions
lence entre les deux notions de
satisfaction et de satisfaction
peine et de l'absence de la peine.

ceux qu'il n'a point offensés ne peuvent tirer avantage du péril auquel son crime l'expose ; ils ne peuvent tirer de réparation d'un fait qui ne leur cause nul préjudice.

C'est précisément l'espèce proposée par les jurisconsultes qui ont fourni la loi 7 , §. 1 , *ff. quod met. caus. factum est*. Un homme est surpris commettant un adultère , ou un autre crime. Ceux qui le surprennent , veulent lui faire acheter leur silence , & lui font souscrire une obligation à leur profit , pour ne pas le dénoncer. Quoique cet engagement ait eu pour principe la crainte d'une peine méritée , la loi veut cependant qu'on vienne au secours de celui qui l'a souscrit , & qu'on le restitue contre son obligation ; parce que c'est une prévarication , de la part d'un tiers , de tirer avantage de la faute d'autrui , quand on n'en souffre aucun préjudice. Cette extorsion est , dit la loi , contraire aux bonnes mœurs. *Malo more gestum est*.

Ici le soldat , par sa désertion , s'étoit rendu coupable d'un délit capital ; il enfreignoit un contrat auquel il s'étoit soumis sous peine de la vie. Mais il ne s'ensuivoit pas , de ce crime ,

piété ne seroit qu'un sentiment superstitieux , un acte de fanatisme qui ne seroit pas tolérable : ils auroient ravi à celui qu'ils rendoient victime de leur superstition , une chose sur laquelle ils n'avoient aucun droit , sa liberté ; ils se sont donc rendus coupables d'un crime , & Dieu ne reçoit point les offrandes qui sont le résultat d'un crime. C'est l'outrager, que de vouloir l'honorer aux dépens d'autrui. Ce soldat n'étoit point en leur disposition , & ils n'ont pu l'immoler malgré lui.

Mais , d'ailleurs , le soldat , en s'engageant , a aliéné sa liberté au roi , & l'a rendue totalement dépendante des ordres de ceux qui commandent les troupes au nom du souverain. Il a abdiqué toute volonté , pour n'avoir plus que celle de ses supérieurs dans l'ordre militaire , quand elle iroit jusqu'à lui ordonner de s'exposer , dans une expédition , à une mort certaine.

Volontairement & légalement dépouillé de sa liberté , a-t-il pu en transférer le domaine à un autre tout-à-fait étranger à celui qui , le premier , l'avoit acquise ?

Un peu de réflexion sur la nature de l'engagement qui résulte des vœux

L'ÉPIQUE : ÉPIQUE 177
de l'épique, & qui a pour objet l'épique
l'épique avec l'épique de l'épique,
l'épique l'épique de l'épique à l'épique
l'épique.

Un homme qui est en état de
pénitence dans la religion, en état de
rébellion contre son souverain & contre
la nation, auxquels il a vué toute la
personne, & la vie même. Or un
homme qui commet actuellement un
crime aussi énorme, qui y persiste, &
qui fait une démarche qui annonce
l'esprit de la persévérance la plus dé-
cidée, est-il en état d'offrir des sacrifices
à la justice divine, & peut-elle les ac-
cepter, lorsque les choses offertes, loin
d'appartenir à celui qui les offre, ont
été ravies au véritable propriétaire, &
lorsque ce prétendu sacrifice n'est qu'une
fraude de plus & un artifice, pour pou-
voir se maintenir impunément dans la
révolte dont on est coupable ? Les
simples lumières de la raison suffisent
pour faire appercevoir l'absurdité impie
de cette proposition. Elle est d'ailleurs
réprouvée en mille endroits de l'é-
criture, tant par les faits qui y sont
rapportés, que par les maximes qui y
sont répandues, & ont été inspirées &
dictées par la divinité même.

Mais examinons le concours des circonstances ; & , de cet examen , qui se fait d'un coup-d'œil , il résulte que la prétendue offrande dont il s'agit ici est une impiété caractérisée.

Celui qui a proféré la formule des vœux n'a pu le faire ; il n'a pu accomplir les cérémonies qui accompagnent cette démarche , que parce que , dans ce moment même , il commettoit le crime dont il vouloit éluder la punition. L'engagement particulier qu'il avoit contracté avec le roi & avec la nation , lui faisoit un devoir de la plus stricte obligation de ne pas s'éloigner du drapeau ; & cette obligation est prescrite par toutes les loix divines & humaines. Or , s'il eût rempli ce devoir indispensable , l'auroit-on vu , à plusieurs lieues de l'endroit où le gouvernement avoit fixé la résidence de son régiment , & où chaque soldat qui le compose devoit remplir les fonctions du service militaire ; l'auroit-on vu , dis-je , revêtu des habits religieux , occupé à prononcer la formule d'une profession religieuse ? Ce n'est donc que par la continuité du crime dont il s'est rendu coupable , qu'il fait à Dieu une offrande de ce qui ne lui appartient plus. Et

Si on veut que Dieu reçoive ce ~~mou-~~
~~vement~~ ~~larmes~~ : S. Dieu ne le ~~pas~~
~~reçu~~ , si Dieu ne ~~pas~~ ne le recevoit ,
il est non nul , & il a pu produire au-
cuns effets : or si on a produit , ca
est de charger le déshonneur d'un crime
de plus.

Il ne s'agit donc pas de l'intérêt de
Dieu ; il ne s'agit plus d'examiner si ces
prétendus vœux ont porté quel-
que chose , ou s'ils valent les vœux
sans d'atteinte.

Quel que soit son privilège , quelque
usage qu'on en veuille faire , il ne peut
empêcher que le déshonneur ne soit cou-
pable d'un crime qui le rendoit essen-
tiellement indigne & incapable de faire
à Dieu la prétendue offrande dont les
lèvres ont prononcé la formule , & que
le vœu qui a paru résulter de ses pa-
roles ne soit , par conséquent , radica-
lement nul.

Ces réflexions fournissent la réponse
à une objection qui avoit été faite de
la part de ceux qui soutenoient la va-
lidité des vœux du soldat.

Quand deux engagements , disoit-
on , sont tellement incompatibles ,
qu'il n'y ait absolument aucun cas
où ils puissent subsister ensemble , le

premier doit annuler le second. Celui qui est légitimement engagé pour une chose, est lié à cet égard ; il ne peut plus disposer d'une volonté qu'il a une fois abdiquée. Mais , quand l'incompatibilité ne résulte que de l'intérêt de la personne avec laquelle on avoit précédemment contracté , elle n'empêche ni la validité , ni la perfection du second engagement. Il se rencontre bien un obstacle relatif à la personne avec qui vous aviez d'abord contracté ; elle peut demander l'exécution de l'acte que vous aviez passé avec elle ; mais cet acte demeure sans effet , si celui qui peut le faire valoir garde le silence.

Ainsi , par exemple , vous me vendez une maison que vous aviez précédemment vendue à un autre , & vous me dissimulez le premier engagement que vous aviez pris avec l'acquéreur. S'il veut user de son droit , il empêchera l'exécution de la vente que vous m'avez faite , & je n'aurai que des dommages & intérêts à vous demander , avec la restitution du prix que vous avez reçu. Mais , s'il garde le silence , ou s'il vous remet l'obligation que vous avez contractée avec lui , pouvez-vous proposer à la justice qu'elle vous libère de

Requête

celle par laquelle j'ai été
moi, sous prétexte que
nulle dans le fait, par
précédente ?

On ne peut faire cette
cette espèce à celle dont
sans confondre la nature des
contrats, & sans fournir une
plus du danger des erreurs
on s'expose, en comparant
la justice divine, avec les
justice humaine.

Les contrats que font les
entre eux n'ont, pour objet
intérêt temporel quelconque.
me vendez votre maison
que vous prêterez argent
en donne à la troupe de
Mais si vous ne vendez
vous aviez abîmée
une vente précédente
vous trouvez
mieux
Ce n'est
personne
tout le
le
rendez
de
ou

frauduleux que vous vous êtes permis de passer avec moi.

Il est vrai que je ne peux exiger cette restitution que dans le cas où le premier acquéreur voudrait faire valoir la vente que vous lui avez faite. Mais, s'il garde le silence, ou s'il vous remet expressément l'obligation que vous avez contractée avec lui, je n'ai rien à vous demander, puisque celle par laquelle vous vous étiez lié avec moi est accomplie dans tous ses points. Vous gardez mon argent, & votre maison me reste. Dans le cas contraire, le stellionat que vous avez commis me donne, contre vous, l'action en restitution du prix de la maison que vous avez reçu, & en répétition des dommages & intérêts que j'ai pu souffrir de la fraude que vous avez commise envers moi.

Mais, quand un homme voue à Dieu sa personne, sa liberté, sa volonté, il ne reçoit, en échange, rien de réel; il acquiert l'espérance de parvenir au bonheur éternel plus sûrement que ceux qui ne font pas ces abnégations.

Mais, si la justice divine ne croit pas devoir réaliser ces espérances, a-t-il des dommages & intérêts à lui de-

~~SECRET~~

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all activities. It emphasizes that this is essential for ensuring the integrity and reliability of the information collected.

2. The second part of the document describes the various methods used to gather and analyze data. It highlights the need for a systematic approach to data collection and the importance of using appropriate statistical techniques.

3. The third part of the document discusses the challenges faced in the process of data collection and analysis. It identifies the main sources of error and provides suggestions for minimizing these errors.

4. The fourth part of the document discusses the results of the study. It presents the findings of the research and discusses their implications for the field.

5. The fifth part of the document discusses the conclusions of the study. It summarizes the main findings and provides recommendations for future research.

1.2

1.3

1.4

1.5

1.6

1.7

1.8

1.9

1.10

1.11

1.12

1.13

424 . *Religieuse mariée.*

ce vendeur pouvoit disposer de sa propriété à son gré. Car , s'il eût été acquéreur de mauvaise foi ; si l'on pouvoit prouver qu'il sçavoit , en acquérant , que son vendeur n'étoit pas propriétaire ; s'il a tiré , de cette fraude , un parti avantageux , le contrat est nul dans son principe , & l'acquéreur sera puni suivant les circonstances.

Dans le cas des vœux dont il s'agit ici , peut-on imaginer que Dieu ait accepté le don d'une liberté qu'il sçavoit ne pas appartenir à celui qui la lui offroit, qu'il sçavoit bien avoir été aliénée au roi & à la patrie ? S'il n'a pas agréé le vœu , il n'y a donc pas eu de vœu , il n'y a pas eu de contrat , parce qu'un contrat ne se forme que par le concours des volontés de ceux qui traitent ensemble. Ce prétendu vœu n'a donc pu produire aucuns effets. Rien n'annonce, à la vérité, si Dieu rend le contrat synallagmatique , en acceptant l'offrande , & agréant les conditions qui en sont le motif. Rien n'annonce pareillement , dans le cours ordinaire des choses , si celui qui fait ces offrandes a la pureté requise , pour qu'elles soient agréables à Dieu, qui ne reçoit rien d'impur. Alors, comme le mal ne se présume point, on

[illegible]

cette sacrilège offrande se faisoit , sçavoit que celui qui la lui adressoit disposoit du bien d'autrui ; & n'avoit même d'autre motif que de se procurer un moyen de persévérer dans sa coupable rébellion , & d'en éluder la peine temporelle. Enfin , il n'est pas vrai qu'il n'y ait point de loi qui interdise au soldat déserteur la faculté de prononcer des vœux en religion. Il y a des loix qui défendent la désertion , puisqu'il y a des loix qui prononcent la mort contre le déserteur , pour cela seul qu'il est déserteur. Elles ne défendent pas explicitement , il est vrai ; au soldat déserteur de faire des vœux en religion ; mais elles lui défendent implicitement de faire tout ce qui ne se peut faire que pendant la désertion , & en conséquence de la désertion. Défendre à un soldat , sous peine de mort , de quitter son régiment , c'est lui défendre d'être par-tout où n'est pas son régiment , & par conséquent de prendre sa nourriture , de dormir hors du lieu où sa qualité de soldat a dû le tenir attaché ; c'est lui défendre d'être dans un couvent , à plusieurs lieues du camp & de la garnison , sur-tout pour y faire serment de violer , pour toujours , le

contrat qu'il a formé avec le roi , & d'abdiquer à jamais la discipline militaire , pour ne plus suivre que la discipline monastique.

Ainsi dire que l'on ne condamne pas le soldat précisément pour avoir fait des vœux , mais pour avoir déserté , c'est abandonner la chose , pour disputer sur les mots. Sans doute , le déserteur n'est pas puni positivement pour avoir fait des vœux , mais parce qu'il n'étoit pas dans l'endroit où un devoir indispensable l'attachoit , & qu'au lieu d'être dans un monastère à faire des vœux , il auroit dû être sous son drapeau & sous les armes.

En un mot , la défense de désertier interdit absolument toute action qui ne peut se faire , par un soldat , qu'autant qu'il est en état de désertion. Or , il est impossible d'imaginer qu'il puisse faire des vœux , après un an de noviciat , sans avoir déserté , sans avoir persévéré , & sans persévérer encore dans sa désertion & dans sa révolte.

Enfin , par arrêt du 19 décembre 1769 , l'émission & l'admission des vœux du soldat furent déclarées nulles. Il fut fait défenses à tous supérieurs des maisons religieuses de recevoir au no-

viciat , & d'admettre à la profession aucune personne engagée dans les troupes du roi.

La liberté la plus entière doit donc toujours accompagner l'émission des vœux , & sans cette circonstance , ils sont absolument nuls. La cause dont je vais rendre compte en est une nouvelle preuve.

Le sieur *Dantail* avoit eu , d'un premier mariage , deux filles , *Louise* & *Henriette*. La première étoit ornée de tous les charmes des graces & de la beauté. A ces avantages , l'éducation , & un esprit facile & pénétrant avoient ajouté tous les talens que la fortune de son père , qui étoit considérable , avoient pu lui procurer. Il n'est point fait mention de la beauté de *Henriette* ; il paroît qu'elle étoit confondue avec toutes les personnes du sexe , qui ne fixent ni en bien ni en mal l'attention du public. Aussi ne courut-elle point d'aventures , & ne fut elle point exposée aux révolutions qui agitèrent la vie de sa sœur.

Le sieur *Dantail* , devenu veuf , épousa , en secondes noces , *Adrienne de Valmorin*. Elle avoit un fils , qui devint passionnément amoureux de

Louise Dantail. Il eut , pour rival , le *sieur de Pradelle* , lieutenant au régiment des gardes. Celui-ci ne put voir , sans jalousie , un jeune homme qui , demeurant dans la même maison que sa maîtresse , avoit sur lui l'avantage de la voir à toutes les heures du jour , de pouvoir l'entretenir sans cesse de sa passion. On sçait l'effet que produisent sur un cœur , encore neuf , les complaisances assidues & les éloges continuels d'un jeune amant.

Mais comment mettre obstacle aux progrès d'un homme , qui n'avoit d'autre domicile que celui de sa maîtresse , & qui pouvoit , sans gêne , lui parler à son gré , sous les yeux mêmes du père & de la belle-mère de la demoiselle ? Un enlèvement fut le moyen dont le *sieur de Pradelle* crut devoir faire usage. Il en forma les préparatifs ; on ne sçait si sa maîtresse avoit donné son consentement à cette entreprise ; mais ces préparatifs furent découverts par les yeux pénétrants de son rival , qui rompit les mesures que l'on se dispoisoit à prendre , pour mettre ce projet à exécution.

La fureur s'empara du cœur de l'amant qui avoit manqué son coup ; les

deux rivaux se défièrent mutuellement, & se donnèrent rendez-vous pour se battre en duel. Les parents de la demoiselle en furent avertis à tems, & prirent les précautions nécessaires pour prévenir le combat.

La dame *Dantail*, effrayée du danger que couroit un fils chéri, fit tout ce qu'elle put pour le guérir de sa passion. Elle lui représenta les dangers qu'il courroit en épousant une fille, dont les charmes lui donneroient nécessairement un grand nombre de rivaux; qu'il s'exposoit à se voir tourmenté, pendant toute sa vie, par les fureurs de la jalousie; que son honneur & sa vie même seroient sans cesse exposés, sur-tout avec une personne qui avoit eu l'art d'amuser deux amants à la fois.

L'amour avoit poussé des racines si profondes dans le cœur de ce jeune homme, que toutes ces remontrances ne produisirent aucun effet. La mère cependant étoit absolument déterminée à empêcher ce mariage. Elle n'imagina point de moyen plus sûr que de forcer sa belle-fille à se faire religieuse.

La première proposition qui lui en fut faite éprouva un refus qui annonçoit la détermination la plus absolue de ne pas obéir.

THESE DE MATHÉMATIQUES

Sur les courbes algébriques
L'objet de cette thèse est d'étudier
les propriétés géométriques et
algébriques des courbes algébriques.
On considère une courbe algébrique
dans l'espace projectif. On étudie
les propriétés de cette courbe en fonction
de son degré et de son genre.
On montre que pour une courbe
algébrique donnée, il existe une
relation entre son degré et son genre.
On étudie également les propriétés
des courbes algébriques qui sont
tangentes à une droite donnée.
On montre que pour une courbe
algébrique donnée, il existe une
relation entre son degré et son genre.
On étudie également les propriétés
des courbes algébriques qui sont
tangentes à une droite donnée.
On montre que pour une courbe
algébrique donnée, il existe une
relation entre son degré et son genre.

Soit une courbe algébrique dans l'espace projectif.
On étudie les propriétés géométriques et
algébriques de cette courbe en fonction
de son degré et de son genre.
On montre que pour une courbe
algébrique donnée, il existe une
relation entre son degré et son genre.
On étudie également les propriétés
des courbes algébriques qui sont
tangentes à une droite donnée.
On montre que pour une courbe
algébrique donnée, il existe une
relation entre son degré et son genre.

Cette thèse a été présentée à l'Université
de Paris, le 15 mai 1925.
Paris, le 15 mai 1925.

Elle entra , en qualité de novice , au couvent de *Sainte - Claire* , fauxbourg saint-Marceau.

Il paroît qu'on avoit établi , pour médiatrice entre elle & ses parents , une dame du *Fresne* , dont la commission étoit principalement de déterminer la victime au sacrifice qu'on lui préparoit. Elle vint à bout d'engager la demoiselle *Dantail* à vaincre sa répugance. « Vous ferez cause , lui disoit un jour » le P. *Caussin* , que cette fille sera » damnée , en la contraignant d'em- » brasser un état , auquel elle n'est » point appelée , & pour lequel elle » témoigne tant d'aversion. Il vaut » mieux , répondit la dame du *Fresne* , » qu'elle soit damnée dans un couvent , » que de souffrir qu'elle soit dans le » monde la cause de la damnation d'une » infinité de personnes , auxquels sa » beauté ne manquera pas d'inspirer » des desirs criminels ».

Ces paroles , qui n'auroient jamais dû sortir d'une bouche chrétienne , annoncent bien clairement que rien ne pouvoit détourner la résolution que l'on avoit prise de lier la demoiselle *Dantail* par des vœux en religion.

Enfin les persécutions l'ayant suivie
jusques

jusques dans l'asyle où elle s'étoit retirée , cette infortunée se détermina à prononcer des vœux.

Avant la prise d'habit, il y eut quelques débats entre les parents de la demoiselle *Dantail*, & la communauté à laquelle elle devoit se lier. Les parents ne vouloient donner que 6000 livres pour la dot, & les religieuses en exigeoient davantage. Voici une lettre que la demoiselle *Dantail* écrivit à la dame du *Fresne*, chargée de cette négociation.

« C'est à juste raison que je vous puis
» nommer ma vraie mère spirituelle ,
» étant assurée que vous m'avez extrê-
» mement aidée à embrasser mon bien
» & fuir mon malheur , qui seroit bien
» grand , & quasi inévitable , si je re-
» tournois au monde ; ce que je ne de-
» sire pas faire.

» Vous l'êtes aussi pour le temporel ,
» puisque vous n'épargnez nullement
» vos peines , qui sont d'autant plus
» grandes , que vous avez à traiter avec
» des gens qui ne sont pas susceptibles
» de raison.

» Ce n'est pas , madame , que je ne
» sçache que 6000 livres est une dot
» suffisante pour l'ordinaire de celles

434 *Religieuse mariée.*

» qui entrent en religion , & qui ne
 » sont point incommodées : mais moi
 » qui me la sens , & qui la suis si bien
 » en effet , que toutes les religieuses
 » s'en apperçoivent , cela me fait dou-
 » ter que je ne serai pas reçue , comme
 » on me le fait sentir , en disant que
 » l'on ne me présentera point à la com-
 » munauté. C'est ce qui m'oblige à sup-
 » plier mon père d'avoir égard à sa fille ,
 » qui ne pourra faire les fonctions de la
 » religion ; que , par conséquent , il fau-
 » dra dispenser de beaucoup de choses ».

On voit , par ces expressions , à quel noviciat la demoiselle *Dantail* se disposoit. Elle aura besoin d'être dispensée de beaucoup de fonctions de la vie religieuse : quelle probation , quelle épreuve pouvoit-elle donc faire ? Comment connoîtra-t-elle les rigueurs de la règle à laquelle elle va vouer le reste de ses jours , si elle en élude la pratique ?

Quoi qu'il en soit , il paroît que l'on s'accorda enfin sur le prix que méritoient les indulgences qu'exigeoit la victime que l'on vouloit immoler. Elle prit le voile , fit son noviciat , & prononça enfin les vœux. La cérémonie se fit avec toute la pompe qui accompagne ordinairement ces sortes de sacrifices. « Sa

Le *sieur le Vacher* crut remarquer que la seconde femme de son beau-père abusoit de l'ascendant qu'elle avoit pris sur l'esprit de ce vieillard , pour dissiper son bien , & le tourner à son profit. Il s'apperçut entr'autres , qu'on avoit fait disparaître trois effets , montant ensemble à la valeur de 28000 livres.

Pour arrêter cette dissipation , il crut devoir faire interdire son beau-père , dont , disoit-il , la vue étoit aussi foible que l'esprit ; & comme on couroit , ajoutoit-il , à grands pas , à la ruine totale de ce vieillard , & qu'on ne pouvoit trop promptement y mettre un obstacle efficace , il eut recours à la procédure la plus prompte. Au mois de février 1642 , il présente sa requête en interdiction ; au mois d'avril il obtient sentence , qui lui adjuge ses conclusions. Mais , au mois de mai suivant , cette sentence fut infirmée par un arrêt , qui rétablit le *sieur Dantail* dans tous ses droits. Il paroît cependant que cet arrêt fut passé de concert , & que le gendre se prêta à prévenir un jugement contradictoire qui ne lui auroit pas été favorable , & qui , dans la main de son beau-père , eût été une arme qui auroit pu lui porter de grands préjudices. Mais

le coup étoit porté, & jamais le vieillard ne pardonna à son gendre l'affront qu'il avoit voulu lui faire.

Retournons au couvent, & voyons ce qu'y faisoit la demoiselle *Dantail*. Tous les devoirs de son état lui étoient à charge; la subordination lui étoit insupportable: son humeur faisoit reculer les religieuses qui vouloient lui parler, & , comme elles le disoient elles-mêmes, il falloit méditer quatre jours une parole avant que de la hasarder: encore ces précautions ne prévenoient-elles pas les brusqueries que l'on avoit voulu éviter.

Elle n'avoit de moments paisibles que ceux qu'elle passoit au parloir avec le sieur *Cousturier*, dont elle avoit, on le sçait à quelle occasion, fait la connaissance. Il étoit le confident de ses chagrins; elle lui racontoit ses persécutions & les violences qu'elle avoit éprouvées avant son entrée dans le monastère, pendant son noviciat, les précautions qu'elle avoit prises contre l'engourdissement qu'on lui avoit fait contracter; elle lui faisoit part de la conduite qu'elle tenoit avec les religieuses. À la confession, elle confessoit de montrer toujours de l'éloignement pour les sers dont on la

voit chargée , & dans lesquels on la retenoit , & de ne rien faire dont on pût induire qu'elle avoit ratifié l'esclavage dans lequel elle gémissoit. Il lui faisoit espérer qu'elle recouvreroit sa liberté , & l'exhortoit à attendre patiemment qu'il se présentât un moment favorable pour faire éclater sa réclamation.

On voulut, dans ce tems-là , mettre l'hôpital de Lagny sous la direction d'une communauté de cordelières. La demoiselle *Dantail* obtint la supériorité de ce nouvel établissement. Les religieuses du couvent où elle étoit favorisèrent ce choix : il les débarrassoit d'un sujet qui, par son humeur & sa répugnance pour les exercices claustraux , leur devenoit chaque jour plus incommode.

De son côté , elle se vit , avec joie , dans une place qui , l'établissant maîtresse de ses compagnes , l'autorisoit à se dispenser de beaucoup de détails gênants & désagréables de la règle.

Avant de partir pour ce nouvel établissement , elle eut soin de protester de nouveau , par des actes publics , qu'il ne pourroit lui faire préjudice , être tiré à conséquence , ni regardé comme une nouvelle ratification de ses vœux , contre lesquels elle se réservoir

Religieuse mariée. 42'

la faculté de se pourvoir et tant é

On vouloit que le *tribunal* s'établît à *Lez* : les *ministres* de la *jurisdiction* de *M. le duc de Paris*, & fournis à ce *tribunal* *superieurs* des *regimens* de *bonne* *Clair*. Le *tribunal* *regimens* *bonne* *Clair*.

Le frère et l'aîné, comme on le
demonstrait dans la suite, n'étoient
arrivés sur le point de la vie que
pour. Il y avoit une certaine
point de son âge, et il étoit
la vie religieuse, il étoit
moyens qu'on avoit mis en
forcer la foi. Les autres
tation qu'elle avoit faite, et
l'émission de ses vœux, et
avoir réitéré en personne
lui étoient pour...

[illegible]

par lui-même , dont la fortune répon-
doit à celle que recouvreroit la demoiselle *Dantail*, en rentrant dans le siècle, ne fût payé de retour. Si cet événement arrivoit, sa femme, qu'il avoit épousée comme unique héritière, seroit obligée de partager également, avec sa sœur, une fortune qu'il avoit cru lui être réservée tout entière. Il croyoit que les deux amants n'attendoient que le décès du sieur *Dantail*, pour faire éclater leur projet, & le pourvoir en nullité contre des vœux qui s'opposoient à l'accomplissement de leurs desirs.

La translation de sa belle-sœur à Lagny mettoit le comble à ses alarmes. N'étant plus gênée par aucune supérieure, étant supérieure elle-même, elle n'avoit plus de permissions à demander à personne pour entretenir le sieur *Cousturier*. L'entrée du parloir lui étoit ouverte quand il le jugeoit à propos; la supérieure recevoit ses visites sans contrainte, & les prolongeoit tant que les devoirs indispensables de son état ne la forçoient pas de les interrompre. Ils n'avoient d'autres mesures à garder, que celles qui étoient nécessaires pour prévenir le scandale, & ôter à leur liaison toute apparence de libertinage.

Ils sçavoient bien que , s'ils eussent donné , à cet égard , lieu au plus léger soupçon , toutes leurs mesures auroient été rompues ; toute entrevue , toute correspondance leur eût été interdite , & la religieuse eût été renfermée , & tellement resserrée , qu'elle auroit perdu toute relation avec l'extérieur du couvent.

Cependant le sieur *le Vacher* sçut répandre des couleurs défavorables sur les fréquentes visites du sieur *Cousturier* , qui étoit obligé , pour se procurer le plaisir de voir la sœur *Dantail* , de faire le voyage de Paris à Lagny , qui en est éloigné de six lieues ; il fit ses efforts pour donner à ces démarches les couleurs du vice.

Outre cette circonstance , il sçut se prévaloir d'une autre. Il fit entendre que la sœur *Dantail* étoit cause de la division qui alloit éclater entre M. l'archevêque de Paris & les cordeliers. La vigilance de ce prélat , disoit-il , éclairée de celle des ecclésiastiques qu'il auroit chargés de gouverner sous lui le nouvel établissement , à la tête duquel on avoit placé sa belle-sœur , auroit gêné le goût qu'elle avoit pour l'indépendance. On sçait , au contraire , que les cordeliers

ne sont pas austères & qu'ils se contentent d'une discipline facile, pourvu que le scandale soit éludé. C'est ainsi que cet homme avide se permettoit de compromettre l'honneur d'un ordre, utile à l'église pour l'instruction des fidèles & l'administration des sacrements.

C'est sous ces prétextes que le sieur *le Vacher* sollicita & obtint un ordre qui fit sortir sa belle-sœur de *Lagny*, & la remplaça dans le monastère où elle avoit fait profession.

Tout ceci se passoit dans le tems même que le sieur *le Vacher* poursuivoit son beau-père en interdiction. La religieuse crut que le moment étoit favorable pour secouer le joug qu'elle portoit avec tant de répugnance depuis sept ans.

Elle ne douta pas que son père & sa belle-mère, irrités des procédés injurieux du sieur *le Vacher*, ne repussent enfin, pour elle, les sentiments qu'elle n'avoit pas mérité de perdre, & qu'ils ne convinssent juridiquement qu'ils l'avoient contrainte à prononcer les vœux qui avoient autorisé sa sœur à prendre la qualité de seule héritière de son père.

Elle ne se trompa pas dans ses con-

Le 1er Mars 1848.

Je t'envoie ci-joint le

compte de la dépense faite

pendant le mois de

février dernier.

Je t'envoie aussi

le compte de la

dépense faite pendant

le mois de janvier

dernier.

Je t'envoie encore

le compte de la

dépense faite pendant

le mois de décembre

dernier.

Je t'envoie enfin

le compte de la

dépense faite pendant

le mois de novembre

dernier.

Je t'envoie aussi

le compte de la

dépense faite pendant

le mois d'octobre

dernier.

Je t'envoie enfin

le compte de la

dépense faite pendant

le mois de septembre

dernier.

Je t'envoie aussi

le compte de la

dépense faite pendant

le mois d'août

dernier.

Je t'envoie enfin

le compte de la

dépense faite pendant

le mois de juillet

Par une autre clause expresse , l'impétrante étoit relevée du laps des cinq ans qui s'étoient écoulés , & au-delà , depuis l'émission des vœux jusqu'à la réclamation.

Le rescrit fut présenté à l'officialité ; le père & la belle-mère de la religieuse furent assignés & subirent interrogatoire. La belle-mère , dans cet interrogatoire , convint que le danger que son fils avoit couru , lorsqu'il fut provoqué en duel par le sieur *de Pradelle* , ceux auxquels il seroit continuellement exposé , s'il persistoit dans l'intention de l'épouser à la face d'un rival furieux , & qui paroissoit avoir la préférence dans le cœur de la demoiselle *Dantail* , lui avoient fait prendre la résolution irrévocable de réduire une fille qui lui paroissoit dangereuse , à l'impossibilité de se marier. Son fils ne pouvoit soutenir , sans fureur , l'idée de voir passer sa maîtresse dans les bras d'un autre homme. Le Sr *de Pradelle* , qui avoit des prétentions , fondées sur des promesses vraies ou fausses , mais dont il se vantoit , étoit résolu de tout entreprendre pour n'être pas témoin du triomphe de son rival.

Dans cette perplexité , elle ne vit d'autre moyen pour empêcher les mal-

heurs dont on étoit menacé , que d'enfermer , pour toujours , dans un cloître , des appas qui pouvoient faire naître des accidents si funestes.

Pour y réussir , elle engagea son mari à faire entrer , sur-le champ , sa fille dans un couvent. Il n'eut pas de peine à y consentir , le danger étoit imminent. Mais ce n'étoit pas assez , il falloit lier , pour jamais , la victime.

D'un côté elle dit expressément , & prouva par les faits , à sa belle-fille , qu'elle devoit s'attendre à ne jamais rentrer dans la maison paternelle , & que les traitements les plus rigoureux seroient désormais son partage.

D'un autre côté , elle avoit profité de l'esprit complaisant de son mari , pour le faire entrer dans ses vues ; elle lui avoit inspiré la crainte qu'elle avoit conçue elle-même des malheurs que les charmes de sa fille pouvoient occasionner dans le monde. Il l'avoit menacée de mort, de prison & d'infamie. Qu'elle meure , disoit - il , qu'elle se damne , pourvu qu'elle soit religieuse. Telle fut , en substance , la déclaration juridique de la dame *Dantail*.

Le sieur *Dantail* fit , à-peu-près , le même récit que sa femme , & convint

le transporta au couvent pour dénoncer la procédure à l'abbesse, & la sommer de déclarer si elle entendoit intervenir pour empêcher l'entérinement du rescrit.

Le procès-verbal qu'il rédigea nous apprend que l'abbesse répondit, pour elle & pour ses religieuses : « Qu'elles ne vouloient s'opposer ni empêcher ; qu'elles ne sçavoient au vrai si elle avoit été forcée ; que plusieurs de la communauté ne la vouloient recevoir ; qu'elle étoit froide en ses exercices, & qu'eventuellement elle disoit qu'elle faisoit de nécessité vertu ; qu'elle & le couvent seroient guere contents de la reprendre, quand elle se seroit prêtée, s'estimant plus heureuse d'être déchargée du soin d'une telle religieuse ».

Cette déclaration, si claire & si démentie par elle-même, on joignoit une autre, écrite par l'abbesse, en réponse à une autre que la demoiselle *Dantail* avoit écrite après sa sortie du couvent. Cette religieuse étoit maîtresse lorsque la demoiselle *Dantail* étoit au couvent, & étoit abbessesse quand elle en sortit. Voici comment elle s'exprimoit :

« C'est à dire que ce n'est pas d'an-

que c'étoit la violence & les menaces dont il avoit usé qui avoient précipité sa fille dans le cloître , pour lequel elle avoit toujours témoigné l'aversion la plus décidée. Il termine son interrogatoire par cette déclaration formelle ;
 « qu'après avoir consulté des docteurs
 » de Sorbonne & casuistes , desquels il
 » a pris l'avis par écrit , il ne veut pas ,
 » en l'âge où il est , continuer ses vio-
 » lences envers sa fille , reconnoissant
 » l'aversion qu'elle a toujours eue pour
 » la religion , partant , consent qu'elle
 » se pourvoie par les voies ordinaires ».

Les faits avoués par le mari & par la femme furent confirmés dans une enquête , composée de plusieurs témoins , qui détaillèrent des circonstances que les sieur & dame *Dantail* n'avoient cru que devoir indiquer : ils auroient eu honte de les développer eux-mêmes.

Aux termes du rescrit , il falloit encore connoître la façon de penser des religieuses. Outre l'official , le rescrit avoit été adressé au provincial des cordeliers , comme supérieur immédiat de la communauté où les vœux avoient été prononcés. Le provincial avoit subdélégué le P. *Belin* , qui , en cette qualité , le 12 novembre 1642 ,

se transporta au couvent pour dénoncer la procédure à l'abbesse , & la somma de déclarer si elle entendoit intervenir & empêcher l'entérinement du rescrit.

Le procès-verbal qu'il rédigea nous apprend que l'abbesse répondit , pour elle & pour ses religieuses : « Qu'elles » ne vouloient s'opposer ni empêcher ; » ne sçavoient au vrai si elle avoit été » forcée ; que plusieurs de la communauté ne la vouloient recevoir ; qu'elle » étoit froide en ses exercices , & que » souvent elle disoit qu'elle faisoit de » nécessité vertu ; qu'elle & le couvent » ne seroient guere contents de la reprendre , quand elle se seroit présentée , s'estimant plus heureuse d'être déchargée du soin d'une telle religieuse ».

À cette déclaration , si claire & si décisive par elle-même , on joignoit une lettre , écrite par l'abbesse , en réponse à une autre que la demoiselle *Dantail* lui avoit écrite après sa sortie du couvent. Cette religieuse étoit maîtresse des novices lorsque la demoiselle *Dantail* entra dans le couvent , & étoit abbessse quand elle en sortit. Voici comment elle s'exprimoit :

« Vous dites que ce n'est pas d'au-

» jourd'hui que vous reconnoissez mon
» style rustique & offensant ; que je vous
» ai tenu des rigueurs dans mes charges
» de noviciat & de supérieure , & qu'il
» n'appartient qu'à moi à tenir des per-
» sonnes en captivité ; que j'ai de sales
» & vilaines pensées ; que je vous ai
» écrit une lettre de médisance. Vous
» m'accusez de vous avoir traitée avec
» rigueur. Hélas ! ma bonne sœur , ce
» n'est pas ce qui me fait trembler ;
» mais bien au contraire , d'être sévè-
» rement reprise au jugement de Dieu
» de vous avoir donné trop de liberté ,
» traitée trop doucement. Un esprit li-
» bertin , inconstant , vain & déréglé
» comme le vôtre doit être conduit
» d'une autre façon. Si nous avions à en
» conduire une de même que vous ,
» nous y sommes apprises à nos dépens.
» Mais le bon Dieu nous en veuille bien
» garder : une seule personne nous don-
» noit plus de peine que toutes les af-
» faires du monastère. Il falloit mé-
» diter quatre jours une parole devant
» que vous la dire , encore vous met-
» tiez-vous dans des boutades étranges
» & des vanteries insupportables. Quelle
» perte faisons-nous en votre per-
» sonne ? Notre communauté s'estime

» fort heureuse d'en être déchargée , si
» ce n'étoit que vous voulussiez changer
» de vie & de façons de faire ».

Il paroît donc qu'il n'y avoit plus de contradicteur légitime qui traversât la réclamation de la demoiselle *Dantail*. Son père étoit encore vivant alors ; il étoit sa seule partie légitime , elle l'a mis en cause , il a été interrogé ; il a reconnu la vérité , il l'a avouée , sans autre impulsion que le repentir ; il est convenu de la violence qu'il s'est permise pour forcer sa fille à subir le sacrifice qu'il exigeoit d'elle.

Adrienne de Valmorin , son épouse , & belle-mère de la demoiselle *Dantail* , délivrée de la terreur panique qui avoit dirigé ses démarches , qui avoit été motrice & témoin de tout ce qui s'étoit passé , a été entendue ; elle a découvert les ressorts les plus cachés d'une action qui étoit l'ouvrage de sa volonté & de sa passion. Elle a reconnu que l'aversion de sa belle-fille pour la vie religieuse ne pouvoit lui être cachée , puisqu'elle avoit été instruite des différentes protestations contre la prise d'habit , contre la profession & contre la translation à Lagny. Tous ces actes d'ailleurs avoient été vus & rapportés.

Les religieuses , comme on vient de le voir , ne prenoient aucun intérêt à l'issue de cette affaire , & , loin de souhaiter de garder leur religieuse, elles desiroient , au contraire , de s'en voir débarrassées.

On pouvoit donc penser qu'il n'y avoit plus de légitime contradicteur qui pût s'opposer à l'entérinement du rescrit ; mais le sieur *le Vacher* , beau-frère de la réclamante, intervint, & présenta requête , par laquelle il demanda que sa belle-sœur fût déboutée de sa demande.

Le sieur *Dantail* père s'éleva contre l'entreprise de son gendre. Il prétendit que cette démarche étoit un attentat contre l'autorité paternelle ; attentat d'autant plus ridicule & d'autant plus téméraire , que cet homme n'étoit entré dans sa famille , par son mariage , que depuis un an , qu'il ignoroit tout ce qui s'étoit passé , puisque ces évènements avoient précédé son mariage de plus de cinq ans. Que cet homme , aussitôt qu'il eut contracté l'alliance qui servoit de prétexte à son opposition avoit , par les prétentions les plus outrageantes , mis le trouble dans la famille où il étoit entré ; il avoit voulu faire interdire son

LE VACHER

beaucoup de monde à la messe, et
pression. Les filles et les femmes. Les
une collection de livres et de
carnets, de livres et de
de la messe. Les filles et les
à la messe et à la messe. Les
seulement à la messe. Les
les filles et les femmes. Les
égalité. Les filles et les
pour la messe et la messe.

Ces immortels, les filles et les
bonnes filles et les filles et les
et les, peuvent elles être nées
lance avec le moulin qui fait
le Vacher? Sous prétexte qu'il a
à la femme, quand il l'a
qualité d'unique héritier de la
tail, il veut profiter d'une
étoit le fruit de la violette, et
vahir toute la fortune de la
Il n'a pas réussi dans la
à risque de s'en rendre le
soit un administrateur, et
même, s'il n'est pas un
en outre, et s'il n'est pas
il veut être un administrateur
même, et s'il n'est pas un
leur dans la messe et la
peut-être, ou s'il n'est pas
qu'il n'est pas un administrateur

ne l'a fait que par contrainte, & continue de porter des chaînes qui la tiennent dans une servitude que son cœur & sa volonté n'ont jamais eue de quitter.

Les vœux auxquels ce durade veut que l'on donne de la réalité sont évidemment vains, la personne de qui on les a arrachés par force n'a donc perdu aucun des droits de cité; elle n'a jamais perdu la faculté de recueillir sa part dans la succession paternelle. L'avarice de son beau-frère le rend donc complice de la barbarie la plus atroce & de l'injustice la plus révoltante. Est-il possible que de pareils motifs puissent être allégués dans aucun tribunal? Ne sont-ils pas faits, au contraire, pour être repoussés avec mépris & avec indignation?

L'official joignit cet incident au fond.

Le frère & l'aîné interjetèrent appel comme d'abus de ce jugement, & notant cet appel, intervint sentence définitive, qui déclara la profession nulle. & rendit *Louise Demail* au siècle.

Cette sentence fut à peine rendue, que l'on entendit publier au ban dans l'église de Sainte-Opportune, entre le frère *François Confarier* & la fille *Louise Demail*. Ce ban

précédé d'un contrat de mariage , fait du consentement , & sous les yeux du sieur *Dantail* père , qui assigna à sa fille une dot à prendre sur tous ses biens.

Le sieur *le Vacher* fit signifier un acte d'opposition au curé de Sainte-Opportune qui , appuyé du consentement du père de la fille , déclara qu'on avoit obtenu dispense pour se marier , même pendant l'avant , & pour la publication des deux derniers bans ; que pour lui , il avoit donné permission d'épouser dans une autre paroisse.

Pareille opposition fut signifiée au grand-vicaire , qui ne fit point de réponse. On la signifia au scelleur de l'archevêché ; mais toutes ces significations n'eurent aucun effet ; le mariage fut célébré. On ne crut pas que l'opposition d'un beau-frère dût prévaloir sur le consentement du père , qui non-seulement toléroit ce mariage , mais avoit témoigné le désirer ; & au bout de neuf mois exactement , cette jeune épouse accoucha d'un fils.

Elle n'étoit pas encore au terme des persécutions qu'elle étoit destinée à éprouver. Le sieur *le Vacher* interjeta appel comme d'abus de l'exécution du rescrit , de la sentence qui l'avoit enté-

riné, & de la célébration du mariage.

Le rescrit est abusif, disoit-il, en ce que la réclamation contre les vœux n'a été faite que long-tems après les cinq ans. Le texte du concile de Trente y est précis. « Nul régulier, y est-il dit, » *sess. 25, cap. 19*, qui prétendra être » entré par force ou par crainte, en religion, ou qui dira même qu'il a fait » profession avant l'âge requis, ou quelque » autre chose semblable, ou qui » voudra quitter l'habit, pour quelque » cause que ce soit, ou s'en aller avec » l'habit sans la permission des supérieurs, ne sera aucunement écouté, » s'il n'allègue ces choses dans les cinq » premières années du jour de sa profession ; & si encore alors il n'a déduit ses prétendues raisons devant » son supérieur, & l'ordinaire, & non autrement. Si, avant les démarches » dont on vient de parler, il a quitté l'habit, il ne sera, sous aucun prétexte, reçu à alléguer ses raisons ; » mais il sera contraint de retourner à son monastère, & sera puni comme » apostat, sans pouvoir cependant se prévaloir d'aucun privilège de son » ordre (1) ».

(1) *Quicumque regularis prætendit se per vim*

Ces canons ont été adoptés en France, pour la tranquillité des familles qui pourroient, à tout instant, être troublées par les réclamations inattendues de religieux ou de religieuses, qui viendroient, au bout d'un long tems, demander à rentrer dans des successions échues & partagées pendant qu'ils étoient dans le cloître, & sur la foi de l'abdication solennelle qu'ils avoient faite de tous les droits de la vie civile. Si l'on accueilloit ces réclamations après un long espace de tems, où aller chercher des biens qui auroient été divisés & sous divisés par des partages entre différentes branches d'héritiers, qui auroient été assujettis à des dots, à des douaires, qui auroient été aliénés, hypothéqués, &c. &c. ?]

& metum ingressum esse religionem; aut etiam dicat antè ætatem debitam professum fuisse, aut quid simile, velisque habitum dimittere quâcumque de causâ, aut etiam cum habitu discedere sine licentiâ superiorum, non audiatur, nisi intra quinquennium tantum à die professionis, & tunc non aliter, nisi causas quas prætenderit, deduxerit coràm superiore suo, & ordinario. Quòd si antea habitum sponte dimiserit, nulla tenùs ad allegandum quamcumque causam admittatur; sed ad monasterium redire cogatur, & tanquàm apostata puniatur. Interim verò nullo privilegio suæ religionis juvetur. Concil. Trid. Sess. 25, cap. 19.

C'est pour prévenir ces troubles que l'ordonnance du 15 janvier 1629, art. 9, porte que, toutes personnes qui, après l'an de probation, auront pris l'habit de religieux profès, de quelque ordre que ce soit, & demeuré cinq ans dans le monastère où ils l'auront pris, ou autre du même ordre, seront censés & réputés profès; & partant incapables de disposer de leurs biens, succéder à leurs parents ni recevoir aucune donation.

Ainsi, quand on se présente après les cinq ans pour réclamer contre l'émission des vœux, on est déclaré non-recevable. Cette jurisprudence est prouvée par plusieurs arrêts rapportés par *Fevret*, traité de l'abus, liv. 4, chap. 3, n°. 24.

Pour prévenir cette fin de non-recevoir, il est assez d'usage de faire insérer, dans le bref, une clause qui relève du laps des cinq ans. Mais, dit le même auteur, n°. 25 : « Telle clause » est annulée & rejetée comme abusive, attendu la contravention au concile & à la police universelle du royaume; autorisées par les synodes provinciaux & préjugés des cours souveraines, rapportés par M^e *Julien Brodeau*,

• Brodeau, let. C. nomb. 8 des arrêts
• de M. Louet ».

Le même jurisconsulte nous apprend que cette fin de non-recevoir est accueillie, lors même qu'il se trouve quelque vice dans la profession : si, par exemple, elle a été faite avant l'âge, ou si elle a été forcée. La persévérance du séjour dans le couvent, la persévérance à porter l'habit, & à suivre toutes les pratiques de la règle pendant plus de cinq ans, couvre les défauts qui pourroient se trouver dans l'émission des vœux ; le silence du profès les anéantit.

Spenſm proclamare voluit, cur tamdiu acquit ? *Don. 1, ex. de frigid. & malefic.*

Fevret, *ibid.* n^o 29, rapporte un arrêt remarquable. *Gabrielle de Saint-Belin*, religieuse à Palangis, n'avoit fait que cinq mois de noviciat, & avoit passé le reste de l'année en la maison de son père. Elle reutre dans le monastère, fait ses vœux ; & pendant cinq ans, remplit toutes les fonctions de religieuse. Ce tems expiré, elle obtient un bref du pape, qui annulle ses vœux, & la relève du laps de tems. Ses parents appellent comme d'abus ; & par arrêt du parlement de Paris, rendu le

21 mai 1647 , il fut dit qu'il y avoit abus.

En voici un autre rendu par le même parlement , qui n'est pas moins remarquable. Une demoiselle de *Pienne* avoit fait profession en religion à l'âge de douze ans six mois , contre son gré. Ces faits de violence étoient juridiquement constatés par l'information , qui fut faite lors de l'entérinement du bref de cour de Rome , qui la relevoit de ses vœux. Mais elle ne l'avoit obtenu que plusieurs années après l'expiration du terme fixé par le concile.

Personne ne s'étant opposé à la fulmination de son bref , elle se crut libre , & contracta mariage.

Devenue veuve, elle poursuivit , contre les héritiers de son mari , l'exécution de son contrat de mariage , & le paiement des avantages matrimoniaux stipulés en sa faveur.

Les héritiers du mari qui , ayant été jusques-là sans intérêt , avoient gardé le silence , soutinrent que cette femme étoit non-recevable dans sa demande , attendu sa qualité de religieuse , contre laquelle elle n'avoit point réclamé dans le tems prescrit par les loix canoniques & par la jurisprudence. En con-

séquence, ils interjetèrent appel comme d'abus de la fulmination du rescrit.

Par arrêt du 31 mars 1626, la femme fut déboutée de ses demandes, & obtint simplement une pension alimentaire. Il fut donc jugé que des vices aussi essentiels que le défaut d'âge & la violence bien constatée, avoient été couverts par le silence de la religieuse, pendant un si long espace de tems. *Coactio, si qua fuerit in voti emissionem, & perseverantia subsequentis temporis penitus profugatur. Cap. 7, extra. Qui cleric. vel voventes matrimonium contrah. poss.*

Je ne transcrirai pas d'autres arrêts de différens parlements rapportés par le même auteur, qui ont jugé, conformément à ces principes.

Ferret examine ensuite si des actes, de protestation faits en secret, par-devant un officier quelconque, peuvent interrompre la prescription de cinq ans établie par le concile de Trente.

Il discute cette question, à l'occasion d'un arrêt rendu au parlement de Dijon, le 23 mars 1657.

Jeanne Jacquinet, fille de *Jean Jacquinet de Panissière*, prit l'habit de religieuse du vivant de ses père & mère.

dans le couvent de saint - Julien , diocèse d'Autun. Après l'année complète du noviciat, elle fit profession entre les mains de la supérieure , au mois de novembre 1649.

Quelques mois avant l'expiration des cinq ans , elle va à Autun , avec la permission de la supérieure , & , par acte passé devant un notaire apostolique , elle déclare qu'elle n'avoit jamais eu l'intention de se vouer à la vie religieuse ; que sa volonté avoit été forcée , & qu'elle étoit dans la résolution de la quitter.

Cet acte fait & signé , elle retourne à son couvent , y reprend ses exercices ordinaires , & attend la mort de son père pour donner suite à sa protestation.

L'évènement qu'elle attendoit arriva vingt-un mois après l'expiration des cinq ans , depuis l'émission des vœux. Elle obtint alors un rescrit de Rome , qui fut adressé à l'évêque d'Autun & au supérieur régulier du monastère où *Jeanne Jacquinet* avoit fait profession. Elle fit assigner sa mère , pour voir enregistrer le rescrit. Celle-ci demanda que sa fille fût tenue d'articuler les faits de violence qu'elle prétendoit avoir été employés , pour la forcer à se faire re-

Religieuse. : ce qui fut ordonné par l'official , & trois jours après , sentence définitive , qui ordonna que le rescrit de Rome seroit exécuté & fulminé selon sa forme & teneur ; la religieuse fut dispensée de ses vœux & rétablie dans l'état séculier.

Le mère interjeta appel comme d'abus de cette sentence , & fonda son appel principalement sur ce que la réclamation de la religieuse n'avoit été faite qu'après les cinq ans , expirés du jour de sa profession.

Cette réclamation , disoit - elle , ne peut être faite qu'entre les mains de celui qui a droit d'accorder la dispense : or , ce droit appartient au pape exclusivement. Pour satisfaire au concile , c'est au souverain pontife qu'il faut proposer la supplique de réclamation , laquelle doit contenir les motifs qui l'autorisent ; & ces motifs doivent être prouvés devant les juges délégués par le pape.

[L'acte passé pardevant le notaire apostolique , portant que *Jeanne Jacquinet* entendoit réclamer contre ses vœux , quoique daté avant l'expiration des cinq ans , ne peut produire aucun effet. Il annonce bien un dessein formé

462 *Religieuse mariée.*

de réclamer ; mais il n'opère pas la réclamation , qui devoit , non pas être en projet , mais être réalisée , & adressée à la personne qui , seule , la pouvoit recevoir.

Le tems de cinq ans , continuoient-on , a été fixé par le concile , afin que l'état des familles ne fût pas toujours en suspens , & que ceux qui croiroient pouvoir abdiquer l'état religieux se pourvussent dans le tems prescrit , étant bien informés que le terme est irrémissiblement fatal. S'il suffisoit de faire un acte pardevant notaire , pour établir qu'on a réclaté dans les cinq ans , ce seroit un moyen bien facile d'éluder la disposition du concile ; ce seroit autoriser la fraude & exposer les familles à des révolutions continuelles & toujours imprévues. Sous prétexte de ces actes clandestins , les parents seroient toujours dans l'incertitude de la stabilité des vœux des religieux profès. Dans les familles où se trouveroit un tel sujet , nul établissement ne pourroit se faire , sans qu'on eût lieu d'appréhender de le voir renverser ; nul contrat de mariage ne seroit assuré dans ses clauses , & on verroit ceux qui , long tems après cinq ans expirés , seroient restés ma-

quilles dans le monastère & sous l'habit religieux , faisant même exactement les fonctions de la règle , après la mort de leurs pères & mères , obtenir des rescrits de cour de Rome , les faire valoir & rentrer dans tous les droits du siècle , sous prétexte d'une protestation secrète faite dans le tems utile.

Cependant , sur l'appel comme d'abus , les parties furent mises hors de cour & de procès.

« Il est bien raisonnable , dit *Fevret* , de déférer avec respect aux choses souverainement jugées : mais en telles affaires qui vont à l'intérêt public des familles , par lesquelles l'état subsiste , & où il s'agit de l'interprétation du concile & d'une loi générale dans le royaume , il importeroit de donner tels arrêts , *consultis classibus* , & jusques à ce que cela soit , l'intérêt public doit toujours être considéré ».

Le second moyen d'abus consistoit en ce que , contre le texte du concile , *Louise Dantail* ne s'étoit pas remise dans le couvent , & n'avoit pas repris l'habit religieux quand elle sollicita son bref , & pendant la poursuite de l'entérinement. Il veut même que l'on

traite comme apostats ceux qui ne se conformeront pas à ce règlement.

En effet, une réclamation contre des vœux, ne les annule pas aux yeux de la loi civile qui, quand ils sont prononcés suivant les formalités qu'elle a établies ou adoptées, les regarde aujourd'hui comme un lien indissoluble, si on ne fait voir à ses ministres que ces vœux sont infectés, dans le principe, d'une nullité radicale.

Mais cette nullité, quand le religieux la propose, doit être discutée en justice : les faits d'où on la fait dériver sont-ils vrais, & s'ils sont vrais, sont-ils de nature à annuler la profession & à lui enlever tous ses effets ?

Cette discussion appartient aux seuls juges compétens ; eux seuls la peuvent examiner ; eux seuls peuvent prononcer en conséquence, & décider si la profession est telle que la loi l'exige, pour opérer la mort civile du réclamant, ou s'il doit être rendu à la patrie & à la liberté civile.

Le religieux ou la religieuse qui, avant que la justice ait prononcé sur son sort, se déponille de l'habit religieux, porte donc lui-même un jugement qu'il ne lui appartient pas de pro-

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

térieurs , que le religieux a , pour le moment , l'intention de s'engager. Il a prononcé les paroles qui annoncent cette intention , & qui , en même tems , forment l'engagement ; il les a prononcées à la face du public , témoin de ses serments. Ces serments ont été reçus par le supérieur & par la communauté entière. On regarde ce supérieur & cette communauté comme chargés de la procuration de l'être suprême , qui à la vérité ne se manifeste pas , mais qui est réellement présent à la cérémonie.

La présomption que Dieu accepte tacitement ce sacrifice , se tire de ce que ceux qu'on suppose chargés de le représenter en cette partie , ont éprouvé , pendant un an , le sujet qui se dévoue , & qu'ils ont jugé , puisqu'ils l'ont admis , qu'il avoit les qualités requises pour être agréable à Dieu. Mais , au fond , on n'a aucune certitude du consentement de la divinité , qui ne se contente pas des signes extérieurs auxquels les hommes sont forcés de s'en rapporter , & ne se décide , si l'on peut parler ainsi , que par l'intérieur , qu'il connoît seul.

Mais , en supposant que le sacrifice ,

au moment où il se fait, soit agréable à Dieu, ne peut-il pas cesser de l'être par le changement qui peut survenir dans les affections du religieux? S'il cesse d'aimer son état & les devoirs qui y sont attachés; s'il se repent de l'engagement qu'il a contracté, Dieu, qui ne veut que des attachements libres, & déteste les attachements forcés, retire l'acceptation qu'il avoit donnée, & ne regarde plus le religieux comme attaché à lui; c'est la volonté libre qu'il veut, & il déteste toute contrainte; il s'en est formellement expliqué dans plusieurs passages de l'évangile.

D'après ces vérités, sur lesquelles on ne peut, sans impiété, concevoir le plus léger doute, il semble qu'un religieux qui se dégoûte de son état, & qui, par ce seul fait, rompt le pacte qu'il avoit formé avec Dieu, devroit recouvrer sa liberté, puisque l'esclavage dans lequel on le retient n'a plus d'objet.

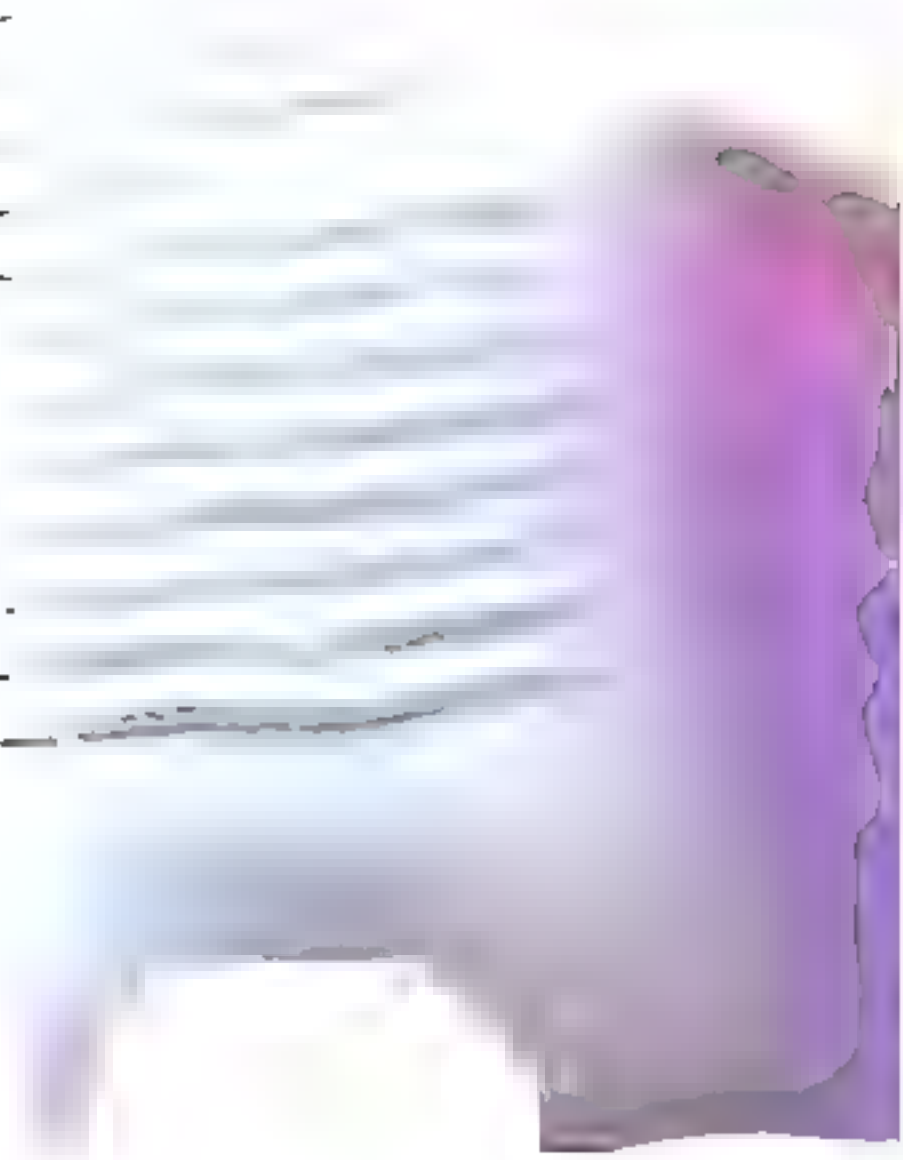
Mais la loi civile, ayant admis l'abnégation qui résulte des vœux; & ces vœux suivant la forme qu'elle a prescrite, n'a pas cru devoir se prêter à l'insubordination des religieux, & leur rébellion fut leur seule réclamation, les

468. *Religieuse mariée.*

qu'ils avoient abdiqués de son aveu.

Une profession légalement émise retranche du nombre des citoyens celui qui l'a faite. Il est mort civilement ; il est dépouillé , par le seul fait , de tout ce qu'il possède ; toutes les possessions actuelles , de quelque nature qu'elles soient , passent à ses héritiers ; qui en deviennent propriétaires , & peuvent en disposer à leur gré. Tout espoir de recueillir aucune succession lui est absolument interdit ; il est dépouillé de la faculté de faire aucun acte , soit pour acquérir , soit pour donner , soit pour recevoir : en un mot , il est absolument retranché de toute la société , & de sa famille même ; elle ne peut plus le compter au nombre de ses membres , & règle tous les événements qui surviennent & tous les biens qu'elle possède , comme si le religieux n'existoit plus & n'avoit jamais existé.

Or , si la mort du religieux étoit incertaine , s'il dépendoit du caprice de celui qui l'a subie , de la faire cesser à son gré , soit plutôt , soit plus tard , toute opération feroit interdite dans sa famille. Quel parti pourroit-elle prendre en effet , dans l'incertitude du changement ou de la persévérance d'un hom-



ligieux a prononcé ses vœux en grande connoissance de cause , tant de sa part, que de la part de la communauté , qui a cru , après un ou deux ans d'épreuve, qu'il étoit digne d'être admis au sacrifice , & capable d'en supporter le fardeau , d'en remplir les devoirs ; & enfin qu'il avoit été entièrement libre , & n'avoit été ni contraint par la violence , ni induit par ruse , ni entraîné par la crainte ou par des raisons purement temporelles.

Mais, encore une fois, c'est aux ministres de la loi à juger si les précautions qu'elle a établies ont été suivies ou négligées. Ce jugement ne peut être confié à celui qui est intéressé à soutenir qu'elles n'ont pas été observées , & qu'il doit, en conséquence , recouvrer l'usage d'une liberté qu'il dit n'avoit jamais perdue.

Il n'a donc pas dû préjuger sa propre cause ; il a dû conserver l'état auquel il étoit lié par la loi , jusqu'à ce que ses ministres déclarassent que ce lien étoit nul à ses yeux , & que celui qui le portoit pouvoit le rompre.

Il y a donc abus , à cet égard , dans la sentence de l'official , qui a écouté la réclamation d'une religieuse sortie

de son couvent , & dépouillée des habits de l'état qu'elle avoit embrassé. D'ailleurs , c'est une clause expresse du rescrit de cour de Rome , auquel l'officiel n'avoit pu se dispenser de se conformer.

Il y avoit encore , dans le rescrit , une clause irritante , qui ordonnoit que , lors de la procédure qui devoit précéder l'entérinement , on mît en cause ceux qui pouvoient y avoir intérêt , *vocatis qui vocandi*. Il falloit appeler les religieuses , qui avoient un intérêt sensible ou à retenir parmi elles un sujet qui s'étoit , par un serment solennel , lié à leur communauté ; ou à demander son expulsion , s'il y avoit quelque vice radical dans la profession ; & si la religieuse leur étoit à charge , soit par son humeur , soit par sa résistance aux loix de la règle & de l'obéissance ; soit enfin par tel moyen qu'elles auroient voulu alléguer.

Ce moyen d'abus ne paroît pas avoir le même poids que le précédent. Les religieuses ne furent peut-être pas mises juridiquement en cause : mais leurs réponses , consignées dans l'interrogatoire du 12 mars 1642 , prouvent , comme on l'a déjà fait remarquer ,

qu'elles se regardoient comme n'ayant aucun intérêt dans la cause , & que même , si elles y en avoient pris quelqu'un , ç'auroit été pour la restitution au siècle d'une camarade qui leur étoit à charge , & dont elles ne demandoient pas mieux que de se voir débarrassées.

Le moyen d'abus précédent n'est peut être pas aussi frappant , qu'il le paroît au premier coup-d'œil.

L'austérité des règles exige , sans doute , que le religieux ou la religieuse qui réclame soit , pendant l'instance , soumise à la pratique de sa règle. On en a dit les raisons. Mais n'est-il pas des cas où l'on peut relâcher cette sévérité ? Et est-il toujours juste & humain de laisser le réclamant sous les ordres de supérieurs qu'il veut quitter , & qui ne peuvent jamais regarder cette entreprise de bon œil ?

Il falloit appeller le père de la fille.

Il le fut.

Il falloit enfin appeller le sieur *le Vacher* & sa femme. Elle étoit héritière de la mère morte , & avoit été mariée comme unique héritière. Elle avoit donc , en cette qualité , l'intérêt le plus marqué à prendre part à la discussion des vœux de sa sœur. Cet intérêt étoit

encore plus pressant par une circonstance considérable. Une dame *Brigard* avoit fait, au sieur *Dantail*, donation d'une maison, située place royale à Paris, à la charge de substitution au profit des enfants du donataire. Cette maison forme un effet d'une valeur très considérable. Or ; quand le sieur *le Vacher* s'est marié, il l'a fait, en partie, dans l'espérance que la totalité de cette maison appartiendrait un jour à sa femme, comme demeurant seule appelée à la substitution par la mort civile de sa sœur. Le sieur *le Vacher* étoit donc partie nécessaire dans la cause, & étoit du nombre de ceux que le bref de cour de Rome avoit ordonné d'y mettre : *vocatis qui vocandi*.

Est-il bien vrai que ses intérêts pécuniaires lui donnoient le droit de retenir sa belle - sœur dans une clôture perpétuelle ; sous prétexte d'un vœu qui pouvoit être nul ?

Enfin, le principal moyen d'abus concerne le fond. Le bref a été fulminé, sous prétexte que la profession étoit l'effet de la violence. Mais où est la preuve que l'on a exercé quelque violence pour déterminer la sœur *Dantail* à s'enfermer elle-même dans un mo-

naître ? Lorsqu'elle prononça ses vœux à la face de Dieu & des hommes , témoigna-t-elle la plus légère répugnance ? Ne montra-t-elle pas , pendant toute la cérémonie , la résignation la plus entière & la plus édifiante ? N'existe-t-il pas de ses lettres , qui annoncent la résolution où elle étoit de se vouer à Dieu ?

Son interrogatoire fournit encore de nouvelles preuves que sa liberté n'a éprouvé aucune contrainte. On lui demande si elle n'a pas , dans le monastère , satisfait à toutes les pratiques de la règle ? Elle répond , qu'elle avoit fait comme les autres religieuses , & qu'elle ne leur avoit jamais rien fait paroître *de la violence qu'elle souffroit.*

On lui demande si elle n'a pas renouvelé ses vœux. Elle confesse qu'elle les a renouvelés par deux fois.

Ces aveux ne paroissent pas aussi concluants que le sieur *le Vacher* le prétendoit.

Le premier caractérise une personne sage , qui sçait se prêter aux circonstances , ne veut point , par des éclats inutiles & scandaleux , manifester l'aversion qu'elle a pour son état actuel , & attend en silence l'occasion favorable

pour briser les fers dont elle est chargée.

L'autre aveu n'a pas plus de poids que le premier. Le renouvellement des vœux est une cérémonie qui se pratique tous les ans , à certains tems , dans certaines communautés. Mais cette pratique n'ajoute rien à l'engagement contracté par la profession ; ceux qui s'en dispensent ne sont pas moins liés , que ceux qui s'y soumettent , quand le premier acte est régulier ; & ceux qui s'y soumettent ne font que se prêter à une cérémonie pieuse , mais qui n'a d'autre effet que l'édification des assistants , & ne resserre point les premiers nœuds , qui conservent toujours leur nature , & sont ou indissolubles ou révocables , suivant les circonstances dans lesquelles ils ont été prononcés.

Quant au fond de la question , le sieur *le Vacher* convenoit que la violence ne peut comparir avec le vœu & l'offrande volontaire ; mais qu'il faut que cette violence s'exerce par de mauvais traitements , par des menaces de nature à faire craindre pour la vie , & non par de simples tracasseries. *Per cruciatum corporis , & capitales minas pertimescendo , & non solis jactationibus.* Or , disoit-il , il n'est question , dans

la cause , que de désagréments éprouvés dans la maison paternelle , par la sœur *Dantail*. Elle ne peut donc pas se prévaloir de violences , capables de contraindre la volonté.

Etabliss^{ons} ici les principes. Suivant la discipline constante de l'église , fondée sur la raison & sur la nature des choses , l'état religieux demande , non-seulement une vocation bien caractérisée , mais que ceux qui l'embrassent jouissent de la plus entière liberté. *Quod quis non diligit nec optat , profectò non diligit ; quod autem non diligit , facilè contemnit. Nullum quippè bonum , nisi voluntarium. Id circò dominus non ferendam in viâ virgam , per quam violentia ulli inferatur , præcepit. Quapropter consultius agetur , si piis suasionibus contemptum mundi , & amorem Dei prædicando , quàm violentiam inferendo , ad cælestem amorem illum accenderitis. Can. 4 , quæst. 3 , caus. 20.*

Ainsi la crainte griève est contraire à la profession. *Alexandre III* déclare nulle la profession d'une femme , qui ne s'étoit jettée dans un monastère que pour éviter la mort dont elle n'auroit pu se garantir qu'en promettant de se faire religieuse. Ce jugement est con-

Religieuse mariée.

« *... d'une espèce de*
« *... dans l'imbécillité,*
« *... innocence. Mais, à*
« *vous le rendez infidèle &*
« *vous portez le coup mortel*
« *... dans le plus profond de l'âme,*
« *... plus cruelle-*
« *... mort, vous le faites*
« *... envers Dieu*
« *... une impiété*
« *... & la conf-*
« *... de l'union,*
« *... de la fureur.*

« *... ne peut être*
« *... tout*
« *... les*
« *... que*
« *... les*
« *... de*
« *... les*
« *... les*
« *... les*

« *... les*
« *... les*
« *... les*
« *... les*
« *... les*
« *... les*
« *... les*
« *... les*

...

» Point de foi en son témoignage ,
» parce qu'il étoit prévenu de cette
» forte passion de haine & de vengeance
» contre son gendre.

» Enfin un père , dans un grand âge ,
» agonisant , dans les nuages épais des
» troubles de l'ame , n'avoit pu démê-
» ler la vérité du mensonge ; & la foi
» de cette dernière action est suspecte ,
» par le seul rapport du curé de Sainte-
» Opportune.

» Il n'est pas possible que la vérité se
» rencontre où il y a tant de contradic-
» tion. Comme père , il faut le recuser ,
» parce qu'il étoit touché de la tendresse
» des sentiments de la nature ; il est
» ennemi mortel de ses enfants ; il est
» animé de fureur & de vengeance
» contre son gendre ; c'est lui qui a
» fait tout le mal , comme partie ; il n'a
» point été capable de rien faire , que
» par les sentiments d'autrui. Accordez
» toutes ces contrariétés , qui dé-
» mentent & détruisent des faits si op-
» posés l'un à l'autre.

» Je pense , continuoit *M. Gaultier* ;
» que , pour en convaincre l'imposture ,
» nous pouvons prendre le même avan-
» tage , dont ce sage romain *Emitius*
» *Scaurus* , étant accusé de lâc^h

» de trahison se servit pour se justifier.
 » *Æmilius Scaurus, mercede corruptum*
 » *populum prodidisse Varius Sucronensis*
 » ait : *Æmilius Scaurus negat. Utri*
 » *credetis, nominato tantum accusatore*
 » *& reo ? Populus accusationem repulit.*
 » *Varius* dit que *Scaurus* s'est laissé
 » corrompre par argent pour trahir le
 » peuple romain. *Scaurus* le nie & af-
 » sure que cela n'est pas : lequel des
 » deux voulez-vous croire ? Ce fut assez
 » d'avoir nommé l'accusateur & l'ac-
 » cusé, pour porter le peuple, à l'inf-
 » tant, par un commun suffrage, à re-
 » jeter l'accusation.

» L'application n'est pas difficile de
 » former la décision de la controverse,
 » par la différence des personnes qui
 » soutiennent l'affirmative ou la néga-
 » tive. Une fille appelle son père en
 » jugement sur la force & la violence
 » de sa profession : il délibère ; il con-
 » sulte ; il se résout par l'avis des sages
 » & par sa propre conscience ; il est in-
 » terrogé par serment ; il reconnoît la
 » vérité de ce qui s'est passé ; il en rend
 » le témoignage public en justice ; il
 » confirme cet acte judiciaire par la loi
 » domestique de son testament, & de-
 » puis encore, à l'extrémité de sa vie,

» dépouillé de toutes les passions , &
» n'ayant plus pour objet que cette fin
» bienheureuse , à laquelle on ne par-
» vient que par l'innocence ou le re-
» pentir , il atteste la vérité & la jus-
» tice de ce qu'il a fait.

» *Le Vacher* , son gendre , préfère
» un lâche intérêt à tous ses sentiments
» d'honneur & de piété , condamne sa
» mémoire , le déshonore & le dément.

» Permettez moi , messieurs , con-
» tinuoit *M. Gaultier* , que je vous
» fasse la même demande : *quel cré-*
» *ditis* ? Lequel des deux mérite votre
» créance ? Je ne doute point de votre
» réponse , que nous allons entendre
» par votre arrêt en notre faveur. . .

» Je ne vous présente point un en-
» fant pour calmer ce grand orage , &
» détourner , par ses cris qui percent les
» nues , ces tourbillons enflammés qui
» menacent sa tête ; au contraire , c'est
» ce même enfant qui joint la faveur
» de son innocence à celle de sa mère ,
» & appelle son secours , pour lui con-
» server le titre de sa naissance. C'est
» sa mère , qui se soutient elle-même ,
» parce que ce n'est point une fille va-
» gabonde qui a brisé ses fets , pour
» courir aveuglément dans la licence &

484 *Religieuse mariée.*

» le libertinage ; mais qui , des bras de
 » son père , a passé dans ceux d'un
 » époux ; & sous cette conduite , son
 » vaisseau ne craint point la tempête.

» *Leontidas* , fils de *Cleombratus* ,
 » étant accusé , se sauva dans le tem-
 » ple d'airain de *Minerve*. Le peuple
 » étant retenu par le respect de la sain-
 » teté du lieu , qui devoit être un
 » asyle de sûreté , *Theano* , sa mère ,
 » se fit place au travers de la foule de
 » cette multitude , & ayant caché sous
 » sa robe une pierre , elle la mit au bas
 » de la porte du temple , en présence
 » de tout le monde , comme une mar-
 » que & un signe muet de la condam-
 » nation qu'elle prononçoit d'enfermer
 » son fils dans le temple ; & , comme
 » si elle eût donné le signal , les portes
 » à l'instant , furent murées , pour
 » faire périr par la faim.

» Ici , le même exemple a eu
 » effet contraire. Cette fille , contrain-
 » t à la violence & à l'inceste , a cherché
 » asyle dans le temple de la déesse
 » *Conseil* & *Justice* ; on l'en
 » voulu tirer comme un criminel
 » qui n'y pouvoit ni se cacher , ni sa sû-
 » rété , ni son salut. Elle s'est
 » passé , & a été , ôté

» pierre de la porte , pour marquer le
» chemin de la liberté qui lui devoit
» être rendue ; & , en rompant ses pre-
» mières chaînes , il l'a attachée par des
» liens d'honneur , dont les nœuds sa-
» crés ont été sacrifiés par la bénédic-
» tion de l'église.

» Jugez , messieurs , de notre con-
» duite & de nos sentiments. L'église
» a dû prononcer le jugement en cette
» cause : nous avons été contraints de
» faire appeller notre père comme une
» partie adverse ; & , par une noble &
» généreuse confiance , nous l'avons
» rendu témoin dans son propre in-
» térêt. Que s'il s'est trouvé convaincu
» par la force de la vérité , si sa propre
» science & sa conscience lui a valu
» le témoignage , il n'y a ni foiblesse , ni
» supériorité de grâce ; seulement un
» effacé le reste honteux
» reste.

» nous devions rai-
» sonner le secours &
» de notre
» obligée
» nous
» oif-
» de

486 Religieuse mariée.

» raption l'ont rendu également en-
 » nemi du père & de la fille. Il ne veut
 » plus connoître l'un , pour rendre l'au-
 » tre misérable ; & , comme il voit
 » qu'en cette qualité de père , il sera
 » témoin irréprochable , il a voulu , par
 » l'exemple de ce roi de Macédoine ,
 » entre *Perseus* & *Demetrius* , nous ap-
 » prendre qu'un père est toujours mi-
 » sérable de se rendre juge ou témoin
 » entre ses enfants , & qu'il ne peut ni
 » ne doit le faire. *Sedeo , inquit , miset-*
 » *rimus pater inter duos filios , aut con-*
 » *flicti aut admissi criminis labem inter*
 » *eos inventurus.*

» Il est vrai que ce roi s'estimoit mal-
 » heureux dans le triste événement du
 » différend dont il se rendoit juge , puis-
 » qu'il devoit trouver ou l'un de ses en-
 » fants criminel , ou l'autre calomnia-
 » teur.

» Mais où en sera l'application ? Ce
 » n'est point ici un père qui ait été
 » juge ; il est appelé devant les juges ;
 » il doit le secours à la justice sur l'é-
 » claircissement des faits dont il peut
 » dire , & *quorum pars magna fui* ; &
 » toute la certitude de ce qui est con-
 » testé est en lui - même. Il doit à
 » l'une de ses filles la réparation du

» mal qu'il lui a fait ; & son aînée , sé-
» duite par son mari , veut que , parce
» qu'il a été une fois injuste & violent
» envers sa sœur , il le soit toujours ,
» & lui laisse recueillir le fruit & le
» profit de cette injustice.

» Ainsi séparons la harangue d'un
» roi père & juge , pour en emprunter
» & appliquer seulement les dernières
» paroles , afin d'en faire les reproches
» sanglans à ce gendre dénaturé. *Vivo*
» *& spirante me , hereditatem meam &*
» *spe & cupiditate improbâ crevisti ; nec*
» *patrem , nec fratrem potes pati , nihil*
» *cari , nihil sancti est in animo ; vicem*
» *pecunia tantum insatiabilis amor suc-*
» *cessit.* Moi vivans & respirant encore
» le doux air de la vie , vous dévorez ,
» par une espérance injuste & un desir
» criminel , les biens de ma succession :
» vous ne pouvez souffrir ni votre père
» ni votre sœur ; rien ne vous est cher ,
» rien ne vous est saint , rien ne vous
» est précieux ; & le seul amour de l'or
» & de l'argent vous tient lieu de tout ;
» c'est votre idole & votre souverain
» bien.

» Quelle passion a régné dans l'esprit
» du père , pour le rendre incapable
» d'être témoin ? Est-ce l'amour & la

» tendresse pour sa fille ? Est-ce la haine
 » & la vengeance contre son gendre ?
 » Est-ce une pure foiblesse qui s'est aban-
 » donnée aux sentimens d'autrui ?
 » Est-ce obligation ? Est-ce devoir ?
 » Est-ce satisfaction ? L'amour pour la
 » religieuse a-t-il produit l'aversion
 » contre ce gendre ? Ou bien est-ce la
 » haine contre celui qui a fait renâître
 » l'amour pour elle ? Qui étoient ces
 » personnes étrangères qui avoient in-
 » térêt de lui inspirer l'une ou l'autre
 » de ces passions ? N'étoit-ce pas un
 » sentiment digne d'un bon père , que
 » de partager également son affection
 » entre ses deux filles ? Falloit-il en
 » opprimer l'une , pour persuader qu'il
 » ne haïssoit point l'autre , & pour ne
 » point redonner la liberté à sa fille , à
 » qui il l'avoit ôtée ? Devoit-il lui-mê-
 » me perdre la sienne , & demeurer es-
 » clave & interdit dans sa famille ?

» Dira-t-on qu'il se soit laissé possé-
 » der par foiblesse , puisqu'il a eu la
 » la force de résister aux desseins in-
 » justes , violens & injurieux de son
 » gendre ?

» S'il a rendu témoignage en justice ,
 » est-ce corruption ? S'il a fait une dis-
 » position par testament , qui com-

» mande à son gendre & à sa fille d'ap-
» prouver ce qu'il a fait pour le chan-
» gement de condition de leur sœur,
» sur peine de désobéissance, est-ce fu-
» reur animée de l'esprit de vengeance?
» S'il a persévéré, en mourant, & de la
» même bouche qu'il a donné sa bé-
» nédiction, il a prononcé les dernières
» paroles d'une loi sainte & inviolable
» de l'union & de la paix entre ses en-
» fants; n'est-ce pas l'esprit de Dieu
» qui les a dictées? Votre devoir, votre
» honneur & votre conscience vous
» marquent la nécessité d'y satisfaire,
» & d'effacer ces restes honteux d'une
» contradiction inutile. . . .

» Quand vous avez dit que le té-
» moignage d'un homme mourant ne
» passoit point pour véritable, si d'ail-
» leurs on n'en avoit la preuve, selon la
» loi 3, ff. de *Senatusconsulto Sillariano*.
» *Si quis moriens dixisset à servo vim*
» *mortis illatam sibi, non esse credendum*
» *domino, si moriens hoc dixit, nisi po-*
» *tuerit probari.* Si un maître, au mo-
» ment de sa mort, a chargé un es-
» clave d'avoir voulu attenter à sa vie,
» sa plainte, de quelque autorité qu'elle
» soit, ne le rendra pas coupable, s'il
» n'y a des convictions plus fortes. Il

490 *Religieuse mariée.*

» faut pourtant apprendre la différence
 » remarquée en la loi *Paulus*, §. 1., au
 » même titre, entre un maître & un
 » père, que, si c'est une fille qui, sur
 » les lettres de son père, ait formé l'ac-
 » cusation capitale contre ses esclaves
 » ou ses affranchis, le juriconsulte *Pau-*
 » *lus* répond que l'on doit l'écouter & la
 » traiter favorablement, *quia non suum*
 » *judicium, sed paternum secuta est*, par
 » la seule raison qu'en accusant, elle
 » ne fait que prêter son devoir officieux
 » à cette autorité première de la nature.
 » Mais quand la parole du père se
 » confirme par la foi des témoins, dont
 » la qualité éloigne le reproche, quand
 » on voit un *P. Cauffin* au nombre de
 » ceux qui ont déposé, & que c'est lui
 » qui établit le fondement de la preuve,
 » de la force & de la violence; est-ce
 » assez de nous dire qu'il le faut com-
 » parer à cet illustre romain, *Crassus*,
 » qui, *cum vehementissimum testimonii*
 » *fulmen injecisset, impetu gravis, exitu*
 » *vanus fuit*? Et, puisque vous avez
 » emprunté les termes de *Valère-Ma-*
 » *xime*, achevez son histoire, dont il a
 » rapporté l'exemple, pour montrer ce
 » que valut la faveur du peuple, assem-
 » blé dans Rome, à *Marcellus*, contre

» lequel la forte & vigoureuse élo-
» quence de ce grand homme qui ré-
» gentoit l'esprit des juges, ne fut qu'un
» éclat de tonnerre, qui, par son bruit,
» porte la frayeur & l'épouvante, mais
» dont le coup se dissipe dans l'air, s'é-
» vanouit & ne fait point de mal.

» Il n'en est pas ainsi de ce foible en-
» nemi; ce n'est pas le vainqueur de
» *Syracuse*; il est sans mérite & sans
» faveur, & nous sommes devant vous,
» qui ne suivez jamais ces mouvements
» impétueux de l'inconstance & de la
» légèreté. C'est ici qu'il faut que la
» force & la dignité d'un témoin si
» puissant le confonde par un autre
» exemple que nous tirerons de son
» même auteur, pour le combattre par
» ses mêmes armes. *Publius Servilius*
» *Isauricus, consularis, censorius, trium-*
» *phalis, loco testis constitit. Iudices*
» *reum, vix auditis ceteris testibus,*
» *damnarunt. Valuit enim apud eos tum*
» *amplitudo viri; tum gravis neglecta*
» *dignitatis ejus indignatio; eumque qui*
» *venerari tales viros nesciret, in quod-*
» *vis facinus incursum crediderunt.* Un
» seul homme en vaut plus que mille,
» & le seul *Servilius*, passant du con-
» sulat & du triomphe, au tribunal de

» la justice , pour servir de témoin ;
» son nom & sa réputation imprimèrent
» tant de respect , & firent tant d'effort
» sur l'esprit des juges , que , sur le cré-
» dit de sa parole , ils prononcèrent
» l'arrêt de condamnation ».

Je voulois terminer ici cet échantillon de l'éloquence de M. *Gaultier*. Mais la singularité de ce qui suit m'a engagé à l'offrir à l'amusement de mes lecteurs.

« Enfin , messieurs , tout parle pour
» nous & pour la justice de notre cause ;
» & la vérité s'est expliquée par tant de
» bouches pures , saintes & innocentes,
» que la lumière a dissipé toutes les té-
» nèbres de la malice & de l'envie. La
» voix du ciel , la voix du siècle , la
» voix de l'église & la voix de la nature
» se sont fait entendre en notre fa-
» veur. L'autorité s'est jointe à la raison ;
» la sainteté des mystères & l'honneur
» du mariage ont pris son parti ; la li-
» berté d'une mère opprimée , la vie &
» le salut d'un enfant prêt à égorger ,
» ont ému la pitié des cœurs les plus
» barbares. Qui peut s'opposer à tant de
» forces réunies ensemble , & quel en-
» nemi plus fort nous peut disputer la
» victoire ?

Revised 11-11-83 43

« Vous, messieurs, si vous
« vos mains et de la justice et de
« bonheur et de la justice et de
« verriez pas les autres et les
« influencent et les autres et les
« un fort aveugle et les autres et les
« de discernement, et les autres et les
« l'indignité et les autres et les
« aux pieds et les autres et les
« laissez pas les autres et les
« injustes et les autres et les
« la fureur et les autres et les
« n'a, pour les autres et les
« que le plus et les autres et les
« lui doit revenir et les autres et les
« la même et les autres et les
« n'est pas et les autres et les
« bien et les autres et les

1. Introduction
 2. Background
 3. Objectives
 4. Methodology
 5. Results
 6. Conclusion
 7. References
 8. Appendix
 9. Glossary
 10. Index

» les desirs injustes & les espérances
» criminelles. Il aura plus qu'il ne mé-
» rite , & nous n'aurons que ce qui
» nous appartient. Un pauvre père ,
» chargé de l'horreur de son crime ,
» d'une violence sacrilège , s'est justifié
» devant Dieu & les hommes ; & , par
» une satisfaction publique, a réparé sa
» faute. Rendez-lui son innocence , &
» ne déshonorez pas sa mémoire. Une
» fille n'a brisé ses fers que par la main
» puissante de la justice ; & , en la dé-
» livrant, la piété victorieuse a triomphé
» de la honte & de l'infamie. Assurez-
» lui son état, sa condition & sa liberté.

» Cet enfant , qu'un oncle barbare
» foule aux pieds dans la boue &
» la fange , comme une production de
» l'ordure du péché , est semblable à
» ces perles précieuses ; il est engendré
» de la rosée du ciel par la bénédiction
» de l'église , qui chasse tout ce qu'il y
» a d'impur & de terrestre , dissout le
» mélange de ces vapeurs , qui ne ser-
» vent jamais qu'à la génération des
» choses plus grossières & corrompues.
» Ce sont les cris innocents de cet en-
» fant qui percent les nues , écartent
» l'orage , & forceront la justice , qui est
» aveugle , & non pas insensible , à lui

» conserver le titre légitime de sa naissance ».

M. l'avocat-général *Briquet* porta la parole dans cette cause. Il examina les conséquences qui pouvoient résulter du jugement qui alloit intervenir. Il balança , avec l'impartialité la plus scrupuleuse , les raisons qu'on avoit fait valoir de part & d'autre , & conclut enfin en faveur de la sentence de l'official qui entérinoit le rescrit , & en faveur du mariage qui avoit suivi cette sentence.

Mais le parlement de Paris crut devoir s'attacher à la rigueur des règles. Les protestations n'avoient pas été faites suivant les formes requises ; & , contre ce qui est prescrit par les canons , la religieuse n'avoit gardé ni la clôture , ni l'habit de son ordre : en sorte que , par Arrêt du 21 Février 1645 , il fut dit qu'il y avoit abus dans la Sentence de l'Official ; en conséquence la réclamation fut déclarée nulle , l'exécution des vœux ordonnée , le mariage nul , & l'enfant illégitime.

Louise Dantail se pourvut en requête civile , dont le Jugement fut renvoyé , par Arrêt du Conseil , au Parlement de Metz , où cette requête fut entérinée ,

496 *Religieuse mariée.*

la sentence de l'official confirmée, les vœux déclarés nuls & le mariage bon & valable.

Fin du Tome dix-huit.

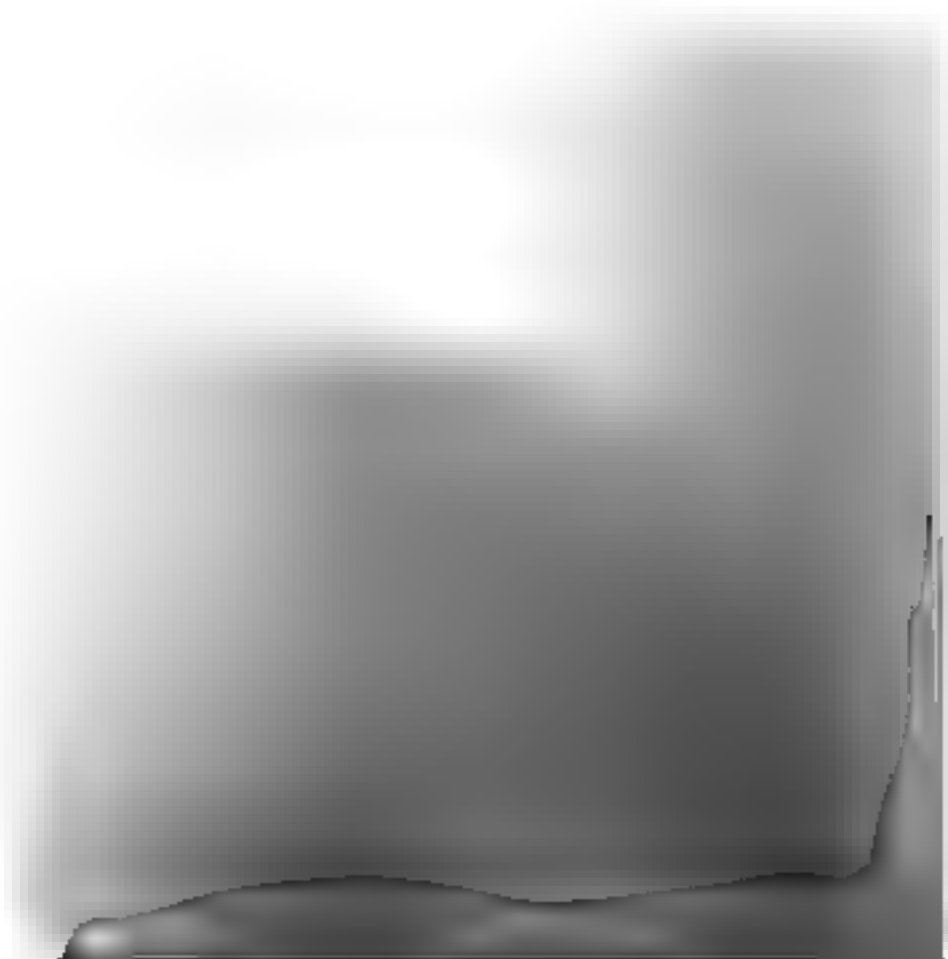
TABLE DES PIÈCES

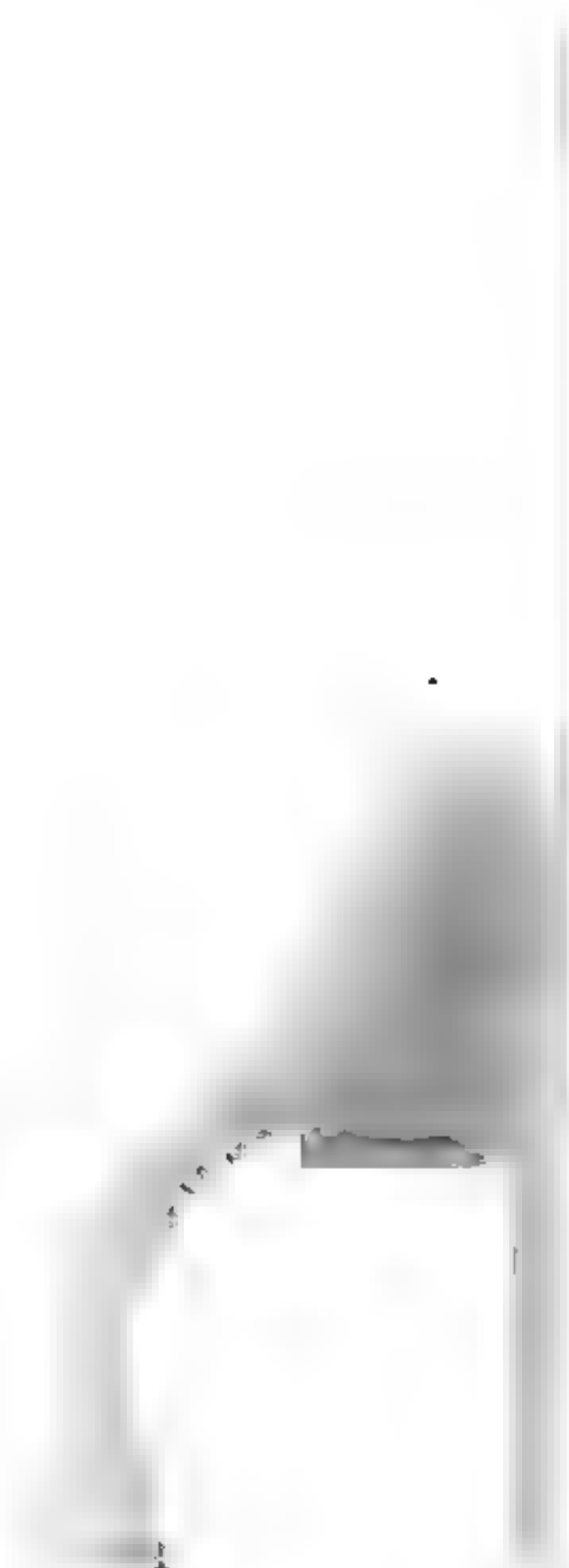
Contenues dans ce dix - huitième volume.

Les Causes nouvelles sont marquées d'une étoile.

| | |
|---------------------------------|------|
| * I MPOSTEUR Bigame, | p. 1 |
| * Enfants légitimés d'Henri IV, | 89 |
| * Cardinal marié, | 208 |
| * Religieuse mariée, | 337 |

220
1716

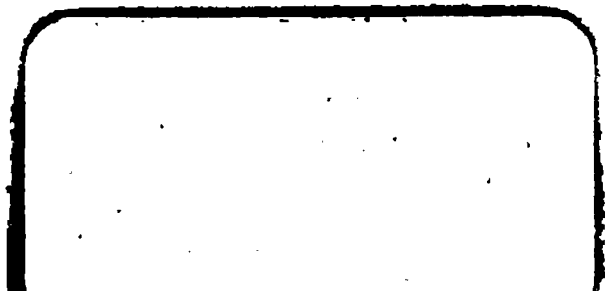








MAR 6 - 1933





MAR 6 - 1933